



Évaluation des formations

RAPPORT D'ÉVALUATION DU BILAN DU 2^E CYCLE

Université de Strasbourg

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2022-2023
VAGUE C

Rapport publié le 04/09/2023



Au nom du comité d'experts¹ :

Guy Labarre, Président

Pour le Hcéres² :

Thierry Coulhon, Président

En vertu du décret n° 2021-1536 du 29 novembre 2021 :

¹ Les rapports d'évaluation « sont signés par le président du comité ». (Article 13) ;

² Le président du Hcéres « contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts ». (Article 8, alinéa 8).

Le présent rapport est le résultat de l'évaluation de la politique et de la mise en œuvre de l'offre de formation du 2^e cycle de l'université de Strasbourg, et cela au regard des politiques publiques de l'enseignement supérieur. Il est à noter que la période sur laquelle portent les données de cette évaluation (2018-2021) a été impactée par la crise sanitaire liée à la COVID-19 et par la mise en place de plusieurs transformations de l'enseignement supérieur, dont certaines concernent le 2^e cycle (admission en master, etc.) et sont, pour certaines encore, en cours de déploiement.

Cette évaluation repose d'une part, sur les dossiers d'autoévaluation de chaque formation du 2^e cycle de l'université, et d'autre part, sur des auditions comprenant une rencontre avec les équipes de pilotage politique et administratif des formations, et avec des formations représentatives (environ 20 % de l'offre de formation) choisies conjointement et collégialement par le Hcéres et l'université.

Ce rapport contient, dans cet ordre, le rapport d'évaluation de la politique et de la mise en œuvre de l'offre de formation du 2^e cycle, et les rapports d'évaluation des formations qui composent le cycle et qui sont listées ci-après :

Domaine Arts, lettres et langues :

- *Master Arts de la scène et du spectacle vivant*
- *Master Arts plastiques*
- *Master Cinéma et audiovisuel*
- *Master Design*
- *Master Didactique des langues*
- *Master Langues et sociétés*
- *Master Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales*
- *Master Lettres*
- *Master Musicologie*
- *Master Sciences du langage*
- *Master Traduction et interprétation*

Domaine Droit, économie et gestion :

- *Diplôme de Sciences Po Strasbourg*
- *Master Administration économique et sociale (co-accréditation avec l'ENGEEES Strasbourg)*
- *Master Administration publique*
- *Master Analyse et politique économique*
- *Master Comptabilité, contrôle, audit*
- *Master Droit*
- *Master Droit de la propriété intellectuelle*
- *Master Droit de l'environnement et de l'urbanisme*
- *Master Droit des affaires*
- *Master Droit des libertés*
- *Master Droit du patrimoine*
- *Master Droit européen*

- *Master Droit international*
- *Master Droit notarial*
- *Master Droit pénal et sciences criminelles*
- *Master Droit privé*
- *Master Droit public*
- *Master Droit social*
- *Master Économie sociale et solidaire, (co-accréditation avec l'université de Haute-Alsace)*
- *Master Finance*
- *Master Gestion de production, logistique, achats*
- *Master Histoire du droit et des institutions*
- *Master Management*
- *Master Management de l'innovation*
- *Master Management et administration des entreprises*
- *Master Management et commerce international*
- *Master Monnaie, banque, finance, assurance*
- *Master Qualité, hygiène, sécurité*
- *Master Science politique*

Domaine de la Santé :

- *Certificat de capacité d'Orthophoniste*
- *Diplôme de formation approfondie en Sciences médicales (DFASM)*
- *Diplôme de formation approfondie en Sciences odontologiques (DFASO)*
- *Diplôme de formation approfondie en Sciences pharmaceutiques (DFASP)*
- *Diplôme d'État de Sage-femme*

Domaine Sciences humaines et sociales :

- *Master Archéologie, sciences pour l'archéologie, (co-accréditation avec l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg – ENSAS)*
- *Master Civilisations, cultures et sociétés*
- *Master Démographie*
- *Master Droit canonique*
- *Master Épistémologie, histoire des sciences et des techniques*
- *Master Éthique*
- *Master Ethnologie*
- *Master Études européennes et internationales*

- Master *Géographie, aménagement, environnement et développement*, (co-accréditation avec l'ENGEES Strasbourg)
- Master *Géomatique*, (co-accréditation avec l'ENGEES Strasbourg)
- Master *Histoire*
- Master *Histoire de l'art*
- Master *Information, communication*, (co-accréditation avec l'université de Haute-Alsace)
- Master *Journalisme*
- Master *Mondes médiévaux*
- Master *Philosophie*
- Master *Psychologie*
- Master *Psychologie : psychopathologie clinique psychanalytique*
- Master *Psychologie sociale, du travail et des organisations*
- Master *Relations internationales*
- Master *Sciences de l'éducation*, (co-accréditation avec l'université de Haute-Alsace)
- Master *Sociologie*
- Master *STAPS : activité physique adaptée et santé*
- Master *STAPS : entraînement et optimisation de la performance sportive*
- Master *Théologie catholique*
- Master *Théologie protestante*
- Master *Urbanisme et aménagement*, (co-accréditation avec l'École nationale supérieure d'architecture Strasbourg – ENSAS – et l'Institut national de sciences appliquées – INSA – de Strasbourg)

Domaine Sciences, technologies et santé :

- Master *Actuariat*
- Master *Biologie Santé*
- Master *Biotechnologies*
- Master *Chimie*, (co-accréditation avec l'université de Haute-Alsace)
- Master *Génie industriel*
- Master *Informatique*, (co-accréditation avec l'université de Haute-Alsace)
- Master *Mathématiques et applications*, (co-accréditation avec l'université de Haute-Alsace)
- Master *Optique, image, vision, multimédia*, (co-accréditation avec l'Institut national de sciences appliquées – INSA – Strasbourg)
- Master *Physique*

- *Master Physique appliquée et ingénierie physique*, (co-accréditation avec l'ENGEES Strasbourg et l'Institut national de sciences appliquées – INSA – Strasbourg)
- *Master Santé*
- *Master Santé publique* (co-accréditation avec l'université de Bourgogne, l'université de Franche-Comté, l'université de Lorraine et l'université de Reims Champagne-Ardenne)
- *Master Sciences de la Terre et des planètes, environnement*, (co-accréditation avec l'ENGEES Strasbourg)
- *Master Sciences du médicament et des produits de santé*
- *Master Sciences du vivant*
- *Master Sciences et génie des matériaux*, (co-accréditation avec l'Institut national de sciences appliquées – INSA – de Strasbourg et l'université de Haute-Alsace)

Organisation de l'évaluation

L'évaluation du 2^e cycle de l'université de Strasbourg a eu lieu à l'automne 2022. Le comité d'experts était présidé par M. Guy Labarre, professeur des universités en histoire grecque, à l'université de Franche-Comté. La vice-présidence du comité a été assurée par Mme Isabelle Tournier, professeure des universités en chimie, à l'université de Montpellier.

Ont également participé à cette évaluation :

M. Emmanuel Abraham, professeur des universités en physique à l'université de Bordeaux ;

Mme Khadidja Arbaoui, responsable de la qualité et des accréditations à Y SCHOOLS ;

M. Charles Bahurel, professeur des universités en droit à l'université de Nantes ;

Mme Marie Bassano, professeure des universités en droit à l'université Toulouse Capitole ;

Mme Anne-Laure Chaumette, professeure des universités en droit à l'université de Paris Nanterre ;

Mme Brigitte Deguin, professeure des universités en sciences du médicament à l'université Paris-Cité ;

Mme Marie Garre-Nicoara, maître de conférences en arts du spectacle à l'université d'Artois ;

M. Alban Goupil, maître de conférences en sciences pour l'ingénieur à l'université de Reims Champagne-Ardenne ;

M. Lionel Honoré, professeur des universités en sciences de gestion à l'université de Bretagne Occidentale ;

Mme Corinne Luxembourg, maître de conférences en géographie à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris Val de Seine ;

M. Éric Lambert, professeur des universités en psychologie à l'université de Poitiers ;

M. Pierre-Henri Morand, professeur des universités en sciences économiques à Avignon Université ;

M. Éric Savarese, professeur des universités en science politique à l'université de Montpellier ;

Mme Sylvie Wharton, professeure des universités en sciences du langage à Aix Marseille Université.

M. Jean-Pierre Ferrand, conseiller scientifique et Mme Emma Roques, chargée d'évaluation, représentaient le Hcéres.

Présentation de l'offre de formation du 2^e cycle

L'offre de formation du deuxième cycle de l'université de Strasbourg (Unistra) couvre l'ensemble des domaines disciplinaires. Elle est composée de 85 formations, dont 79 masters, 3 diplômes de formation approfondie (*Sciences médicales, Sciences odontologiques, Sciences pharmaceutiques*), 1 diplôme d'État (*Sage-femme*), un certificat de capacité (*Orthophonie*) et 1 diplôme de l'IEP (*Diplôme de Sciences Po Strasbourg*). L'offre de formation du deuxième cycle est proposée actuellement à 10 423 étudiants sur les 55 142 que compte l'Unistra, soit 18,9 %. 13 formations font l'objet de co-accréditations simples ou multiples : 5 avec l'université de Haute-Alsace (UHA), 5 avec l'École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg (ENGEES), 4 avec l'Institut national des sciences appliquées (INSA) Strasbourg et 2 avec l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg (ENSAS).

Ces formations relèvent pour 28 d'entre elles du domaine Droit, économie, gestion (DEG), 24 du domaine Sciences humaines et sociales (SHS), 17 du domaine Sciences, technologies, santé (STS), 5 du domaine Santé et 11 du domaine Arts, lettres, langues (ALL). Elles rassemblent plus de 280 parcours : la plupart sont des mono-parcours (26), mais plusieurs mentions proposent plus de dix parcours (*Sciences du vivant ; Chimie ; Langues, littératures et civilisations étrangères régionales*), la médiane se situant entre deux et trois par mention.

Cette offre de formation est portée par 32 composantes de l'établissement, qui sont en relation directe avec le niveau central de l'université sans autre niveau intermédiaire de subsidiarité.

Les formations du deuxième cycle du domaine DEG sont portées par la faculté de Droit, de sciences politiques et de gestion (13), par la faculté des Sciences économiques et de gestion (7), par l'École de management de Strasbourg (EM) (3), par le Centre d'études internationales de la propriété intellectuelle (CEIPI) (1), par l'Institut d'études politiques (IEP, 2) : *diplôme de Sciences Po Strasbourg ; master Science politique*, et conjointement par l'Institut de préparation à l'administration générale (IPAG) et par l'IEP (2) : *Administration publique ; Finance*. Les masters du domaine SHS sont portés par la faculté des Sciences historiques (6), par la faculté de Sciences sociales (4), par la faculté de Géographie et aménagement (3), par la faculté de Psychologie (3), par la faculté de Philosophie (1), par la faculté Catholique (2), par la faculté Protestante (1), par l'IEP (2) : *Études européennes et internationales ; Relations internationales*, par le Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ) (1) et par l'INSPE, autre que les masters MEEF (1) : *Sciences de l'éducation*. Les masters du domaine STS relèvent de la faculté de Physique et ingénierie (4), de la faculté de Chimie (1), de l'UFR de mathématiques et informatique (3), de la faculté des Sciences de la vie (1), de la faculté des Sciences du sport (2), de la faculté de Médecine, maïeutique et science de la santé (5), de la faculté de Pharmacie (2), de la faculté de Chirurgie dentaire (1), de l'École supérieure de biotechnologie de Strasbourg (ESBS) (1), de l'École et observatoire des sciences de la Terre (EOST) (1), de Télécom physique Strasbourg (TPS) (1). Les masters du domaine ALL se répartissent entre la faculté des Arts (5), la faculté des Langues (4) et la faculté des Lettres (2). D'autres formations, ou parfois de simples parcours portés par une faculté, le sont conjointement par des écoles ou des instituts : avec l'ENGEES, TPS et l'INSA (1), avec l'ESBS et TPS (1) ; avec l'Institut hospitalo-universitaire de Strasbourg (IHU) (1) ; avec l'Institut de démographie de l'université de Strasbourg (IDUS) (1) ; avec l'IEP (1) ; avec l'École de chimie, polymères et matériaux de Strasbourg (ECPM) (1), avec l'École nationale supérieure de chimie de Mulhouse (ENSCMu) (1) ou avec l'université de Fribourg-en-Brisgau (1) : *International Master in Polymer Science*.

L'offre de formation du deuxième cycle s'appuie sur l'initiative d'excellence (IdEx) obtenue par l'établissement. Elle bénéficie de cet apport pour au moins 39 projets : 7 dans le domaine ALL, 5 en DEG, 11 en SHS, 6 en STS. Ils visent à améliorer les contenus et les dispositifs des parcours de formations (par exemple en *Lettres, Arts de la scène et du spectacle vivant ASSV, Langues et sociétés, Cinéma et audiovisuel, Droit, Gestion de production, logistique, achats GPLA, Informatique, Biologie santé*), les enseignements (*Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales (LLCER), Didactique des langues*), l'interactivité et la qualité des enseignements à distance (*Science politique*), la démarche qualité de la formation (*Management des projets internationaux*) l'insertion professionnelle (*Sciences du langage*), la pédagogie innovante (*Qualité hygiène sécurité, Biotechnologies*), la mise en place de plateformes de travaux pratiques dans les domaines de pointe (*Chimie*), la modernisation des équipements (*Sciences du médicament et des produits de santé*), l'adossement à la recherche (*STAPS : activité physique adaptée et santé – APAS*). Enfin, 15 instituts thématiques interuniversitaires (ITI) ont été récemment créés (2021) pour favoriser l'interdisciplinarité et les liens entre la formation et la recherche.

Analyse globale de l'offre de formation du 2^e cycle

L'offre de formation du deuxième cycle est riche et diversifiée. Elle est construite en cohérence et en *continuum* avec le premier cycle, mais le lien avec les formations doctorales n'est pas mis en avant par les formations. Elle est plus ou moins en adéquation, selon les mentions, avec les objectifs majeurs définis par l'établissement, à savoir l'interdisciplinarité, l'international, l'innovation et le développement sociétal.

Cependant, l'objectif de l'interdisciplinarité gagnerait à être mieux défini au sein des formations. Malgré le développement de quelques formations interdisciplinaires, la majorité des mentions s'inscrit au mieux dans un cadre pluridisciplinaire et se limite parfois à favoriser les mutualisations et les enseignements transversaux (*Droit international ; Droit du patrimoine ; Psychologie sociale, du travail et des organisations PSTO*, par exemple). La création des ITI, dont on ne voit que les prémices par l'inscription d'enseignements ou de parcours dans ce cadre interdisciplinaire, devrait permettre de mieux structurer cette politique et ainsi favoriser l'interdisciplinarité. L'internationalisation s'inscrit dans une politique clairement établie et se concrétise par des accords, des alliances, des partenariats et des délocalisations. Mais cette priorité stratégique n'apparaît pas identifiée ou partagée par l'ensemble des formations. Freinées par la crise sanitaire de ces deux dernières années, les mobilités étudiantes et enseignantes doivent être relancées et plus systématiquement encouragées. De nombreuses actions en faveur de l'innovation pédagogique ont été menées grâce aux supports de l'IdEx et l'appui de l'institut de développement et d'innovation pédagogiques (Idip). Souvent fructueuses, elles doivent être encouragées.

L'adossement à la recherche des formations est souvent de qualité, parfois même excellent, mais il est loin d'être suffisamment marqué dans l'ensemble des formations comme il devrait l'être au niveau d'un deuxième cycle. La plupart des formations du deuxième cycle sont attractives, comme le souligne notamment le nombre parfois élevé de dossiers de candidatures. Mais derrière ce constat général se profilent des variations entre les mentions ou les parcours. Les taux de réussite des étudiants sont bons et l'insertion professionnelle, très satisfaisante pour la plupart des formations, prouve que l'offre de formation du deuxième cycle est adaptée aux besoins sociétaux. Mais là encore, des situations diverses existent auxquelles l'établissement et ses composantes doivent être attentifs, d'autant plus que le suivi des étudiants et son analyse font souvent défaut, malgré les mesures effectuées par l'Observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (ORESPE), qui apparaissent décalées dans le temps et parfois fondées sur des taux de réponse insuffisants.

La formation continue et l'alternance sont en général peu développées dans l'offre de formation même si un certain nombre de mentions annonce une ouverture prochaine. Bien que les formations s'en soient emparées durant la crise sanitaire, l'hybridation et l'enseignement à distance ne sont généralement pas vus comme des atouts permettant de construire l'université inclusive qui est l'une des ambitions affichées de l'Unistra. Malgré la création de parcours spécifiques mettant l'accent sur le traitement des données, les mentions sont encore trop peu nombreuses à identifier les compétences numériques comme un facteur d'innovation en adéquation avec l'évolution de la société. Enfin, on relève une hétérogénéité et une difficulté dans la façon dont les formations se sont approprié l'exercice d'autoévaluation.

L'architecture de l'offre de formation du 2^e cycle

L'architecture de l'offre de formation est cohérente et complémentaire, mais encore trop peu marquée par les priorités stratégiques de l'établissement. Dans une très grande majorité de cas, les masters ont une place cohérente et complémentaire dans l'offre de formation par le lien avec la formation en premier cycle et par la diversité des parcours offerts. Ils sont orientés vers une spécialisation progressive et cherchent à répondre à un objectif général d'excellence voulu par l'Unistra. Dans quelques cas, des améliorations pourraient être apportées : manque d'analyse du positionnement (*Histoire*), clarification de l'intitulé du master (*Droit ; Droit européen*), concurrence avec des formations proches (*Droit international*), manque de cohérence globale de la mention (*AES ; Monnaie, banque, finance, assurance*), nécessité de réduire le nombre de parcours ou d'améliorer leur lisibilité, de proposer un tronc commun ou des enseignements mutualisés (*Droit de la propriété intellectuelle, Histoire*).

Le *continuum* licence-master est bien identifié et les masters font suite à une ou plusieurs licences du domaine ou aux diplômes des écoles d'ingénieur pour les formations en double diplôme (*Optique, image, vision, multimédia ; Physique appliquée et ingénierie physique* par exemple). Il n'en va pas de même pour les poursuites en doctorat qui sont insuffisamment évoquées. Cela peut se comprendre pour des formations qui ont fait le choix de s'orienter davantage vers l'insertion professionnelle immédiate (*Droit du patrimoine ; Génie industriel, Biologie santé*) beaucoup moins pour les autres (*Philosophie, Relations internationales*). De la même façon, les préparations aux concours faisant suite à certains masters sont assez peu documentées (*Histoire, Arts plastiques, Physique*).

Des formations identifient l'ensemble des axes stratégiques de développement de l'établissement, telles que *Journalisme, Théologie catholique* ou *Sociologie*, et affirment participer à plusieurs d'entre eux (notamment *Urbanisme ; Épistémologie, histoire des sciences et des techniques (EHST) ; Géomatique ; Histoire de l'art ; Relations internationales*). La plupart des masters s'inscrit dans ces priorités en mettant en avant l'interdisciplinarité et surtout la pluridisciplinarité ou la transdisciplinarité, mais peu de mentions ou parcours sont véritablement interdisciplinaires ou à l'intersection de différents domaines (*EHST, Éthique, Master d'études médiévales interdisciplinaires (MEMI), Master interdisciplinaire des mondes de l'antiquité (MIMA), Physique, Sciences de la terre et des planètes, environnement, STAPS : APAS*). Des masters proposent un parcours transversal *Approches interdisciplinaires de sciences de la donnée (AISD)*, qui représente 30 crédits ECTS, tout en gardant 90 crédits ECTS spécifiques, mais ils sont encore trop peu nombreux

(Droit, parcours sciencquatre ITles des données ; Sciences du langage, parcours Science de la donnée et intelligence artificielle ; Sciences du vivant, parcours Approche disciplinaire en sciences des données).

Des mentions commencent à développer des enseignements dans le cadre des ITI. Il s'agit de LLCER dans l'ITI Centre de recherche et d'expérimentation sur l'acte artistique (CREAA), *Civilisations, cultures et sociétés* dans l'ITI Histoire, sociologie, archéologie et anthropologie des religions (HiSAAR), *Lettres, Cinéma et audiovisuel*, ainsi qu'*Éthique* dans l'ITI Littératures, éthique et arts (LETHICA), *Analyse politique et économique, Histoire du droit et des institutions* et *Monnaie, banque, finance, assurance* et *Sociologie* dans l'ITI Fabrique de la société européenne (MAKERs), *Psychologie* dans l'ITI Le système nerveux de l'adaptation aux pathologies (NeuroStra), *Chimie* dans l'ITI Institut du médicament de Strasbourg (IMS), *Physique et Chimie* dans l'ITI Matériaux hiérarchiques et fonctionnels pour la santé, l'environnement et l'énergie (HiFunMat), *Chimie* dans l'ITI Vectorisation innovante de biomolécules (Innovec). Mais elles sont encore minoritaires (15 mentions), même si quatre d'entre elles au contraire prennent appui sur plusieurs ITI (LLCER, *Théologie catholique, Sociologie, Chimie*) et développent un lien fort avec des Graduate School (*Biotechnologies, Chimie, Physique*). La création récente de ces structures peut expliquer cette situation. Il appartient toutefois de mieux cerner les attendus de l'interdisciplinarité et de veiller à l'impact des ITI dans ce domaine et, plus généralement, sur l'ensemble de l'offre de formation du deuxième cycle.

De nombreuses formations savent mettre en lumière leurs partenariats académiques à l'échelle nationale, au niveau de la région Grand Est (*Biotechnologies ; STAPS : APAS*) ou local. D'autres, en revanche, montrent que ceux-ci restent limités et à développer (*Arts plastiques, Lettres, Théologie protestante, Chimie*), quelques formations n'en faisant pas état ou pas suffisamment (*Design, Civilisations, cultures et sociétés, PSTO, Droit international*).

Si un schéma directeur de développement durable a été mis en place par l'établissement, on en trouve peu de traces dans les formations : cette politique paraît ignorée du plus grand nombre à l'exception de rares mentions (*Sciences de la terre et des planètes, environnement ; Management et commerce international*) qui en intègrent les enjeux. En revanche, une sensibilisation est mise en œuvre dans les enseignements de manière diverse selon les mentions, centrale ou transverse, optionnelle ou obligatoire (*Cinéma et audiovisuel, Lettres, Sciences du langage, Géomatique, Sociologie, Théologie catholique, Théologie protestante, Optique, image, vision, multimédia, Physique appliquée et ingénierie physique*), certaines formations ne prenant pas en compte ce sujet (*Actuariat, Biotechnologies, Physique, Santé*). Les positions sont donc divergentes et il est rare de voir une formation suggérer que l'usage des outils numériques pourrait faire l'objet d'une attention au développement durable (*Didactique des langues*).

L'accompagnement des étudiants du 2^e cycle à la réussite

Le deuxième cycle est globalement attractif, mais déficient dans l'analyse et le suivi du recrutement des étudiants. La grande majorité des mentions est attractive. Plus d'une quinzaine de masters ont de forts taux de pression (33 candidatures par place offerte en *Droit des libertés*, 24 en *Psychologie : psychopathologie clinique psychanalytique (PPCP)*, 22,5 en *Droit international*, 20 en *GPLA*, 18 en *Journalisme*, 15 en *Génie industriel*, 15 en *Droit de l'environnement et de l'urbanisme*, 10 en *Relations internationales* par exemple) et une excellente attractivité en raison de leur sélectivité ou de leur appui sur des écoles ou des instituts renommés. La part des étudiants extérieurs à l'établissement dans les formations est parfois élevée (jusqu'à 80 % dans le master *Informatique* par exemple). Plusieurs formations ont un nombre de candidatures en hausse (*Journalisme, Psychologie, PPCP, Mondes médiévaux, ASSV, Arts plastiques, Sciences du langage* par exemple), ce qui est bon signe. Quelques-unes devront cependant renforcer cette attractivité, soit au niveau de la mention, soit au niveau de certains parcours (*Didactique des langues, Musicologie, Design, Droit, Droit canonique, Philosophie, Histoire de l'art, Sciences de la terre et des planètes, environnement, Santé*), a fortiori lorsque la formation est confrontée à une baisse constante des effectifs (*Droit public*). La plupart du temps, des dispositifs utilisant de multiples canaux d'information sont en place pour développer cette attractivité (supports classiques de communication, salons, sites internet, réseaux sociaux, *alumni*). Il reste néanmoins quelques formations telles que *LLCER, Didactique des langues, Langues et sociétés, PPCP, Sciences et génie des matériaux, Santé, Sciences et génie des matériaux, Droit public* par exemple, qui n'investissent pas suffisamment cette question, soit qu'elles ne donnent pas ou peu d'indications, soit que les canaux d'information sont insuffisamment diversifiés. Mais le problème principal est que, dans de trop nombreuses formations (*Démographie, Urbanisme, Histoire, Philosophie, Analyse et politique économique, Monnaie, banque, finance, assurance, par exemple*), l'analyse de cette attractivité reste partielle ou fait défaut : manque de suivi régulier des candidatures et des inscriptions, données disparates ou inexistantes ne permettant pas de dégager une évolution, les provenances, les passerelles. Des enquêtes plus fournies ou plus complètes devront être menées pour juger plus efficacement de l'adéquation de la formation avec ses objectifs et de son attractivité. Un contraste apparaît nettement entre les formations qui prennent appui sur les écoles ou les instituts (*Management, Science politique, Relations internationales, Administration publique* par exemple) et qu'elles suivent les flux, et les autres.

Le manque de moyens humains, de temps et de personnel dédiés à cette fin est parfois souligné par les formations (*Théologie catholique* par exemple). C'est un modèle qu'il faut étendre à l'ensemble des formations.

Les dispositifs du suivi et de l'accompagnement de la réussite des étudiants sont insuffisants. Les taux de réussite sont en moyenne de plus de 80 % en master 1 et de près de 80 % en master 2 pour l'ensemble des formations à l'exception du domaine Santé où ils sont de 95 %. Certaines formations ont d'excellents résultats : 100 % en *Administration publique* et en *GPLA* du fait de la sélectivité de la formation, mais aussi en *Droit de l'environnement et urbanisme*, *Droit des libertés*, en *Relations internationales*, *Management*, en *Monnaie, banque, finance, assurance*, *Génie industriel*, *Sciences du vivant*, *Sciences et génie des matériaux*. Une majorité de formations présente de bons, voire de très bons résultats. Toutefois, même si cela demeure très minoritaire, quelques masters affichent des taux de réussite anormalement bas (*Analyse politique et économique*, *Théologie catholique*, *Arts plastiques*, *LLCER*, *Musicologie*, *Droit public*), quelquefois seulement en master 2 (*Traduction et interprétation*, *Langues et sociétés*). Dans ces conditions, se pose la question du recrutement en amont et des dispositifs d'accompagnement des étudiants pour accroître les taux de diplomation, voire juguler les abandons en cours de parcours.

Les dispositifs d'aide à la réussite des étudiants sont généralement peu mis en place en cycle de master où les étudiants sont sélectionnés. Or, l'accompagnement et le suivi individualisé des étudiants contribuent aux excellents résultats de certaines formations (*Relations internationales*, *Urbanisme*, *Science politique*).

En dehors des formations relevant des écoles ou des instituts qui ont mis en place un portefeuille de compétences associant compétences académiques et professionnelles (*Science politique*, *Comptabilité, contrôle, audit*, *Droit de l'environnement et de l'urbanisme*, *Management et administration des entreprises* par exemple) et valorisent les compétences acquises hors de l'établissement (engagements associatifs dans le master *Administration publique* par exemple), les masters qui ont déjà adopté une approche par compétences structurant la formation et sont organisés par blocs de compétences sont peu nombreux (*Langues et sociétés*, *Ethnologie*, *Géographie, aménagement, environnement et développement GAED*, *Génie industriel*). Celle-ci est appliquée le plus souvent de façon partielle ou ponctuelle, parfois de façon inégale (par exemple *Arts plastiques*, *ASSV*, *Sciences du langage*, *Didactique des langues*, *Cinéma et audiovisuel*, *Musicologie*, *EHST*, *Démographie*, *Histoire de l'art*, *Actuariat*, *Informatique*, *Optique, image, vision, multimédia*). Pour la plupart des formations, cette question reste au mieux à l'état de la réflexion (*Lettres*, *Traduction et interprétation*, *PPCP*, *PSTO*, *Sciences de l'éducation*, *Droit international*, *Droit de la propriété intellectuelle*, *Chimie*, *Sciences de la terre et des planètes, environnement*, etc.).

Une majorité de formations, à l'instar de *Relations internationales* ou de *PSTO*, met en place des pratiques pédagogiques diversifiées, pertinentes, parfois innovantes. Elles prennent éventuellement appui sur des plateformes (*Biotechnologies*, *Chimie*) : tutoriels, capsules vidéos, sites internet, Mooc (*Sciences du langage* par exemple). Elles investissent différents lieux selon les nécessités de la formation : terrain, lieux de médiation ou patrimoniaux, archives, learning center (*Urbanisme*, *Histoire*, *EHST*, *Sciences de l'éducation*) ou encore usine- école et fablab (*Génie industriel*) ou adaptés à la réalité virtuelle, jeux de rôle, *serious game* (*Biotechnologies*, *Génie industriel*), classes inversées et pédagogie par projets (*Actuariat*, *Biotechnologies*, *Optique, image, vision, multimédia*, *Sciences du vivant*, *Biologie santé*, *STAPS EOPS*). Cependant un certain nombre de masters reste très classique avec une alternance de cours magistraux et de travaux dirigés (*Théologie protestante*) ou sans grande diversité pédagogique (*Philosophie*, *Histoire*, *PPCP*, *Droit public*, *Histoire du droit et des institutions*, *Physique appliquée et ingénierie physique*, *Sciences et génie des matériaux* par exemple). Au niveau de l'établissement, la certification numérique (PIX) est assurée en licence et non en master, ce qui n'est pas un problème en soi.

Très peu de formations ont développé l'hybridation ou ont recours à l'enseignement à distance. À cet égard, le parcours *Technical Communication and Localization* (TCloc) du master *Traduction et interprétation*, en anglais et à distance, attirant de nombreux professionnels d'une vingtaine de pays étrangers, reste l'exception tout en montrant de très faibles taux de réussite, ce qui illustre les difficultés du passage à distance pour une formation. Beaucoup de formations ont dûs'adapter et faire évoluer leurs pratiques lors de la crise sanitaire, mais la majorité d'entre elles est revenue au système d'enseignement entièrement en présentiel. Il n'existe donc que quelques formations avec des formats hybrides ou des parcours entièrement à distance (*Traduction et interprétation*, *LLCER*, *Psychologie*, *Sciences de l'éducation*, *Science politique*, *Biologie santé*). La plupart propose quelques enseignements, séminaires ou conférences sous cette forme, ou se limite à l'usage classique de la plateforme Moodle. En dehors des étudiants salariés, les formations ne semblent prendre que très peu en compte l'accueil des étudiants ayant des besoins spécifiques, tels que les étudiants en situation de handicap à l'exception du master *Sciences du vivant*, alors que l'université se veut inclusive (modalités de contrôle adaptées, accès aux locaux par exemple).

L'IDIP n'est pas connu de l'ensemble des formations du deuxième cycle. Celles qui évoquent cet institut indiquent que ce sont souvent les nouveaux enseignants et enseignants-chercheurs recrutés qui bénéficient des formations et non l'ensemble des enseignants-chercheurs. Il est difficile de savoir si l'offre de l'IDIP ne

correspond pas aux attentes des formations ou si les enseignants-chercheurs, parmi leurs multiples missions, n'identifient pas celles-ci comme prioritaires. D'autres formations, au contraire, ont su s'emparer de cet outil pour développer l'innovation pédagogique, parfois pour mettre en place une pédagogie innovante tournée vers la professionnalisation des étudiants. Des formations répondent à des appels à projets pédagogiques innovants grâce aux financements de l'IdEx (*Urbanisme, Théologie protestante, Qualité hygiène sécurité, Sciences du médicament et des produits de santé, STAPS EOPS* par exemple), mais les exemples restent peu nombreux. L'obtention par les enseignants-chercheurs de congés pour projets pédagogiques (CPP) n'est pas mentionnée.

Outre le master *Santé* construit dans le cadre du projet EVEREST (financé en 2019 dans le cadre du Programme d'investissements d'avenir (PIA initiatives d'excellence en formations innovantes numériques) en région Grand Est), certaines mentions inscrivent leurs activités dans le cadre de l'IdEx. C'est le cas de trois formations seulement dans le domaine DEG (dont *Science politique*) ; dans les domaines STS et SHS, 40 à 50 % des formations sont concernées et plus encore dans le domaine ALL où près des deux tiers des formations évoquent ces dispositifs. Il est envisagé le plus souvent des financements pour des actions spécifiques et ponctuelles et des dispositifs dynamisant les contenus de la formation : à l'occasion de la création de parcours (notamment AISD, mais pas seulement), il s'agit ainsi de permettre l'acquisition d'outils innovants, la création de sites internet, la constitution de plateforme en vue d'un apprentissage collaboratif et le traitement de données, réaliser des projets d'enseignement à distance ou de travaux pratiques, créer des formations innovantes avec l'appui de l'Idip. Cependant, les initiatives ne sont guère détaillées. Les informations concernant les moyens mis en œuvre sont insuffisantes pour évaluer l'ampleur de ces actions. Il s'agit parfois d'un appui modeste. Les objectifs n'apparaissent pas toujours clairement et encore moins les impacts. Ces actions apparaissent relativement dispersées et l'affirmation du lien avec les priorités de l'établissement insuffisamment renseignée tant pour la formation que pour la recherche. Des formations expriment le désir de mener davantage d'actions en relation avec l'IdEx ou déplorent l'absence de pérennité des moyens. C'est particulièrement le cas lorsque des enseignements sont ouverts grâce à des financements obtenus par appel à projets, ce qui contraint les responsables à trouver des solutions économiques pérennes à l'issue des opérations. L'établissement doit se saisir de cette question.

L'établissement indique suivre et analyser la réussite de ses étudiants du deuxième cycle. Il a mis en place différentes actions de soutien de ses étudiants et effectue une analyse globale du taux de réussite et une autre à l'échelle des formations. Il déclare disposer de dispositifs permettant l'amélioration du taux de réussite, mais il manque de les définir. Quelques formations du deuxième cycle assurent un suivi remarquable (enquêtes annuelles, suivi individuel) parce qu'elles disposent de services dédiés et d'un encadrement approprié (*Administration publique, Science politique, Relations internationales, GPLA, Physique, Sciences de la terre et des planètes, environnement, Santé, Sciences du médicament et des produits de santé, Biologie santé* par exemple). D'autres s'efforcent d'assurer ce suivi et affichent des taux de réponse aux enquêtes satisfaisants (*Management, Géomatique, Démographie* par exemple). Cependant, pour de nombreuses formations, il s'agit d'un point faible. Trop de formations n'ont pas communiqué les données nécessaires telles que *Physique appliquée et ingénierie physique* ou déclarent un manque de suivi ou d'analyse lié aux faibles moyens mis à disposition et à des données jugées parfois peu fiables (*Lettres, Droit des affaires* par exemple). La plupart se limitent à recevoir les données de l'ORESIPE portant sur l'année 2018 (*Histoire* par exemple). Les poursuites en doctorat sont peu documentées, les réussites aux concours également. Le constat général est celui d'un manque de suivi et surtout d'analyse des données lorsqu'elles existent.

L'adossement des formations du 2^e cycle à la recherche

L'adossement à la recherche des formations du deuxième cycle de l'Unistra est globalement satisfaisant. La présence d'EUR et d'ITI consolide cet adossement notamment dans le domaine des sciences et technologies (*Chimie ; Biotechnologies ; Optique, image, vision, multimédia ; Physique ; Physique appliquée et ingénierie physique ; Sciences et Génie des Matériaux ; STAPS : APAS ; STAPS : EOPS*). Ces appuis offrent un environnement propice à une formation d'excellence (*Chimie* notamment). Néanmoins, on constate une assez forte hétérogénéité dans les pratiques entre domaines de formation, entre mentions d'un même domaine, voire entre parcours d'une même mention. Il arrive que l'adossement à la recherche soit peu visible, peu marqué ou insuffisamment développé, inégal selon les parcours, voire absent (*LLCER, Langues et sociétés, Traduction et interprétation, Théologie catholique, Théologie protestante, Droit administratif, Droit des libertés, AES, Droit de la propriété intellectuelle, Droit pénal et sciences criminelles, Génie industriel*). C'est un point faible pour plusieurs formations.

À l'échelle de l'établissement, l'implication des enseignants-chercheurs est importante dans les formations du deuxième cycle. Elle est souvent majoritaire ou équilibrée à l'exception de quelques masters où elle avoisine le tiers (*Management* en raison de l'intervention d'un grand nombre d'intervenants extérieurs professionnels ; *Histoire de l'art* à cause d'un faible nombre de titulaires) ou même apparaît faible au regard des effectifs (*Traduction et interprétation*), voire très faible (certificat de capacité d'*Orthophoniste* ; Diplôme de formation approfondie en *Sciences Odontologiques*).

Outre cette dimension quantitative, la qualité de l'adossement semble réelle lorsque le dossier donne à connaître des thématiques de recherche, des intitulés d'équipes qui apparaissent bien en phase avec les enseignements dispensés. On peut regretter malgré tout que, souvent, les mentions de master passent sous silence cette possible adéquation. Dans la majorité des formations, une formation à la recherche est prévue pour les étudiants (méthodologie de recherche, recherche documentaire, méthodologie rédactionnelle) et peut être approfondie si l'étudiant opte pour un parcours menant vers la poursuite d'études en doctorat. Mais cet accompagnement à la recherche est parfois très léger et la contribution des unités de recherche à cette tâche, sous forme de participation à la direction de recherche ou d'accueil dans les laboratoires, est disparate. Si les objectifs de certains parcours visant une insertion professionnelle immédiate (*Droit du patrimoine* par exemple) peuvent expliquer un moindre investissement à ce niveau, il est primordial de ne pas délaisser cet aspect de la formation en deuxième cycle. Le master *Management et commerce international* montre qu'il est possible de concilier une attention forte à la formation à la recherche et une finalité d'insertion professionnelle immédiate. Dans beaucoup de formations plus particulièrement dédiées à préparer à une poursuite d'études en doctorat, il est en outre nécessaire de clarifier le rôle des unités de recherche et de généraliser les bonnes pratiques observées.

Seules quelques formations mentionnent des liens avec des EUR dont le rôle est peu explicité (*Chimie, Physique, Démographie, Sciences du vivant* notamment).

Si la déontologie et l'intégrité scientifique tiennent une place importante, attendue dans certaines formations (*EHST, Journalisme, Science politique, STAPS : APAS, Sciences du vivant, Biologie santé* par exemple), le plus souvent elles ne font l'objet que d'une sensibilisation, soit dans le cadre d'un enseignement spécifique dans le meilleur des cas, soit de façon diffuse dans différents enseignements, voire seulement lors de l'encadrement des mémoires de recherche (*Droit des libertés*, par exemple). Malheureusement, certaines formations considèrent à tort qu'il s'agit d'acquis préalables au deuxième cycle et n'abordent que peu le sujet, voire pas du tout (*Démographie, Civilisations, sociétés et cultures, Histoire* par exemple). La formation documentaire est souvent assurée au titre de quelques heures, rarement pour un enseignement approfondi. Le nombre d'heures qu'y consacre le *diplôme d'IEP de Sciences Po Strasbourg* reste ainsi exceptionnel. Les services de documentation sont assez diversement mobilisés pour cet enseignement, leur implication étant parfois inexistante. Les informations sont insuffisantes pour savoir si ces services sont peu sollicités par les formations ou s'il est difficile aux personnels des bibliothèques de répondre aux demandes.

La professionnalisation des formations du 2^e cycle

Malgré une politique volontariste, la professionnalisation des formations du deuxième cycle est incomplète et les formations sont peu ouvertes à la formation tout au long de la vie. La professionnalisation est un objectif affirmé d'un grand nombre de formations du deuxième cycle particulièrement dans le domaine DEG, mais aussi STS, Santé et ALL, beaucoup moins dans le domaine SHS. Ainsi, la politique de renforcement de la professionnalisation définie par l'établissement, qui en fait un axe stratégique, est diversement reçue par les formations. Le développement des liens de l'établissement avec les milieux socio-économiques fait face à un degré de mobilisation très disparate alors que celui-ci soutient un dialogue avec ses partenaires socio-économiques et sait répondre aux demandes des milieux professionnels. Quelques formations excellent dans ce domaine grâce à des appuis sur des réseaux entrepreneuriaux et institutionnels. Dans ce cas, des liens forts et des partenariats sont entretenus avec le monde socio-économique (*Management, Management et commerce international, Management et administration des entreprises, Finance, Sciences de la terre et des planètes, environnement, Actuariat, Génie industriel, Sciences de la terre et des planètes, environnement, Sciences du médicament et des produits de santé* par exemple), mais certaines formations traitent encore cette question de façon imprécise ou témoignent de peu d'ouverture (*AES, Analyse et politique économique, Philosophie, Éthique, Civilisations, cultures et sociétés, Chimie, Sciences du vivant, Sciences et génie des matériaux* par exemple). Ce constat se retrouve dans la place faite aux professionnels dans l'enseignement. L'éventail de la part prise par ces intervenants professionnels, en nombre comme en heures, est extrêmement variable d'une formation à l'autre, parfois d'un parcours à l'autre, certaines formations n'en faisant intervenir aucun. L'intervention des professionnels dans la formation est supérieure à 60 % pour 10 mentions, dont 5 à plus de 75 % (*ASSV, Santé, Journalisme, Informatique, Comptabilité, contrôle, audit*). Inversement, 11 formations ont un taux d'intervention de professionnels inférieur à 10 %. Cela pourrait se comprendre pour certaines mentions telles que *Droit canonique, Théologie catholique, Lettres ou Histoire de l'art*, mais surprend pour des formations comme *Chimie* (9,3 %), *Biotechnologies* (9,65 %), *Physique appliquée et ingénierie physique* (3,41 %), *Sciences et génie des matériaux* (6,10 %), *Sciences de la terre et environnement* (6,49 %), *Mathématiques et applications* (2,53 %).

L'établissement propose de nombreuses actions permettant de renforcer la dimension professionnalisante, mais également de faciliter l'insertion professionnelle des diplômés. Mais cela ne se retrouve guère au niveau des mentions, car très peu proposent une formation à l'entrepreneuriat. Trop peu de mentions évoquent aussi les intégrations possibles par validation des acquis de l'expérience ou des acquis professionnels, souvent peu nombreuses, encore moins la formation tout au long de la vie. Ce constat se retrouve aussi dans la place

accordée aux stages dans la formation, leur répétition ou non durant les deux années du master et par leur durée courte d'une ou deux semaines (LLCER, EHST, Histoire de l'art, Théologie catholique) à 36 ou 37 semaines (Lettres, Cinéma et audiovisuel, Sciences du médicament et des produits de santé). La professionnalisation des formations avec l'intégration de partenaires industriels issus du monde socio-économique devra davantage être développée, notamment pour les formations tournées essentiellement vers les métiers de la recherche et/ou menant vers les études doctorales.

Malgré cette professionnalisation inégale, de nombreuses formations ont de bons, voire d'excellents, taux d'insertion professionnelle. Quelques-unes doivent néanmoins s'interroger sur des taux faibles et surtout sur l'adéquation à l'emploi, la stabilité et le niveau de qualification (Mondes médiévaux, Philosophie, Droit canonique, Démographie, Analyse et politique économique, Droit international, Sciences du vivant, Sciences de la terre et des planètes, environnement, STAPS EOPS par exemple). Surtout, il est impératif de porter une attention particulière à l'analyse des données de l'insertion professionnelle des diplômés. Si les enquêtes d'insertion menées par l'établissement sont mises à disposition des équipes pédagogiques ou des conseils de perfectionnement, et sont parfois prises en compte dans l'évolution de l'offre de formation, l'analyse de ces données est régulièrement absente, ce qui est pourtant nécessaire pour la mesure de la qualité de la formation et de son adaptation aux milieux socio-économiques.

Si l'établissement contribue au développement d'une offre de formation ouverte à la formation continue et en alternance, et dispose d'un service de formation continue (SFC) qui accompagne les composantes dans une ingénierie pédagogique adaptée, cet effort ne se concrétise pas toujours au niveau des formations du deuxième cycle, soit qu'il n'est pas connu, soit qu'il n'est pas rendu visible. Bien des formations n'ont pas de stratégie ou de politique pour l'alternance et/ou la formation continue, et pratiquent au mieux au cas par cas. Parfois, il n'existe aucun dispositif particulier d'accueil ou d'adaptation pédagogique pour les stagiaires de la formation continue. Certaines formations se limitent à faire le constat d'une inadéquation des contenus et des dispositifs sans s'interroger davantage (ASSV, Arts plastiques, Cinéma et audiovisuel, Design, Lettres, Musicologie, Analyse et politique économique par exemple). Pourtant l'intérêt et les avantages de l'ouverture à l'apprentissage sont évidents dans de nombreux domaines, comme le montre la dynamique en cours dans le 1^{er} cycle où les formations visant une insertion professionnelle immédiate (DEUST, licence professionnelle et formations relevant du périmètre du BUT) sont largement ouvertes à l'alternance.

L'internationalisation des formations du 2^e cycle

L'offre de formation du deuxième cycle affiche une hétérogénéité dans l'ouverture à l'international. Si l'ouverture à l'international est l'un des trois objectifs majeurs affichés dans les axes stratégiques de l'Unistra, à l'échelle du deuxième cycle, on note une forte hétérogénéité entre composantes, entre formations, et même entre parcours d'une même formation. Seul un peu plus d'un tiers des formations présentent une ouverture à l'international marquée : présence de parcours Erasmus Mundus (2) et internationaux (4), de parcours en langue étrangère (7), de parcours délocalisés (13) et surtout de doubles diplômes en projet (5) ou existants (20, par exemple en Lettres, Langues et sociétés, Didactiques des langues, Droit des affaires, Finance, Management international, Management, Journalisme, Droit canonique, Biotechnologies, Chimie, Génie industriel, Informatique, Optique, image, vision, multimédia, Physique, Physique appliquée et ingénierie physique, Sciences du vivant etc.), même si on peut regretter pour ces derniers que les effectifs ne soient pas connus. Des diplômes apparaissent comme exemplaires du point de vue de leur ouverture à l'international, tel par exemple le master Traduction et interprétation ou le master Droit pénal et sciences criminelles avec son parcours franco-allemand unique en France ou encore le parcours international HealthTech du master Optique, image, vision, multimédia, le parcours Data sciences and artificial intelligence (DSAI) du master Informatique entièrement en anglais et délocalisé en Azerbaïdjan ou bien le master Management et commerce international dont plus de 40 % des enseignements sont en anglais. Les formations sont parfois fortement tournées vers l'international avec des conventions (avec le Scientific college of Greece par exemple) et des partenariats nombreux et bien exploités, notamment avec les universités de Bâle, de Fribourg-en-Brisgau, de Karlsruhe, dans le cadre transfrontalier du groupement européen de coopération territoriale EUCOR, moins fréquemment avec l'alliance d'universités européennes EPICUR, et sont moins nombreux au-delà du cadre européen (Azerbaïdjan, Chine, Russie, Ukraine, etc.). Mais plus d'un autre tiers des formations n'atteste pas du tout d'actions d'internationalisation ou leur porte très peu d'attention (Arts plastiques, Design, Sciences du langage, Démographie, Civilisations, cultures et sociétés, Géomatique, Sciences de l'éducation, PPCP, Comptabilité, contrôle, audit, Sciences du médicament et des produits de santé, STAPS : APAS). Cela peut se comprendre pour des formations réglementées à vocation nationale (Droit notarial, par exemple), mais beaucoup moins pour les autres. Plus inquiétante encore est la situation des formations à visée internationale qui semblent en retard de ce point de vue ou ne présentent que peu de données (par exemple, les masters Droit international et Droit européen ou encore Civilisations, culture et sociétés). Les autres formations présentent des éléments d'internationalisation de manière inégale, soit selon les parcours, soit selon les critères pris en compte. Certaines se révèlent plus dynamiques que les autres, mais pour une dizaine de formations, la possibilité de stage à l'étranger apparaît comme la forme minimale de l'ouverture à l'international. Dans une dizaine de formations également, on note

une absence de données sur les dispositifs ou le nombre de partenariats ou de mobilités, ce qui peut parfois paraître étonnant au regard de certaines spécialités (*master Monnaie, banque, finance, assurance* par exemple).

Des mobilités entrantes et sortantes à développer. Globalement, on note une difficulté pour les équipes à se saisir des dispositifs existants d'aide à la mobilité, même si des référents au niveau des facultés sont parfois identifiés. On peut déplorer en effet, à travers la vision qu'en donnent les formations, une absence totale ou une modestie des dispositifs, des partenariats, des accompagnements à la mobilité pour une quinzaine de mentions. Près de la moitié de celles-ci affichent des taux de mobilité très modestes, entrantes comme sortantes (36 formations concernées avec des taux inférieurs ou égaux à 5 %). Il en va de même des mobilités enseignantes et de l'accueil des professeurs invités : il est rare que les formations mentionnent la présence d'un ou deux professeurs invités (le nombre de 14 à 17 professeurs invités sur la période 2018-2021 dans la mention *Droit de la propriété intellectuelle* est exceptionnel). C'est parfois la nature même de la formation qui est avancée pour expliquer cet état de fait : l'objet des formations freinerait parfois la mobilité à l'international (*Management et administration des Entreprises* ou *Histoire du droit des institutions*, par exemple), quand des contre-exemples paraissent au contraire très dynamiques dans leurs partenariats et leurs dispositifs de mobilité (par exemple, le master *Lettres* dont l'objet principal est la littérature française). Certes, la crise sanitaire peut expliquer un certain nombre de freins à la mobilité, néanmoins le constat est en deçà des efforts consacrés par l'établissement qui a cherché, notamment par la création d'un guichet unique et une hausse continue du budget Erasmus+ (210 % en trois ans), à promouvoir l'internationalisation.

L'enseignement des langues est inégal. L'enseignement des langues étrangères est globalement assuré par l'ensemble des mentions, mais de façon variable et inégale. Il est parfois restreint à l'anglais (comme en *Design*, en *Psychologie* par exemple et pour la plupart des masters du domaine STS) tandis que d'autres mentions offrent un choix de langues plus large (telles que *Relations internationales* ou *Civilisations, cultures et sociétés, Génie industriel*). Il est plus rare qu'elles imposent un niveau requis (B2 ou C1) ou permettent de rédiger le mémoire de recherche en langue étrangère. Le nombre d'heures consacrées à cet enseignement varie également grandement (de 0,29 % en *Sciences du vivant* à 10,35 % en *STAPS : APAS*). Un peu plus d'un tiers des mentions propose des enseignements en langue étrangère, le plus fréquemment en anglais (26 formations) selon une part variable qui va d'un enseignement jusqu'à l'intégralité de la formation. Dans ce dernier cas, le domaine STS se démarque nettement des autres (masters *Santé, Physique, Physique appliquée et ingénierie physique, Chimie, Informatique parcours DSAI, Biotechnologies*) à l'exception de quelques masters en gestion (master *Management et commerce international* dont 40 % des cours sont en anglais, et master *Management* incluant de nombreuses heures en anglais et en allemand). Quelques-unes proposent aussi de passer des certifications en langue étrangères (7 formations concernées), mais il est exceptionnel qu'elles l'imposent comme le master *Management et commerce international*. À l'exception des mentions ou des parcours internationaux, la part des étudiants internationaux est rarement importante (autour de 10 % et *Droit canonique* fait exception avec 30 % d'étudiants étrangers) et trop souvent les données sont insuffisantes ou manquantes.

Le pilotage des formations du 2^e cycle

Le pilotage est hétérogène tant au niveau des composantes que des mentions pour traiter de la qualité des formations. L'offre de formation du deuxième cycle bénéficie des moyens mis en œuvre par l'établissement pour atteindre ses objectifs concernant le pilotage et l'amélioration continue des formations, et prend notamment appui sur l'ORESIFE, qui a pour mission principale les enquêtes d'insertion des diplômés. Pour autant, la campagne d'évaluation révèle, pour le deuxième cycle, des différences importantes entre le niveau central et les composantes. Si la manière dont le processus d'autoévaluation au niveau de l'établissement est parfaitement détaillé et pertinent, rien n'est dit de la démarche d'élaboration des dossiers d'autoévaluation au niveau des composantes et des formations. L'hétérogénéité constatée entre les dossiers, lorsqu'ils ne sont pas très lacunaires comme celui d'*Archéologie, sciences pour l'archéologie*, montre que la démarche qualité a été laissée à l'appréciation des composantes, sinon des formations. On constate donc une absence de généralisation de la culture de l'autoévaluation, en dehors des formations qui y sont confrontées habituellement (*GPLA* par exemple).

Il est nécessaire aussi d'accompagner le développement de l'interdisciplinarité dans le deuxième cycle, en ne laissant pas des formations sous la responsabilité de multiples instances de responsabilités. Le souci de la soutenabilité n'est guère abordé par les formations et le plus souvent n'est pas analysé et encore moins chiffré, si ce n'est par la seule indication du nombre d'enseignants permanents ou non et des heures qu'ils assurent. La question des moyens est mieux appréhendée, surtout lorsque les formations sont confrontées aux mutualisations, aux baisses d'heures et aux manques de moyens pour répondre aux besoins de l'équipement technologique (logiciels notamment), des mobilités internationales, à l'impossibilité de développer un parcours en langue étrangère (*Droit des Libertés*), à des absences de décharge et à un manque d'encadrement par des enseignants-chercheurs (*Design, Didactique des Langues, Administration économique et sociale, Analyse et politique économique, Psychologie*, besoin d'un socio-anthropologue dans la mention *EHST* par exemple).

Rares sont les formations soumises à des processus d'évaluation par des organismes externes ou soumises à des labels (les masters portés par l'EM Strasbourg ou *Qualité, hygiène, sécurité* par exemple), mais le processus d'évaluation interne est la plupart du temps régulier, quoique parfois dispersé au sein des parcours, ce qui nuit à la dynamique de la mention. La démarche d'amélioration continue se caractérise par la mise en place des conseils de perfectionnement qui se réunissent généralement une fois par an pour discuter des stratégies d'amélioration, à l'exception de la mention *Droit des affaires* qui n'en a toujours pas un de *Droit international* qui n'en a pas tenu depuis 2019. Ces conseils sont généralement opérationnels et associent enseignants, étudiants et professionnels, mais il existe encore des exceptions : la mention *Civilisations, cultures et sociétés* n'intègre toujours pas de représentants des milieux professionnels ; un conseil annoncé pour un seul parcours sur six (*Lettres*) ; pas de compte rendu joint à l'autoévaluation (*Langues et sociétés*). Ces conseils sont le plus souvent à l'écoute et sont en appui au pilotage. Beaucoup font preuve de clarté et de lucidité face aux problèmes et cherchent à faire évoluer leur formation, mais certains manquent encore d'analyse.

La situation est diverse quant à l'évaluation des enseignements. Certaines formations organisent des questionnaires annuels, parfois en ligne (comme à l'EM Strasbourg) et obtiennent de bons taux de réponse, mais les pratiques sont très hétérogènes et nombreuses sont les formations qui n'ont rien systématisé ou même formalisé. De même, les enquêtes sur l'insertion professionnelle et les poursuites d'études restent en partie incomplètes en raison du faible taux de réponse des étudiants. La qualité de la formation demeure une question non traitée par la majorité des formations, du fait de l'absence de questionnaires d'évaluation des formations. Ce constat est regrettable, car il impacte sérieusement leur évolution.

Conclusion

Points forts

- Une offre de formation riche, diversifiée et globalement attractive,
- Des formations d'excellence en appui sur des laboratoires de recherche, des écoles ou des instituts de haut niveau,
- Une capacité à s'insérer dans un environnement socio-économique et culturel transfrontalier,
- Une capacité à se saisir des moyens du PIAet de l'IdEx.

Points faibles

- Un manque de suivi et d'analyse systématique des recrutements, de la réussite et de l'insertion professionnelle,
- Une évaluation insuffisante de la qualité des formations,
- Une internationalisation insuffisamment généralisée, notamment pour les mobilités,
- Un adossement à la recherche et un lien avec la formation du troisième cycle parfois insuffisants,
- Une formation continue et en alternance insuffisamment développée.

Recommandations

- Améliorer le suivi des étudiants et des diplômés en mettant à disposition les moyens nécessaires,
- Généraliser l'évaluation de la qualité des formations,
- Continuer à développer l'internationalisation, notamment les mobilités,
- Veiller à uniformiser le lien entre formation et recherche,
- Développer l'ouverture des formations à l'apprentissage.

Points d'attention sur les formations

Point d'attention transversal

Un point d'attention transversal à toutes les formations porte sur l'insuffisance du suivi des étudiants et des diplômés et sur l'évaluation de la qualité des formations, qu'il s'agisse des recrutements, de la réussite des étudiants, du devenir des diplômés ou de l'évaluation des enseignements. Il nécessite d'impliquer plus

fortement toutes les formations, quelles qu'elles soient et quels que soient leurs moyens, ainsi que les composantes, et de mettre en place les conditions et les moyens nécessaires pour y remédier.

Liste des formations représentant des points d'attention figurant dans leur évaluation, car ne répondant pas à un ou plusieurs critères d'accréditation :

- Arts, lettres, langues : Masters *Traduction et interprétation* ; *Arts plastiques*,
- Droit, économie, gestion : Masters *Droit des affaires* ; *Droit international* ; *Droit public*,
- Sciences humaines et sociales : Masters *Archéologie, sciences pour l'archéologie* ; *Civilisations, cultures et sociétés*.

Rapports des formations

MASTER ARTS DE LA SCÈNE ET DU SPECTACLE VIVANT

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Arts de la Scène et du Spectacle vivant* (ASSV) de l'université de Strasbourg (Unistra) est une formation comprenant deux parcours sur les deux années de formation : *Approches critiques des arts de la scène* (ACAS) et *Approches des politiques des arts de la scène et de leur médiation* (APAM). La formation est adossée à l'unité de recherche *Approches contemporaines de la création et de la réflexion artistiques* (UR 3402 ACCRA) et portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) de la faculté des arts.

1. La politique et la caractérisation de la formation

Le master *Arts de la Scène et du Spectacle vivant* a une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement et s'inscrit assez bien dans les orientations de celui-ci, notamment en s'appuyant sur les actions menées dans le cadre de l'initiative d'excellence et des projets connexes dépendant du PIA, pour dynamiser son contenu et ses dispositifs. Elle ne développe pas de partenariats académiques, mais des partenariats culturels et artistiques avec de nombreuses structures de la région Grand Est.

La formation est construite en *continuum* avec la licence mention *Arts du spectacle* ; elle permet une poursuite d'études en doctorat, auquel elle prépare activement. Elle s'inscrit en cohérence avec les autres masters de la faculté des arts auxquels elle est liée par des enseignements interdisciplinaires (séminaires communs aux différentes mentions de master). Elle est complémentaire des autres masters en arts de la scène du Grand Est et se singularise avec un enseignement en médiation culturelle.

Certains enseignements ont pu se déployer en lien avec des projets initiés dans le cadre du levier IdEx "Université & Cité" qui a donné lieu à des cours, workshops et conférences, notamment lors de l'accueil en résidence de l'artiste Mathilde Monnier en 2019-2020.

La politique dédiée au développement durable à l'échelle de l'établissement ne semble pas connue ce qui ne permet pas de mesurer son impact dans la formation.

La formation est assez peu ouverte à l'international. Malgré les partenariats internationaux disciplinaires (par exemple : études théâtrales à l'université de Thessalonique en Grèce, études chorégraphiques à l'université de Nicosie à Chypre, etc.) et interdisciplinaires (théâtre et cinéma à l'université de Vérone en Italie, danse et théâtre à l'université de Québec à Montréal au Canada), le master compte très peu de mobilités entrantes, en moyenne une par an, comme sortantes (*idem*). La situation liée à la pandémie a freiné ces mobilités, ainsi que le nombre restreint de bourses et l'exigence que le projet de mobilité soit couplé au projet de recherche. La formation compte y remédier par l'ouverture d'une double licence *Allemand-Arts de la scène* à l'horizon 2024 (à rayonnement outre-Rhin : Epicur) qui devrait favoriser un développement à l'international du master.

La formation bénéficie d'un très bon adossement à la recherche. Avec 124 heures de formation à et par la recherche constituées d'enseignements de méthodologie, de séminaires de recherche disciplinaire et interdisciplinaire, d'ateliers d'écriture d'un article scientifique ou de « Pratique de la recherche », les étudiants bénéficient, outre l'accompagnement à la rédaction de leur mémoire de recherche, de la participation à des colloques et journées d'études et de rencontres régulières avec des chercheurs extérieurs à la formation. Les séminaires interdisciplinaires dirigés par les enseignants-chercheurs du laboratoire ACCRA (*Approches contemporaines de la création et de la réflexion artistiques*) autour des trois axes de son programme de recherche, forment eux aussi les étudiants par la recherche, par le biais des journées d'études, colloques, publications qui en découlent.

La moitié des heures d'enseignement de la formation sont assurées par des enseignants-chercheurs. La formation à l'intégrité scientifique (24 heures) est réaffirmée par la distribution d'un document de synthèse à chaque étudiant et par l'obligation au moment du dépôt du mémoire de l'assortir d'une attestation sur l'honneur du respect de l'intégrité scientifique. Les services de documentation sont à l'inverse peu mobilisés pour cette formation à la recherche, leurs interventions ne se faisant qu'auprès du public inscrit en licence.

La formation se déploie en lien serré avec le monde socio-économique et donne une large place aux éléments de professionnalisation. La moitié des heures d'enseignement est assurée par des professionnels (au nombre de 27) issus des structures partenaires de la Région Grand Est (structures de création et de diffusion, scènes et

théâtre nationaux, festivals, services d'action culturelle ou structures de production et entrepreneuriat culturel). Ces professionnels, outre leur intervention dans les enseignements, participent également au pilotage de la formation en prenant part au conseil de perfectionnement et au conseil de faculté. Les étudiants ont un stage obligatoire de huit semaines à réaliser au semestre 4, mais sont également encouragés à en réaliser un lors de la première année de formation, expérience prise en compte dans la validation d'un des modules d'enseignement. L'accompagnement à la recherche de stage et la réalisation du stage ainsi que les modules dédiés à l'insertion professionnelle ont une place importante dans le volume total des crédits ECTS. Les projets tutorés, en partenariat avec les structures culturelles (sous la direction d'un professionnel dans le cadre d'un cours tels que suivi de résidence d'artiste, projet de médiation, ou de création) comptent ainsi 21 crédits, ECTS. La formation à l'entrepreneuriat apparaît, elle, absente des enjeux à l'échelle de la formation comme de l'établissement.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La structure de la formation est cohérente au regard de ses objectifs, et ses méthodes pédagogiques sont pensées dans un alignement avec les compétences. Elle se décline en séminaires (lieu d'acquisition de connaissances relatives à un programme), ateliers (lieu d'acquisition de compétences spécifiques) et laboratoires (lieu d'expérimentation des connaissances et compétences acquises dans le cadre de projets fictifs ou réels, en partenariat avec des structures culturelles), ce qui atteste d'une diversité des méthodes pédagogiques. Les compétences acquises en dehors du cursus sont valorisées dans le cadre d'un projet étudiant en lien avec les attendus de la formation.

Les pratiques pédagogiques sont diversifiées, sans toutefois que des modalités d'enseignement à distance soient mises en place, ce qui est en cohérence avec le travail de terrain, le travail d'équipe et la mise en situation professionnelle encadrée en présentiel par les intervenants que supposent les projets tutorés. Le principal écueil que rencontre la formation de ce point de vue est l'absence d'équipement dédié (salles de pratique ou salle de cours adaptées au besoin), les enseignements ayant actuellement lieu dans une dizaine de bâtiments différents, répartis sur trois campus.

La formation inclut des contenus corrects d'enseignement en langues étrangères sans pour autant développer de dispositif spécifique de préparation des mobilités. L'enseignement des langues compte un module de 20 heures par semestre sur les trois premiers semestres (le quatrième étant dédié à la rédaction du mémoire ou à la réalisation du stage). Les étudiants sont encouragés à choisir pour ce module les langues anglaise et allemande à des fins professionnelles. Aucun enseignement n'est délivré en langue étrangère. Les mobilités sont encouragées par des sessions d'information organisées tant par la formation que par le service des relations internationales. Le suivi du projet de recherche, du choix de langue et de l'éventuel projet de mobilité sont pensés en cohérence.

Les contenus et les dispositifs de la formation ne sont pas du tout adaptés aux publics de la formation continue et en alternance. Il n'y a aucune demande de validation des acquis de l'expérience (VAE) ou de validation des acquis professionnels (VAP) ces dernières années.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

L'attractivité de la formation est bonne, soutenue par des dispositifs d'information multiples, mais le suivi des différents publics est à développer. La formation est représentée dans les différents supports de communication de l'établissement et sur une page Facebook dédiée alimentée par le responsable de formation ainsi que sur une liste de diffusion des inscrits et anciens inscrits. Le nombre de candidatures est en nette hausse avec un nombre de candidats d'environ 120 pour une capacité d'accueil de 40. L'analyse de l'évolution des candidatures et des inscriptions des différents types de publics est menée autant que possible par le responsable de formation à partir des informations disponibles sur la plateforme e-candidat. Le nombre d'admis est stable, avec une hausse des inscriptions dans le parcours ACAS (le parcours APAM restant stable).

La formation affiche des taux de réussite stables en première année, en baisse en deuxième année, et déploie un accompagnement solide de ses inscrits et un suivi régulier. Les résultats de réussite en première année sont de l'ordre de 50 % d'étudiants validant tous les crédits ECTS, le taux est plus faible en deuxième année, ce qui peut s'expliquer par le contexte pandémique ayant fortement influencé le milieu de la culture et les perspectives d'insertion professionnelle des étudiants.

La formation met en place un suivi individualisé des étudiants qui passe par l'établissement de contrats pédagogiques, de rendez-vous individuels avec un enseignant ou un professionnel, avec les services d'insertion professionnelle, la mission handicap, ou encore une mise en lien avec les associations étudiantes qui œuvrent à la réussite des étudiants.

Le taux de poursuite en doctorat est faible et la formation analyse assez peu le devenir de ses diplômés. Un seul étudiant est inscrit en année N+1 en doctorat, ce qui s'explique par l'absence de contrats doctoraux dans la discipline et le manque de perspectives d'emploi. Les enquêtes d'insertion, bien que portant sur des cohortes éloignées (2017-18) ne sont pas analysées ce qui est regrettable au vu des moyens mis en place dans l'organisation de la formation pour la professionnalisation.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose de moyens insuffisants pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Le nombre d'enseignants titulaires est nettement inférieur au nombre d'intervenants non permanents (6 contre 26). Ce faible taux d'enseignants-chercheurs explique l'absence de mobilité sortante à l'international des membres de l'équipe pédagogique investis dans une formation qui risquerait de s'en trouver déstabilisée. La formation accueille en revanche des enseignants-chercheurs étrangers, malgré les difficultés liées au contexte pandémique. La formation aux pratiques pédagogiques est utile aux enseignants de la formation (logiciels, innovation pédagogique). La soutenabilité de l'offre est pensée dans la construction de l'architecture de formation, avec une mutualisation importante des enseignements entre les deux parcours, et une baisse significative du volume horaire entre la première et la deuxième année afin de permettre aux étudiants de réaliser leur stage obligatoire.

Le processus d'évaluation interne est solide, il peut toutefois être amélioré. Un conseil de perfectionnement se tient annuellement, dont la composition est équilibrée au niveau des trois collèges : les enseignants, les étudiants et les professionnels. Les personnels administratifs en charge de la formation y sont également présents.

Si les indicateurs (effectifs, taux de réussite) y sont analysés, le conseil de perfectionnement tend toutefois à se confondre avec l'évaluation des enseignements, pour laquelle un questionnaire anonyme n'a pas été mis en place. Les enseignants se montrent à l'écoute des remarques des étudiants, une meilleure répartition du calendrier des évaluations a ainsi pu être mise en place, suite aux demandes des étudiants.

Conclusion

Points forts

- Une formation à et par la recherche de très bonne qualité,
- Une professionnalisation bien adaptée,
- Une attractivité réelle.

Points faibles

- Une ouverture à l'international à développer,
- Un suivi des parcours des étudiants à améliorer,
- Un taux d'encadrement trop faible.

Recommandations

- Renforcer l'équipe pédagogique en enseignants-chercheurs pour que la formation puisse se donner les moyens d'un pilotage renforcé,
- Améliorer le suivi du devenir des étudiants,
- Développer les mobilités et l'ouverture internationale de la mention.

MASTER ARTS PLASTIQUES

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Arts plastiques* de l'université de Strasbourg (Unistra) est une formation se déclinant en deux parcours dès la première année : *Pratique et Théorie* et *Critique-Essais, Écritures de l'art contemporain*, et un troisième parcours accessible en deuxième année : *Arts plastiques M2 Préparation Agrégation*. La formation s'adosse à l'unité de formation et de recherche de la faculté des arts.

1. La politique et la caractérisation de la formation

Le master *Arts plastiques* a une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement sans toutefois s'inscrire de manière affirmée dans les orientations de celui-ci, notamment en matière d'innovation pédagogique. Le master ne développe que peu de partenariats académiques.

La formation est construite en *continuum* avec la licence et offre une poursuite d'études en doctorat pour deux de ses parcours, le troisième visant la préparation du concours de l'agrégation externe d'arts plastiques. La délivrance d'un master est alors possible sous réserve du suivi par l'étudiant des modules de recherche et de langue mutualisés avec le parcours *Pratique et Théorie*.

Par nature pluridisciplinaire, la formation mêle systématiquement le domaine des arts à celui des autres sciences humaines et sociales, et parfois également aux sciences du vivant. Les enseignements mis en œuvre s'appuient sur une méthodologie interdisciplinaire, et neuf séminaires interdisciplinaires sont organisés pour les semestres 1, 2 et 3.

Un travail régulier avec le service d'innovation pédagogique est mentionné sans que le détail des initiatives apparaisse. Les partenariats académiques semblent se limiter à l'invitation d'enseignants-chercheurs d'autres universités dans le cadre de temps de recherche organisés par les étudiants dans un but de professionnalisation.

La formation n'est que peu ouverte à l'international. Ne faisant état d'aucun partenariat spécifique à l'international, hormis l'ouverture du concours de l'agrégation, pour le troisième parcours, à un public européen, la formation ne prépare pas les étudiants à la mobilité sortante. Les orientations portées par l'établissement ne semblent pas être mises en œuvre dans la formation qui fait état d'un manque de moyens et de soutien à cet effet. La formation reçoit entre deux et cinq inscrits sur une cinquantaine d'étudiants chaque année en mobilité entrante, sans qu'un aménagement de la formation n'ait été mis en place pour cet accueil.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche. Avec deux tiers des heures d'enseignement consacrées à la formation à et par la recherche, la formation implique la réalisation d'un projet de recherche personnel sous la forme de travaux plastiques et d'un mémoire de fin d'études et l'organisation collective de plusieurs événements de recherche : journées d'étude, expositions, publications. Un cours de méthodologie au semestre 1 sensibilise les étudiants à l'intégrité scientifique, qui est régulièrement rappelée par les encadrants. On peut déplorer que seul un tiers des heures soit assuré par des enseignants-chercheurs issus de l'unité de recherche en arts, signe d'un manque de titulaires pour soutenir la formation.

La formation intègre de façon inégale des éléments de professionnalisation en lien avec des acteurs socio-économiques. De nombreux professionnels de l'art (artistes, institutions, galeries, associations, critiques d'art, commissaires d'exposition, médiateurs, politiques culturels, collectionneurs) interviennent dans les enseignements, notamment en lien avec les projets tutorés, et constituent un réseau solide permettant aux étudiants de trouver des terrains de stage. Pour le parcours *Théorie et pratique*, en moyenne cinq artistes professionnels interviennent dans la formation chaque année, en plus de quatre enseignants-chercheurs et deux doctorants qui ont la double casquette d'être à la fois artiste professionnel et enseignant. Pour le parcours *Critique – Essais, écritures de l'art contemporain*, au moins trois professionnels par semestre ont en charge des cours.

Aucun crédit ECTS n'est associé au stage, d'une durée de quatre semaines à six mois, qui est intégré à une unité d'enseignement comportant neuf crédits. Le troisième parcours préparant à l'agrégation ne comporte, lui, pas de stage. Un dispositif de préparation à l'entrepreneuriat est à l'étude, pour répondre à la demande formulée par les étudiants en conseil de perfectionnement.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation est construite autour d'un programme cohérent avec ses objectifs, mais la mise en adéquation avec les compétences visées est encore inégale selon les parcours. L'approche par compétences développée est pour le moment liée à la méthodologie par projet dans les parcours *Pratique et Théorie et Critique-Essais*, *Écritures de l'art contemporain*, sans réelle définition de ses blocs de connaissances et compétences, ni de l'évaluation des compétences. La formation valorise par ailleurs les compétences acquises dans ces nombreux projets menés par les étudiants, mais peu celles acquises en dehors du cursus.

La formation diversifie plutôt bien ses pratiques pédagogiques. Les enseignements sont répartis en cours magistraux, séminaires, travaux dirigés, ateliers, conduite de projets. L'hybridation des enseignements et le suivi possible des cours à distance ne sont pas mis en place, ce qui est cohérent avec la méthodologie par projet, la forte dimension pratique, la spécificité du domaine artistique et la nécessité d'un contact réel avec les professionnels qu'implique la formation.

La formation inclut des contenus corrects d'enseignement de l'anglais et de l'allemand, sans pour autant développer des dispositifs de préparation des mobilités. L'enseignement des langues étrangères est ouvert, outre l'anglais, à l'allemand, ce qui est cohérent avec le positionnement géographique de l'établissement. Des enseignements sont présents au cours des trois premiers semestres pour un total de 42 heures, ce qui est assez faible compte tenu du bassin d'emplois visé. Aucun enseignement n'est donné en langue étrangère, et aucune préparation à la mobilité n'est prévue, ce qui confirme la faible ouverture à l'international et explique sans doute le faible nombre de mobilités relevé plus haut.

Les contenus et les dispositifs de la formation ne sont pas adaptés aux publics de la formation continue et en alternance. Seul le parcours *Arts plastiques M2 Préparation Agrégation* accueille des étudiants en formation continue et propose des aménagements d'emploi du temps à cet effet. Les deux autres parcours ne rapportent aucune demande de validation des acquis de l'expérience (VAE) ou de validation des acquis professionnels (VAP) ces dernières années.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation jouit d'une bonne attractivité qu'elle développe encore inégalement. Le master *Arts plastiques* est attractif (156 candidats pour une capacité d'accueil de 65 places) avec une hausse des candidatures ces dernières années. L'équipe pédagogique souligne l'amélioration à conduire quant à l'information des candidats au niveau national. Le parcours *Arts plastiques M2 Préparation Agrégation* compte, lui, entre 5 et 10 inscrits pour une capacité d'accueil de 18 ces dernières années.

La formation affiche des résultats de réussite des étudiants plutôt faibles dans les trois parcours, malgré un suivi régulier. L'équipe pédagogique attribue le taux de réussite plus faible en deuxième année (de l'ordre de 50 %). Dans le parcours *Critique-Essais* le taux de réussite baisse depuis 2018 (77,78% soit sept étudiants sur neuf en 2018-19, 66,66% soit six étudiants sur neuf en 2019-20 et 38,46 % soit 5 étudiants sur 13 en 2020-21). Dans les parcours *Pratique et Théorie et Critique-Essais*, *Écritures de l'art contemporain* à la présence d'étudiants non francophones choisissant de valider le master en trois ou quatre ans pour consacrer davantage de temps à l'écriture du mémoire. Ceux-ci n'étant qu'au nombre de cinq pour l'année écoulée, le faible taux de réussite global reste non analysé. Le parcours *Arts plastiques M2 Préparation Agrégation* pose un problème structurel pour la mention : le taux de réussite y est largement plus problématique, aucun étudiant ne validant le master ces dernières années. Les étudiants ne suivent que les cours préparant au concours de l'agrégation et ne cherchent pas à valider le diplôme. L'instauration d'une préparation non diplômante devra être envisagée pour résoudre cette problématique.

La formation affiche un faible taux de poursuite en doctorat, tout en analysant très peu le devenir de ses diplômés. Le taux de poursuite en doctorat dans l'établissement n'est que de 9 % en moyenne dans les trois dernières années. Ce chiffre n'est pas analysé. Le suivi des étudiants qui intègrent d'autres formations n'est pas documenté, tout comme l'insertion professionnelle des diplômés n'est pas analysée. Une réflexion sur le devenir des étudiants s'impose ainsi.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose de moyens corrects pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Le taux d'encadrement de la formation est plutôt équilibré avec un total de 13 enseignants-chercheurs titulaires pour 50 à 60 étudiants en master. Les chiffres concernant la soutenabilité de la formation sont inexistantes.

La formation définit un processus d'évaluation interne suffisant permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue. L'équipe pédagogique du master est un relai efficace de l'évaluation des enseignements par les étudiants, comme le prouve le taux de réponse aux questionnaires (40 %) qui doit toutefois être encore amélioré, ce dont l'équipe est consciente. Les résultats de ces évaluations, comme les autres indicateurs utiles (effectifs, taux de réussite, etc.) sont finement analysés par le conseil de perfectionnement qui se réunit annuellement et dont la composition est équilibrée au niveau des trois collèges : les enseignants, les étudiants et les professionnels.

Les personnels administratifs en charge de la formation y sont présents en tant qu'invités. Le troisième parcours préparant à l'agrégation ne semble pas disposer d'un tel dispositif de pilotage, ce qui est regrettable au vu du très faible taux de réussite.

Conclusion

Points forts

- Une bonne attractivité,
- Une diversité des méthodes pédagogiques,
- Une formation à et par la recherche de bonne qualité.

Points faibles

- Une disparité des taux de réussite et des moyens de pilotage entre les trois parcours,
- Un taux de réussite en M2 trop bas,
- Un suivi des parcours des étudiants à améliorer,
- Une approche par compétences à consolider.

Recommandations

- Renforcer le pilotage à l'échelle de la mention,
- Améliorer le suivi du devenir des étudiants,
- Développer davantage l'approche par compétences,
- Améliorer les dispositifs d'accompagnement pour augmenter les taux de réussite.

MASTER CINÉMA ET AUDIOVISUEL

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Cinéma et audiovisuel* de l'université de Strasbourg (Unistra) est une formation comprenant deux parcours dès la première année de formation : *Théorie, analyse et histoire des formes cinématographiques* et *Coproduction internationale d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles*. La formation est portée par l'unité de formation et recherche (UFR) de la faculté des arts.

1. La politique et la caractérisation de la formation

Le master *Cinéma et audiovisuel* a une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement et s'inscrit bien dans les orientations de celui-ci, notamment en matière d'innovation pédagogique, et développe de nombreux partenariats académiques. La formation est construite en *continuum* avec la licence *Arts du spectacle*, mention *Études cinématographiques* incluant une préparation à la recherche et au cycle suivant (doctorat) ou au passage à l'activité professionnelle. Par nature pluridisciplinaire, la formation développe des enseignements intégrés à l'offre de formation de l'Institut Thématique Interdisciplinaire Littérature Éthique et Arts (l'ITI LETHICA) ce qui démontre un réel engagement à ce niveau.

La formation compte se saisir de la récente mise en place à l'échelle de l'établissement d'une commission pédagogique réunissant les responsables de mention afin de faciliter et encourager les mutualisations pertinentes pédagogiquement. Le fonds *IDEX* est par ailleurs mobilisé de plusieurs manières par la formation : projet de recherche soutenu par le fonds *IDEX Horizons contemporains*, qui s'est traduit par des séminaires d'enseignements interdisciplinaires offerts aux M1, parcours *Coproduction*, à sa création, financé sur fonds *Idex*, ou encore projet de recherche amorcé avec les M2 devant donner lieu à une demande de soutien (*IDEX Insertion*).

La politique de l'établissement en faveur du développement durable se met en œuvre au niveau du diplôme par un enseignement dédié à une sensibilisation à la question des tournages et productions éco-responsables, le projet étant d'intégrer de manière renforcée cet aspect dans la refonte du parcours *Coproduction*.

La formation est assez peu ouverte à l'international. Avec un seul partenariat international spécifique mentionné (accord entre masters à l'université de Montréal), le master compte très peu de mobilités entrantes avec en moyenne une par an, mais davantage en mobilités sortantes : huit l'an dernier.

La formation bénéficie d'un excellent adossement à la recherche. Avec des enseignements méthodologiques propres à la recherche et des modules ayant pour finalité des productions scientifiques ("communication scientifique", "écrire un article scientifique") ainsi que la rédaction obligatoire d'un mémoire de recherche pour chacun des deux parcours, le master intègre une solide formation à et par la recherche. Les séminaires de recherche et journées d'étude associent pleinement les étudiants à la vie de l'équipe de recherche.

La moitié des enseignements sont assurés par des enseignants-chercheurs issus de l'unité de recherche UR 3402 *Approches contemporaines de la création et de la réflexion artistiques (ACCRA)* de l'établissement.

La formation intègre de nombreux éléments de professionnalisation en lien avec des acteurs socio-économiques. La formation s'appuie nettement sur les acteurs locaux (Observatoire européen de l'audiovisuel, producteurs locaux dans le domaine du documentaire, du court métrage, exploitants, diffuseurs, distributeurs), en particulier le parcours *Coproduction* qui s'appuie sur l'activité de production internationale d'œuvres de fiction dans la région.

L'équipe pédagogique compte 18 professionnels (producteurs, chargés de production, de distribution, avocate, informaticien, directeur technique) qui assurent plus d'un tiers des enseignements. Cette présence est accrue dans le parcours *Coproduction*. Le stage obligatoire de 12 semaines en M2 *Théorie*, 24 semaines en M2 *Coproduction* permet aux étudiants une première expérience professionnelle solide, complétée par des projets tuteurés (TD Devis et plan de financement, écrire un article scientifique, communication scientifique, graphisme) valorisés par 3 crédits ECTS d'une part et 12 crédits ECTS de formation à l'entrepreneuriat (module dont il est prévu d'accroître le volume horaire de 24 heures l'an prochain).

L'équipe pédagogique compte en outre trois enseignants avec une expérience en création et accompagnement de projets. La formation n'accueille aucun stagiaire de formation continue et n'est pas ouverte à l'alternance, même si des validations partielles d'acquis ont pu déjà avoir eu lieu.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation est construite autour d'un programme cohérent avec ses objectifs, mais sans totale mise en adéquation avec les compétences visées. Si le programme est globalement cohérent et fait l'objet d'une construction au sein de l'équipe pédagogique, la réflexion de celle-ci n'a pas encore porté ni sur le référentiel de compétences de la formation, ni sur la définition de ses blocs de connaissances et compétences, ni sur une évaluation des compétences. L'équipe n'a pourtant pas pris conscience du problème dans son dossier d'autoévaluation puisqu'elle considère que l'action est mise en place et que les résultats sont encourageants.

La formation diversifie de manière cohérente ses pratiques pédagogiques. Séminaires, TD, projets tutorés et TD de méthodologie appliquée offrent à l'étudiant une diversité de mises en situation d'enseignement. Il en est de même pour les modalités d'évaluation (oral, mise en situation, divers types d'écrit). L'emploi du temps flexible permet ponctuellement de suivre des enseignements en intensif : quatre jours de séminaires avec une avocate spécialisée dans le droit de l'audiovisuel, par exemple. Le distanciel a été intégré pour les rencontres avec les professionnels, rencontres qu'il est possible de suivre en hybride, et la formation souhaite poursuivre dans cette voie.

Le manque d'espaces pédagogiques dédiés, comme pour d'autres formations en art de l'établissement, limite le développement de modalités pédagogiques (en informatique notamment : aussi bien pour les tableurs Excel que pour le montage), ce qui est regrettable.

La formation inclut des contenus corrects d'enseignement de l'anglais sans pour autant développer des dispositifs de préparation des mobilités. L'enseignement des langues étrangères est restreint à l'anglais, mais les étudiants le désirant sont accompagnés vers les enseignements dans d'autres langues étrangères délivrés par la faculté des langues. Des enseignements sont présents sur les trois premiers semestres, pour un total de 72 heures. La formation propose également en M2 un enseignement de spécialité délivré en anglais et souhaite développer cet aspect pour la future offre de formation. Proposer davantage de cours disciplinaires en anglais engagera les étudiants des deux parcours à cultiver une pratique et une compréhension de l'anglais essentielle, qu'ils se destinent à la recherche ou à une activité professionnelle extra-universitaire dans le champ de l'audiovisuel.

Aucune préparation à la mobilité n'est prévue, hormis les informations délivrées par les relations internationales de l'établissement, ce qui confirme la faible ouverture à l'international et explique sans doute le faible nombre de mobilités relevé plus haut.

Les contenus et les dispositifs de la formation ne sont pas du tout adaptés aux publics de la formation continue et en alternance. Si la formation est théoriquement ouverte à la formation continue, aucun dispositif particulier n'est mis en place pour favoriser leur accueil au sein de la mention ou dans des formations complémentaires. C'est un élément qui sera intégré à la réflexion qui accompagnera la refonte du parcours *Coproduction*.

Les demandes de validation des acquis de l'expérience (VAE) et de validation des acquis professionnels (VAP) sont ponctuelles (deux VAE partielles en 2018-19), mais aucune VAE totale n'a été accordée ces dernières années.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation jouit d'une bonne attractivité qu'elle développe, sans suivi rapproché de ses différents publics. La formation est très attractive, de 70 à 110 candidats selon les années et les parcours pour une capacité d'accueil de 20 places par parcours en M1. La formation constate une attractivité forte chez les titulaires d'une licence en études cinématographiques, et un intérêt chez les diplômés de champs connexes (communication, arts plastiques), voire chez des étudiants issus de champs très éloignés (droit, sciences politiques) mus par l'envie d'acquérir expertise, compétences et connaissances propres au champ des études cinématographiques théoriques comme pratiques. Le cursus ne se ferme pas a priori à ces profils, mais demande une connaissance solide du champ.

La formation affiche des résultats de réussite très satisfaisants dans les deux années du cycle. Avec 80 % de taux de réussite en première année et 63 % en M2, les résultats plus faibles sur cette deuxième année en 2020-21 sont mis en perspective avec la situation sanitaire et les contraintes pesant sur le milieu culturel, qui amènent les étudiants à choisir d'effectuer cette deuxième année en deux ans pour se laisser le temps de construire leur insertion future et notamment de réaliser des stages dans un autre contexte que celui des mesures sanitaires.

La formation affiche un faible taux de poursuite en doctorat, tout en analysant très peu le devenir de ses diplômés. Le nombre d'étudiants poursuivant en doctorat n'est que de deux par an (environ 10 % des effectifs), ce qui semble lié en partie au fait que l'équipe ne compte qu'un seul enseignant-chercheur HDR en cinéma pour l'heure (PR) pour encadrer les thèses, malgré une à deux demandes par an et l'existence de contrats doctoraux (deux ces deux dernières années). Le suivi des étudiants qui intègrent d'autres formations, tout comme la réflexion sur l'insertion professionnelle sont peu documentés.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose de moyens suffisants pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Le taux d'encadrement de la formation est correct avec un total de cinq enseignants-chercheurs titulaires deux professeurs certifiés affectés dans l'enseignement supérieur et 20 enseignants non permanents pour une trentaine d'inscrits dans le master. L'équipe n'affiche pas de mobilité sortante, mais crée les conditions d'un accueil d'enseignants invités, notamment avec l'ouverture de séminaires à des partenaires brésiliens et italiens et de l'université de Montréal. Il est prévu, dans l'offre de formation à venir, de créer un module "actualité de la recherche nationale et internationale" qui permettra de multiplier les interventions d'enseignants extérieurs, d'irriguer la formation en pratiques et approches plurielles. La soutenabilité de la formation n'est que très peu analysée.

La formation définit un processus d'évaluation interne solide permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue. Un conseil de perfectionnement se réunit annuellement et dont la composition est équilibrée au niveau des trois collèges : les enseignants, les étudiants et les professionnels. Les personnels administratifs en charge de la formation y sont présents en tant qu'invités. Les résultats de réussite, effectifs, indicateurs de la formation y sont finement analysés. L'évaluation des enseignements ne donne pas lieu à un questionnaire et semble se confondre avec le conseil de perfectionnement. L'équipe enseignante et de pilotage tient compte des remarques et demandes formulées dans cette instance par les étudiants dans l'évolution de l'offre de formation, ce qui confirme sa démarche d'amélioration continue.

Conclusion

Points forts

- Une formation à et par la recherche de très bonne qualité,
- Une professionnalisation bien adaptée,
- Une évaluation interne très solide.

Points faibles

- Un suivi des parcours des étudiants à améliorer,
- Une approche par compétences quasi inexistante.

Recommandations

- Mettre en place une réflexion approfondie sur l'approche par compétences,
- Améliorer le suivi du devenir des étudiants.

MASTER DESIGN

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Design* de l'université de Strasbourg (Unistra) est une formation comprenant trois parcours dès la première année (M1) : *Design Projet*, *Multimedia* et *Design, architecture, ville et information*. Ce troisième parcours a été fermé à la rentrée 2020. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche de la faculté des arts.

1. La politique et la caractérisation de la formation

Le master *Design* a une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement et il s'inscrit bien dans les orientations de celui-ci, mais ne développe pas de partenariats académiques. La formation est construite en *continuum* avec le parcours *Design* de la licence *Arts*.

Par nature pluridisciplinaire, la formation identifie bien l'apport de l'interdisciplinarité et de la pluridisciplinarité à sa finalité en conjuguant des apports venant des arts plastiques, des sciences de l'information et de la communication, de l'histoire de l'art et de l'esthétique, des études urbaines, culturelles et visuelles, des humanités numériques (pour le parcours *Multimédia*) avec des incursions plus récentes (trois dernières années) dans les champs de la physique et du journalisme.

Alors même que la formation met en avant ses résultats encourageants en matière de partenariats socio-économiques, il n'est fait état d'aucun partenariat particulier. Au regard de l'objet et de la finalité de cette formation, un tel manque constitue une faiblesse.

La formation est très peu ouverte à l'international. Ne faisant état d'aucun partenariat international spécifique, le master compte très peu de mobilités entrantes (en moyenne deux par an) comme sortantes (en moyenne une par an). Le problème semble résider dans un manque d'information des étudiants (tant sur l'identification de la formation pour les étudiants en mobilité entrante que sur les formations partenaires pour les étudiants en mobilité sortante), et dans le volume horaire global d'enseignements très dense. Si l'équipe a identifié ces points et projette d'y remédier, ce manque d'ouverture est problématique au regard des débouchés professionnels de la mention.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche, plus clairement établi dans le parcours *Design Projet* que dans le parcours *Multimédia*. Avec 250 heures d'enseignements théoriques et de méthodologie de la recherche, ainsi que des séminaires interdisciplinaires et cours théoriques assurés par des enseignants-chercheurs, et un mémoire de recherche obligatoire dans chaque parcours, le master intègre une solide formation à et par la recherche. Il est en revanche dommageable que seul un cinquième des enseignements soit assuré par des enseignants-chercheurs de la discipline qui interviennent dans les enseignements des deux parcours, avec une présence plus affirmée dans le parcours *Design Projet*.

La formation intègre des éléments de professionnalisation en lien avec des acteurs socio-économiques, mais développe peu de partenariats. Avec ses deux parcours actuellement orientés vers le multimédia, et la conception de projet, la formation est en adéquation avec les besoins socio-économiques du territoire local et national. L'environnement socio-économique n'est toutefois que très peu décrit et on regrette que ne soient pas mentionnés les partenaires dont pourrait bénéficier la formation (entreprises ou collectivités). La présence de plusieurs maîtres de conférences associés (MAST) dans l'équipe et de 19 professionnels assurant 300 heures d'enseignement (notamment liés au projet de fin d'études et à certains ateliers de projet, cours faisant partie des fondamentaux), offre toutefois à la formation une connexion privilégiée avec le monde socio-économique, qui permet de tenir compte des différentes évolutions de la réalité professionnelle. Les deux parcours de la mention sont ouverts à la formation continue sans pour autant être spécifiquement construits à cet effet, et accueillent un à deux stagiaires de la formation continue chaque année. Le nombre d'inscrits en formation continue est en baisse continue sur les trois années : 2,33 %, 1,05 % et 0 %, et il n'y a aucun alternant sur la période. Les étudiants sont amenés à réaliser en deuxième année un stage obligatoire de 8 à 24 semaines, sanctionné par 9 crédits ECTS, qui leur permet une première expérience professionnelle indispensable.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation est structurée autour d'un programme cohérent avec ses objectifs et construit un alignement de ses méthodes pédagogiques et d'évaluation avec les compétences visées. Le programme d'enseignement est cohérent et l'approche par compétences est mise en application. L'équipe pédagogique est sensibilisée à l'alignement pédagogique de ses enseignements (objectifs d'apprentissage, contenus, méthodes, modalités d'évaluation) et mène actuellement un travail de réorganisation des maquettes en ce sens.

La formation diversifie bien ses pratiques pédagogiques, sans qu'un apport clair de l'IDIP puisse être identifié. À travers des cours magistraux, travaux dirigés et projets tuteurés, les enseignements et les évaluations sont dispensés dans des infrastructures adaptées. La crise sanitaire ayant introduit l'hybridation de certains enseignements, plusieurs d'entre eux sont restés en format hybride, ce qui permet de suivre une partie de la formation à distance.

La formation inclut des contenus pertinents d'enseignement de l'anglais sans pour autant développer des dispositifs de préparation des mobilités. L'enseignement des langues étrangères, bien que restreint à l'anglais, est pensé comme un enseignement de spécialité, les cours étant assurés par un enseignant de la discipline, ce qui permet aux étudiants d'acquérir des compétences linguistiques spécifiques et de se familiariser avec la terminologie singulière du champ disciplinaire. Aucun autre cours n'est pour l'instant dispensé en langue étrangère, mais une réflexion est en cours dans l'équipe.

Des enseignements sont présents chaque année à défaut de l'être chaque semestre, pour un total de 108 heures, ce qui reste compatible avec les poursuites d'études et l'insertion professionnelle. La certification en langues, proposée en licence, n'est pas intégrée à la mention. Hormis une information délivrée par le responsable des relations internationales, aucune préparation à la mobilité n'est prévue, ce qui confirme la faible ouverture à l'international et explique sans doute le faible nombre de mobilités relevé plus haut.

Les contenus et les dispositifs de la formation ne sont pas du tout adaptés aux publics de la formation continue et en alternance. Si la formation est théoriquement ouverte à la formation continue, aucun dispositif particulier n'est mis en place pour favoriser leur accueil au sein de la mention ou dans des formations complémentaires (DU, blocs de compétences, VAE). Les demandes de validation des acquis de l'expérience (VAE) et de validation des acquis professionnels (VAP) sont marginales (une par an en moyenne ces dernières années, qui a donné lieu à VAE totale).

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation jouit d'une bonne attractivité malgré l'absence d'une stratégie de développement et de suivi spécifique de ses différents publics. Bien qu'en légère baisse sur l'année précédente, la formation est très attractive (300 candidats pour une capacité d'accueil de 64 places). L'équipe note un nombre croissant de défections enregistrées ces dernières années entre le moment des admissions au mois de juin et la rentrée de septembre. Ce phénomène peut s'expliquer par les effets de la crise sanitaire, mais aussi par un contexte de plus en plus incertain pour les étudiants, qui révisent leurs choix jusqu'à la veille de la rentrée. L'équipe pédagogique est consciente de l'amélioration à mener concernant le travail d'affichage et de communication pour clarifier les attendus et les débouchés de la mention. La formation a par ailleurs pris acte de l'attractivité problématique du parcours *Architecture*, qui a été fermé à la rentrée 2020.

La formation affiche des résultats de réussite des étudiants corrects dans les deux parcours. Sans qu'une analyse fine des taux de réussite soit menée par l'équipe pédagogique, les résultats en M1 vont de 78 à 90 % et en M2 sont de l'ordre de 62 à 75 % de réussite, ce qui est tout à fait correct au regard des résultats du champ ALL. Ces taux sont stables durant les dernières années.

La formation analyse de manière inégale le devenir de ses diplômés. Le taux de poursuite en doctorat, comme le suivi des étudiants qui intègrent d'autres poursuites d'études n'est pas documenté. Par ailleurs, l'équipe se montre proactive dans le suivi de l'insertion professionnelle, redoublant les enquêtes menées par les services centraux par un suivi réalisé par l'équipe enseignante. Des contacts sont ainsi régulièrement repris avec les anciens étudiants.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose de moyens insuffisants pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Le taux d'encadrement de la formation est faible avec un total de huit enseignants-chercheurs titulaires dans la formation pour 77 à 96 inscrits ces dernières années. Les enseignants non permanents sont au nombre de 23, pour 25,81 % d'enseignants permanents seulement. Cette insuffisance de moyens explique en partie le faible nombre de mobilités sortantes de l'équipe pédagogique, essentiellement dans des établissements français et dans le cadre de séminaires. Dans ce même cadre, trois professeurs invités ont pris part aux enseignements dans des établissements français sur l'année écoulée.

Par ailleurs, l'équipe bénéficie des formations dispensées par l'IDIP (Institut de développement et d'innovation pédagogiques de l'Unistra) et une des membres est diplômée d'un DU (diplôme universitaire) de pédagogie.

La formation définit un processus d'évaluation interne solide permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue. L'équipe pédagogique est un relai efficace de l'évaluation des enseignements par les étudiants, comme le prouve le taux de réponse aux questionnaires (50 %) qui doit toutefois être encore amélioré. La formation réalise des enquêtes régulières auprès des étudiants et anciens étudiants, en l'absence d'enquête menée par les services centraux (comme c'était le cas l'an dernier). Elle s'appuie sur ces retours pour faire évoluer ses programmes et son mode d'organisation. Les résultats de ces évaluations, comme les autres indicateurs utiles (effectifs, taux de réussite, etc.) sont finement analysés par le conseil de perfectionnement qui se réunit périodiquement et dont la composition est équilibrée au niveau des trois collègues : les enseignants, les étudiants et les professionnels. Les personnels administratifs en charge de la formation y sont présents en tant qu'invités.

Conclusion

Points forts

- Une formation attractive,
- Une dimension professionnalisante cohérente,
- Une évaluation interne solide.

Points faibles

- Un suivi du devenir des diplômés à améliorer,
- Un adossement à la recherche à égaliser entre les parcours,
- Un développement de partenariats socio-économiques insuffisant,
- Un taux d'encadrement faible.

Recommandations

- Renforcer l'équipe pédagogique en enseignants-chercheurs pour que le master poursuive mieux ses objectifs,
- Mettre en place davantage de partenariats socio-économiques,
- Améliorer la diversification des débouchés des étudiants et le suivi de leur devenir.

MASTER DIDACTIQUE DES LANGUES

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Didactique des Langues* (désormais *DDL*) de l'université de Strasbourg (Unistra) est une formation s'organisant en un M1 commun puis se déclinant en deux parcours en deuxième année : le parcours *FIR (Formations, innovations, recherches en didactique des langues)* et le parcours *FLE FLS FLI (Français langue étrangère, seconde, d'intégration)*. Le parcours *Post graduate certificate or diploma in education*, initialement prévu, n'a pas ouvert. C'est une formation de la faculté des langues, adossée au laboratoire LiPa (UR 1339).

1. La politique et la caractérisation de la formation

Le master DDL a une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement et s'inscrit bien dans les priorités que celui-ci a définies. C'est une formation à la fois singulière dans l'offre de formation, et articulée à des champs connexes comme les LLCER (Langues, Littératures et Civilisations Étrangères), même si cette articulation pourrait faire l'objet d'une extension. En effet, ainsi que cela est avancé dans le document d'auto-positionnement, une réflexion sur la mutualisation d'enseignements avec d'autres masters *LLCER* pourrait s'avérer pertinente, sur la discipline même de didactique des langues par exemple. Si le contexte institutionnel (matériel et locaux dédiés) et pédagogique (effectifs générés) y était favorable notamment au regard de l'objectif central de la réussite du plus grand nombre des étudiants.

Des partenariats pédagogiques sont attestés par l'intervention dans la formation de collègues enseignants-chercheurs (EC) de l'INSPE, d'autres départements de la faculté de lettres et de la faculté de langues.

Pluri et interdisciplinarité sont épistémologiquement essentielles à la DDL, ce qui est rappelé dans le dossier, et ce qui est mis en évidence dans les contenus de la formation, qui s'ouvre à des champs connexes : anthropologie, droit, management, etc. La formation bénéficie d'un appui – certes encore modeste : quelques stages rémunérés – de dispositifs Idex ou PIA.

La formation semble avoir voulu tirer profit du contexte pandémique des dernières années pour utiliser de manière plus prononcée qu'auparavant des outils tels que Moodle par exemple, pour faciliter la tâche d'étudiants salariés ou ponctuellement malades, remplissant ainsi une des priorités stratégiques d'UNISTRA consistant à favoriser la réussite étudiante. L'innovation pédagogique tient une grande place dans la formation, un parcours du master lui étant entièrement consacré. L'usage des outils numériques pourrait faire l'objet d'une attention au développement durable.

La formation est très ouverte à l'international. 21 % des effectifs de la formation sont des étudiants internationaux, y compris ces dernières années pourtant marquées par le contexte sanitaire. Il n'est pas possible d'estimer le volume de mobilités sortantes à proprement parler, faute de données disponibles, mais compte tenu des objectifs de la formation, celles-ci sont peu pertinentes.

En revanche, les stages, obligatoires, représentent aussi une porte conséquente vers une forme de mobilité sortante. Les chiffres ne sont pas donnés non plus, mais le contexte d'enseignement du FLE invite aux contextes internationaux (Instituts français ou Alliances françaises).

La formation est présente dans les dispositifs *PGCE (Postgraduate Certificate in Education)* et *PGDE (Postgraduate Diploma in Education)* grâce à des conventions internationales avec des universités de Londres et Glasgow, dispositifs qui permettent la délivrance de doubles diplômes, mais sont désormais en difficulté suite au Brexit.

L'apprentissage d'une langue nouvelle est un passage obligé en M1, sur les deux semestres. Le montage de partenariats internationaux et de mobilités sortantes enseignantes pourrait faire l'objet d'une attention particulière dans le nouveau projet. La mobilité sortante enseignante apparaît inexistante dans le dossier même si le champ considéré, celui de la francophonie, laisse à penser que des expériences internationales existent peut-être sans avoir été classées comme mobilités au sens institutionnel.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche. Les enseignements sont majoritairement dispensés par des EC ou par des chercheurs. La formation à la recherche fait l'objet d'enseignements spécifiques en M1 comme en M2 (quatre au total), les étudiants suivent des séminaires de l'UR, réalisent un mémoire de recherche et ont la possibilité d'effectuer des stages dans l'UR. La formation scientifique inclut une réflexion sur la déontologie du chercheur, notamment par une information sur le plagiat.

La professionnalisation, en lien avec des acteurs socio-économiques, est centrale dans le master DDL, qui vise essentiellement à former des professionnels de l'enseignement du FLE-FLS-FLI ou de l'ingénierie pédagogique en enseignement des langues. La formation inclut des stages conséquents obligatoires en M1 (stage filé de 50 heures par an pour chaque étudiant) et en M2 (stage de deux mois minimum) qui concentrent 33 crédits, ECTS. Ces stages sont aussi l'occasion de nourrir un réseau de partenariats socio-professionnels pérennes.

La prise en compte du contexte géopolitique mondial et des débouchés professionnels qui lui sont liés est attestée par les contenus d'enseignements dispensés dans le parcours *FLE-FLS-FLI* : aspects sociolinguistiques, alphabétisation, interculturalité, plurilinguisme.

Des acteurs socio-économiques sont associés à la formation, de même que des *alumni*, mais le volume de leur participation n'apparaît pas. Une UE dotée de trois crédits ECTS est consacrée à l'insertion professionnelle dans les deux parcours.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation est globalement présentée par blocs de compétences, mais cette approche ne se traduit pas dans l'organisation pédagogique de la formation, le ratio crédits ECTS / heures étudiant est très inégal et une réflexion sur le volume des spécialisations des deux parcours serait nécessaire. Le programme est pertinent en ce qu'il cible des savoirs fondamentaux de DDL en M1 avant de se spécialiser en M2. Néanmoins, on peut se demander si une spécialisation plus affirmée, sans verser dans l'excès, ne serait pas utile à la formation de profils professionnels plus précis et donc de compétences mieux identifiées.

La formation mentionne qu'elle « a essayé » de mettre en œuvre l'approche par compétences, notamment par le biais d'outils comme le portfolio ou des ateliers de CV.

Les deux parcours sont très fortement mutualisés : le M1 est commun aux deux parcours, et les deux M2 se distinguent par une UE sur cinq en S3 (6 crédits ECTS sur 30) et une sur trois en S4 (6 crédits ECTS sur 30), à laquelle il faut ajouter l'UE mémoire et stage (21 crédits ECTS) qui, par l'orientation distincte des travaux des étudiants, s'inscrit dans la spécialisation du parcours choisi. Mais hors mémoire et stage, ce sont seulement 16 % des enseignements pour le parcours *FIR* et 14 % pour le parcours *FLE* qui sont spécifiques. Cette large mutualisation permet de proposer trois UE à choix. Le ratio crédits ECTS / heures étudiant est très inégal : par exemple, des UE à 10 TD, 24 TD, 36 TD, 70 TD, 24 CI, 36 CM ou 54 CM sont toutes gratifiées de 6 crédits, ECTS.

Les modalités pédagogiques de cette formation intégralement en présentiel sont diverses, entre CM, CI, TD, stages, séminaires, conduite de projets, mais la réflexion sur l'actualisation des pratiques pédagogiques n'est pas assez mise en avant dans l'organisation de la formation. L'acquisition de connaissances et de compétences est toutefois enrichie par l'acquisition de savoirs expérimentaux rendue possible grâce à une approche réflexive (analyse de l'apprentissage vécu d'une langue nouvelle), et il est envisagé la création d'un *learning labo*, projet apparemment peu facilité par le manque d'espaces disponibles. Les outils numériques sont évoqués, mais on ne sait rien des usages.

La mobilité internationale est un élément central du champ du FLE, et les langues et leur enseignement-apprentissage sont au cœur de la formation en DDL. L'apprentissage d'une langue nouvelle est obligatoire sur les deux semestres du master 1. Une préparation aux stages obligatoires, souvent réalisés dans un contexte international, est évoquée, sans qu'on en ait les détails. Des contenus d'enseignement comme l'interculturalité ou le plurilinguisme, outre leur volet didactique, peuvent également préparer les étudiants eux-mêmes à la mobilité.

La formation accueille régulièrement des enseignants de l'EN en congés de formation ou des formateurs du champ du FLE. Il n'y a pas de dispositif spécifique à l'accueil de stagiaires de la FC, mais des contrats pédagogiques sont mis en place. Il s'agit d'accepter un délai de deux ans pour une année de formation (M1 ou M2, le chiffre de 10 est indiqué, mais on ne sait pas sur quelle période du contrat), ou des réinscriptions pour soutenance de mémoire (28). Le relevé du conseil de perfectionnement joint au dossier relève une augmentation constante de ces demandes ces dernières années.

La plateforme Moodle est investie pour faciliter le travail des étudiants salariés ou malades. Sur les trois années de référence, les étudiants à besoins spécifiques représentent 22, 26 et 27 %, un seul relevant de la formation continue d'après les données de caractérisation.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

Par différents canaux, le master DDL est rendu visible aux potentiels futurs étudiants. Le suivi et l'analyse des candidatures, de la diplomation et de l'employabilité sont à développer. Le taux de réussite en M1 est très satisfaisant, il est plus inégal en M2. Sur les sites du département et de la faculté les langues, lors des Journées Portes Ouvertes, des journées des masters, des informations utilisant notamment des vidéos

sont délivrées aux potentiels futurs étudiants. La capacité d'accueil n'est donnée que pour le M1 (60 puis 50), et le taux de remplissage de cette année de formation est, pour les trois années de référence, de 63, 81 et 51 %.

Le nombre de candidatures n'est pas versé au dossier. Le contexte pandémique rend délicate une analyse de ces données, notamment eu égard à la spécificité internationale de cette formation (stages), mise à mal pendant la pandémie. Les deux parcours de master 2 ont accueilli 48, 44, 36 étudiants (*FLE*) et 28, 25, 30 étudiants (*FIR*) et sont ouverts aux recrutements venant d'autres universités ou d'autres pays. Sur les trois années de référence, 86, 93 et 64 % des étudiants du M1 valident tous les crédits, ECTS. Exception faite de la dernière année marquée par le Covid, ces taux sont très bons. Au terme des M2, sur les mêmes années, 47, 66 et 47 % (36, 46 et 32 étudiants) de tous les inscrits en M2 sont diplômés, sans que ces chiffres ne soient analysés. La poursuite en doctorat est très minime (de un à deux étudiants).

L'analyse fine et le suivi des candidatures puis des diplômés sont médiocrement mobilisés, même si un suivi informel des étudiants est facilité par la taille des effectifs. De fait une réflexion sur le parcours des étudiants est nécessaire.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

L'équipe pédagogique de permanents est réduite et des données complémentaires seraient utiles pour estimer la qualité de l'encadrement. Ce sont quatre EC qui constituent l'équipe pédagogique permanente. Celle-ci est complétée par 15 enseignants temporaires, et par des collègues titulaires d'autres départements ou composantes. Au regard de l'encadrement des stages et mémoires d'une centaine d'inscrits par an, des données complémentaires sont nécessaires pour pouvoir évaluer la qualité de l'encadrement, d'autant plus que récemment, trois EC ont pu bénéficier d'un CRCT. Ces CRCT attestent à la fois de l'engagement des EC concernés dans l'amélioration de leur parcours scientifique et pédagogique et de la volonté de l'université de leur offrir cette opportunité. Récemment, l'université a procédé au recrutement de deux nouveaux EC (2020 et 2021), mais il n'est pas précisé s'ils s'ajoutent aux quatre déclarés ou si ces quatre déclarés intègrent déjà ces deux recrutements.

L'amélioration de la formation nécessitera l'octroi de moyens supplémentaires : aménagement d'une salle, mise à jour du parc informatique, notamment.

Un conseil de perfectionnement se réunit annuellement depuis 2018 et les préconisations qu'il formule permettent d'améliorer la formation.

Conclusion

Points forts

- Une formation professionnalisante en prise avec les enjeux sociétaux contemporains,
- Une formation à et par la recherche affirmée,
- Une formation ouverte à l'international,
- Des approches pédagogiques diversifiées.

Points faibles

- Une spécificité de chaque parcours tenue,
- Un suivi des étudiants et des diplômés faible,
- Le ratio très inégal crédits ECTS / heures étudiants selon les UE.

Recommandations

- Engager une réflexion sur la spécialisation des deux parcours,
- Mieux équilibrer le ratio crédits ECTS / heures étudiants dans les UE,
- Améliorer le suivi et surtout l'analyse des taux de réussite et d'insertion.

MASTER LANGUES ET SOCIÉTÉS

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Langues et sociétés* de l'université de Strasbourg (Unistra) est une formation comprenant sept parcours sur les deux années de formation. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) de la Faculté des langues et adossée à trois unités de recherche : UMR 7363 Sociétés, Acteurs, Gouvernement en Europe (SAGE), UR 1339 Linguistique, Langues, parole (LiLPa) et Laboratoire Interuniversitaire des Sciences de l'Éducation et de la Communication (LISEC – UR 2310).

Le master est le fruit d'une scission de la mention *Langues et interculturalité* et du regroupement des spécialités *Relations internationales et langues* et *Plurilinguisme et interculturalité*. Il se compose initialement de six parcours : *Communication internationale (CI, n'existe qu'à partir du M2)*, *Euroculture (E)*, *Management de projets de coopération européens (MPCE, n'existe qu'à partir du M2)*, *Management de clusters et de réseaux territoriaux (MCRT)*, *Intelligence économique et gestion du développement international (IEGDI, n'existe qu'à partir du M2)*, *Plurilinguisme européen et interculturalité (PEI)*. La mention s'est enrichie d'un nouveau parcours en 2020 qui a changé de mention (anciennement en mention traduction et interprétation, place plus cohérente au sein de la mention langues et sociétés) : *Communication web multilingue (CAWEB)*.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation est en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement et s'inscrit dans ses priorités. La formation est construite en cohérence et en complémentarité avec les autres formations du même cycle et en articulation avec celles du premier cycle uniquement, avec lesquelles elle s'inscrit en *continuum* (licences *Langues Littératures et Civilisations Etrangères et Régionales*, *Langues Etrangères Appliquées*, *Langues et interculturalité*). En revanche il y a très peu de poursuite en doctorat (6 pour 167 inscrits en M2) sans que cela soit analysé.

Les parcours rassemblés dans la mention visent à former des diplômés à destination de champs professionnels divers touchant au domaine de l'interculturalité, ce qui confère aux enseignements dispensés un caractère à la fois pluri et interdisciplinaire appuyé. La formation s'appuie sur des partenariats académiques et a bénéficié de plusieurs financements Idex.

Des cours d'anglais sont ouverts aux étudiants de l'*International Space University* de Strasbourg ; des langues vivantes sont mutualisées avec Sciences Politiques Strasbourg ; des enseignants extérieurs interviennent dans les parcours (Sciences Politiques, Faculté des sciences économiques, IUT, INSPE, CEIPI, École de management).

La formation est très ouverte à l'international, et plus particulièrement pour deux (ou quatre ? déclarations différentes dans le dossier) parcours. Le parcours *Management de clusters et de réseaux territoriaux* est un diplôme conjoint entre l'ITIRI / Université de Strasbourg et la Hochschule de Kehl (soutenu par l'Université franco-allemande). Le parcours *Euroculture* est un master *Erasmus Mundus* (*consortium* de huit universités : Groningen, Göttingen, Udine, Olomouc, Uppsala, Deusto Bilbao et Jagellonian Cracovie).

La formation entretient des partenariats avec des institutions européennes. La mobilité internationale étudiante est renforcée dans tous les parcours, et obligatoire dans le parcours *Euroculture*.

L'adossement à la recherche est peu marqué, ou en tout cas peu visible, et varie selon les parcours. Des enseignements (méthodologie de recherche, recherche documentaire, ressources bibliographiques et webographiques) participent d'une formation à la recherche, mais ne concernent qu'un ou deux parcours, et on voit peu d'éléments d'une formation par la recherche.

Les unités de recherche auxquelles la formation est adossée impliquent les étudiants dans les séminaires de recherche, journées d'étude et conférences, une journée d'étude est organisée par les étudiants, mais là encore ceci ne semble concerner qu'un parcours.

Une réflexion commune aux parcours a cependant abouti à mettre un accent sur la mise en avant et l'exploitation des ressources documentaires.

La formation se caractérise par des liens forts avec le monde socio-économique et les éléments de professionnalisation de la formation sont nombreux (stages, alternance, enseignements techniques et professionnalisants).

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation met en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées. La formation définit et met en œuvre ses objectifs, ses contenus, ses méthodes pédagogiques et ses acquis d'apprentissage dans une approche favorisant l'alignement pédagogique. L'approche par compétences structure toute l'offre de formation Langues et Sociétés et est au cœur de son évolution. La formation construit son ingénierie à partir des compétences visées pour arriver à la conception du programme. La logique de l'ensemble des parcours de la mention se traduit par des compétences communes, à côté de compétences spécifiques aux parcours. Quatre parcours sont fortement mutualisés (M1 commun et plusieurs UE mutualisées en M2). Chaque enseignant adapte ses méthodes pédagogiques selon les objectifs et l'évaluation permet de tester l'acquisition des savoirs et des compétences.

La formation développe et diversifie ses pratiques pédagogiques pour favoriser la réussite de ses étudiants. Les pratiques sont variées : études de cas, mises en situation professionnelle, visites pédagogiques, projets. Deux projets européens avec pour thématiques principales les sujets de deux parcours (le management de clusters et l'intelligence économique) offrent aux étudiants un environnement d'apprentissage dynamique et bien adapté. La formation a bénéficié plusieurs fois de soutiens de l'Idex ou autres projets. Des conférences, tables rondes, workshops franco-allemands, présentations d'*alumni* sont disponibles à distance. La mise à distance totale d'un des parcours est actuellement en cours.

La maîtrise avancée d'une ou plusieurs langues étrangères constitue un aspect commun fondamental pour l'ensemble des parcours, qui privilégient les candidats ayant déjà des compétences linguistiques et s'appuient sur le fort potentiel linguistique de la faculté des Langues. Les doubles diplômes et la mobilité entrante (23 % des inscrits en 2020-21) et sortante renforcent la diversification linguistique. Une partie des cours est dispensée en anglais et dans le parcours *Euroculture* tous les cours sont dispensés en anglais. Les parcours ayant peu de cours de langues ont beaucoup de cours en langues et inversement.

Les contenus et les dispositifs de la formation sont adaptés aux publics de la formation continue et en alternance. Il est possible de suivre cinq parcours de la mention au titre de la formation continue (*CI*, *MPCE*, *IEGDI*, *MCRT* et *Caweb*), quatre parcours sont déjà ouverts à l'apprentissage (*CI*, *IEGDI*, *MCRT* et *Caweb*), un autre est en passe de l'être (*MPCE*). De fait, la formation comptait, en 2020-21, 41 % d'étudiants en alternance et 25 au titre de la formation continue. La promotion de l'apprentissage fait partie des grandes priorités de la mention. Le nombre d'apprentis est en constante augmentation.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

Le nombre de candidats n'étant pas disponible, il est difficile d'estimer l'attractivité de la formation, et celle-ci n'en fait pas état dans le dossier. La formation dénombrait 321 inscrits en 2020-21, et 305 en 2018-19. Le taux d'étudiants en alternance était de 12 % en 2018-19, il est maintenant de 41 %, et de 7 % pour la formation continue. Les dispositifs d'information sur la formation sont nombreux : sites web, réseaux sociaux et professionnels, flyers et guides pédagogiques, associations étudiantes et *alumni*, salons, tables rondes et webinaire d'information en sus des différentes actions de l'Université de Strasbourg et du référencement dans des annuaires de formations.

Le suivi des taux de réussite ne fait pas l'objet d'une analyse dans le dossier, cependant ces taux sont très bons : en M1 : 88 % en 2020-21 et 49 % en M2 (étudiants ayant validé tous les crédits ECTS). Mais en même temps il y a la même année 128 diplômés, et si on les rapporte aux 167 inscrits, le taux de réussite est alors de 76 %. La cause de ce différentiel est probablement à chercher dans le taux de redoublements. Il n'y a pas de déperdition entre le M1 au M2. Le nombre de poursuites d'études en doctorat est très faible (six) ; on peut sans doute mettre ceci en perspective avec les objectifs centraux de professionnalisation de cette formation, et donc avec les préoccupations majeures des étudiants. Mais aussi avec la présence discrète de la formation par la recherche.

Pour suivre l'insertion professionnelle la formation a mis en place une enquête et avance un taux d'insertion professionnelle à 1 an maximum de 92 % (52 % dès l'issue de la formation). L'enquête a porté sur quatre parcours sur sept (sans les distinguer), et a obtenu 37 % de réponses. Les enquêtes de l'ORESIPÉ (Observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants) sur des

diplômés de 2018 – et donc sur la précédente accréditation – évoquent selon les cursus considérés, 50, 53 ou 96 % d'emplois stables à 30 mois (taux de réponse 80, 43 et 73 %). Cette disparité de résultats plaide pour un renforcement des suivis au plus près des parcours.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dépasse largement ses capacités d'accueil. Celles-ci sont estimées à 175 inscrits, et la formation en compte 321 (dont 167 en seul M2), de sorte que la question de la qualité de l'encadrement se pose.

La formation a mis en place un conseil de perfectionnement, mais l'absence de compte rendu versé au dossier ne permet pas d'en estimer la pertinence. Pour autant, les diverses évolutions de la formation sur les dernières années et depuis la dernière accréditation attestent du souci d'amélioration continue.

Conclusion

Points forts

- Une professionnalisation très aboutie,
- Une attention importante aux compétences linguistiques,
- Une large ouverture à l'international,
- Une intégration en plein essor de publics en alternance.

Points faibles

- Un adossement à la recherche peu visible,
- Un suivi des taux de réussite à consolider.

Recommandations

- Rendre l'adossement à la recherche plus visible dans la formation,
- Améliorer l'analyse des taux de réussite.

MASTER LANGUES, LITTÉRATURE ET CIVILISATIONS ÉTRANGÈRES ET RÉGIONALES

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Langues, Littérature et Civilisations Étrangères et Régionales (LLCER)* n'existait pas dans l'offre de formation précédente qui se déclinait en un master *Études Méditerranéennes, orientales et slaves (EMOS)*, un master *Monde anglophone* et un master *Mondes germaniques*. Ce master se décline en 12 parcours : *Études allemandes : dynamiques sociales et culturelles ; Études anglophones : monde anglophone, recherche ; Études arabes ; Études hébraïques et juives ; Études ibériques et latino-américaines ; Études italiennes ; Études japonaises ; Études néo-helléniques ; Études persanes ; Études slaves ; Études turques ; Les mondes germanophones dans l'espace européen.*

C'est une formation portée par la faculté des langues et adossée à cinq unités de recherche : l'unité de recherches (UR) 1340, Groupe d'Études Orientales, slaves et néo-helléniques (GEO) ; l'UR 1341, Mondes germaniques et nord-européens ; l'UR 2325, Savoirs dans l'espace anglophone, représentations, cultures, histoire (SEARCH) ; l'UR 4376, Culture et Histoire dans l'Espace Roman (CHER) ; l'UR 1339, Linguistique, langue, parole (LiLPa).

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation s'inscrit pleinement dans les orientations pédagogiques et les priorités thématiques de l'université de Strasbourg. Les parcours de la formation s'inscrivent dans un continuum avec la licence et le doctorat LLCER de la faculté des langues. C'est une formation disciplinaire ouverte à l'interdisciplinaire et au transversal ; elle s'appuie sur le potentiel et les activités de recherche de l'établissement et du site ; elle a des points de contact avec divers masters (droit, interculturalité, édition, sciences des données...) et avec l'Institut de traducteurs, d'interprètes et de relations internationales ; elle a une forte inscription européenne et internationale et est en lien avec le monde artistique et culturel local. Le diplôme de master LLCER peut donner accès au doctorat LLCER quel que soit le parcours suivi. Les étudiants de la formation ont bénéficié de projets IdEx portés par les enseignants-chercheurs de la faculté des langues : « Écrire l'Europe », « Interculturalité », « Arlingo : Les langues par les Arts » et « Littérature et Schizophrénie ».

La formation est active dans les instituts thématiques interdisciplinaires (ITI) de l'Unistra, et des collaborations sont en train de se mettre en place avec les nouveaux ITI qui ont obtenu une labellisation pour une période de huit ans (2021-2028), notamment avec les ITI Histoire, Sociologie, Archéologie et Anthropologie des religions (HiSAAR), Littératures, Éthique et Arts (LETHICA), Centre de recherche sur la création contemporaine (CREAA) et *Making European Society-Faire l'Europe de demain (Makers)*.

La formation est ouverte à l'international. Elle accueille entre 13 et 17 % d'étudiants internationaux selon les années. Les données concernant les mobilités (entrantes et sortantes) ne sont pas disponibles. Elle est active au sein du réseau *European Partnership for an Innovative Campus Unifying Regions (EPICUR)*, alliance universitaire européenne dont l'Unistra est partenaire, et au sein du Campus européen EUCOR (groupement européen de coopération territoriale - GECT) qui regroupe cinq universités (Strasbourg, Mulhouse, Bâle, Fribourg et Karlsruhe). La formation vise le niveau C1- C2 de la langue étudiée, une connaissance experte des cultures étrangères dans leur diversité et leur singularité.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche correct, mais à affirmer. La formation intègre une formation à et par la recherche (12 heures de méthodologie au S1, possibilité de faire un stage en unité de recherche en M1 et M2 -24 heures par an-, projet de recherche en M1, travail d'étude et de recherche (TER) en M2). Peu d'UE spécifiques donc, et un terrain de stage laissé au choix en M1 comme en M2 entre unité de recherche ou milieu professionnel.

En dehors des six heures de formation documentaire en M1 assurées par le service commun de la documentation de l'université, tous les enseignements sont assurés par des enseignants-chercheurs. Les parcours bénéficient aussi de l'appui de l'ED 520 qui ouvre aux étudiants certains séminaires. Sur la mention, ce sont 23 diplômés sur 53 qui en 2020-21 poursuivent en doctorat.

La formation intègre peu d'éléments de professionnalisation, mais entretient des relations avec le monde socio-économique. Tous les parcours ont une politique d'ouverture et d'intégration dans l'environnement académique, artistique et culturel du territoire : collaborations avec les librairies, bibliothèques, musées et cinémas, avec des associations et institutions dans le cadre de l'organisation d'expositions, de projections, de conférences, de rencontres avec des écrivains et artistes, etc. Ils s'associent parfois avec les institutions diplomatiques pour organiser des manifestations artistiques et culturelles.

Le milieu académique représente un débouché majeur pour les étudiants et la formation estime qu'il est difficile d'articuler une formation LLCER aux besoins socio-économiques du territoire. Elle intègre un stage en milieu professionnel (ou en unité de recherche) de 24 heures en M1 et M2, créditées de trois crédits *European Credit Transfer and Accumulation System* (ECTS) et six crédits ECTS. Aucun professionnel ne participe à la formation.

2. L'organisation pédagogique de la formation

L'approche par compétences n'a pas encore été mise en place. Les objectifs pédagogiques sont décrits dans le référentiel de l'offre de formation (ROF) ; chaque enseignant adapte ses méthodes pédagogiques selon ces objectifs ; l'évaluation continue intégrale (ECI) permet de tester les acquisitions et d'adapter le rythme pédagogique.

Les équipes pédagogiques diversifient leurs méthodes pédagogiques : enseignement classique, interaction, travail en groupes, pédagogie active, classe inversée, conférences, séminaires. Elles ont parfois suivi des formations de l'Idip (Institut de développement et d'innovation pédagogiques) et bénéficient de financements IdEx via les projets portés par les collègues de la Faculté des Langues. La formation vise à sensibiliser les étudiants aux démarches inter-/pluridisciplinaires via des enseignements mutualisés ou transversaux, des séminaires d'UR associant des spécialistes de diverses disciplines et des UE d'ouverture.

La formation a pu s'appuyer sur des projets IdEx qui ont donné lieu à des enseignements spécifiques (Intercompréhension en langues slaves, etc.), des conférences. Des ateliers d'initiation à la lecture de l'écriture cursive japonaise et sino-japonaise sur manuscrits ont été organisés dans le cadre d'un partenariat avec l'université de Nagoya financé par la *Japanese Society for the Promotion of Science*.

En allemand, la formation comporte deux parcours, l'un proposé en présentiel *Études allemandes : dynamiques sociales et culturelles* et l'autre à distance : *Les mondes germanophones dans l'espace européen : littératures, cultures et politiques (XVIIIe-XXIe)*. Les autres parcours sont entièrement dispensés en présentiel.

La formation en master LLCER permet par essence aux étudiants d'acquérir des compétences linguistiques utiles à leur insertion professionnelle et à leur poursuite d'études, en particulier à l'international, en anglais, allemand, arabe, espagnol, grec, hébreu, italien, japonais, persan, portugais, russe et turc, sans oublier dans les 25 langues étrangères proposées en option par la faculté des langues. Les heures étudiant des disciplines enseignées en langue étrangère varient d'un parcours à l'autre, mais l'essentiel des enseignements est délivré en langue étrangère. Le niveau généralement demandé dans la langue est C1 pour intégrer cette formation.

La formation ne prévoit pas de dispositif particulier pour les publics en formation continue et intègre peu d'éléments de professionnalisation : un stage en M1 et un stage en M2 qui peuvent être faits en unité de recherche ou en milieu professionnel. La formation a accueilli trois stagiaires de la formation continue en trois ans.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

L'attractivité de la formation est difficilement évaluable, car le nombre de candidatures n'est pas disponible et la formation ne la questionne pas. Sur les trois dernières années, le nombre d'inscrits sur toute la mention est stable (247, 256, 241). Le principal dispositif d'information sur la formation est le site de la faculté des langues. Les sites des départements complètent cette présentation. Certains parcours réalisent des *flyers* qui sont distribués lors des Journées des universités et lors des portes ouvertes au printemps. D'autres parcours s'appuient sur un réseau d'associations.

La formation n'analyse pas les taux de réussite pourtant très inégaux, dont certains très faibles. En M1, sur l'année 2020-21, cinq parcours affichent des taux de réussite (tous les crédits ECTS sont acquis sur l'année) inférieurs à 60 %, dont trois parcours des taux inférieurs à 20 % (arabe, hébreu, mondes germaniques). En M2, sur la même année, huit parcours affichent des taux de réussite inférieurs ou égaux à 50 %, dont cinq parcours inférieurs ou égaux à 25 % (arabe, japonais, grec, persan, turc). En moyenne, sur toute la mention en globalisant les taux des 12 parcours, le taux de réussite en M1 comme en M2 est de l'ordre de 40 %. Pourtant, la formation dit présenter un bon taux de réussite.

La formation n'analyse pas les données liées à l'insertion professionnelle (données de l'Unistra ou enquêtes de l'Observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants). Le PV du dernier conseil de perfectionnement n'en fait pas état.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

Il n'est pas possible d'évaluer la soutenabilité de la formation. Globalement, pour toute la mention, 66 enseignants-chercheurs et chercheurs sont en charge des enseignements, mais il serait indispensable d'avoir les données par parcours. C'est une analyse qu'il paraît en effet nécessaire de mener en regard des résultats en master 2, compte tenu des besoins en encadrement individuel que requiert cette année du cursus. Il est possible que certains parcours soient en difficulté, ce qui est pointé dans le dossier.

Un conseil de perfectionnement a été mis en place et se réunit une fois par an. Le PV joint au dossier fait état de retours critiques des délégués étudiants, mais pas des retours et analyses que celles-ci ont pu générer.

Conclusion

Points forts

- Une interdisciplinarité affirmée,
- Une bonne ouverture à l'international,
- Un bon adossement à la recherche même s'il est à conforter.

Points faibles

- Le suivi des taux de réussite, dont certains sont pourtant très faibles, est inexistant,
- L'ouverture à la formation continue est très timide.

Recommandations

- Engager une réflexion sur les leviers de l'amélioration de la formation (analyse des taux de réussite et professionnalisation),
- Engager une réflexion sur l'accueil de publics de la formation continue.

MASTER LETTRES

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Lettres* de l'université de Strasbourg (Unistra) est une formation comprenant cinq parcours sur les deux années de formation : *Littératures française, générale et comparée (LFGC)*, *Cultures littéraires européennes (CLE)*, *Philologie classique (PC)*, *Métiers de l'édition (MED)*, *Parcours interdisciplinaire des Mondes de l'Antiquité (MIMA)*. Le parcours *MIMA* est interdisciplinaire, il est co-porté par les facultés d'histoire, d'archéologie, de théologie et de philosophie. Le parcours *CLE* est co-habilité avec les universités de Thessalonique (Grèce), Bologne (Italie), Mulhouse (France), Dakar (Sénégal), Lisbonne (Portugal), Moscou (Russie) et Mumbai (Inde) grâce au dispositif Erasmus Mundus. Les parcours *LFGC*, *Philologie classique*, et *CLE* proposent un large choix d'options communes.

Le master est adossé à deux équipes de recherche : le CARRA (Centre d'analyses des Rhétoriques Religieuses de l'Antiquité, EA 3094) pour le parcours de *Philologie classique* et le parcours *MIMA* ; et le laboratoire Configurations littéraires (EA 1337) pour les parcours *LFGC*, *CLE* et *Métiers de l'édition*. Le master *Lettres* est porté par la faculté des lettres.

1. La politique et la caractérisation de la formation

Le master *Lettres* tient une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement et s'inscrit bien dans les orientations de celui-ci, notamment en s'appuyant sur des dispositifs de l'initiative d'excellence et du PIA. Une analyse des apports des partenariats académiques, internationaux et avec le monde socio-économique est à développer. En effet, les partenariats académiques et/ou internationaux sont nombreux, mais la formation n'apporte aucune information quant à la contribution de ces collaborations à la qualité de la formation.

Cette formation est ouverte aux étudiants des licences de lettres modernes, de lettres classiques, de sciences du langage, ou la licence *Humanités*. La formation intègre beaucoup de mutualisations avec d'autres formations des facultés des langues, d'histoire, de philosophie ou de l'INSPE et organise des réunions régulières, notamment en vue de la co-construction des enseignements, avec les partenaires académiques. Les parcours *LFGC* et *CLE* s'inscrivent dans le périmètre de l'Institut Thématique Interdisciplinaire Lethica (Littératures, éthique, et arts) financé par l'Idex; le lancement du parcours *Édition* a été financé par l'Idex. Elle inclut la question du développement durable dans sa maquette, de manière optionnelle.

La formation bénéficie d'un solide adossement à la recherche, se concrétisant par un stage obligatoire en laboratoire, une UE de méthodologie de la recherche, des journées d'étude annuelles destinées aux étudiants de master et de doctorat, la réalisation d'un mémoire et la sensibilisation au plagiat. Les deux tiers des heures étudiant de la formation sont assurés par des enseignants-chercheurs.

La mention est ouverte à l'international, mais les mobilités sont rares et cette ouverture inégale selon les parcours. Le parcours *CLE* est co-habilité avec les universités de Thessalonique (Grèce), Bologne (Italie), Mulhouse (France), Dakar (Sénégal), Lisbonne (Portugal), Moscou (Russie) et Mumbai (Inde) grâce au dispositif Erasmus Mundus. La formation signale aussi un cursus franco-allemand et un cursus franco-québécois pour le parcours *Philologie* (un à deux étudiants concernés par an), sans que ces voies ne soient présentées. La valeur ajoutée de ces partenariats n'est pas analysée.

La présence des étudiants internationaux dans l'offre spécifique à l'international représente environ un quart de la cohorte annuelle de la mention. L'enseignement des langues représente 9 % des enseignements dans les parcours, le niveau B2 en anglais est requis, d'autres langues sont enseignées (allemand, italien) et il est possible de rédiger le mémoire de recherche en langue étrangère.

La mention n'attire pas de stagiaires en formation continue, mais intègre un volume conséquent d'éléments de professionnalisation, concernant la formation aux métiers de l'enseignement, la formation aux domaines de l'édition (parcours *Métiers de l'édition*), la formation à la littérature professionnelle (UE5), la formation à la responsabilité sociétale et environnementale des entreprises (UE5), un stage professionnel obligatoire (1058 heures pour le parcours *Métiers de l'édition*), ou des UE axées sur les mondes professionnels, mais les

collaborations des acteurs du monde socio-économique au sein de la formation ne sont guère précisées (pas de données disponibles).

Un seul parcours est ouvert à la formation continue, et un seul stagiaire de la FC a rejoint la formation sur les trois dernières années (et aucun alternant).

2. L'organisation pédagogique de la formation

L'approche programme, approche par compétences et alignement pédagogique nécessitent une réflexion.

L'alignement pédagogique, tel que formulé par la formation, semble être mal compris puisque rattaché aux seules passerelles. L'approche programme est difficile à percevoir, car les intitulés des UE sont très généraux, et itératifs sur les différents semestres, et semble mal comprise aussi (rattachée à deux UE). Des passerelles sont possibles entre *LFGC* et *CLE*, ou entre *PC* et *MIMA*.

La formation diversifie de manière cohérente ses pratiques pédagogiques en variant les tâches des étudiants :

compte rendu de lectures, billet pour le blog, écriture créative, atelier théâtre, atelier de poésie, préparation d'entretien avec les auteurs invités, entretien avec les chercheurs. On perçoit néanmoins assez mal la réalité de ceci en fonction du parcours concerné.

La formation inclut des enseignements conséquents et divers en langues sans pour autant développer des dispositifs de préparation des mobilités.

Des enseignements sont présents sur les trois premiers semestres pour un total de 426 heures étudiants. En parcours *CLE*, 90 heures d'enseignement se font en anglais. La formation propose également en M2 la possibilité de rédiger le mémoire dans une des langues enseignées, mais on ne sait pas si cela est possible dans tous les parcours.

Concernant les mobilités, le champ disciplinaire concerné (littérature française) invite davantage aux mobilités entrantes qu'aux mobilités sortantes, et de fait elles sont peu nombreuses (si on fait abstraction des années Covid : trois en 2018-19).

Pour autant, la mobilité entrante sur l'ensemble de la formation est très rare (3, 11 et 3 sur les trois années de référence).

En revanche le parcours *CLE*, grâce au dispositif Erasmus Mundus, intègre une mobilité dans deux, voire trois universités du consortium international et propose une formation aux langues parlées dans ces différentes universités.

Les contenus et les dispositifs de la formation ne sont pas adaptés aux publics de la formation continue et en alternance. Si un des parcours de la formation est théoriquement ouvert à la formation continue, aucun dispositif particulier n'est mis en place. La formation annonce une réflexion sur l'ouverture à la formation continue pour la nouvelle accréditation.

La formation privilégie l'enseignement en présentiel, mais des conférences de recherche et certains événements peuvent avoir lieu à distance pour des raisons logistiques. Il n'y a eu aucune demande de validation des acquis de l'expérience (VAE) ni de validation des acquis professionnels (VAP) sur les trois dernières années. De nombreux auditeurs libres viennent suivre les cours.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation jouit d'une excellente attractivité, sans suivi rapproché de ses différents publics. La formation est très attractive (pour le M1 : 473 candidats en 2020-21 pour 83 admis, soit un taux de 17 %). Elle compte, sur les trois années de référence, 214, 221 et 185 inscrits dans toute la mention, dépassant ainsi les capacités d'accueil de 180, 175 et 150. La formation note une baisse du nombre de candidats (591 en 2019-20 et 473 en 2020-21), mais il est difficile d'évaluer ces données, car elles ne sont pas complètes (pas de données pour 2018-2019, année sans Covid). On constate notamment une légère baisse en *LFGC* (de 115 à 74 candidatures), sans qu'elle puisse être expliquée.

La formation affiche d'excellents taux de réussite. La formation annonce 85 % de taux de réussite dans les formations. Le tableau de bord révèle que 98 % des étudiants inscrits en M1 obtiennent tous les crédits ECTS sur l'année d'inscription, et 96 % des étudiants inscrits en M2.

La formation affiche un taux de poursuite en doctorat qui semble très satisfaisant, tout en analysant peu le devenir de ses diplômés, bien que l'insertion professionnelle ne soit pas questionnée. Le nombre de diplômés en poursuite d'études semble important : de 22 à 36 % des réussites en M2 sur les trois dernières années, soit 27, 19 et 26 étudiants, dont sept, six et quatre dans un diplôme de même niveau. Mais l'enquête sur le devenir des diplômés 2018 du parcours *LFGC* ne signale que deux poursuites en doctorat (36 diplômés, 20 réponses – ce qui est faible).

L'insertion professionnelle n'est pas questionnée. Le taux de réponse aux enquêtes d'insertion est déclaré très faible et la formation ne fournit en annexe que les résultats pour le parcours *LFGC* (56 % de répondants). La formation déclare pour le parcours édition un taux d'insertion de 70 % à 18 mois et de 90 % à 36 mois, et pour le parcours *LFGC* un taux de 30 % à 18 mois. Cela contredit le document joint en annexe pour le dernier parcours, qui fait état d'un taux de 100 % à 18 mois et 86 % à 36 mois (75 puis 92 % d'emplois stables). Les données sont peu prises en compte par la formation qui les juge non fiables.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose de moyens humains suffisants pour lui permettre d'atteindre ses objectifs, mais évoque à plusieurs reprises un faible soutien logistique et administratif et la non-pérennité des financements Idex ou PIA.

Le taux d'encadrement de la formation est correct, la formation repose sur 90 enseignants et enseignants-chercheurs permanents et 24 intervenants temporaires pour environ 200 étudiants tous parcours confondus. Les financements disponibles sont parfois temporaires, et réclament la constitution de dossiers lourds et complexes. Les enseignants suivent peu de formations, au motif que les formations proposées ne correspondent pas aux besoins du métier (trop générales par rapport aux besoins).

Des mobilités avaient été programmées, mais n'ont pas pu être réalisées à cause de la pandémie. Un professeur invité a été accueilli.

L'évaluation est laissée à la libre appréciation de chaque enseignant et la formation n'a pas encore mis en place de conseil de perfectionnement, seul le parcours *MED* l'a constitué et réuni. En ce qui concerne la mention, le conseil de perfectionnement est en cours de constitution avec beaucoup de difficultés au motif de la grande hétérogénéité de la formation. La formation s'appuie sur des suggestions et les besoins des étudiants pour faire évoluer la formation, par exemple avec des ateliers poétiques, théâtre ou méthodologiques pour l'écriture des mémoires de recherche.

Conclusion

Points forts

- Une formation très attractive,
- Une formation à et par la recherche de bonne qualité,
- Une formation ouverte à la professionnalisation.

Points faibles

- Ouverture à la formation continue et l'alternance peu investiguée,
- Processus d'évaluation et suivi des diplômés sommaires,
- Absence de conseil de perfectionnement pour l'instant (en cours d'élaboration).

Recommandations

- Mener une réflexion sur l'ouverture à la formation continue et à l'alternance,
- Mener une réflexion sur le processus d'évaluation et le suivi des diplômés,
- Achever la mise en place du conseil de perfectionnement.

MASTER MUSICOLOGIE

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Musicologie* de l'université de Strasbourg (Unistra) s'organise en trois parcours depuis la première année d'enseignement : *Composition et interprétation musicale (CIM)*, *Études et recherche en musique (ERM)* et *Écoute critique et production en musiques actuelles (ECPMA)*. Le master est porté par la faculté des arts.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation a une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement et participe pleinement de la politique de celui-ci, notamment en matière d'ouverture aux enjeux internationaux, et développe bien ses partenariats académiques. Les parcours *ERM* et *ECPMA* de la formation se placent dans la continuité de la licence de *Musicologie* et préparent au doctorat les étudiants qui s'y destinent.

Le parcours *CIM* fait suite à une licence *Diplôme National Supérieur Professionnel de Musicien (DNSMP)* fondée sur le même partenariat.

Le passage de la licence au master se fait à condition de réussir le concours d'entrée en master.

La formation comporte une forte part d'interdisciplinarité représentée notamment par les séminaires interdisciplinaires de M1 et master-doctorat de M2. Pour les parcours *CIM* et *ECPMA*, l'interdisciplinarité est d'emblée présente dans l'association entre un enseignement universitaire et des enseignements pratiques touchant aux techniques instrumentales et techniques du son, et d'autre part dans la diversité d'offre de formation proposée par la Haute école des arts du Rhin (HEAR). Les partenariats académiques sont judicieusement mis en place.

Le parcours *CIM* a été créé en complémentarité et en partenariat avec un Pôle Supérieur de musique dépendant du ministère de la Culture, la Haute école des arts du Rhin, fondée sur un partage des heures d'enseignement et une orientation très nette vers la pratique musicale ou la composition. Ce partenariat avec une institution jouissant d'une réputation confirmée et d'une exigence reconnue au niveau national et local, apporte une réelle valeur ajoutée au parcours des étudiants, ceux-ci se produisant régulièrement en concert dans divers cadres de diffusion.

Le parcours *ECPMA* s'inscrit lui aussi dans l'environnement de production audiovisuelle de la région (studios, festivals, etc.). Il existe également une mutualisation de cours avec le parcours *Enseigner l'éducation musicale* du master mention *Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation (MEEF)* dépendant de l'INSEP.

La formation possède une bonne ouverture à l'international. Les échanges avec les institutions suisses, autrichiennes et allemandes sont très fréquents, avec notamment des invitations d'artistes étrangers. Les mobilités sortantes du parcours *CIM* sont encadrées par la HEAR, mais restent assez faibles, de l'ordre d'une à deux par année en moyenne.

L'adossement de la formation à la recherche est correct. La grande majorité des enseignants intervenant dans le master (9 sur 10) sont des enseignants-chercheurs affiliés au laboratoire *Approches Contemporaines de la Création et de la Réflexion Artistiques (ACCRA, UR 3402)*.

La formation dispose d'un fonds documentaire riche et actualisé grâce au dialogue entre l'équipe enseignante et les services de documentation, accessibles aux étudiants pour l'élaboration de leurs travaux de recherche. Les éléments de formation à et par la recherche ne sont pas détaillés, ce qui est regrettable.

La formation intègre de manière inégale des éléments de professionnalisation en lien avec des acteurs socio-économiques. Si le parcours *CIM* possède une articulation naturelle avec le tissu socio-économique local (les étudiants interviennent pendant leur cursus à l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg, dans les écoles de musique et conservatoires locaux), les parcours *ECPMA* et *ERM* l'intègrent plus difficilement, malgré un travail en lien avec la scène locale de musique actuelle pour le parcours *ECPMA*.

Une quinzaine de professionnels de la HEAR interviennent dans l'encadrement des étudiants du parcours *CIM*, et une quinzaine de professionnels également dans le parcours *ECPMA*, mais aucun dans le parcours *ERM*, absence qui sera palliée par l'intervention de médiateurs culturels dans l'équipe enseignante pour l'année à venir.

L'ensemble du parcours *ERM* est ouvert à la formation continue. Le stage obligatoire, d'une durée de quatre semaines minimum au niveau de la mention, peut être transformé en stage long de sept semaines à six mois pour les parcours *ERM* et *ECPMA* ce qui contribue efficacement à l'insertion professionnelle des étudiants. On peut déplorer l'absence de projet tutoré dans la formation, comme de formation à l'entrepreneuriat.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation est construite autour d'un programme cohérent avec ses objectifs, mais sans réelle mise en adéquation avec les compétences visées. La réflexion sur l'approche par compétences est encore timide et inégale selon les parcours : le parcours *EPCMA* évolue vers une approche par projet et le parcours *CIM* développe une approche par compétences, ce qui n'est pas le cas du parcours *ERM*. Les deux parcours *CIM* et *EPCMA* valorisent bien les compétences acquises en dehors du cursus : pratique instrumentale, participation à des concerts, stages pédagogiques, participation à des festivals.

La formation diversifie assez bien ses pratiques pédagogiques. Elle a développé, pour les parcours *CIM* et *ECPMA*, des liens avec l'Institut Thématique Interdisciplinaire du Centre de recherche et d'expérimentation sur l'acte artistique (ITI CREAA) qui ont donné lieu à de nombreuses réalisations filmées et des concerts réguliers et propose des volumes équilibrés de théorie et de pratique instrumentale.

La formation inclut des contenus modestes d'enseignement en langues étrangères et ne développe pas de dispositifs de préparation des mobilités. La formation inclut un enseignement spécialisé de langue anglaise indispensable à toute recherche en musicologie, assuré par une intervenante musicienne, limité à un volume de 24 heures, mais pas d'enseignement en langue étrangère. Elle ne prépare pas à la mobilité internationale, hormis pour les étudiants du parcours *CIM* qui ont la possibilité de séjourner à l'étranger dans le cadre des programmes Erasmus de l'Académie supérieure de musique.

Les contenus et les dispositifs de la formation ne sont pas du tout adaptés aux publics de la formation continue et en alternance. Si la formation est théoriquement ouverte à la formation continue, aucun dispositif particulier n'est mis en place pour favoriser leur accueil au sein de la mention ou dans des formations complémentaires (DU, blocs de compétences, VAE). Aucune demande de validation des acquis de l'expérience (VAE) et de validation des acquis professionnels (VAP) n'a été relevée ces dernières années.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation jouit d'une bonne attractivité qu'elle tend à développer et elle suit attentivement ses différents publics. La formation est relativement attractive en fonction des parcours : si les parcours *ERM* et *ECPMA* reçoivent un nombre de candidatures à la hauteur de leurs capacités d'accueil, le parcours *CIM* reçoit 15 candidatures en moyenne ces dernières années pour 25 places, soit 60 %. Les moyens de communication sont assez classiques. Les parcours *ERM* et *ECPMA* accueillent des publics variés : étudiants venant du parcours en musiques actuelles, étudiants provenant d'autres cursus hors musicologie, étudiants étrangers. Pour le parcours *CIM*, les responsables de la formation tiennent compte des places disponibles dans les différentes classes instrumentales, d'où parfois la priorité accordée à certains entrants en licence par rapport à certains candidats pour l'entrée en master (en fonction du niveau instrumental). Les effectifs sont stables sur les trois dernières années.

La réussite et le devenir des diplômés sont peu suivis et analysés. Le taux de poursuite d'études est très faible (une étudiante sur les trois dernières années a poursuivi après sa première année d'études un M2 au Canada) et n'est pas analysé. Une réflexion sur le devenir des étudiants s'impose ainsi.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose de moyens suffisants pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Le taux d'encadrement de la formation est bon avec un total de 35 enseignants-chercheurs titulaires (enseignants de la HEAR inclus) pour une capacité d'accueil de 65 étudiants. La mobilité sortante des enseignants est effective, à l'occasion d'invitations de l'étranger, et le cycle de conférences invitées du séminaire du Groupe de Recherches Expérimentales sur l'Acte Musical (GREAM) a permis en retour de faire venir régulièrement des conférences internationales selon la pratique du *colloquium* existant dans de nombreuses universités étrangères. L'équipe enseignante se saisit difficilement des ressources mises à disposition par l'Institut de Développement et d'Innovation Pédagogique (IDIP).

Aucune analyse n'est faite concernant la soutenabilité de la formation.

La formation définit un processus d'évaluation interne correct permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue. On peut déplorer qu'aucun questionnaire portant sur l'évaluation des enseignements ne soit mis en place. Ces évaluations ont néanmoins lieu lors du conseil de perfectionnement qui se réunit annuellement dont la composition est équilibrée au niveau des trois collèges : les enseignants, les étudiants et les professionnels.

Conclusion

Points forts

- Une formation dotée de partenariats académiques solides,
- Une bonne ouverture à l'international.

Points faibles

- Des dispositifs de pilotage inégaux entre les différents parcours,
- Un suivi insuffisant du devenir des diplômés,
- Une professionnalisation à développer,
- Une approche par compétences quasi inexistante.

Recommandations

- Développer les partenariats avec le monde socio-économique,
- Mettre en place une réflexion approfondie sur l'approche par compétences,
- Améliorer le suivi du devenir des étudiants,
- Mettre en place un pilotage à l'échelle de la mention.

MASTER SCIENCES DU LANGAGE

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Sciences du Langage* de l'université de Strasbourg (Unistra) est une formation qui est une mention de master depuis la rentrée 2020. Auparavant elle était un parcours du master *Lettres*. D'abord limitée à un seul parcours, *Sciences du Langage*, elle propose depuis la rentrée 2021 le parcours *Science de la donnée et Intelligence Artificielle (SDIA)*. Ce parcours étant mutualisé sur toute l'Unistra, seuls trois étudiants ont été admis pour les SDL à la rentrée 2021-22. La formation est portée par la faculté des lettres et elle est adossée à l'équipe de recherche LiLPa (ER1339).

1. La politique et la caractérisation de la formation

Le master *Sciences du Langage* a une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement et s'inscrit bien dans les orientations de celui-ci, notamment en matière de professionnalisation et de développement durable. Elle bénéficie d'un solide adossement à la recherche. La formation est construite en *continuum* avec la licence de *Sciences du Langage* dont elle prolonge le tronc commun disciplinaire. Des étudiants titulaires d'autres licences, philologie classique notamment, peuvent aussi la rejoindre.

L'identité forte de la formation est construite en synergie avec les autres formations du même cycle : mutualisation d'une option professionnalisante avec le master de lettres, parcours *Métiers de l'édition* (Orthotypographie et rewriting en M1), d'une option méthodologique (corpus informatisés) avec le parcours *Littératures française, générale et comparée*. Des options de la formation (lexicologie, phonétique clinique, diachronie et romanistique) sont en outre ouvertes pour cette dernière mention, dans laquelle les étudiants de master *SDL* peuvent aussi choisir un élément d'ouverture, de même que dans les autres masters de la composante ou de composantes voisines.

Le partenariat académique local et régional se réalise en premier lieu grâce au laboratoire d'adossement de la formation, LiLPa (ER1339), à son insertion dans la Fédération du Langage et de la Communication et à des échanges ciblés avec le laboratoire ATILF de l'Université de Lorraine.

La formation développe l'interdisciplinarité, notamment dans les travaux de recherche des étudiants menés à l'intersection de la linguistique et/ou la phonétique clinique, la médecine, l'orthophonie, la psychologie. Mais aussi, de façon plus traditionnelle, en partenariat avec la faculté des langues, des travaux de linguistique informatique, contrastive ou dialectologique.

La formation est relativement peu ouverte à l'international, mais plusieurs projets de création de parcours internationaux sont actuellement à l'étude. Les situations internationales ou sanitaires ont freiné l'accomplissement de projets envisagés ou la signature d'accords de coopération. Avec l'université de Bakou (Azerbaïdjan), un projet de double diplomation est à l'étude. Le master ne compte aucune mobilité sortante et très peu de mobilités entrantes (quatre l'an dernier). L'équipe pédagogique a réalisé quatre mobilités sortantes (Bulgarie, Roumanie, Slovaquie et Chine). Les partenariats nationaux voire internationaux (Université Bar Ilan, Israël, Université de Fribourg, Suisse, Université Complutense de Madrid, Espagne, entre autres) se déploient dans les séminaires de recherche "Sémascila" dédiés aux étudiants de la mention. D'autres accords visant l'échange d'étudiants et d'enseignants-chercheurs pourraient se développer ultérieurement.

La formation bénéficie d'un excellent adossement à la recherche. Avec des enseignements méthodologiques propres à la recherche et la rédaction obligatoire d'un mémoire de recherche, la formation intègre une solide formation à et par la recherche. Tous les enseignants qui interviennent dans les séminaires disciplinaires du tronc commun scientifique sont des enseignants-chercheurs titulaires d'une HDR (Habilitation à Diriger des Recherches).

Les étudiants participent régulièrement aux séminaires de recherche, certains peuvent réaliser leur stage, facultatif ou obligatoire, dans un des thèmes constituant du laboratoire LiLPa avec rédaction d'un rapport de stage à l'issue de leur expérience, et ils participent également aux discussions et débats scientifiques organisés dans le cadre de ces activités.

Elle se montre également très sensible à la professionnalisation, et les enjeux du développement durable sont au centre de la démarche professionnalisante de la formation, via l'option professionnalisante RSE

(Responsabilité sociale des entreprises). Des professionnels interviennent dans le cadre des éléments de professionnalisation, et la formation prévoit un stage obligatoire en M2 (entre 7 et 24 semaines, gratifié de neuf crédits ECTS) et un stage optionnel en M1 (valant trois crédits ECTS).

La formation a bénéficié du soutien des fonds de l'Idex ou des PIA pour développer divers projets s'inscrivant dans le schéma de l'offre de formation, mais s'interroge sur la pérennité de ces actions à l'issue de ces financements.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation est construite autour d'un programme cohérent avec ses objectifs et en adéquation avec les compétences visées, l'approche par compétences est partielle. Le programme fait l'objet d'une construction au sein de l'équipe pédagogique, mais celle-ci n'a pas encore porté sur une évaluation des compétences. L'approche par compétences reste ponctuelle : les compétences visées sont détaillées dans le ROF et/ou dans certains cours qui proposent des fiches pédagogiques détaillant, séquence par séquence, les apprentissages et compétences visées, les exercices anté-/post séquence, les contenus dispensés, etc.

La grille d'évaluation proposée pour évaluer le mémoire de master sert de référentiel des compétences visées, mais elle reste encore peu utilisée. La mise en place du e-portefolio était prévue, mais n'a pas encore pu être menée à bien à cause du temps passé à la recherche de financements pour les options.

La formation diversifie de manière cohérente ses pratiques pédagogiques notamment suite à des formations suivies par des enseignants et enseignants-chercheurs à titre individuel (classe inversée, scénarisation, etc.), sans que ces dispositifs ne soient soutenus par un PIA. Le cours de rédaction technique de l'option *rewriting*, de même qu'une intervention sur la communication RSE, sont entièrement assurés à distance. Les options professionnalisantes sont effectuées partiellement à distance ou regroupées sur une journée ou demi-journée de manière à faciliter la présence des étudiants salariés et à libérer du temps pour les stages.

L'option RSE prévoit des visites en entreprise et met en place des projets courts réalisés par les étudiants (réalisation d'une enquête, d'un rapport, mise en place de *nudges*, poubelles de tri, cendrier participatif, affiches, et pour la promotion 2021 : réalisation d'une plaquette promotionnelle de l'option RSE). Une majorité d'enseignements s'appuie sur la plateforme Moodle (dépôt des diaporamas du cours, de tutoriels et de vidéos, de documents complémentaires, d'exercices ou d'(auto-)tests), de liens internet vers des Moocs, conférences, etc.).

La formation dispose de salles équipées en matériel informatique ainsi que d'une classe mobile (tour avec 24 ordinateurs portables). Les étudiants bénéficient d'un suivi individualisé par leur encadrant et leurs stages font l'objet d'un suivi régulier par la responsable de formation en charge de cette question. Ils bénéficient d'une orientation adaptée pour leur projet de recherche et pour les options extérieures à la formation.

L'enseignement des langues étrangères est limité à l'anglais, la formation comporte trois enseignements d'anglais pour un total de 60 heures : un cours d'anglais scientifique (36 heures), un cours de communication scientifique orale (12 heures) et un cours de communication scientifique écrite (12 heures). Il est envisagé de prévoir des cours dispensés en anglais dans la prochaine offre de formation. La formation n'a pas mis en place de dispositif d'incitation ou d'aide à la mobilité. Au même titre que les étudiants de la composante, les étudiants du master *SDL* bénéficient des aides à la mobilité entrante et sortante. Le dispositif est piloté par deux collègues linguistes. Ce dispositif fait chaque année l'objet de réunions d'information lors des journées portes ouvertes et lors des réunions d'information à l'attention des étudiants de L3 et M1/M2.

Les dispositifs de la formation sont peu adaptés aux publics de la formation continue et en alternance. Si la formation est théoriquement ouverte à la formation continue, aucun stagiaire de la FC n'est signalé, et aucun dispositif particulier n'est mis en place, mais des aménagements sont prévus "à la carte" pour les étudiants de FC. Par ailleurs, les options professionnalisantes sont effectuées partiellement à distance ou regroupées sur une journée ou demi-journée de manière à faciliter la présence des étudiants salariés et à libérer du temps pour les stages.

Aucune demande de validation des acquis de l'expérience (VAE) ou de validation des acquis professionnels (VAP) n'est signalée.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation jouit d'une très bonne attractivité, après avoir subi une baisse importante des effectifs en 2014-15.

La formation est très attractive : de 132 à 201 candidatures pour une capacité d'accueil de 30 puis 40 places. Des réunions d'information à l'attention des L3 sont systématiquement organisées chaque année. Une permanence des enseignants du master est assurée aux journées portes ouvertes (JPO).

Une plaquette d'information a été réalisée et distribuée lors des JPO et diffusée sur les réseaux professionnels et LinkedIn. Pour faire face à une alarmante baisse des effectifs dans les années 2014-15, l'équipe pédagogique a procédé à plusieurs modifications depuis la prise de fonction de l'actuelle équipe de direction du master : renforcement des compétences méthodologiques, renforcement de la préparation à la recherche, ouverture à la professionnalisation. Grâce à ces efforts, le nombre des effectifs a augmenté. Les piliers disciplinaires de la formation, axes forts de l'UR à laquelle elle est adossée (phonétique, linguistique romane et lexicologie) constituent une des originalités de ce master dans le paysage français.

La formation affiche des résultats de réussite très satisfaisants, mais inégaux. Avec 100 % (2019-20) et 57 % (2020-21) de taux de réussite en première année et 83 % puis 64 % en M2, les résultats plus faibles sur cette deuxième année en 2020-21 sont mis en perspective avec la situation sanitaire. Le résultat des enquêtes de suivi parvenant à n+3, l'impact des mutations du diplôme sur l'insertion des étudiants reste difficile à apprécier dans l'immédiat. Pour pallier cette lacune, la formation a mis en place un suivi de l'insertion professionnelle via le réseau LinkedIn.

La formation affiche un faible taux de poursuite en doctorat (un par an).

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose de moyens suffisants pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Le taux d'encadrement de la formation est correct avec un total de 24 enseignants-chercheurs titulaires et sept enseignants non permanents pour une trentaine d'inscrits dans le master. La soutenabilité de la formation n'est que très peu analysée.

L'évaluation des enseignements par les étudiants n'est ni systématique ni formalisée, mais dans une démarche d'amélioration continue un comité de pilotage a été mis en place en 2018, composé de neuf EC et deux étudiants "délégués" de leur promotion (plus deux suppléants), permettant de faire évoluer le master dans une démarche d'amélioration continue.

Certains enseignants sollicitent, en cours ou en fin de semestre, l'avis des étudiants sur les aspects perfectibles des cours. Chaque réunion des comités de pilotage et conseil de perfectionnement est précédée d'une discussion informelle avec les étudiants. Un conseil de perfectionnement se réunit annuellement, dont la composition est équilibrée : enseignants, étudiants, professionnels et personnels administratifs. Les résultats de réussite, effectifs, indicateurs de la formation y sont finement analysés.

L'équipe enseignante et de pilotage tient compte des remarques et demandes formulées dans cette instance par les étudiants dans l'évolution de l'offre de formation, ce qui confirme sa démarche d'amélioration continue. Principales évolutions de la formation proposées par le conseil de perfectionnement dans la période évaluée : mise en relation des profils métiers avec le parcours SDL, publicité auprès des étudiants de L3, mais aussi au niveau national. La formation a procédé à une analyse SWOT du master et en a dégagé des plans d'action envisagés.

Conclusion

Points forts

- Une formation à et par la recherche de bonne qualité,
- Une bonne attractivité,
- Une diversité des méthodes pédagogiques,
- Une professionnalisation appuyée,
- Un pilotage de qualité.

Points faibles

- Une ouverture internationale timide,
- Une ouverture à la formation continue inexistante.

Recommandations

- Améliorer l'ouverture internationale,
- Développer l'ouverture vers la formation continue et l'alternance,

MASTER TRADUCTION ET INTERPRÉTATION

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Traduction et Interprétation* se décline en six parcours : *Interprétation de conférences* ; *Traduction professionnelle, domaines de spécialité* ; *Traduction littéraire* ; *Traduction audiovisuelle et accessibilité* ; *Technologies des langues* ; *TCLoc Technical Communication and Localization* (parcours en anglais, à distance). *TCLoc* s'adresse à un public en reprise d'études, notamment des diplômés en traduction. *Technologie des langues* apporte des compétences pour la recherche publique et privée, qui complètent celles des parcours *Interprétation de conférences* ; *Traduction professionnelle, domaines de spécialité* ; *Traduction littéraire* ; *Traduction audiovisuelle et accessibilité*. Le parcours *CAWEB (communication web multilingue)* a quitté la mention en 2020 pour rejoindre la mention *Langues et sociétés*. C'est une formation portée par la faculté des langues et adossée à l'unité de recherches 1339 : Linguistique, Langues et Parole (LiLPa). Le M1 et le M2 *Interprétation de conférences* ouvrent alternativement une année sur deux.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation est en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement. La formation est construite en cohérence et en complémentarité avec les autres formations du même cycle et en articulation avec celles des autres cycles avec lesquelles elle s'inscrit en continuum. Les licences *Langues étrangères appliquées (LEA)*, *Langues, littérature et civilisations étrangères (LLCER)* et *Lettres* sont des voies d'accès logiques à la mention, grâce à des enseignements optionnels et obligatoires du niveau licence permettant l'entrée dans les masters. Les objectifs professionnels de cette mention sont complémentaires de ceux des autres mentions de la faculté des langues, et bien identifiés comme tels. Des enseignements sont mutualisés avec des parcours des mentions *Langues et Société* et *Sciences du Langage* pour le parcours *Technologies des langues* et avec le parcours *Lettres modernes* de la mention *Lettres* pour le parcours *Traduction littéraire*. L'interdisciplinarité est au cœur de la formation, particulièrement dans les parcours de traduction : le parcours *TCLoc* adopte une approche rigoureusement interdisciplinaire en combinant la localisation et la rédaction technique avec des enseignements approfondis notamment en communication visuelle, gestion de projet et technologies web ; *Technologie des langues* associe langues, informatique et matières d'application. La formation s'appuie sur de nombreux partenariats académiques et bénéficie du soutien de l'Idex.

La formation est très ouverte à l'international. Doubles diplômes avec Gernersheim et Leipzig et diplômes délocalisés (Albanie, Azerbaïdjan, Grèce, Italie, Turquie), partenariats internationaux et projets de coopération, label européen (label *EMT-European Masters in Translation* délivré par la Direction Générale de la Traduction de la Commission Européenne) viennent nourrir la dimension internationale de la mention. De nombreux chargés de cours viennent d'universités ou d'entreprises étrangères, notamment des États-Unis. *TCLoc*, enseigné en anglais et à distance, attire de nombreux professionnels de l'étranger (une vingtaine de pays) souhaitant se spécialiser dans les domaines proposés. Sa renommée est désormais internationale. Depuis 2022, un partenariat en formation de formateurs a été mis en place à l'intention des enseignants de l'université pour traducteurs de Bakou (Azerbaïdjan), en collaboration avec l'université de Caroline (USA) et de Milan (Italie). Sur les deux dernières années de référence, ce sont 60 % et 30 % des étudiants qui ont bénéficié d'une mobilité sortante, et 47 % et 22 % une mobilité entrante.

L'adossement à la recherche se caractérise par une grande variabilité selon les parcours et il est parfois très faible surtout si on considère la faible participation d'EC aux enseignements (18 %). Les enseignements de méthodologie de la recherche comptent 48 heures (*Traduction littéraire*), 24 heures (*Traduction professionnelle, domaines de spécialité* ; *Traduction littéraire* ; *Traduction audiovisuelle et accessibilité*) ou seulement 12 heures (*Interprétation de conférences*). Certains parcours incluent la rédaction d'un mémoire de recherche, un cours de rédaction d'articles en anglais, l'accueil dans l'unité de recherche d'étudiants en stage et aux séminaires. La part des enseignements assurés par des EC et C (18,36 % selon le tableau de bord) est globalement faible sur la mention.

La formation entretient des relations serrées avec le monde socio-économique et intègre de nombreux éléments de professionnalisation. La formation prend en compte les besoins socio-économiques du territoire

pour définir ses débouchés, sa finalité et ses contenus, en cohérence avec sa fiche RNCP, et elle associe les acteurs socio-économiques à cette démarche. Les intervenants professionnels sont au nombre de 45 pour les trois parcours de traduction, 10 pour le parcours Interprétation, un pour le parcours Traduction littéraire. Ils participent activement aux enseignements (49 % en moyenne sur la mention) et à la vie du master (jurys, réunions pédagogiques, soutenances, sélection, enseignements). Un stage ou une expérience professionnelle est obligatoire dans tous les parcours de la mention. Une part importante du tronc commun est représentée par les UE de professionnalisation (gestion de projet, rédaction de documents techniques, maîtrise des outils technologiques, des matériels, des équipements liés à l'environnement professionnel).

Les étudiants rencontrent au moins une fois chaque année les anciens diplômés pour échanger sur leur parcours et s'intégrer à leurs réseaux professionnels. Des intervenants d'associations professionnelles viennent présenter leurs activités ou accueillent les jeunes diplômés dans le cadre d'événements d'intégration, de journées portes ouvertes ou de conférences. Enfin, les parcours en traduction professionnelle, audiovisuelle et littéraire ont conclu des partenariats avec des sociétés privées ou publiques.

Certains parcours accueillent des contrats en alternance en master 2 (contrats de professionnalisation en *TCLoc*). La formation accueille peu de public de formation continue. L'un des parcours (*TCLoc*) est proposé entièrement en formation continue et à distance, mais la mention compte seulement trois, quatre et trois stagiaires respectivement sur les trois années de référence, soit environ 1 % des effectifs de la formation. Certains parcours organisent des stages dans le cadre de la formation continue (deux stages annuels d'audiodescription et de sous-titrage pour malentendants).

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation n'apporte pas d'éléments attestant qu'elle s'est saisie de l'approche par compétences. La formation déclare que l'approche par compétences est au cœur des différents parcours et que les compétences extra-académiques sont valorisées, mais le dossier ne présente pas d'éléments en attestant.

La formation développe et diversifie ses pratiques pédagogiques : présentations d'étudiants, exercices individuels et en groupes, ateliers collaboratifs avec d'autres départements, quizz, interaction avec outils numériques, cours magistraux, TD, TP, visites pédagogiques. Des salles équipées pour les TP en informatique et linguistique outillée, un laboratoire de langues, des salles équipées de matériel et logiciels professionnels, et des cabines d'interprétation sont mis à disposition de la formation.

Les langues sont au cœur de la formation. L'un de parcours est proposé entièrement en anglais (*TCLoc*) et un large éventail de langues de travail est disponible. Les parcours de traduction comptent 300 heures étudiants en langue étrangère (dans les langues de travail choisies). La formation met en place des possibilités de séjours à l'étranger en fonction des langues de travail et des partenariats. Dans le cas des diplômés délocalisés, l'offre linguistique est adaptée aux contextes.

La formation n'est pas ouverte à l'alternance, mais des actions ponctuelles sont prévues dans le cadre du service de formation continue et l'un des parcours est proposé entièrement en formation continue et à distance offrant ainsi aux professionnels de se former sans quitter leur emploi.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation jouit d'une forte attractivité, et ce de manière stable (39, 30 et 36 % des candidats sont admis en M1 ces trois dernières années). Ce point ne fait pas l'objet d'une attention particulière dans le dossier qui signale juste une « attention permanente ». La formation travaille sa visibilité en participant aux initiatives internes à l'Université (salons) et en assurant une présence sur les réseaux sociaux professionnels.

Si le taux de réussite global est de 43 %, celui-ci cache une forte disparité qui nécessiterait de faire l'objet d'une attention particulière. Ainsi, le parcours *TCLoc Technical Communication and Localization* (qui est en anglais et à distance) affiche seulement 16 % de réussite en M2 qui ne peut être entièrement expliqué par les modalités particulières d'organisation (tous les étudiants sont inscrits sur deux années universitaires, car leur M2 ne commence qu'en janvier, et nécessite ainsi au minimum deux inscriptions administratives) et l'accueil d'étudiants étrangers. Le taux de réussite pour le parcours *Interprétation de Conférences* est de 95,23% (M1 2018-2019 : 6 sur 6 inscrits ; M2 2019-2020 : 3 sur 3 inscrits ; M1 2020-2021 : 11 sur 12 inscrits), et pour le parcours *Technologies des langues*, on comptabilise 57,57 % de réussite.

Les données liées à l'insertion professionnelle sont médiocres, mais la formation ne les analyse pas (données de l'Unistra ou enquêtes de l'Observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle).

Très peu d'étudiants répondent aux enquêtes (de 1,15 % à 6,67 %) et sur ces réponses 37 % des étudiants se déclarent en emploi après 18 mois en 2018-19, (données non disponibles en mars 2021 pour 2019-2020 et 2020-2021). Les données ne sont pas disponibles pour les autres années. Les résultats de ces enquêtes sont inscrits dans la temporalité de l'accréditation précédente, mais la formation s'étant beaucoup transformée depuis, il n'est pas aisé d'y retrouver des éléments pour éclairer les parcours actuels. Le PV du dernier conseil de perfectionnement n'évoque pas ces informations.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

Il n'est pas possible d'évaluer avec finesse la soutenabilité des parcours de la formation pris individuellement. Le ratio enseignants-chercheurs / professionnels est à questionner. Globalement, pour toute la mention, seulement huit enseignants-chercheurs et chercheurs sont en charge des enseignements pour 269 inscrits en 2020-21. En l'absence de données par parcours, il n'est pas possible de mener une analyse, qui pourtant serait bienvenue, en regard de certains taux de réussite en deuxième année de master, compte tenu des besoins en encadrement individuel que requiert cette année du cursus. De nombreux intervenants professionnels (29) viennent compléter l'équipe pédagogique en prenant en charge 350 heures étudiant, quand ce sont seulement 130 heures étudiant qui sont assurées par des enseignants-chercheurs et chercheurs.

La formation a mis en place un conseil de perfectionnement qui, à partir des retours d'étudiants et de professionnels, identifie les points forts, les points à améliorer, les opportunités à saisir, et les risques à éviter. Il formule également des actions à mettre en route. Celui-ci ne s'est pas emparé de la question des taux de réussite.

Conclusion

Points forts

- Une large ouverture à l'international,
- Une professionnalisation importante.

Points faibles

- Une soutenabilité fragile,
- Des taux de réussite inégaux dont certains très faibles selon les parcours, non analysés,
- Un ratio enseignants-chercheurs / professionnels très déséquilibré.

Recommandations

- Ajuster formation et soutenabilité,
- Analyser les taux de réussite,
- Equilibrer le ratio enseignants-chercheurs / professionnels.

DIPLÔME DE SCIENCES PO STRASBOURG

Établissements

Institut d'études politiques (IEP) de Strasbourg - Université de Strasbourg

Présentation de la formation

L'Institut d'études politiques (IEP) de Strasbourg est l'une des composantes de l'université de Strasbourg. La validation du diplôme suppose cinq années d'études, les deux premières réalisées sur site, la troisième obligatoirement à l'étranger dans l'un des 144 établissements partenaires. Les deux dernières années sont consacrées à des parcours spécialisés, au nombre de cinq : *Droit et administration publique*, *Économie et finance*, *Études des relations internationales et du global*, *Études européennes, politiques et sociétés*. Presque toutes les spécialisations sont associées à la mise en œuvre de doubles diplômes internationaux, renforçant la dynamique d'internationalisation de l'établissement.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation s'inscrit résolument dans les priorités stratégiques de l'établissement. La formation en IEP valorise la pluridisciplinarité, priorité de l'université, très marquée dans les deux premières années avec des enseignements de droit, d'économie, d'histoire, et de science politique, langues étrangères, et conçue comme un atout sur le marché du travail. Elle est en synergie avec d'autres composantes (faculté de droit, Institut de préparation à l'administration générale (IPAG)) avec lesquelles existent des programmes communs. Elle est également en synergie avec sept autres IEP de province, où les étudiants peuvent réaliser leurs deux dernières années de formation.

La formation est fortement ouverte à l'international. Comme dans l'ensemble des IEP depuis que le diplôme comporte cinq années d'études, les étudiants suivent une année d'étude sur un site universitaire étranger partenaire. Les étudiants bénéficient également sur site d'enseignements dispensés par des universitaires étrangers.

La formation bénéficie d'un fort adossement à la recherche. La formation à la recherche et par la recherche est valorisée par la rédaction de deux mémoires, l'adossement de l'IEP à plusieurs structures de recherche dont deux unités mixtes de recherche : Sociétés, acteurs, gouvernement en Europe (SAGE) et Laboratoire interdisciplinaire en études culturelles (LinCS). Par ailleurs une unité d'enseignement (UE) d'initiation à la recherche, qui intègre la question de la déontologie et de l'intégrité scientifique, est obligatoire pour les étudiants de second cycle. Les cours sont notamment assurés par des enseignants-chercheurs en poste à l'IEP, et par des collègues étrangers d'universités partenaires. Plusieurs centaines d'heures de formation documentaire ont également été assurées, en lien avec la bibliothèque de l'établissement.

La formation entretient des relations avec le monde socio-économique et intègre des éléments de professionnalisation. L'objectif de professionnalisation est renforcé par la présence de partenaires publics et privés associés aux conseils de perfectionnement des formations, et présents au conseil d'administration de l'établissement. Dès la première année, les étudiants sont en contact, par le biais d'associations, avec les partenaires professionnels. La formation en alternance, peu développée, constitue un axe de progression envisagé.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation est construite autour de l'approche par les compétences. La formation est organisée pour conjuguer connaissances académiques de haut niveau et insertion professionnelle. À cet effet, un portefeuille de compétences (analyse distanciée d'une demande ou d'une situation, expression écrite et orale en français et en anglais, organisation contextualisée du travail, pilotage de projet, travail en collaboration) correspond, de manière variable, aux UE du parcours. Les compétences liées à la professionnalisation sont renforcées notamment dans les deux dernières années de la formation. Elles font l'objet d'évaluations spécifiques, au-delà des modalités d'examens traditionnelles : évaluation de stage, d'enquêtes de terrain.

La formation s'efforce de diversifier ses pratiques pédagogiques. Les enseignements sont dispensés sous des formes multiples (cours magistraux, conférences de méthodes, classes virtuelles, enseignements à distance). Plusieurs investissements ont permis de développer l'enseignement à distance, dans un contexte marqué par la crise sanitaire, mais aussi l'évolution des pratiques pédagogiques. Ces transformations s'appuient sur une initiative d'excellence « innovation pédagogique », visant à garantir à la fois l'interactivité et la qualité des enseignements à distance. Elles permettent de mobiliser les outils numériques et des espaces de cours variables en fonction des besoins pédagogiques de chaque enseignant.

La formation s'engage à adapter ses contenus et ses dispositifs pour permettre une ouverture à l'international. L'internationalisation de la formation s'appuie à la fois sur l'enseignement des langues étrangères, qui constitue un domaine d'enseignement à part entière. Elle s'appuie notamment sur un partenariat avec la faculté de langues permettant des enseignements en langue étrangère dès le premier cycle (anglais, allemand, espagnol, italien, russe), notamment pour favoriser la professionnalisation des étudiants en relations internationales. Un service dédié aux relations internationales permet aux étudiants de préparer, dès leur entrée à l'IEP, leur troisième année à l'étranger.

Enfin, même si le diplôme de l'IEP se prête peu à la formation continue et à l'alternance, il s'agit de l'une des priorités stratégiques pour le développement de l'établissement lors de la prochaine accréditation.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation s'appuie sur les dispositifs d'information de l'établissement et sur ses propres services dédiés. Le service de communication de l'école travaille à la valorisation de l'établissement à l'échelle régionale, nationale et internationale. Un nouveau site internet est en cours d'élaboration, pour rendre plus claire l'offre de formation de l'IEP, mais aussi ses synergies avec d'autres composantes de l'université. Le suivi précis de l'attractivité de l'école (candidats au concours d'entrée en première année, mais également des demandes d'accès en quatrième année) est assuré par un service dédié de l'université de Strasbourg, mais également par le réseau des IEP. Des statistiques plus fines sur les demandes d'entrées en quatrième année sont attendues, puisque la communication sur cette voie d'accès a été renforcée.

La formation analyse les données collectées sur la réussite et l'insertion professionnelle des étudiants. L'université de Strasbourg, comme l'IEP à travers ses propres services, suit attentivement les taux de réussite des étudiants qui se maintiennent à un niveau très élevé. Les quelques étudiants en difficulté bénéficient d'un suivi individualisé par les directeurs des études, pour apporter une solution personnalisée à tout risque de décrochage.

Enfin l'action conjuguée des services de l'université de Strasbourg, et de ceux de l'IEP, permet de suivre de manière précise l'insertion professionnelle des étudiants. La grande majorité des étudiants diplômés (84 %) ont trouvé un emploi en moins de trois mois, dans des secteurs variés : la moitié dans l'administration, la gestion, la finance, les études et l'expertise ; l'autre moitié dans des domaines tels que les ressources humaines, le développement durable, le journalisme, la communication. Les liens entre étudiants diplômés et étudiants en formation contribuent à ces taux d'insertion professionnelle élevés.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose de moyens en adéquation avec ses objectifs. Fortement internationalisée et européanisée, la formation bénéficie de programmes d'excellence (Chaire Jean Monnet, programmes Erasmus +) qui favorise la mobilité entrante et sortante du corps enseignant comme des étudiants.

Un processus d'évaluation interne à renforcer. L'évaluation des enseignements n'est pas pratiquée de manière systématique en raison de la réticence d'une partie du corps enseignant. Toutefois, cette absence de dispositif permanent d'évaluation est compensée par le fait que les directeurs des études font régulièrement un point sur les enseignements avec les délégués des étudiants, pour dégager des pistes d'amélioration qui font l'objet de modifications régulières des maquettes d'enseignement et des règlements des études. L'évaluation des enseignements, au besoin anonyme, reste l'un des chantiers de la prochaine accréditation.

En revanche, les conseils de perfectionnement ont été instaurés de manière précoce. Associant étudiants, enseignants, mais également partenaires de l'établissement issus du monde socioprofessionnel, ils ont permis d'identifier les points forts et les faiblesses de l'offre de formation, et ainsi de mieux préparer la nouvelle offre de formation co-construite via la collaboration des enseignants, des étudiants et des partenaires professionnels.

Conclusion

Points forts

- Taux d'insertion professionnel très élevé,
- Forte internationalisation de la formation,
- Forte attractivité de la formation,
- Méthodes pédagogiques innovantes.

Point faible

- Absence d'évaluation systématique des enseignements.

Recommandation

- Mettre en place une évaluation des enseignements.

MASTER ADMINISTRATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Établissements

ENGEEES - Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Ce master de droit, de sciences politiques et de gestion (FDSPG) propose trois parcours : *Achat international : global sourcing (AI)*, *Commerce électronique (COMELEC)*, *Conformité, audit légal et gestion des risques (CALGR)*. Le parcours AI est ouvert en apprentissage.

Le parcours COMELEC est ouvert intégralement à la formation continue de manière délocalisée à Casablanca, sans que le dossier ne permette de connaître la nature exacte de ce partenariat. Il en est de même du parcours IA, ouvert à un public de formation continue de manière délocalisée au Luxembourg.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation est en adéquation avec la stratégie formation de son UFR de rattachement (la mention ayant fait le choix d'ouvrir un des trois parcours à l'alternance), les liens avec la stratégie de l'établissement sont plus ténus. Son organisation est pensée pour offrir prioritairement un débouché aux étudiants de la licence AES de l'établissement afin d'identifier des débouchés à bac + 5 pour les étudiants de cette filière. Fruit d'une réorganisation de parcours à l'issue de la précédente campagne d'accréditation, cette mention dispose d'une forte assise pluridisciplinaire puisqu'elle intègre le droit, les sciences de gestion et les sciences économiques.

La formation, qui propose deux de ses parcours sur des sites délocalisés à l'international, semble malgré tout faiblement ouverte à l'international pour les étudiants strasbourgeois ; les mobilités sortantes, si elles sont possibles ne font pas l'objet d'un accompagnement spécifique. L'internationalisation passe ainsi uniquement par l'ouverture de parcours délocalisés au Maroc et au Luxembourg sans que la valeur ajoutée (ni les dispositifs de contrôle par l'Unistra) de tels dispositifs ne soient mis en valeur.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche qui semble faible, en dehors de la présence d'enseignants-chercheurs sur plus de 60 % des enseignements (la proportion étant plus forte en M1), et des attendus du mémoire de master 2 qui conclue la formation. Le caractère professionnalisant de la formation est avancé comme pouvant justifier de cet état de fait, notamment pour le parcours *Commerce électronique*.

La formation détaille peu les relations avec le monde socio-économique mais intègre pourtant des éléments de professionnalisation dans les enseignements. Les 16 semaines de stages, l'apprentissage pour un des parcours et un module de préparation à l'entrepreneuriat constituent les principaux dispositifs spécifiques de professionnalisation. La part des enseignements réalisée par des professionnels (35 %) est conséquente, et se concentre principalement lors de la seconde année du master.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation met en œuvre les méthodes pédagogiques variées, notamment en M2. Les enseignements en M1 s'organisant pour les trois parcours par un nombre très important de jeux d'options autour de matières, de questions et de disciplines assez hétérogènes, qui rendent potentiellement très disparates les compétences acquises à l'issue du diplôme sans qu'il soit précisé si l'étudiant est accompagné dans ces choix en fonction de son projet spécifique ou de son propre profil.

Le recours à des jeux sérieux, la participation à des hackatons et la tenue d'un blog d'actualité économique viennent diversifier les modalités pédagogiques.

La formation offre un environnement linguistique adapté à l'international, avec un nombre conséquent d'heures d'enseignements de langues dans la formation (69 heures), et la présence d'un cours disciplinaire enseigné en anglais (pour 32 heures). En revanche, seuls les étudiants du parcours AI peuvent bénéficier d'une certification au TOEIC.

Les contenus de la formation sont présentés comme adaptés aux publics de la formation continue, qui correspond à près de 20 % des effectifs des deux parcours qui y sont ouverts, sans que ne soit précisé dans le dossier si un dispositif spécifique leur est dédié (la baisse des effectifs de formation continue, qui passent de cinq à un seul étant explicité par les contraintes spécifiques portant sur ces publics), en dehors de la délocalisation luxembourgeoise d'un parcours qui n'est ouvert qu'à la formation continue. Si le parcours IA a permis d'accueillir 15 étudiants alternants en 2019, le parcours a été suspendu pendant un an (impact des confinements) puis a pu rouvrir l'année d'après.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

L'attractivité de la formation est correcte, avec un taux de pression de 1/5 et des dispositifs pour identifier et analyser son public à l'échelle locale semblent fonctionner. Il ne semble pas en être de même en revanche pour les parcours délocalisés qui ne font pas l'objet d'une analyse ni d'une évaluation.

La réussite de ses étudiants est difficile à évaluer compte tenu d'une présentation qui agrège des données provenant d'une configuration de la mention qui a évolué au cours du temps (départ de deux parcours suite aux précédentes recommandations). Les taux de réussite en M2 sont satisfaisants, mais l'absence de sélection à l'entrée en M1 avant la rentrée 2020 justifie sans doute les taux faibles en première année. Ces taux de réussite sont par ailleurs peut-être à mettre en perspective avec les résultats d'insertion professionnelle en sortie.

L'analyse de l'insertion professionnelle et la poursuite d'études des diplômés au regard de ses objectifs et du marché de l'emploi ne sont pas clairement documentées. Certes, la formation indique suivre la réussite de ses étudiants et se saisir des résultats obtenus, mais malheureusement ne questionne pas les performances contrastées des enquêtes d'insertion à 30 mois. Ces dernières sont dans la norme nationale pour un master du domaine Droit, économie, gestion pour le parcours AIGS alors qu'elles sont bien plus modestes pour le parcours *Commerce électronique* (moins de 80 % en moyenne sur trois ans) sans produire d'explication sur cette situation. De plus, l'annexe d'enquête d'insertion jointe au dossier ne permet pas une analyse plus précise des résultats.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation ne dispose pas des moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Le dossier d'autoévaluation indique la faiblesse structurelle du département AES en termes d'encadrement. Ce point explique peut-être les faiblesses évoquées précédemment,

Le comité de perfectionnement, conforme aux attendus, traduit l'inscription de la formation dans une démarche d'amélioration continue sans que pour autant soit clairement établi comme ce dernier se saisissait du dispositif d'évaluation. Sur la période de référence, l'évaluation de la formation par les étudiants ne semblait pas systématique, et ce n'est qu'à compter de l'année 2021-22 qu'un dispositif a été généralisé de manière électronique.

Conclusion

Points forts

- Forte pluridisciplinarité, dans l'esprit d'une mention *Administration Économique et Sociale*,
- Originalité des débouchés proposés, qui couvrent des champs divers.

Points faibles

- L'adossement à la recherche est limité,
- Cohérence globale de la mention peu lisible du point de vue des débouchés. Le choix de la mention apparaît plus comme une volonté d'identification des différents parcours pour le public entrant, et notamment les étudiants de la filière AES en licence,
- Faiblesse de l'ouverture à l'international malgré des délocalisations internationales faiblement documentées. Ces partenariats internationaux ne semblent pas profiter aux étudiants de l'Unistra.

Recommandations

- Améliorer l'adossement à la recherche en inscrivant la mention, par nature pluridisciplinaire, dans la politique d'établissement,
- Parfaire la construction de la mention afin de faire ressortir la cohérence des jeux d'options entre le M1 et les parcours de M2, et préciser les débouchés possibles,
- Encourager l'ouverture à l'international et les mobilités étudiants.

MASTER ADMINISTRATION PUBLIQUE

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

La mention de master *Administration publique* est portée à la fois par l'Institut de préparation à l'administration générale (IPAG) et par l'Institut d'études politiques (IEP) de Strasbourg. Si la préparation aux concours des trois fonctions publiques constitue un objectif primordial, la formation vise également à l'insertion professionnelle des étudiants dans les domaines de la direction d'organismes publics ou privés. Le M1 constitue un tronc commun, tandis qu'en M2 plusieurs parcours sont proposés : *Administration locale et régionale en Europe*, *Carrières et action publique*, *Management et gestion publics*, *Management des organismes sociaux*, *Management de la performance publique*, *Administration comparée et action économique*, *Administration comparée et gestion publique*. La diversité des parcours repose sur des partenariats consolidés entre IPAG, IEP, École de management de Strasbourg, et l'Institut national du service public.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation se trouve en adéquation les priorités stratégiques de l'établissement. Le master *Administration publique* vise prioritairement à la préparation aux concours administratifs, conformément à la vocation de l'IPAG et à celle de l'IEP de Strasbourg. Ce partenariat explique un recrutement principalement orienté vers des étudiants ayant validé une licence *Administration publique* (IPAG) et des étudiants en quatrième année d'IEP (filière *Droit et administration publique*), même si une réflexion est menée pour construire d'autres synergies avec d'autres masters de l'IEP. Le développement durable est présent dans la plupart des enseignements (droit, économie, etc.) même si une réflexion est menée pour proposer sur ce point des enseignements spécifiques indispensables aux futurs cadres de la fonction publique.

La formation dispose, via la collaboration avec l'université allemande de Khel, d'une ouverture à l'international. Le master propose également un parcours réservé aux fonctionnaires étrangers. Les autres parcours accueillent des étudiants étrangers via campus France, et le projet de doubles diplômes avec des universités étrangères devrait faciliter la mobilité entrante et sortante des étudiants.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche intéressant, même si sa vocation est surtout professionnalisante. La formation par la recherche repose sur un mémoire optionnel en M1, et obligatoire dans la plupart des parcours de M2. Elle est rendue opérationnelle par la présence de nombreux enseignants-chercheurs de l'université de Strasbourg dans la formation, appartenant à des laboratoires spécialisés en droit (Institut de recherches Carré de Malberg), économie (Laboratoire de recherche en gestion et économie) et en science politique (Sociétés, acteurs, gouvernement en Europe). Tous les étudiants bénéficient également d'une initiation à la recherche englobant les questions d'éthique et d'intégrité scientifique.

La formation entretient des relations avec le monde socio-économique et intègre des éléments de professionnalisation. Compte tenu des partenariats avec les collectivités locales, les étudiants bénéficient d'opportunités de stages, renforcées par la présence majoritaire, au sein des parcours de M2, de multiples acteurs issus du monde professionnel.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation est construite selon l'approche par compétences. La formation a été construite pour penser l'adéquation entre les connaissances et un portefeuille de compétences : usages avancés et spécialisés des outils numériques, développement et intégration de savoirs hautement spécialisés, communication spécialisée pour le transfert de connaissances, appui à la transformation en contexte professionnel. À travers les stages ou le module « engagement associatif » (IEP Strasbourg), il s'agit de valoriser les compétences acquises hors de l'établissement.

La formation s'efforce de développer et de diversifier ses pratiques pédagogiques. Avec le retour en présentiel suite à la pandémie, une réflexion est en cours sur d'autres modalités pédagogiques d'accompagnement (capsules vidéos), notamment dans le cadre de dispositifs de remise à niveau.

La formation adapte ses contenus et ses dispositifs pour permettre une ouverture à l'international. De nouveaux partenariats sont en discussion pour favoriser la mobilité entrante et sortante des étudiants.

Enfin seul l'un des parcours *Management de la performance publique* est proposé en formation continue, en partenariat avec l'Institut de formation des cadres de santé.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation s'appuie sur les dispositifs d'information de l'établissement. Les services de l'IPAG et de Sciences Po Strasbourg travaillent à la visibilité de la formation, communiquent sur le master, et assurent sa présence lors de journées portes ouvertes et salons.

La formation dispose des données permettant de suivre la réussite et l'insertion professionnelle des étudiants. Les services de l'établissement fournissent un suivi des candidatures et des profils des candidats et des admis. Ils assurent également un suivi des taux de réussite des étudiants, à hauteur de 100 % (ce qui s'explique par la sélectivité de la formation) et de leur insertion professionnelle, notamment mesurée aux réussites aux concours administratifs. Si la durée moyenne de l'obtention d'un premier emploi est de moins d'un mois et demi, au bout de 18 mois ils sont 93 % à bénéficier d'une insertion professionnelle, et 100 % au bout de 30 mois – très majoritairement dans l'administration publique. Le master se caractérise donc par une très bonne insertion professionnelle des diplômés.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose de moyens en adéquation avec ses objectifs. La formation bénéficie des moyens de l'IEP et de l'IPAG. De plus, elle bénéficie d'une part du fait que plusieurs membres de l'équipe enseignante effectuent des mobilités sortantes, et d'autre part de l'investissement de certains membres de l'équipe pédagogique dans les instances de direction de l'université.

La formation définit un processus d'évaluation interne. Les enseignements font l'objet d'une évaluation régulière, qui sert à réfléchir aux améliorations qui peuvent être apportées, tant en termes d'ajustements de la maquette d'enseignement que de modalités d'évaluation ou de choix des intervenants. Au terme de chaque année universitaire, un conseil de perfectionnement réunit les responsables du master, les responsables des différents parcours, les représentants étudiants, des représentants de l'administration et des représentants du monde professionnel. La discussion sert de piste de réflexion pour proposer des améliorations de la formation.

Conclusion

Points forts

- Taux d'insertion professionnel très élevé et bon suivi des étudiants,
- Taux de réussite élevé aux concours administratifs,
- Pilotage de la formation.

Point faible

- Peu de mobilités entrantes et sortantes des étudiants.

Recommandation

- Encourager les mobilités entrantes et sortantes.

MASTER ANALYSE ET POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Ce master de la faculté des sciences économiques et de gestion (FSEG) propose quatre parcours : *Macroéconomie et Politiques Européennes (MPE)* ; *Economie et Management de l'Innovation (EMI)* ; *Statistiques et Économétrie (SE)* et *Data Science pour l'Économie et l'Entreprise du Futur (DSEEF)*. Ces parcours visent à former au métier d'économiste dans le domaine de l'aide à la décision, du conseil, de la prévision économique, alliant compréhension des mécanismes économiques propres à chaque parcours ainsi que la maîtrise des outils d'analyse statistique et économétrique des données. Les parcours MPE et DSEEF sont ouverts en M2 à l'apprentissage, mais peuvent, comme les autres parcours être suivis en formation initiale sous le statut étudiant.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation est en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement. La participation (non détaillée) des parcours du master à différents Instituts Thématiques Institutionnels, et en particulier à l'ITI Makers, fortement interdisciplinaire, contribue en particulier à inscrire la formation dans la stratégie globale de l'université. À l'échelle de la composante de rattachement (la faculté de sciences économiques et de gestion), cette adéquation passe par le choix de proposer deux des parcours en apprentissage en M2, la faculté étant dans son ensemble fortement impliquée dans cette stratégie. Seul master d'économie de l'université, il tient sa qualité essentielle de son lien fort avec son laboratoire d'adossment (UMR BETA). Il se positionne intelligemment dans l'offre de formation globale en apparaissant comme débouché notamment pour les L3 Analyse économique, économie quantitative, mais aussi la double licence LEA-Économie et la double licence Mathématiques-Économie Gestion.

La formation est ouverte à l'international, mais sans institutionnalisation ni formalisation de ces relations ; les mobilités sortantes, effectives et certaines années nombreuses, si elles sont possibles ne font pas l'objet d'un accompagnement spécifique et seul le compte rendu d'un conseil de perfectionnement permet d'identifier qu'en réalité quelques partenariats anciens existent.

La formation bénéficie d'un fort adossement à la recherche, même si ni la mention, ni aucun de ses parcours ne se qualifient à finalité essentiellement recherche. Les enseignements sont très majoritairement assurés par des enseignants-chercheurs, et les enseignements apparaissent en lien avec les compétences identifiées du laboratoire d'adossment. De surcroît, outre la rédaction d'un mémoire de recherche, la participation aux séminaires de recherche du laboratoire, l'implication des étudiants de la formation dans les colloques internationaux organisés par le BETA et les rencontres avec les doctorants complètent cet adossement.

La formation détaille peu dans le dossier les relations avec le monde socio-économique mais intègre pourtant des éléments de professionnalisation dans les enseignements. Un contraste apparaît entre le nombre d'intervenants professionnels évoqués (plus d'une vingtaine) et le nombre d'heures assez limité qui leur sont dévolues (environ 35 heures en moyenne par année et par parcours). Les 16 semaines de stages, l'apprentissage pour deux des parcours ainsi qu'un module de préparation à l'entrepreneuriat constituent les principaux dispositifs spécifiques de professionnalisation. L'adéquation avec les attendus de la fiche RNCP ne semble pas évidente alors que l'approche par compétences est évoquée comme mise en œuvre. Ainsi, si la correspondance entre les maquettes de formation et les quatre grands blocs de compétences de la fiche est présentée, le lien entre les différents items de chacun des blocs et les différentes compétences offertes par la formation n'est pas documentée.

2. L'organisation pédagogique de la formation

Organisée de manière traditionnelle autour d'unités d'enseignements théoriques, d'unités d'enseignements de techniques quantitatives, la formation met en œuvre quelques dispositifs pédagogiques par projet, tant en M1 qu'en M2. Le dossier détaille peu les dispositifs pédagogiques, même si l'on comprend que l'approche par

compétences a été mise en œuvre, que des modules liés à une pédagogie innovante développée dans le cadre d'ITI (notamment Makers) sont proposées. La mention est construite à partir d'un premier semestre commun, d'un deuxième semestre de spécialisation partiellement mutualisé entre les parcours, une seconde année distincte, comprenant chacun, au dernier semestre soit un stage soit un semestre consacré à la recherche.

La formation n'offre pas réellement un environnement linguistique adapté à l'international. Elle ne propose pas d'enseignements de langues même si plusieurs matières sont enseignées en anglais.

Les contenus et les dispositifs de la formation ne sont pas adaptés aux publics de la formation continue (hors VAE), mais ce public ne semble pas constituer le public principal de la formation (on ne recense qu'un seul étudiant relevant de la formation continue sur l'ensemble de la période). En revanche, la formation est ouverte à l'apprentissage, sans organisation pédagogique particulière pour ce public ; le nombre d'apprentis accueilli reste ainsi modeste (un seul puis cinq lors de la dernière année).

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation jouit d'une attractivité assez bonne compte tenu du positionnement de la formation sur des métiers pointus, même si peu de données concernant le nombre et l'origine des candidatures ne figurent dans le dossier. On peut toutefois s'interroger sur le nombre d'étudiants admis dans certains parcours (par exemple 84 en MPE la dernière année référencée) et le mettre en perspective avec le nombre d'étudiants effectivement inscrits en M1, traduisant un déport important d'admis vers d'autres formations sans que ce déport ne donne lieu à une analyse spécifique.

Les taux de réussite sont standards pour un master d'économie, notamment en M1.

La formation a, grâce aux enquêtes menées par l'observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (ORESPE), connaissance de l'insertion professionnelle des étudiants. Les données sont présentées annuellement au conseil de perfectionnement. Le rattachement à un centre de formation des apprentis pour les étudiants apprentis complète le suivi de l'insertion réalisé par les services centraux de l'université. Si la durée d'accès moyenne au premier emploi est très bonne : moins de quatre à cinq mois pour l'ensemble des parcours, le taux de précarité, 50 % d'emplois précaires sur les enquêtes d'insertion de la cohorte 2018, questionne, sans qu'il ne soit pourtant indiqué comme problématique dans le dossier.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

Le dossier fait à plusieurs reprises référence aux difficultés liées au sous-encadrement et à la sur sollicitation des enseignants-chercheurs membres de l'équipe pédagogique. Ces difficultés sont mises en avant pour justifier l'écart entre ce que l'équipe de pilotage du master perçoit comme développement souhaitable et ce qui est réellement proposé notamment en termes d'innovation pédagogique.

Le conseil de perfectionnement semble totalement conforme aux attendus de ce type de dispositif et identifie a priori les difficultés et faiblesses de la formation. La mise en place à l'échelle de la faculté d'une certification qualité semble favoriser l'effectivité de ce dispositif. L'évaluation de la formation par les étudiants est généralisée, mais les taux de réponse inférieurs à 30 % ne permettent pas une réelle appropriation des résultats.

Conclusion

Points forts

- La diversité des débouchés offerte par les parcours qui identifient bien les métiers accessibles à de purs économistes.

Points faibles

- La faible diversité des modalités pédagogiques,
- La faible participation des professionnels issus du milieu socio-économique,

- Une internationalisation non institutionnalisée.

Recommandations

- Recourir de façon plus franche à des enseignements pris en charge par des professionnels des métiers visés afin de conforter le caractère professionnalisant de la formation,
- Alléger la charge de l'équipe pédagogique afin d'améliorer le suivi et le déroulement de la formation,
- Privilégier les partenariats internationaux afin d'encourager les mobilités et échanges.

MASTER COMPTABILITÉ, CONTRÔLE, AUDIT

Établissements

EM Strasbourg - Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Comptabilité-Contrôle-Audit (CCA)* proposé par l'université de Strasbourg (Unistra) est une mention de master à parcours unique porté par l'école de management (EM) de Strasbourg. Il est dispensé sur deux ans (M1 et M2) en formation initiale. Il a pour objectif de former des professionnels qualifiés dans les métiers du chiffre : expertise-comptable, commissariat aux comptes, audit, mais aussi finance d'entreprise et contrôle de gestion. Ce parcours est la formation de référence dans le domaine de l'expertise comptable et ses domaines connexes.

1. La politique et la caractérisation de la formation

Le master CCA a un positionnement pertinent et est en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement. Ce dernier a pour ambition de proposer une offre de formation complète et pertinente par rapport aux besoins de son territoire, or le parcours CCA joue un rôle premier dans la formation des professionnels des métiers du chiffre (comptabilité, contrôle, audit, finance d'entreprise).

La formation ne dispose pas d'offre à l'international et est relativement peu ouverte à l'international. La formation ne dispose pas d'offre spécifique à l'international ou tournée vers les étudiants internationaux. Toutefois, les étudiants qui souhaitent réaliser leur stage à l'étranger (Allemagne, Luxembourg notamment) peuvent bénéficier de bourses spécifiques à l'EM de Strasbourg (bourses Escale). Il y a cependant peu d'étudiants internationaux dans ce parcours (trois en 2018-19, deux en 2019-20 et aucun en 2020-21). En outre, il n'y a eu ni mobilité entrante ni mobilité sortante d'étudiants depuis 2018.

Malgré un objectif d'insertion professionnelle immédiate, la mention a prévu une formation et par la recherche.

11 enseignants-chercheurs, rattachés à deux laboratoires universitaires, interviennent dans la formation et assurent un volume de 322 heures sur l'ensemble du cycle. Toutefois, même si le corps enseignant intègre une part significative d'enseignants-chercheurs, la contribution des enseignants-chercheurs n'est que d'un peu plus d'un tiers du total des heures d'enseignement (934 heures).

Le contenu de la formation intègre en outre des dispositifs de formation par la recherche, notamment la réalisation d'un mémoire qui permet l'obtention d'une dispense dans le cadre du diplôme supérieur de comptabilité et de gestion (DESCG). Les heures de formation à la recherche ont doublé depuis 2018 même si elles restent à un niveau assez limité (12 heures). Deux heures sont consacrées à la recherche documentaire et sont assurées par des personnels de la bibliothèque universitaire.

La formation bénéficie de liens anciens et importants avec les métiers de l'expertise-comptable. Ces liens spécifiques constituent un moteur naturel de développements des relations avec le monde socio-économique. Cela est traduit concrètement par la signature de conventions avec le conseil régional de l'ordre des experts-comptables (OEC) et la compagnie régionale des commissaires aux comptes (CRCC). La formation intègre des éléments de professionnalisation efficaces puisque l'insertion professionnelle des étudiants qui valident le master est tout à fait bonne dès la fin de la formation : taux d'insertion professionnelle de 100 % à 18 mois et durée moyenne d'obtention du premier emploi d'un mois. Les stages en M1 et M2 représentent une durée totale de 16 semaines.

2. L'organisation pédagogique de la formation

Le contenu du programme est aligné sur les exigences nationales de la mention CCA. Les compétences sont définies dans le cadre des démarches qualité de l'établissement (EM Strasbourg), notamment avec l'accréditation internationale délivrée par l'Association to Advance Collegiate Schools of Business (AACSB). Dans ce cadre, le processus suivi va de la définition des objectifs en termes de compétences à atteindre (savoir, savoir-faire, savoir-être) à l'élaboration d'outils de mesure du suivi et d'amélioration continue décidées en comité Assurance of Learning (AoL).

Différents dispositifs d'innovation pédagogique sont disponibles au bénéfice de la formation. Il existe au niveau de l'établissement un Institut de développement et d'innovation pédagogiques (Idip) ainsi qu'un comité pédagogique des masters et un groupe de travail dédié à l'innovation pédagogique permettent aux responsables de la formation de partager leurs expériences et faire un retour des bonnes pratiques. Il n'y a pas toutefois d'éléments qui permettent de mesurer le niveau de mobilisation de ces outils et leur efficacité.

Les contenus et dispositifs de la formation sont adaptés à l'ouverture de la formation à l'international. Les étudiants bénéficient d'un volume de cours d'anglais de 55 heures (20 en M1 et 35 en M2). Les étudiants ont également accès au Language Learning Center de l'EM Strasbourg. En outre, une partie des cours est dispensée en anglais : 91 heures sur l'ensemble du cycle sont dispensées en anglais ("*International management of the innovation*" et "*Organizational Governance and Control*").

Ce parcours est organisé classiquement et n'est pas ouvert à l'alternance et la formation continue. Il semble qu'il n'y ait pas jusqu'à présent de demande spécifique pour la formation continue et la formation en alternance est décrite comme peu compatible avec les contraintes des périodes bilanciées.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation développe son attractivité. Elle est représentée dans les forums et les différentes actions mises en œuvre au niveau de l'institution. Le nombre de candidats est en hausse constante depuis 2018. Il était de 288 en 2018, 352 en 2019 et 400 en 2020.

Le taux de réussite est correct et des dispositifs d'aide à la réussite ont été mis en place. 24 étudiants sur 38 ont validé tous les crédits ECTS en M1 en 2020 et 39 sur 40 en M2. Il convient de noter qu'il existe plusieurs dispositifs de suivi et d'aide pour les étudiants en difficulté : fiche de suivi de l'étudiant en difficulté, cellule d'écoute, tutorat.

Les enquêtes de suivi des diplômés menées par l'Unistra et par l'EM Strasbourg confirment la très bonne insertion des diplômés. Selon les données sur l'insertion des diplômés fournies, 100 % des étudiants sont en emploi à 18 mois et le délai moyen d'entrée dans le premier emploi est d'un mois. Le taux d'adéquation emploi/niveau de formation est de 77 % à 18 mois et de 86 % à 30 mois. S'il n'est pas précisé que la formation étudiée précisément ces données, le conseil de perfectionnement analyse les indicateurs relatifs à la formation.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

Les moyens matériels, humains et pédagogiques sont adaptés. Si le nombre d'enseignants-chercheurs titulaires dans la formation mériterait d'être accru, la formation bénéficie d'un soutien important de l'Unistra et de l'EM Strasbourg en termes de pratiques pédagogiques (DU *Pédagogie*, partage d'expériences, commissions pédagogiques...). Le volume global des enseignements est adapté à la finalité de la formation : 934 heures étudiant dans le cycle et 1495 heures au total.

Les processus d'évaluation et d'amélioration continue sont élaborés et fonctionnent efficacement. Une enquête en ligne auprès des étudiants est réalisée portant sur six dimensions pédagogiques (adéquation entre les plans de cours annoncés et réalisés, apport de connaissances/compétences, pertinence de l'objectif pédagogique, qualité du matériel pédagogique, qualités pédagogiques, disponibilité). Ces évaluations, confidentielles, servent à l'amélioration continue des enseignements.

Les conseils de perfectionnement fonctionnent efficacement. Ils se tiennent effectivement chaque année et associent l'ensemble des parties prenantes (diplômés, entreprises, étudiants, responsables pédagogiques, représentants de la bibliothèque, de l'Unistra). Des audits internes et des plans de contrôles internes sont aussi mis en œuvre. Concernant les "*Learning goals*" et "*Learning Objectives*", un comité *Assurance of Learning* (AoL) assure l'implémentation des améliorations pédagogiques à déployer.

Conclusion

Points forts

- Pertinence de la formation et de son positionnement par rapport à l'environnement socio-économique,

- Qualité de l'insertion professionnelle,
- Dynamique d'innovation pédagogique.

Points faibles

- Absence de parcours en alternance et en formation continue,
- Insuffisance des mobilités entrantes et sortantes.

Recommandations

- Mener une réflexion sur l'ouverture à la formation continue et à l'alternance,
- Développer les échanges internationaux.

MASTER DROIT

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

La mention de master *Droit* est portée par la faculté de droit et comporte plusieurs parcours : *Cyberjustice*, *Droit de l'économie numérique*, *Droit et gestion des énergies et du développement durable*. La mention a été créée en 2018 en rapprochant trois parcours préexistants portés par des mentions différentes. Deux autres parcours ont ouvert en 2021 : *Droit et gouvernance des données de santé* (apprentissage et FC) et *Droit et science des données*. Le caractère récent de la construction de cette mention explique en partie certaines lacunes dans les données chiffrées communiquées dans le dossier.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation est en adéquation avec la stratégie de l'établissement, par la nature même des enseignements dispensés, tous reliés au droit des nouvelles technologies et/ou au développement durable, et axés sur l'interdisciplinarité droit, économie et gestion. Elle est lauréate de financement IdEx et a développé des partenariats avec d'autres institutions d'enseignement supérieur strasbourgeoises (Institut d'études politiques de Strasbourg, faculté de pharmacie, École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg) ou autres (Institut des hautes études sur la justice). Elle s'inscrit dans la continuité des licences *Droit* et AES.

La formation est sensible à l'ouverture à l'international, à la mobilité étudiante et aux partenariats internationaux (partenariat avec le laboratoire de cyberjustice de Montréal pour l'accueil d'étudiants en stage). En revanche, les données manquent pour évaluer l'impact de ces dispositifs sur les étudiants (peu de données chiffrées sur les mobilités étudiantes, pas d'information sur les mobilités des enseignants).

La formation adapte l'adossement à la recherche à sa finalité très professionnalisante : le lien avec la recherche est donc présent (via des cours de méthodologie), mais sans être au cœur de la formation malgré la présence de 60 % d'enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique.

La formation intègre de nombreux éléments de professionnalisation, ce qui constitue l'un de ses points forts (présence de professionnels très marquée pour un master en droit, stage obligatoire de huit semaines, durée conséquente pour un master en droit), même si paradoxalement elle se tourne très peu vers la formation continue et l'apprentissage (à l'exception d'un parcours).

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation est construite autour d'un programme cohérent. Chacun des parcours de M2 s'articule autour de sa propre spécialité, même si celle-ci n'est pas particulièrement présente en M1. En revanche, l'intitulé générique de la mention *Droit* ne permet pas d'identifier clairement les spécificités, pourtant réelles, du master.

La formation diversifie bien ses pratiques pédagogiques (CM, TD, séminaires, gestion de crise, coaching de projets, travail en groupe, etc.) adaptées à la finalité première de professionnalisation.

La formation inclut des enseignements de langues, et des enseignements en langue étrangère (anglais, allemand), sans pour autant que les étudiants choisissent de pratiquer des mobilités sortantes. Les données sont manquantes pour la mobilité entrante.

La formation est presque exclusivement dispensée en formation initiale, elle n'accueille d'étudiants en formation continue et alternance que dans l'un de ses parcours, et en nombre très réduit, ce qui est regrettable eu égard à certaines des spécialités de parcours.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

Les parcours de la formation présentent une attractivité hétérogène : de 81 admis pour 102 dossiers en parcours *Cyberjustice*, jusqu'à 63 admis pour 90 dossiers en parcours *Droit et gestion des énergies et du développement durable*, qui s'explique probablement par les origines diverses de ces parcours avant leur rapprochement. Il conviendrait de renforcer cette attractivité. Les données communiquées ne permettent pas d'évaluer la dynamique en la matière, puisqu'elles ne concernent que la seule année 2020-21.

La formation affiche des taux de réussite satisfaisants.

Peu de données d'insertion professionnelle sont disponibles pour cette formation (du fait du montage récent de la mention, seuls deux des cinq parcours ont fait l'objet de l'enquête sur le devenir des diplômés 2018), donc peu d'analyse de cette insertion par l'équipe pédagogique au sein du conseil de perfectionnement. Pour les deux parcours présentant des données, le taux d'insertion professionnelle des étudiants est satisfaisant ; en revanche, l'adéquation entre l'emploi et le niveau de qualification est disparate selon les parcours.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs, moyens humains comme soutien et accompagnement.

Le pilotage de la formation s'effectue exclusivement au sein du conseil de perfectionnement, comprenant des étudiants et des intervenants de la formation, et qui se réunit régulièrement. L'évaluation des enseignements reste informelle, mais des actions sont mises en place après le conseil de perfectionnement.

Conclusion

Points forts

- Des parcours cohérents construits autour de spécialités bien définies,
- Un accent important mis sur la professionnalisation.

Points faibles

- Une formation à la recherche mise au second plan,
- Une trop faible implication dans la voie de l'alternance et de la formation continue.

Recommandations

- Renforcer l'ouverture à la recherche dans la mention,
- Mener une réflexion sur l'accueil de public de formation continue et d'alternance.

MASTER DROIT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Droit de la propriété intellectuelle* est une formation développée par le Centre d'études internationales de la propriété intellectuelle (CEIPI), institut rattaché depuis 1965 à l'université de Strasbourg. Le master semble offrir deux parcours en M1 : *Propriété intellectuelle et valorisation des biens immatériels* et *Science des données* permettant d'intégrer le parcours de M2 *Droit de la propriété intellectuelle et valorisation des biens immatériels*. En M2, la mention semble proposer cinq autres parcours : *Droit de la propriété intellectuelle et commerce*, *Droit de la propriété intellectuelle et activités culturelles*, *Droit européen et international de la propriété intellectuelle* et *Droit de la propriété intellectuelle*.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation est en pleine adéquation avec la stratégie formation de l'établissement. Le master *Droit de la propriété intellectuelle* a pour ambition d'offrir une formation transversale sur toutes les questions de propriété intellectuelle, à la fois en droit français, en droit européen et international. Le master propose des parcours classiques de propriété intellectuelle, mais fait preuve aussi d'innovation à travers des parcours spécifiques qui traduisent une intéressante recherche de pluridisciplinarité. C'est notamment le cas du parcours *Droit de la propriété intellectuelle et activités culturelles*, qui contient, en plus des enseignements juridiques, des enseignements sur le commerce et la culture.

La formation est ouverte à l'international. Le CEIPI est membre du réseau qui organise le concours national de plaidoirie de propriété intellectuelle (CN2PI) et de l'*European intellectual property institutes network (EIPIN)* regroupant cinq instituts de propriété intellectuelle, organisant des cycles de conférence auxquels participent des étudiants de la formation chaque année. Sont également mentionnées des interventions régulières d'universitaires étrangers et l'importance des échanges ERASMUS dans le domaine de la propriété intellectuelle. Indéniablement, la formation porte une grande attention au développement de l'aspect international de la formation.

Comme le révèle le rapport du conseil de perfectionnement, des échanges sont en cours avec l'université d'Alicante et l'université de Stockholm pour organiser des années de formation hybride sur les trois sites avec des enseignants des trois universités et l'idée de créer des cours entièrement en anglais est évoquée.

La formation n'insiste pas suffisamment sur l'adossement à la recherche de la formation. Le master profite du laboratoire rattaché au CEIPI, qui a une activité de recherche importante en termes de conférences et de publications auxquels les étudiants sont associés. 41 enseignants-chercheurs, représentant un peu moins de la moitié de la totalité des enseignants (comparés aux 45 enseignants professionnels), assurent 203 heures étudiants. Mais, au sein de la formation, la recherche se limite essentiellement à la préparation du mémoire prévu dans tous les parcours. Le rapport du conseil de perfectionnement relève que les étudiants regrettent de ne pas être suffisamment encadrés pour la rédaction de leur mémoire. Dans chaque parcours, une moyenne de quatre heures cependant est consacrée à la recherche documentaire par des personnels des bibliothèques.

La formation entretient des relations importantes avec le monde socio-économique et les professionnels de ce secteur très spécifique. Le master bénéficie des liens du CEIPI avec les organisations nationales et internationales notamment la Compagnie nationale des conseils en propriété industrielle (CNCPI), l'Institut des mandataires européens, l'Association française des spécialistes en propriété industrielle de l'industrie (ASPI), le comité de la propriété intellectuelle du MEDEF (COMIPI), etc.

Le fait que les ordres professionnels et les associations de spécialistes soient membres du conseil d'administration du CEIPI leur permet de participer à la définition de l'offre de formation. 45 intervenants professionnels prennent en charge 158 heures étudiants. Le rapport du conseil de perfectionnement témoigne de l'importance de leur place et des préconisations que le monde professionnel peut faire pour l'évolution de la formation. Les très bons résultats du taux d'insertion professionnelle (supérieur à 80 % pour les différents parcours) révèlent une très bonne adéquation entre l'offre de formation et les attentes du monde du travail.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation présente un contenu pédagogique complet sur les thématiques traitées et cohérentes avec son offre de formation. Cependant, des enseignements communs existent entre différents parcours, ce qui entraîne des recoupements entre les parcours et une complexité qui rend l'offre de formation peu lisible. Il n'y a pas, pour le moment, d'approche par compétences.

Le master repose sur des méthodes pédagogiques classiques, en privilégiant des cours magistraux. La formation ne fait pas référence à des méthodes pédagogiques innovantes.

Les contenus et les dispositifs du master prêtent une attention relative à l'ouverture concrète des étudiants à l'international. Plusieurs possibilités de mobilité entrante et sortante des étudiants existent, pour des manifestations ponctuelles ou par des échanges internationaux. Un des parcours, ouvert exclusivement à la formation continue, est en langue anglaise. Les autres parcours contiennent tous des cours de langue étrangère, mais avec un volume horaire réduit par rapport aux autres enseignements (14 heures).

La formation intègre deux parcours en formation continue (un peu moins de 40 stagiaires en moyenne chaque année) et les parcours proposés ne sont pas encore ouverts à l'alternance. Les parcours *Droit et gestion de la propriété intellectuelle* et *Propriété industrielle* sont destinés à des personnes en activité, ayant plusieurs années d'expérience. Cependant, les quatre autres parcours sont ouverts uniquement en formation initiale, mais un dossier de demande d'ouverture à l'apprentissage est en cours.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

Le dossier est contradictoire sur le recrutement des étudiants, les chiffres des candidats correspondant curieusement au nombre d'admis. Toutefois, il semble qu'il y ait environ 100 candidatures entre 15 et 20 places par parcours.

Le taux de réussite est très élevé et avoisine les 100 % selon les parcours.

La formation ne suit pas elle-même l'insertion professionnelle et la poursuite d'étude de ses diplômés et déclare ne pas en avoir les moyens humains. Les informations sont fournies par les services de l'université. Le taux d'insertion professionnelle est très élevé (86 % et 94 % dans les 18 mois de la formation selon les parcours analysés), avec un taux d'adéquation avec la formation satisfaisant (68 % en moyenne). Une minorité d'étudiants poursuivent leurs études. Ces bons résultats trouvent leur explication dans l'excellente réputation de la formation auprès des professionnels de la propriété intellectuelle. Le rayonnement du CEIPI profite indéniablement au master, dans le fonctionnement duquel les professionnels sont impliqués et recrutent des étudiants pour leurs entreprises. Des interventions régulières des associations du secteur de la propriété intellectuelle auprès des étudiants sont prévues.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose de moyens assez limités. En effet, la formation dispose certes des ressources d'un corps professoral important (83 enseignants), issu soit de l'université, soit du monde professionnel, pour un total d'inscrits dans la formation autour de 100 étudiants (88 en 2019, 123 en 2020 et 104 en 2021), mais l'équipe directrice est resserrée avec trois enseignants-chercheurs titulaires et peu de personnel BIATSS. Les enseignants titulaires dispensent à l'occasion des cours à l'étranger (au Japon en 2018 par exemple), mais leur mobilité internationale est réduite en raison de leurs responsabilités dans la formation.

La formation dispose d'un conseil de perfectionnement, faisant appel à des étudiants et à des personnalités extérieures. Ce conseil de perfectionnement fonctionne de manière très satisfaisante. L'évaluation de la formation par les étudiants est réalisée notamment par le biais du conseil de perfectionnement et de questionnaires d'évaluation selon les différents parcours.

Conclusion

Points forts

- Excellent taux d'insertion professionnelle des étudiants,

- Bonne ouverture à l'international,
- Efficacité de la formation continue.

Points faibles

- Manque de lisibilité des parcours, difficiles à différencier les uns par rapport aux autres,
- Insuffisance de l'encadrement de la formation à la recherche,
- Absence de parcours en alternance.

Recommandations

- Améliorer la lisibilité de l'organisation interne de la mention,
- Intégrer dans la formation des dispositifs d'encadrement des étudiants à la recherche,
- Ouvrir les parcours à l'alternance.

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Droit de l'environnement et de l'urbanisme*, créé en 1975, n'est composé que d'un seul parcours : *Droit de l'environnement, des territoires et des risques*. Il offre une formation transdisciplinaire et pluridisciplinaire en matière de droit de l'environnement (droit français-droit extranational/droit public droit privé).

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation est très bien intégrée à la stratégie formation de l'établissement. Le master répond au besoin actuel et croissant de former des professionnels du droit de l'environnement. Il s'articule avec d'autres formations en environnement dispensées au sein de l'établissement notamment le master *Gestion et droit des énergies et du développement durable*. Il intègre des enseignements d'autres disciplines (sociologie, économie, urbanisme, physique, chimie) et s'appuie sur des partenariats avec d'autres institutions (l'École nationale du génie de l'eau et de l'environnement, l'IUT de chimie d'Illkirch et la faculté de droit de Mulhouse).

La formation est peu ouverte à l'international. Chaque année, la formation accueille entre trois et quatre étudiants étrangers. La mobilité sortante est possible dans le cadre d'une césure. Aucun membre de l'équipe pédagogique n'a bénéficié d'une mobilité à l'international et la formation n'accueille pas de professeurs invités. On notera cependant qu'entre 2015 et 2021, 20 étudiants ont fait leur stage à l'étranger.

La formation bénéficie d'un excellent adossement à la recherche. Le master est rattaché à l'unité mixte de recherche (UMR) interdisciplinaire en sciences humaines et sociales Sociétés, acteurs, gouvernement en Europe (SAGE), qui réunit des juristes, des sociologues, des historiens et des politistes spécialisés en environnement. Un système d'ateliers permet aux étudiants d'être sensibilisés à la recherche des enseignants-chercheurs puis d'être initiés à la méthodologie et à l'intégrité de la recherche. La formation prévoit la rédaction de rapports ou de mémoires de recherche, et encourage les étudiants à participer aux manifestations scientifiques organisées dans le domaine du droit de l'environnement.

70 % des cours sont assurés par des enseignants-chercheurs ou des chercheurs du CNRS.

En 2022, la qualité de la formation en recherche a permis à deux mémoires du master d'obtenir le prix spécial et le deuxième prix de la Société française pour le droit de l'environnement.

Chaque année, plusieurs étudiants poursuivent en doctorat à l'Unistra ou dans d'autres établissements.

La formation intègre plusieurs éléments de professionnalisation. La formation entretient des liens étroits avec les différents acteurs de la protection de l'environnement et des enjeux de transition écologique. Elle fait intervenir une quinzaine de praticiens issus de cabinets d'avocats, de cabinet d'études, de la Chambre d'agriculture ou encore de l'Office national des forêts. Un atelier de préparation au CV, à la lettre de motivation et à la fabrication d'un portfolio est prévu dans la formation. Généralement, 70 % d'une promotion choisit de faire quatre à six mois de stage pendant le master 2. Ces stages ont lieu dans des collectivités territoriales ou établissements publics (26 %), dans des entreprises privées ou cabinets d'avocats (22 %), dans des associations ou ONG (22 %), au sein de laboratoires de recherche (22 %), dans des institutions onusiennes ou européennes (8 %). Le master est ouvert à la formation continue.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation a parfaitement intégré l'approche par compétence et su faire évoluer ses contenus pédagogiques. En master 2, les enseignements ne sont plus disciplinaires, mais thématiques et permettent aux étudiants d'acquérir des compétences transdisciplinaires. Les examens sont conçus pour que les étudiants développent leur esprit d'analyse et de synthèse, et acquièrent une capacité à travailler en groupe ou seul. La réalisation de missions spécifiques leur permettant de mettre en pratique leurs compétences est également proposée aux étudiants : préparation d'un colloque, évaluation de l'application d'une convention internationale Ramsar, élaboration d'un projet de loi.

La formation a intégré des pratiques pédagogiques innovantes et variées. En master 1, les TD en droit de l'environnement sont inversés. En master 2, la formation s'ouvre par un séminaire « d'intelligence collective et de libre expression ». Les exercices demandés au cours de l'année comprennent des oraux individuels ou en groupe, des travaux écrits, des activités pratiques collectives, des activités de recherche individuelle. La formation utilise les outils numériques comme support pédagogique. Des visites de terrain sont également organisées.

La formation inclut des contenus en langue étrangère. La formation inclut 37 heures de cours d'anglais ouvrant à certaines certifications proposées par la faculté (CLES, Certification via PeopleCert, TOEIC). Cependant, il n'est pas précisé si les étudiants se présentent à ces certifications. Plusieurs cours et séminaires sont dispensés en anglais.

La formation est ouverte à la formation continue, mais pas à l'alternance. On note cependant l'existence d'un DU *Pollution, nuisances et résilience*, venant en complément de ce master.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation multiplie les initiatives pour demeurer attractive. Le master bénéficie d'une bonne attractivité avec plus de 300 candidatures pour 20 places. Aux fins d'assurer sa publicité, la formation organise une vidéoconférence d'une heure sous forme de questions-réponses et utilise les réseaux sociaux (LinkedIn et Twitter). Elle bénéficie également de la journée d'information sur les masters qui se déroule en présentiel et de la communication officielle sur le site institutionnel de l'université.

Le suivi de la réussite des étudiants est réalisé. La formation affiche un taux de réussite de 100 %.

Le suivi de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études est effectué. Une enquête a été réalisée sur les trajectoires des étudiants des cohortes 2015-2020. Les résultats de l'insertion professionnelle sont très satisfaisants (88 % à 30 mois). En 2019, quatre étudiants de la promotion ont poursuivi en doctorat.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose des moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. En 2019, l'établissement a accepté la création d'un poste de professeur en droit privé de l'environnement.

La formation dispose d'un processus d'évaluation interne permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue. À la fin du master 2, un questionnaire est rempli par les étudiants sur les atouts et les limites de la formation. Les résultats permettent d'adapter les enseignements. Le conseil de perfectionnement conduit également à quelques ajustements pour améliorer la formation.

Conclusion

Points forts

- La formation propose une offre pédagogique innovante,
- La formation accorde une place importante à la professionnalisation de ses étudiants,
- La formation encourage et favorise une recherche de qualité.

Point faible

- La formation est insuffisamment ouverte à l'international.

Recommandation

- Renforcer le caractère international de la formation.

MASTER DROIT DES AFFAIRES

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Droit des affaires* contient huit parcours : *Droit bancaire et financier*, *Droit bancaire et financier métiers de la banque*, *Droit de l'internet et des systèmes d'information*, *Propriété intellectuelle et science des données*, *Propriété intellectuelle et valorisation des biens immatériels*, *Investigation financière à l'échelle européenne* (ouvert en 2021-2022), *Juriste conformité compliance officer*, *Juriste et conseil d'entreprise*.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation s'inscrit dans la stratégie de l'établissement d'une offre diversifiée, forte disciplinairement tout en étant ouverte à la pluridisciplinarité. Elle propose des enseignements de haut niveau, couvrant des thématiques classiques du droit des affaires (droit bancaire et financier) ainsi que des thématiques plus originales et actuelles : droit de l'internet et des systèmes d'information, investigation financière à l'échelle européenne. Cependant, certains parcours sont partagés avec d'autres formations, notamment le master *Propriété intellectuelle*, ce qui rend l'offre de formation peu visible : le dossier n'explique pas clairement quelle est la relation entre ces parcours communs.

La pluridisciplinarité est prise en compte avec une place importante des enseignements consacrés au numérique ou à l'économique.

L'ouverture à l'international de la formation et les mobilités restent limitées. En effet, le dossier évoque le parcours *Droit bancaire et financier* qui propose un double diplôme avec l'Université de Zurich, importante place financière, sans donner davantage de détails. Si la composante fait état de plusieurs doubles diplômes avec des universités européennes, dans la mention *Droit des affaires* seul le parcours *Droit bancaire et financier* est directement concerné avec un double diplôme avec l'université de Zurich.

Il y a une mobilité entrante importante d'étudiants étrangers (102 en 2018-19, 109 en 2019-20 et une chute à 52 en 2020-21, chute non expliquée, mais trouvant sans doute sa cause dans la crise sanitaire) ; sur ces chiffres, la question se pose de savoir si ce sont des chiffres propres à la formation ou à la composante. Les mobilités sortantes très faibles en 2018-19 (5 sur 328 inscrits) sont depuis inexistantes.

La formation est faiblement adossée à la recherche, ce qui s'explique par sa dominante professionnalisante. Si plus de la moitié des enseignants de la formation sont des enseignants-chercheurs (85 enseignants-chercheurs pour 682 heures étudiants contre 76 professionnels pour 275 heures étudiants), la formation à la recherche apparaît en retrait dans cette mention.

Dans plusieurs parcours, la formation à la recherche passe certes par l'encadrement de travaux de mémoire. Mais, pour l'essentiel, au nom d'une dominante professionnelle, la plupart des parcours semble n'exiger que la rédaction d'un rapport de stage.

La formation entretient des liens étroits avec le monde socio-économique et définit ses maquettes au regard des évolutions des secteurs professionnels concernés, comme en témoigne la création de parcours dédiés au numérique et à des thématiques financières. Sans être intégrés directement à la gestion de la formation, des entreprises sont en relation constante avec elle, soit à travers des enseignements, soit à travers les alternances des étudiants.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation met en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées. Les contenus et méthodes pédagogiques ont été définis en tenant compte des besoins exprimés par les secteurs professionnels concernés par cette mention. Si l'approche par compétences n'apparaît pas au centre des préoccupations pédagogiques de la formation, la question des compétences à acquérir a été toutefois prise en compte lors de la construction de la maquette de la formation. La formation est accessible à la VAE.

La formation met en œuvre des méthodes pédagogiques classiques, avec une majorité de cours magistraux et des travaux dirigés en présentiel et intègre des méthodes innovantes adaptées à ses objectifs. Par exemple, des mises en situation professionnelle sont organisées dans certains parcours, avec le partenariat de l'École supérieure de la banque. Des dispositifs numériques sont disponibles pour l'accompagnement de la formation.

La formation est animée par le souci de permettre aux étudiants de poursuivre une carrière internationale. Des cours de langue sont proposés dans tous les parcours. Le double diplôme avec l'Université de Zurich est un atout pour les étudiants concernés.

L'alternance et la formation continue sont mises en œuvre de manière très efficace par la formation. Trois parcours sont ouverts à l'alternance et deux parcours sont dédiés à la formation continue (investigation financière à l'échelle européenne et droit de l'internet). Le nombre d'étudiants en alternance est en constante augmentation (30 en 2019, 31 en 2020 et 41 en 2021) et il y a en moyenne, autour de 25 stagiaires en formation continue, chiffres qui sont tout à fait satisfaisants.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation jouit d'une bonne attractivité. À titre d'exemple, le parcours *Droit bancaire et financier* fait face à 447 candidatures pour 66 admis en 2020-21 et le parcours *Juriste conseil d'entreprise*, à 625 candidatures pour 44 admis. La réputation de la formation dans les entreprises du secteur financier favorise le recrutement étudiant ainsi que les manifestations ordinaires de présentation de la formation (portes ouvertes, etc.). Toutefois, il n'y a pas d'analyse spécifique de l'attractivité, ainsi acquise.

La formation ne suit pas la réussite de ses étudiants et ne l'analyse pas. La formation déclare manquer de ressources humaines pour pouvoir assurer un suivi et une analyse des taux de réussite. L'évolution du taux de réussite, pourtant, est préoccupante. Il est de 77,40 % en 2020-21 pour le M1, ce qui est assez faible et en M2, le taux de réussite a diminué de 16 points entre 29-20 et 20-21 (98,33 % contre 82,12 %). Si on compare le nombre d'inscrits/parcours et les données en DQT 10-1 c1 à 8, on s'aperçoit que certains parcours de M2 ont eu en 2020-21 un nombre d'échecs non négligeables (5/30 en *Droit bancaire et financier*, 3/15 en *Métiers de la banque* ou 5/24 en *Juriste conformité*).

L'insertion professionnelle est très satisfaisante, mais n'est pas analysée par la formation. Les données communiquées par l'Observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (ORESISPE) font état de taux d'insertion professionnelle globalement satisfaisants, avec des taux de réponse assez importants selon les parcours. Le taux d'insertion professionnelle du parcours *Droit bancaire et financier* est ainsi de 100 % à 18 mois et à 30 mois pour huit réponses sur 11 diplômés. Pour le parcours *Droit du multimédia et des systèmes d'information*, les taux sont de 92 % à 18 mois et 77 % à 30 mois, pour 15 réponses sur 23 diplômés. Pour le parcours *Juriste sécurité financière*, les taux sont de 88 % à 18 mois et 89 % à 30 mois pour 21 réponses sur 27 diplômés.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation manque de certains moyens d'encadrement. La formation dispose de moyens en termes d'enseignants-chercheurs : 85 enseignants-chercheurs et 76 intervenants professionnels pour 917 heures étudiants au total, mais le dossier évoque des "contraintes financières", non détaillées, réduisant la possibilité d'inviter des collègues d'universités étrangères.

La formation ne dispose pas de dispositif d'amélioration continue. Il n'y a pas de conseil de perfectionnement, mais sa création est prévue pour l'année prochaine. Le dossier indique que les enseignements peuvent être évalués à la discrétion des enseignants.

Conclusion

Points forts

- Excellence de la formation avec des contenus pédagogiques innovants,
- Très bonne ouverture à l'international,

- Place importante de la professionnalisation,
- Taux d'insertion professionnelle excellent.

Points faibles

- Absence de conseil de perfectionnement,
- Absence de suivi de la réussite et de l'insertion professionnelle des étudiants, par manque de moyens,
- Absence d'évaluation des enseignements par les étudiants.

Recommandations

- Mettre en place un conseil de perfectionnement,
- Mettre en place des questionnaires pour permettre aux étudiants d'évaluer la formation.

MASTER DROIT DES LIBERTÉS

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

La mention *Droit des Libertés* a été la première formation créée en France au niveau master pour enseigner les droits de l'homme. Elle est aujourd'hui composée de trois parcours : *Droit européen des droits de l'Homme* (qui est destiné à accueillir des professionnels du Conseil de l'Europe en formation continue), *Droit des affaires humanitaires et des ONG*, *Droit des minorités*.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation est en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement. Ce master très ancien répond à l'ambition de l'Unistra de développer une formation poussée et spécialisée dans le domaine des droits de l'homme. À proximité immédiate du siège du Conseil de l'Europe, la formation a conclu avec cette institution un partenariat lui permettant de former entre quatre à sept juristes en formation continue chaque année. Une autre convention de partenariat a été renouvelée avec l'association Plaider les droits de l'Homme en 2021 qui intervient sur le plan pédagogique. Enfin, le master fait partie du *Global Campus for Human Rights* de Venise dont l'Unistra est l'une des universités fondatrices. La formation favorise également la pluridisciplinarité en intégrant des cours d'autres composantes comme en philosophie des droits de l'homme, en bioéthique, en criminologie. Elle comprend des thématiques qui abordent la question du développement durable à travers l'étude des droits de peuples autochtones, des droits des réfugiés ou du droit des catastrophes naturelles.

La formation est bien ouverte à l'international. Chaque année, la formation accueille une vingtaine d'étudiants internationaux. Quant à la mobilité sortante, les étudiants peuvent choisir de faire leur stage à l'étranger, que ce soit dans le cadre du dispositif Erasmus ou à l'extérieur de l'Europe. La formation fait également partie du programme de double diplomation avec les établissements de Leicester, Madrid et Fribourg.

La formation fait intervenir trois enseignants étrangers grâce à des partenariats Erasmus auxquels peuvent s'ajouter des professeurs invités pour des conférences ponctuelles. Par ailleurs, chaque année, entre quatre et cinq enseignants de la mention réalisent des mobilités dans des pays européens ou non.

Les responsables de la formation souhaiteraient renforcer cette ouverture à l'international en offrant un parcours complet de master en anglais, mais les restrictions budgétaires ne le permettent pas.

La formation est insuffisamment adossée à la recherche. Si 77 % des cours sont assurés par des enseignants-chercheurs, aucun module spécifique n'est prévu pour former les étudiants à la méthodologie de la recherche, en dehors de l'initiation à la recherche documentaire proposée par le service commun de documentation de l'université. Ce n'est qu'à travers l'encadrement de leur mémoire que les étudiants sont initiés à la recherche et à l'intégrité scientifique.

On notera cependant que les étudiants du parcours *Droit des minorités* participent à une journée d'étude et peuvent y présenter des contributions qui pourront être publiées. Cette initiative mériterait d'être développée dans les autres parcours.

La formation intègre de nombreux éléments de professionnalisation en lien avec des acteurs socio-économiques.

La formation bénéficie d'un ancrage ancien dans le paysage socio-économique de la région. Cela lui permet d'avoir plusieurs intervenants issus du monde professionnel : un ancien juge de la Cour européenne des droits de l'Homme est professeur associé, des intervenants extérieurs sont issus des institutions européennes et internationales (Cour européenne des droits de l'Homme, Conseil de l'Europe, Haut-commissariat aux réfugiés, Comité des droits de l'Homme), d'autres sont avocats ou juristes au sein d'entreprises et d'ONG.

La formation est aussi en mesure d'offrir à ses étudiants des stages dans des cabinets d'avocats, des ONG, des organisations européennes et internationales. L'association Plaider les droits de l'Homme intervient également auprès des étudiants pour les aider à la recherche de stage et d'emploi, les former à la rédaction d'un CV, organiser des conférences sur les métiers des droits de l'homme.

Les trois parcours sont ouverts à la formation continue, mais le parcours *Droit européen des droits de l'Homme* est spécialement organisé pour accueillir des professionnels avec des horaires aménagés.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation paraît construite autour d'un programme cohérent en adéquation avec les compétences visées.

Les responsables de la formation ont fourni un tableau précis de mise en relation des compétences et des contenus.

La formation a su diversifier ses pratiques pédagogiques. Le master s'appuie à la fois sur des cours théoriques et sur des activités pratiques d'une grande variété : plaidoiries fictives, master class, notes d'études, rédaction de *policy brief*, présentation de contributions lors de la journée d'étude sur le droit des minorités. Certains de ces travaux peuvent être réalisés en langue anglaise. Cet éventail d'exercices permet aux étudiants de se préparer aux différentes activités qui pourraient être les leurs dans leur vie professionnelle.

La formation inclut des contenus en langue étrangère. La maîtrise de l'anglais est considérée comme un prérequis de l'entrée dans ce master ; pour autant les responsables de la formation proposent aux étudiants non seulement des cours de langue étrangère (anglais, espagnol, allemand), mais aussi 65 heures de cours de spécialité en langue anglaise. La préparation aux TOEIC et TOEFL est offerte dans le cadre des cours d'anglais.

Les dispositifs de la formation sont en partie adaptés aux publics de la formation continue. Le parcours *Droit européen des droits de l'Homme* a su aménager des horaires pour permettre l'accueil en formation continue des professionnels du Conseil de l'Europe. De manière plus générale, la formation peut également s'articuler avec le DU *État de droit* ouvert en 2021 avec l'université de Sofia et le DU *Clinique des droits de l'homme*.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation jouit d'une grande attractivité. Dans un contexte de forte attractivité des formations juridiques, celle du master *Droit et Libertés* est particulièrement importante : chaque parcours reçoit au minimum 800 candidatures pour 15 places. La communication est assurée au niveau de la faculté par l'organisation de sessions d'information des masters en ligne et en présentiel. Par ailleurs, le master développe sa propre visibilité sur les réseaux sociaux.

Le suivi de la réussite des étudiants est assuré par l'université. Le master s'inscrit dans les dispositifs de l'établissement. D'après les données obtenues par l'Observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (ORESIPÉ), le taux de réussite est de 100 % pour les étudiants se présentant aux examens.

Le suivi de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études des étudiants est assuré par l'université. Les responsables de la formation constatent le faible taux de réponse des diplômés aux enquêtes (60 %), constat identique lorsque ce sont les responsables eux-mêmes qui tentent de faire un suivi. Quant à l'insertion professionnelle, elle est relativement satisfaisante avec 75 % d'insertion à 30 mois, les étudiants s'orientant vers des emplois dans l'administration, l'activité de juriste dans les OI et ONG en France ou à l'international, la profession d'avocat.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose des moyens suffisants pour atteindre ses objectifs. Cependant, les responsables de la formation insistent sur le manque de moyens financiers qui leur permettraient de construire et de développer un parcours en langue anglaise.

La formation s'appuie sur un processus d'évaluation interne a minima. L'évaluation de la formation est assurée par le conseil de perfectionnement tandis que l'évaluation des enseignements relève d'une initiative propre à chaque enseignant via des questionnaires.

Conclusion

Points forts

- Une professionnalisation très solide,
- Une volonté d'internationalisation,

- Une approche pédagogique innovante et variée.

Points faibles

- Un adossement à la recherche insuffisant,
- Une internationalisation encore faible.

Recommandations

- Poursuivre les efforts d'internationalisation en ouvrant un parcours anglophone,
- Créer un cours dédié à la méthodologie de la recherche.

MASTER DROIT DU PATRIMOINE

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Droit du patrimoine* comporte deux parcours : le parcours *Droit immobilier* (mutualisé avec le master *Droit notarial*) et le parcours *Ingénierie civile et fiscale du patrimoine* (en lien avec la Fédération nationale du droit du patrimoine).

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation est en pleine adéquation avec la stratégie formation de l'établissement. Elle répond aux attentes du secteur économique de l'immobilier et évolue en concertation avec le partenariat de la Fédération nationale du droit du patrimoine. Une bonne articulation est prévue entre chacun des parcours et avec les formations voisines par la mutualisation du premier semestre du parcours *Droit immobilier* avec le master *Droit notarial*. Certains enseignements sont également mutualisés avec d'autres masters (master *Droit et gestion de l'énergie et du développement durable (DGEDD)*). La pluridisciplinarité est prise en compte avec une approche transversale des connaissances liées à l'immobilier.

La formation n'a pas d'ambition internationale, ce qui est assumé et expliqué par le fait qu'elle prépare à des professions réglementées à vocation nationale.

La formation a surtout une vocation professionnelle immédiate et n'est pas dédiée à la poursuite d'études en doctorat. Mais les étudiants ont un mémoire ou un rapport de stage à rédiger et sont formés à la méthode de la recherche. Une poursuite en thèse est le cas échéant possible. 55 enseignants-chercheurs interviennent dans la formation (634 heures étudiants) et sont majoritaires par rapport aux 20 professionnels dispensant des cours (226 heures étudiants).

Les liens avec le monde socio-économique sont étroits et efficaces, dans le but d'améliorer la formation et de favoriser l'insertion des étudiants. L'intervention régulière d'experts et de structures professionnelles de l'immobilier (FNAIM, UNIS) dans la formation permet d'adapter l'offre de formation aux attentes du marché de l'immobilier. Deux maîtres de conférences associés, professionnels de l'immobilier, entretiennent directement ce lien.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation met en œuvre les méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées. La formation est attentive aux besoins de la pratique pour le contenu du programme, mais ne réfléchit pas par compétence.

La formation développe et diversifie ses pratiques pédagogiques. À côté des méthodes classiques d'enseignement, des modalités innovantes sont prévues comme la mise en place d'un *serious game* consacré à l'urbanisme et à la promotion immobilière, des mises en situation professionnelle animées par des professionnels et des projets de visite de site architectural.

L'ouverture à l'international, jugée inadaptée, n'est pas recherchée. Mais des TD de langues étrangères sont prévus et le stage peut être réalisé à l'étranger par l'étudiant.

La formation est ouverte à la formation continue, mais pas à l'alternance. En effet, sur le conseil des professions du secteur, il a été décidé, ce qui est regrettable, de ne pas ouvrir les formations en alternance et de privilégier des stages de longue durée.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation surveille son attractivité avec un recrutement stable d'étudiants. Sont indiqués 300 candidats pour le parcours *Droit immobilier* pour 86 admis, 282 candidats pour 85 admis pour le parcours *Ingénierie juridique et fiscale du patrimoine*. Le parcours *Ingénierie juridique et fiscale du patrimoine* rencontre cependant des difficultés avec des inscriptions suivies de désistements tardifs pour suivre le master *Droit notarial*. La difficulté est relevée et analysée par la formation et une stabilisation des effectifs de ce parcours est recherchée.

La formation ne suit pas la réussite de ses étudiants. Le taux de réussite est de 100 %, mais le taux de réussite n'est pas analysé, au motif avancé que ceci n'est pas utile pour des étudiants de niveau master.

L'insertion professionnelle n'est pas analysée par la formation. Le taux d'insertion professionnelle fourni par l'Observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (ORESPE) est très satisfaisant (90 % à 18 mois et 100 % à 30 mois avec toutefois seulement 11 répondants, sans savoir de quel parcours il s'agit), mais la formation déclare ne pas avoir les moyens humains d'assurer son analyse.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

Les moyens alloués à la formation lui permettent d'assurer ses missions d'enseignement. Mais aucune politique spécifique à la formation n'existe pour mesurer le coût des formations et maîtriser sa soutenabilité.

L'évaluation interne est réalisée par le biais d'un conseil de perfectionnement autonome pour la formation. Celui-ci, auparavant commun avec le master *Droit notarial*, est composé de trois enseignants-chercheurs, six professionnels de l'immobilier, deux responsables administratifs et cinq étudiants.

Conclusion

Points forts

- Très bonne attractivité résultant de la bonne intégration de la formation dans le monde socio-économique de l'immobilier,
- Méthodes pédagogiques animées par un réel souci de professionnaliser les étudiants.

Points faibles

- Refus de l'alternance,
- Absence de suivi des taux de réussite des étudiants et de leur insertion professionnelle.

Recommandations

- Mener une réflexion plus approfondie sur l'ouverture de la formation à l'alternance,
- Suivre la réussite et le devenir des étudiants.

MASTER DROIT EUROPÉEN

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

La mention de master *Droit européen* de l'université de Strasbourg (Unistra) comporte cinq parcours qui se distinguent seulement en master 2, les enseignements étant communs en master 1. Les cinq parcours sont : *Droit des produits de santé en Europe* ; *Droit et politiques de l'Union européenne* ; *Droit international et européen des affaires* ; *Espace de liberté, de sécurité et de justice* ; *Droit de l'économie et de la régulation en Europe*. Ce dernier est rattaché à l'Institut d'études politiques (IEP) de Strasbourg, les quatre autres à la faculté de droit de l'Unistra.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La mention de master *Droit européen* occupe une place centrale dans la stratégie formation de l'Unistra.

L'existence même d'une mention exclusivement de droit européen souligne la priorité mise par l'établissement dans les études européennes et s'inscrit logiquement au sein de la ville de Strasbourg, siège du Parlement européen. La formation s'appuie sur de solides partenariats avec d'autres masters de droit (*Droit international*, *Droit pénal*), avec la faculté de pharmacie, l'IEP de Strasbourg ainsi qu'avec les universités de Bâle et de Fribourg en Brisgau dans le cadre d'Eucor – Le Campus européen.

Par nature pluridisciplinaire, le master *Droit européen* inclut des enseignements, outre que juridiques, en économie, en chimie et en biologie.

L'intitulé de la formation peut cependant prêter à confusion. Il renvoie à une nomenclature du RNCP qui concerne à la fois le droit de l'Union européenne (UE) et le droit européen des droits de l'homme alors que la formation porte majoritairement sur le droit de l'Union européenne.

Son positionnement, notamment vis-à-vis de la mention *Droit des libertés* également présente à l'Unistra, pourrait soulever des difficultés de visibilité et de compréhension pour les étudiants.

De même, on peut s'interroger sur la présence, dans cette mention, d'un parcours *Droit international et européen des affaires* alors qu'il existe une mention *Droit international*. Ces difficultés d'articulation au sein des mentions de master juridiques pourraient justifier la création d'une mention dérogatoire *Droit de l'Union européenne*.

La formation est relativement ouverte à l'international. Les rares données disponibles permettent d'identifier une seule mobilité étudiante : l'accès aux étudiants de master 2 qui le souhaitent à un séminaire de protection des droits fondamentaux, organisé avec des établissements suisses. Cependant, le master fait partie du programme de doubles diplômes avec les établissements partenaires d'Allemagne, Italie, Royaume-Uni et Espagne. De plus, le master a recruté un professeur de Glasgow, accueille régulièrement des enseignants étrangers et encourage les étudiants à faire leur stage à l'international.

La formation jouit d'un relativement bon adossement à la recherche. La formation est encadrée à 77 % par des enseignants-chercheurs du Centre d'études internationales et européennes (CEIE) et par des enseignants-chercheurs d'autres disciplines (histoire, économie). La formation intègre une initiation à la recherche en ce que les étudiants doivent rédiger un mémoire de recherche ou un rapport de stage intégrant une partie recherche.

Les étudiants du parcours *Droit des produits de santé en Europe* peuvent en outre s'inscrire au DU *Recherche et Innovation thérapeutique* qui leur permet de participer activement à un projet de recherche sur un médicament. Cependant, on notera que seuls deux étudiants sur les 58 inscrits en master 2 ont poursuivi en doctorat à l'issue de leur cursus d'après les données collectées sur l'année 2018-2019.

La formation intègre plusieurs éléments de professionnalisation, en lien avec le monde socio-économique.

Avec ses parcours orientés « santé », « politique européenne », « régulation » ou encore « droit des affaires », la formation affiche une bonne adéquation avec les besoins socio-économiques du territoire local et national. Elle bénéficie également de l'appui de professionnels parmi son équipe pédagogique (17 professionnels assurent 152 heures). En proposant des stages de huit mois, la formation offre aux étudiants une longue période de professionnalisation pendant leur master.

Cependant, si la mention est ouverte à la formation continue, elle n'accueille que très peu de candidats (deux étudiants lors de la dernière année évaluée). De plus, bien que localisée à proximité immédiate des institutions européennes, elle n'a pas pu développer de formation en alternance, cette modalité n'étant pas disponible auprès de ces institutions.

2. L'organisation pédagogique de la formation

Une mise en œuvre de méthodes pédagogiques partiellement adaptées aux compétences visées. La formation semble exclusivement centrée sur le droit de l'Union européenne, délaissant tout le volet droit du Conseil de l'Europe (droit de la Convention européenne des droits de l'homme) pourtant visé dans la fiche RNCP de la mention *Droit européen*. Par ailleurs, si la formation fournit un tableau associant les matières enseignées aux compétences développées et que plusieurs séminaires interactifs permettent de développer des compétences opérationnelles des étudiants, le programme pédagogique n'est pas structuré autour de compétences. La formation continue de pratiquer la pédagogie par connaissances et donc une évaluation des connaissances.

La formation recourt à des pratiques pédagogiques permettant une professionnalisation indirecte des étudiants. L'utilisation de mises en situation et d'exercices de simulation, en français et en anglais, confronte les étudiants à des cas concrets et leur permet d'acquérir des compétences opérationnelles.

La formation inclut des contenus en langues étrangères qui mériteraient d'être encore développés. Un enseignement en langue étrangère de 47 heures, assuré par des enseignants français, est prévu par l'établissement pour trois langues majeures du droit européen : l'espagnol, l'anglais ou l'allemand. À cela s'ajoutent des séminaires obligatoires de droit de l'Union européenne dispensés en anglais dans tous les parcours et des cours optionnels en allemand sur l'intégration européenne, représentant un volume horaire de 20 heures. On regrette que des mobilités dans des pays européens ne soient pas prévues, qui favoriseraient l'apprentissage des langues et des cultures européennes.

La formation n'est pas ouverte à l'alternance et ne prévoit aucun accueil spécifique pour les étudiants en formation continue.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation jouit d'une très bonne attractivité avec 800 candidatures pour 75 places. Depuis 2019, le nombre de candidats et de diplômés a augmenté grâce à des modifications de maquettes intervenues sur les parcours *Droit des produits de santé en Europe* et *Espace de liberté, de sécurité et de justice*, comme recommandé par la précédente évaluation Hcéres. Les effectifs des autres parcours sont stables alors que le nombre de candidatures s'est accru. Le parcours *Droit de l'économie et de la régulation en Europe* attire autant des étudiants en droit que d'étudiants issus de l'IEP de Strasbourg.

La formation suit la réussite des étudiants dans le cadre du conseil de perfectionnement. Toutefois, elle reconnaît ne pas proposer de dispositif spécifique d'accompagnement.

La formation s'appuie sur l'établissement pour mesurer le suivi de l'insertion professionnelle de ses étudiants, mais complète ces données par des chiffres obtenus via son réseau alumni. On note un excellent taux d'insertion professionnelle avec entre 80 et 100 % d'insertion à 30 mois.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose de moyens satisfaisants pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. La politique de l'établissement a permis de remplacer les départs ou mutations des enseignants-chercheurs titulaires. La formation s'appuie également sur un réseau de professionnels extérieurs. Cependant, les responsables de la formation n'ont pas connaissance des coûts complets rendant difficiles les arbitrages qu'ils pourraient être amenés à faire.

La formation dispose d'un processus d'évaluation interne satisfaisant. Des questionnaires sont diffusés chaque année auprès des étudiants pour évaluer les enseignements et la formation. Depuis 2019, un conseil de perfectionnement a été créé et se réunit chaque année. Les propositions du conseil de perfectionnement ont conduit à introduire une initiation à la recherche dès le master 1 pour faciliter le travail en séminaire lors du master 2 ou à mettre en place des conférences avec des professionnels de différents secteurs.

Conclusion

Points forts

- Une formation en cohérence avec le bassin d'emploi de Strasbourg,
- Une formation qui bénéficie d'une forte attractivité.

Points faibles

- Une ouverture à l'international insuffisante en raison d'une mobilité sortante réduite,
- Lisibilité de l'offre de formation complexe en raison de la coexistence de la mention *Droit européen* d'une part, et des mentions *Droit international* et *Droit des Libertés*, d'autre part.

Recommandations

- Les mobilités sortantes pourraient être facilitées,
- Un travail pourrait être mené pour initier la création d'une mention *Droit européen* et valoriser sa spécialisation en droit de l'Union européenne.

MASTER DROIT INTERNATIONAL

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

La mention *Droit international* est récente et résulte d'une scission avec la mention *Droit européen* à laquelle elle était rattachée. Depuis 2018, la mention a su évoluer et s'adapter pour être mieux comprise par les étudiants et gagner en visibilité. Aujourd'hui, la mention comporte deux parcours : le parcours *Droit international* (plutôt orienté droit international public) et le parcours *Droit transnational* (plutôt orienté droit international privé). Le master 1 est commun aux deux parcours ; la distinction s'opère en seconde année de master.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation occupe une place classique dans la stratégie formation de l'établissement. La formation s'inscrit dans la dimension internationale et européenne que développe l'établissement et vient enrichir l'offre de formation dans le domaine du droit international. Le contenu des enseignements a été conçu pour assurer une acquisition progressive des connaissances de la licence au master.

La formation s'articule avec d'autres masters avec lesquels des cours sont mutualisés (*Droit et politique de l'Union européenne ; Droit international et européen des affaires ; Droit privé fondamental ; Droit social ; Histoire du droit et culture juridique*). Pour autant, cette formation ne valorise pas suffisamment l'interdisciplinarité au-delà des disciplines juridiques.

Elle n'a pas non plus construit de partenariats spécifiques. La mention pâtit enfin d'une concurrence importante des masters *Droit européen* et *Droit des Libertés*.

La formation est peu ouverte à l'international. La formation accueille peu d'étudiants étrangers, même si les responsables indiquent recevoir de nombreuses candidatures via le réseau Études en France. Quant aux mobilités sortantes, elles sont relativement faibles (autour de cinq avant 2020, aucune depuis).

La formation bénéficie d'un très bon adossement à la recherche. Les enseignements sont assurés à 80 % par des enseignants-chercheurs, mais également par des doctorants qui encadrent les concours de plaidoiries auxquels participent les étudiants. De plus, les étudiants de master 2 prennent part à l'activité scientifique du Centre d'études internationales et européennes. La formation intègre des séminaires de méthodologie de la recherche qui incluent une sensibilisation à l'intégrité scientifique. Les étudiants doivent rendre des papiers de recherche, des rapports de stage ou des mémoires pour lesquels les enseignants assurent un suivi individualisé de la recherche. Les concours de plaidoirie constituent également une formation poussée à la recherche.

La formation est professionnalisante. Les responsables de la formation entretiennent des liens étroits avec des institutions européennes et internationales ainsi qu'avec des cabinets d'avocats. Ces liens permettent non seulement d'offrir des stages aux étudiants (d'une durée de huit semaines), mais aussi de solliciter les praticiens pour des enseignements (10 professionnels interviennent dans la formation).

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation n'a pas encore mis en œuvre une approche pédagogique par compétences. L'équipe pédagogique reconnaît ne pas avoir encore réfléchi au référentiel de compétences de la formation ni envisagé une évaluation des compétences. Cependant, elle a fourni un tableau mettant en relation blocs de connaissances et compétences.

La formation encourage des pratiques pédagogiques innovantes. Les responsables de la formation valorisent la participation des étudiants aux concours internationaux et nationaux de plaidoirie qui constituent une méthode pédagogique originale pour acquérir des connaissances et mettre en pratique des compétences. L'accompagnement individualisé proposé pour la réalisation du rapport de stage ou du mémoire de recherche permet un suivi personnalisé des étudiants favorisant leur réussite.

La formation laisse une large place à l'enseignement en langue étrangère. La formation permet aux étudiants de se perfectionner dans plusieurs langues étrangères à hauteur de 47 heures, dont l'anglais pour lequel une certification est possible. De plus, elle offre entre 50 heures et 92 heures de cours en anglais. Cet important volume horaire consacré aux langues étrangères est en cohérence avec le domaine du master (*Droit international*).

La formation n'est pas ouverte à la formation continue ni à l'alternance. Si l'on sait que les institutions internationales et européennes n'ont pas la culture de l'alternance, il est regrettable que l'équipe pédagogique n'explique pas les raisons qui empêchent l'ouverture du master à la formation continue ou à l'apprentissage.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation bénéficie d'une forte attractivité La formation reçoit un grand nombre de candidatures (900 pour 40 places). Le nombre de places a été diminué depuis 2020 (moins 10 places) sans que cela ne soit explicité. Pour assurer l'information sur leur formation, les responsables renvoient aux sites institutionnels, à la journée des masters et s'appuient sur l'association des étudiants et sur les réseaux sociaux.

La formation ne propose pas de dispositif spécifique d'accompagnement à la réussite. Les étudiants sont invités à solliciter la cellule d'aide à la réussite de l'établissement. Les responsables de la formation indiquent cependant recueillir des données sans que n'en soient précisés l'objet ni les moyens. On note qu'entre 80 % et 100 % des étudiants valident leur master en 2e année.

Le suivi de l'insertion professionnelle est difficile. Les responsables de la formation estiment manquer de données précises. Ils précisent cependant parvenir à obtenir des informations via le réseau des anciens étudiants. D'après les documents fournis par l'établissement, le taux d'insertion professionnelle à 30 mois est relativement faible, comparé aux autres mentions de master ; ce qui peut s'expliquer par la difficulté à construire une carrière professionnelle dans le domaine du droit international.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose des moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. La formation a bénéficié de l'arrivée de quatre enseignants-chercheurs, deux spécialisés en droit international privé, deux en droit international public. Elle peut également accueillir des professeurs invités pour assurer des enseignements choisis.

La formation s'appuie sur un double processus d'évaluation interne permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue : le premier, *ad hoc*, permet aux étudiants de faire un retour d'expérience critique en cours d'année ; le second, en fin de cycle, consiste en un questionnaire d'évaluation portant sur l'ensemble des cours. Ce processus a conduit l'équipe pédagogique à ajuster sa maquette, à deux reprises ces dernières années.

La formation a renoncé à la mise en œuvre d'un conseil de perfectionnement. Un conseil de perfectionnement avait été constitué en 2018 suite aux recommandations du Hcéres. Cependant, les responsables de la formation expliquent que « des difficultés d'ordre pratique et de culture disciplinaire n'ont pas permis à celui-ci de fonctionner d'une manière utile ». Depuis lors, aucun conseil de perfectionnement ne s'est réuni.

Conclusion

Points forts

- Adossement à la recherche,
- Place de l'enseignement en langues étrangères,
- Forte attractivité.

Points faibles

- Absence d'un conseil de perfectionnement,

- Faiblesse des partenariats.

Recommandations

- Réunir un conseil de perfectionnement chaque année.
- Construire des partenariats spécifiques.

MASTER DROIT NOTARIAL

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

La mention *Droit notarial* de l'Unistra est portée par la faculté de droit et comporte un parcours unique. Comme tout master de droit notarial, il repose sur une forte collaboration entre l'université et l'INFN (Institut national des formations notariales) pour la délivrance du DSN (Diplôme supérieur du notariat).

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation s'inscrit dans les orientations pédagogiques de l'établissement, dans la continuité de la licence en droit. Le caractère très spécifique de la discipline place cependant le master en retrait de la stratégie générale de l'établissement, en ce qui concerne le développement international (par nature, le droit notarial est national et local). En revanche, là encore du fait de la nature même du droit notarial, l'interdisciplinarité et le développement sociétal sont présents dans la formation.

La formation, bien que très largement tournée vers la professionnalisation, ne néglige pas la dimension recherche, avec la réalisation d'un mémoire de M2.

La formation intègre, de par sa nature même, de nombreux éléments de professionnalisation, qui sont l'un des points forts de la formation : présence importante de professionnels, stages, mise en pratique, pluridisciplinarité en cohérence avec la réalité du métier, forts liens avec le monde socio-économique.

La formation n'est pas ouverte à l'international, ce qui s'explique par la nature même de sa spécialité, le droit notarial n'existant que dans un cadre national et local. De la même façon, la formation n'a pas de politique d'alternance, en raison de l'exclusivité de ses débouchés vers une profession réglementée : la voie universitaire d'accès à la profession de notaire, fruit d'accords entre le ministère de la Justice et le ministère de l'Enseignement supérieur, excluant l'alternance.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation est construite autour d'un programme cohérent, directement lié à l'objectif professionnel du master. Les pratiques pédagogiques sont elles aussi directement articulées avec l'objectif professionnel poursuivi (*serious game*, visites de sites).

La formation inclut des enseignements de langue et des enseignements en langue étrangère (anglais, allemand). La formation ne vise pas, de manière assumée, d'ouverture à l'international au-delà de la pratique des langues, en raison du caractère national (et même local) du droit notarial.

De par la nature des objectifs du master, la formation a vocation à accueillir principalement ou même exclusivement des publics en FI.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation bénéficie d'une forte attractivité, qu'elle suit et entretient.

La formation affiche de très bons taux de réussite de ses étudiants.

La formation mène à une très forte insertion professionnelle du fait de sa nature même (les diplômés du master ont vocation à valider le DSN).

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs, moyens humains comme soutien et accompagnement.

Le pilotage de la formation s'effectue exclusivement au sein du conseil de perfectionnement. L'évaluation des enseignements reste informelle ; le peu de données chiffrées portées au dossier témoigne de la relative faiblesse des outils de suivi fournis par l'université, mais le conseil de perfectionnement joue le rôle de processus d'évaluation. Il est un lieu d'échange important avec le monde professionnel, dont des conséquences effectives sont tirées.

Conclusion

Points forts

- Une très importante dimension professionnalisante,
- Une inscription forte dans le tissu socio-économique local,
- Une insertion professionnelle directe et des taux de réussite très satisfaisant.

Point faible

- Un manque de formalisation des processus d'évaluation et de pilotage.

Recommandation

- Mener une réflexion sur la formalisation de l'évaluation de la formation.

MASTER DROIT PÉNAL ET SCIENCES CRIMINELLES

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Droit pénal et sciences criminelles* comporte trois parcours : *Droit pénal appliqué*, *Droit pénal fondamental et comparé franco-allemand* et *Criminologie*. Ce dernier parcours, non exclusivement juridique, existe en collaboration avec la faculté des sciences sociales.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation s'inscrit dans la stratégie formation de l'établissement. Outre sa forte internationalisation, elle est pluridisciplinaire et fait ainsi appel à des connaissances juridiques, médicales et des sciences sociales. Des partenariats intéressants existent avec d'autres facultés comme la faculté de médecine, et des institutions (tribunaux, barreaux). Le master est la seule formation consacrée au droit pénal et ne souffre donc d'aucun recoupement.

L'ouverture à l'international est remarquable avec un parcours, unique en France, de droit comparé franco-allemand et des enseignements dispensés en langue étrangère, notamment par des enseignants universitaires européens. Les partenariats avec des universités étrangères (Tübingen, Bâle, Innsbruck) sont nombreux et bien exploités. Un double diplôme, dans le parcours franco-allemand, est possible avec l'université italienne de Ferrara.

Le lien avec la recherche n'est pas pleinement formalisé. Il se limite à la formation documentaire, à la méthodologie du mémoire de recherche. Mais, si la majorité des enseignants sont des enseignants-chercheurs (57 pour 626 heures étudiants), il n'y a pas d'organisation de recherche collective directement intégrée à la formation.

Le lien avec le monde socio-économique est approfondi. Il se traduit notamment par l'intervention de magistrats et d'avocats dans les enseignements (12 enseignants professionnels pour 175 heures étudiants) ainsi que par des conférences hebdomadaires de professionnels. Étant donné que les débouchés de la formation portent sur des professions réglementées, l'insertion professionnelle est assurée par la préparation aux examens et concours. Il n'y a pas d'accès à la formation continue.

2. L'organisation pédagogique de la formation

L'offre de formation est cohérente et concentre l'ensemble des thématiques du droit pénal de manière très complète et transversale. Les cours sont dispensés en présentiel. Des déplacements sont prévus dans le cadre des enseignements pour découvrir le fonctionnement des professionnels du secteur, notamment dans des visites de juridictions.

Les contenus permettent une très bonne ouverture à l'international. Il en va ainsi, notamment, des nombreuses possibilités de cours donnés en anglais, des séminaires bilingues inspirés des *blockseminar* allemands. De même, la faculté propose un DU de terminologie juridique anglaise en parallèle. Une mobilité à l'étranger des étudiants est possible grâce aux parcours en double diplôme.

Le master n'est ouvert ni à l'alternance ni à la formation continue.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation jouit d'une grande attractivité. Elle permet en effet l'accès à la préparation aux examens et concours des métiers de la justice. Le nombre de candidatures a doublé en 2020-2021 : par exemple, 847 candidatures ont été déposées pour le parcours criminologie pour 57 admis, et 784 candidatures pour

le parcours droit pénal appliqué pour 116 admis. Le doublement des candidatures est imputé à l'excellente attractivité de la formation.

La formation assure le suivi du taux de réussite lors du conseil de perfectionnement. Les taux de réussite sont très satisfaisants : ils varient selon les années en M1 de 74 % à 78 % et en M2 de 92 % à 100 %.

Le taux d'insertion professionnelle est excellent et suivi. Les données fournies par l'Observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (ORESIPÉ), montre une excellente insertion professionnelle, à 100 % à 18 mois et 96 % à 30 mois, même si l'enquête fournie vise 39 diplômés avec 35 réponses (taux de réponse de 80 %, satisfaisant en soi), sans indiquer de quel parcours il s'agit. Ces données sont présentées lors du conseil de perfectionnement.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

Les moyens ne sont pas abordés dans le dossier. Le dossier indique uniquement qu'il n'y a pas eu de recrutement de collègue pendant la période d'évaluation.

L'évaluation interne est assurée de manière satisfaisante par un conseil de perfectionnement. Le conseil de perfectionnement fonctionne efficacement. Il est composé de deux enseignants-chercheurs, deux gestionnaires administratifs, un avocat, un élève avocat, quatre étudiants et un ancien étudiant. L'évaluation des formations est assurée par le biais du conseil de perfectionnement, qui laisse une place réelle aux étudiants.

Conclusion

Points forts

- Excellente attractivité,
- Excellente ouverture à l'international,
- Qualité pédagogique de la formation avec une attention réelle à la transversalité.

Point faible

- Absence de formation continue et d'alternance.

Recommandations

- Réfléchir à l'ouverture à la formation continue et, éventuellement, à l'alternance.

MASTER DROIT PRIVÉ

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Droit privé* propose un tronc commun en première année et se subdivise en seconde année en quatre parcours : *Droit privé fondamental* (parcours recherche uniquement), *Droit de la famille interne, international et comparé* (parcours recherche et professionnel), *Droit comparé* (parcours recherche), *Justice, procès et procédures* (parcours recherche et professionnel). Il est fait état, dans l'un des documents du dossier d'autoévaluation d'un cinquième parcours, *Droit des personnes vulnérables* (parcours recherche et professionnel), pour lequel aucune donnée n'a été fournie.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation est en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement. Elle est orientée vers la spécialisation progressive des étudiants en droit privé et balaye donc un champ très large de connaissances et d'enseignements. La formation est donc essentiellement juridique, mais intègre des enseignements transversaux, notamment sur les impacts économiques du droit. En outre, elle est très ouverte à l'international.

L'ouverture à l'international de la formation est très importante. La mention profite de partenariats avec deux universités étrangères de Leicester et de Fribourg, qui proposent de doubles diplômes et s'appuie sur la politique ERASMUS de l'établissement. Des enseignants étrangers interviennent dans les formations et en M2 des cours peuvent être choisis en langue étrangère (anglais, allemand, espagnol). Des cours de droit anglais sont en particulier consacrés à la *class action* (action de groupe du droit anglo-américain).

La formation est très bien adossée à la recherche avec la possibilité de suivre toutes les spécialités dans un parcours recherche. Les étudiants suivent un stage dans une unité de recherche, le Centre de droit privé fondamental, qui est rattaché à l'école doctorale *Sciences juridiques* (ED 101). 52 enseignants-chercheurs interviennent dans la formation pour 534 heures étudiants.

Les liens avec le monde socio-économique sont assurés par l'intervention de praticiens dans la formation (16 intervenants professionnels pour 192 heures étudiants), qui participent également au conseil de perfectionnement. En revanche, la formation n'assure ni formation continue ni alternance, mais un stage obligatoire est requis pour ceux suivant un parcours professionnel et des aménagements sont possibles pour les salariés qui souhaitent suivre la formation.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation déploie une offre de formation cohérente. Les enseignements sont regroupés par thématiques liées aux débouchés professionnels. La formation a adopté une approche par compétences.

Les enseignements sont dispensés de manière classique. Ils prennent la forme de cours magistraux, de travaux dirigés et de séminaires. Une place minoritaire est faite à l'hybridation.

L'ouverture à l'international est bonne. Des cours en langue étrangère (47 heures étudiants) sont proposés et la possibilité d'obtenir des certifications de langue étrangère est offerte. Toutefois, le dossier indique qu'il n'y a eu qu'un seul étudiant en 2020-2021 bénéficiant de cette certification, sans expliquer ce faible chiffre.

Aucune politique de formation continue et d'alternance n'est assurée par la formation. Cependant, les élèves avocats peuvent effectuer leur projet pédagogique individuel dans la formation (travail individuel requis par la formation des avocats et pouvant être effectué dans des universités).

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation jouit de fait d'une très bonne attractivité. Elle bénéficie d'un nombre important de candidatures (699 candidats pour le parcours *Droit privé fondamental* pour 117 admis, par exemple) et assure le recrutement de ses étudiants par des manifestations ordinaires (journée des masters par exemple).

La formation indique suivre la réussite dans le cadre du conseil de perfectionnement. Si le taux de réussite est élevé en deuxième année de master, de 86 % à 94 % selon les années et un peu plus faible en M1, de 66 % à 94 %, le procès-verbal du conseil de perfectionnement fourni est laconique sur cette question et donne fort peu d'indications.

L'insertion professionnelle est présentée comme suivie et analysée par le conseil de perfectionnement. Les données fournies par l'Observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (ORESIPÉ) laissent apparaître un taux d'insertion professionnelle à 18 mois est inégal selon les parcours : 67 % en *Droit comparé* (taux de réponse à 56 %), 100 % en *Droit de la famille* (tous les diplômés ont répondu) et 80 % en *Droit privé fondamental* pour un taux de réponse de 68 % (taux à 18 mois). Pour les mêmes formations, le taux d'insertion professionnelle à 30 mois est de 83 % (*Droit comparé*), 83 % (*Droit de la famille*) à, 67 % (*Droit privé fondamental*).

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose des moyens nécessaires. 68 enseignants interviennent dans la formation pour une moyenne de 726 heures dans chaque parcours.

L'évaluation interne est assurée par le conseil de perfectionnement. Le conseil de perfectionnement fonctionne de manière très efficace et a conduit à la refonte de la maquette en 2018, pour mieux faire correspondre l'offre de formation avec ses débouchés professionnels et définir une approche par compétences. Le conseil de perfectionnement est composé de quatre enseignants-chercheurs (dont un extérieur à l'Unistra), deux avocats, deux responsables administratifs, cinq étudiants en cours de formation et deux anciens étudiants. Une place réelle est donnée aux étudiants pour évaluer la formation et préconiser des évolutions.

Conclusion

Points forts

- Excellente qualité de l'offre d'enseignement, organisée de manière très lisible et prenant en compte les débouchés,
- Bonne ouverture à l'international,
- Qualité de l'accompagnement à la recherche.

Point faible

- Absence de politique de formation continue et d'alternance.

Recommandation

- Engager une réflexion pour proposer l'alternance et la formation continue.

MASTER DROIT PUBLIC

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Droit public* est composé de trois parcours : *Droit public général* ; *Contrats publics - Commande publique* et *Droit comparé EUCOR* qui présente la particularité d'accueillir majoritairement des étudiants de trois universités partenaires (Strasbourg, Bâle, Fribourg-en-Brigau).

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation ne démontre pas son adéquation avec la stratégie formation de l'établissement. Si les responsables de la formation indiquent à juste titre que ce master permet aux étudiants de se spécialiser dans différentes branches du droit public, ils n'explicitent pas comment cette formation s'intègre dans la stratégie de l'établissement. À tout le moins, comprend-on que le parcours *Droit comparé* s'inscrit dans le groupement Eucor – Le Campus européen dont fait partie l'Unistra et bénéficie ainsi des partenariats académiques résultant de la participation des autres universités qui composent ce groupement.

La formation bénéficie d'une ouverture inégale à l'international. Bien que la mobilité internationale soit ouverte au sein des trois parcours, c'est le parcours *Droit comparé* qui présente la plus forte internationalisation. D'une part, parce que les étudiants français de ce parcours doivent réaliser une mobilité dans l'une des deux universités partenaires ; d'autre part, parce que le parcours accueille des étudiants suisses ou allemands ; enfin parce que la formation se déroule en français et en allemand.

La formation semble assez bien adossée à la recherche. Les enseignements sont assurés à 80 % par des enseignants-chercheurs. Deux parcours prévoient un cours de méthodologie de la recherche pour guider les étudiants dans la rédaction de leur mémoire. Et l'ensemble des étudiants peut assister aux événements scientifiques organisés par les centres de recherche.

La formation intègre certains éléments de professionnalisation en lien avec des acteurs socio-économiques . La formation compte quelques professionnels parmi ses intervenants et a pu organiser une conférence des métiers du droit public. Pour autant, c'est le parcours *Contrats publics - Commande publique* qui présente ici une singularité puisqu'il s'ouvrira à l'alternance à compter de 2022-23.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La cohérence de la formation semble assurée même si les modèles d'organisation de l'enseignement sont inégalement compris. Les enseignants intervenant dans la formation s'assurent de la cohérence de l'offre de formation, des méthodes et des exigences pesant sur les étudiants par des réunions régulières. Mais seul le parcours *Contrats publics - Commande publique* a su formuler ses enseignements sous la forme de blocs de compétences.

La formation diversifie peu ses pratiques pédagogiques. Associant des enseignants-chercheurs et des praticiens, la formation propose des approches pédagogiques variées mêlant des analyses théoriques à des exercices pratiques. L'espace numérique est également utilisé comme support des enseignements.

La formation intègre de nombreux contenus en langue étrangère. Tous les parcours proposent 47 heures d'enseignement de langue (espagnol, anglais, allemand) ainsi que plusieurs certifications communes à l'ensemble de la faculté. Le parcours *Droit comparé* offre un enseignement linguistique renforcé avec notamment un atelier de terminologie juridique allemande et des cours de spécialité en langue allemande.

La formation a su s'adapter pour s'ouvrir à l'alternance Le parcours *Contrats publics - Commande publique* s'ouvrira à l'alternance à compter de 2022-2023.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation est confrontée à une baisse d'attractivité. Les effectifs de la mention *Droit public* sont en baisse constante depuis 2018-19 : 87 inscrits en M1 en 2018-19, 73 en 2019-20 et 41 en 2020-21. En M2, on note des effectifs très faibles pour l'année 2020-2021 : pas plus de 10 étudiants pour chaque parcours. Pour améliorer la visibilité de leur formation, les responsables souhaitent mettre en place des sites internet distincts des sites institutionnels.

Le suivi de la réussite des étudiants ne semble pas assuré au niveau de la formation. Si les responsables de la formation indiquent prêter une attention singulière aux moyens d'améliorer la réussite des étudiants, aucune information n'est fournie pour apprécier les moyens mis en œuvre. Par ailleurs, le taux de réussite est très faible en M2, 71 % en 2018-19, 39 % en 2019-20 (une conséquence probable du Covid), 72 % en 2020-2021. La formation s'appuie sur une évaluation interne parcellaire. Certains enseignants organisent une évaluation de leurs cours via des questionnaires anonymes et facultatifs. On regrettera le caractère non systématique de ces évaluations.

Un suivi de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études des étudiants est mis en place. Les responsables de la formation s'attachent à constituer un réseau d'*alumni*, en s'appuyant sur les associations étudiantes. Des enquêtes sont également conduites dans le cadre des conseils de perfectionnement. Le taux d'insertion professionnelle est plutôt satisfaisant.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation ne répond pas sur la question des moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs.

La formation s'appuie sur des conseils de perfectionnement. La formation organise régulièrement des conseils de perfectionnement qui permettent d'ajuster la maquette ou les modalités d'évaluation des connaissances.

Conclusion

Points forts

- L'internationalisation du parcours *Droit comparé*,
- L'ouverture du parcours *Contrats publics* en alternance.

Points faibles

- Les baisses constantes d'effectifs,
- Le faible taux de réussite des étudiants.

Recommandations

- Mieux suivre les données d'attractivité et de réussite du diplôme,
- Analyser ces données et réfléchir à des solutions pour améliorer l'attractivité de la formation et la réussite des étudiants.

MASTER DROIT SOCIAL

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Droit social* est une formation en deux années avec un parcours unique, les étudiants suivant l'ensemble des enseignements sur les deux années.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation s'inscrit parfaitement dans l'ambition d'excellence et de pluridisciplinarité de l'Unistra. Des liens anciens et forts existent avec l'institut du travail et les institutions européennes. De nombreux partenariats ont été créés avec les acteurs du monde du travail (les organisations syndicales, la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS), l'Association française de droit du travail) et sont réellement impliqués dans le déploiement de la formation : par exemple, la carte des enseignements a été aménagée en tenant compte de leurs retours. La pluridisciplinarité, inhérente aux enjeux du monde du travail, se retrouve dans les enseignements.

La politique d'ouverture à l'international est très dynamique, avec des propositions originales telles que le Groupe d'étude franco-allemand sur le contentieux du travail (GEFACT) et le séminaire international du droit du travail en lien avec le réseau international *European working group on labour law*, qui permet de faire travailler ensemble étudiants et enseignants de pays étrangers sur des thèmes de droit.

La formation est bien adossée à la recherche. Le master de droit social est adossé à l'équipe de droit social de l'unité mixte de recherche Droit, religion, entreprise et société (UMR 7354 DRES). Les étudiants sont en outre encadrés par des enseignants-chercheurs (55) et incités à réfléchir aux méthodes des études européennes en droit social par la participation à l'institut thématique interdisciplinaire sur la fabrique de la société européenne (ITI Makers) .

Les relations avec le monde socio-économique sont très importantes par le biais des partenariats avec les différents acteurs du monde du travail, qui influent directement sur le contenu de la formation. L'ancienneté de la formation permet d'entretenir des liens forts avec les entreprises du secteur et favorise le développement de l'alternance.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation n'a pas adopté l'approche par compétences. Toutefois, la formation développe une offre de formation très complète et cohérente, permettant de couvrir l'ensemble des champs disciplinaires du droit social : sur le plan des sources, la formation envisage le droit interne et le droit international ; sur le contenu, les disciplines classiques du droit social sont traitées (relations individuelles et relations collectives de travail), mais des disciplines innovantes sont également proposées (gouvernance d'entreprise, risques sociaux, etc.).

Les cours sont assurés classiquement en présentiel. La diversité des méthodes pédagogiques est cependant remise à la liberté de l'enseignant : travail par petits groupes, pédagogie inversée, résolution collective de cas, jeux de rôle.

L'ouverture à l'international est assurée par de nombreuses initiatives, de manière efficace. La formation propose des cours de langue étrangère et des participations à des séminaires internationaux).

L'alternance a été mise en place et permet aux étudiants, soutenus par l'établissement, de conclure des contrats d'apprentissage ou de professionnalisation (environ une vingtaine par année). Il n'y a pas d'ouverture directe à la formation continue, mais des aménagements (dispense d'assiduité automatique) sont prévus pour faciliter l'intégration des salariés voulant rejoindre la formation (trois étudiants ont été inscrits dans ce régime sur les dernières années).

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation jouit de fait d'une bonne attractivité. Du fait par son ancienneté et son implantation auprès du monde du travail et de l'utilisation de tous les canaux disponibles pour assurer son attractivité (journées portes ouvertes, réseaux sociaux, etc.), la mention *Droit social* bénéficie d'un nombre élevé de candidats. À titre d'exemple, 383 candidats ont postulé pour 82 admis sur l'année 2020-21.

Le conseil de perfectionnement assure le suivi du taux de réussite. Le taux de réussite en M2 varie ainsi de 85 % à 96 %.

L'analyse de l'insertion professionnelle des étudiants est réalisée par le conseil de perfectionnement . Le taux, très satisfaisant, est de 88 % à 18 mois et 94 % à 30 mois (étude de 2018 sur une base de 20 répondants – ce qui est faible).

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose de moyens satisfaisants. La formation a bénéficié de plusieurs nouveaux emplois d'enseignants-chercheurs et profite d'une politique ancienne et bien développée d'échanges avec des enseignants étrangers. Il y a 55 enseignants-chercheurs pour 500 heures étudiants et 25 enseignants professionnels pour 372 heures étudiants.

Le conseil de perfectionnement fonctionne de manière efficace. Ce conseil est composé de quatre enseignants-chercheurs, quatre anciens étudiants, six étudiants en cours de formation, une responsable administrative, quatre professionnels dont deux enseignants dans la formation. Le pilotage de la formation est passé en codirection, ce qui a amélioré la gestion de la formation.

Conclusion

Points forts

- Excellente adéquation de la formation avec le monde du travail,
- Qualité de l'ouverture à l'international,
- Très bon taux de réussite et d'insertion professionnelle.

Point faible

- Formation continue trop limitée.

Recommandation

- Développer la formation continue.

MASTER ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Établissements

Université de Haute Alsace - Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Économie sociale et solidaire* est une formation dispensée à l'Université de Haute-Alsace (UHA) avec une double diplomation avec l'Université de Marrakech ouverte jusqu'en 2018-19. La formation propose deux parcours en master 2 (M2) : *Développement durable* et *Territoires et entrepreneuriat solidaire*, ouverts à l'alternance.

Le master *Économie sociale et solidaire (ESS)* de l'UHA vise à former les étudiants à l'ingénierie de projets d'intérêt collectif pour le développement territorial, social et solidaire auprès des structures de l'ESS (associations, coopératives, mutuelles, fondations), de collectivités ou d'organisations internationales. Ce master est ouvert aux étudiants et aux professionnels (formation continue). Le master ESS est porté par la faculté des sciences économiques, sociales et juridiques (FSESJ) de l'UHA.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation est en adéquation avec les ambitions, les orientations pédagogiques et la stratégie de l'UHA, une université citoyenne et solidaire dans la mesure où le master répond par sa finalité et ses spécificités à des engagements pour le partenariat et la coopération. La formation est construite en cohérence et en complémentarité avec les autres formations du même cycle et en articulation avec les licences *Science politique* et *Administration économique et sociale*, ainsi qu'avec les licences *Sciences de l'éducation ; Histoire* ou *Sciences de l'information et de la communication* avec lesquelles elle s'inscrit en continuum ce qui permet aux étudiants de poursuivre leurs études de deuxième cycle à l'UHA. Il convient de relever que ce master recrute une majorité de primo-entrants à l'UHA.

Organisé sur deux années, le master 1 (M1) met l'accent sur les fondements de l'économie sociale et solidaire, l'action sociale et l'action publique, l'environnement et les territoires, l'entrepreneuriat social, les politiques sociales. À ces unités d'enseignement (UE) fondamentales s'ajoutent une UE libre et une UE consacrée à la méthodologie et à la professionnalisation ainsi qu'une UE relative à un stage. Elle propose deux parcours en M2 : *Développement durable* et *Territoires et entrepreneuriat solidaire* comprenant un tronc commun de sept UE. Ce master faisait l'objet d'une double diplomation jusqu'en 2018-19 pour le parcours *Économie sociale et développement durable* avec l'Université de Marrakech (Maroc).

Les réseaux ESS, régionaux (réseau des universités RESSOR Grand Est) et nationaux (réseau interuniversitaire de l'ESS) constituent les partenaires privilégiés de la formation. S'y ajoutent les partenariats académiques avec l'Université de Strasbourg et l'Université de Besançon. Mais ce point reste à préciser. La pluridisciplinarité est présente de manière intrinsèque dans le champ de l'économie sociale et solidaire (ESS). Quant à l'interdisciplinarité, elle se manifeste à travers les échanges interactifs entre étudiants, intervenants et chercheurs.

La formation de M2 délocalisée au Maroc jusqu'en 2020, était très ouverte à l'international. Elle continue de bénéficier de la plus-value d'une coopération durable et structurante (échanges, accueil et projets internationaux) dans le cadre des partenariats internationaux (Maroc, Tunisie, Sénégal, Côte d'Ivoire). Le dossier indique des mobilités étudiantes entrantes (hors Erasmus, étudiants extra-communautaires), mais également des mobilités sortantes de stages internationaux vers des organisations non gouvernementales (ONG) et des organisations internationales dans le cadre de partenariats internationaux avec le Maghreb, l'Afrique sud saharienne, les pays communautaires et l'Asie.

Cette formation, adaptée aux spécificités du domaine ESS, est orientée vers la recherche et bénéficie d'un apport pluridisciplinaire. 23 enseignants-chercheurs et des chercheurs des disciplines de la formation participent aux enseignements. Le laboratoire et la Chaire ESS sont mobilisés et interviennent dans l'accompagnement par la recherche et la formation des étudiants (enseignement de méthodes de la recherche en sciences sociales, enseignement de spécialité, ateliers de pédagogie coopérative inspirée des penseurs historiques de l'ESS).

À cela s'ajoute une réflexion sur la formation elle-même, objet d'un ouvrage partagé avec les étudiants « Comment former à l'ESS » (PUR, 2020, Codir. J. Stoessel-Ritz (responsable de la mention) ce qui représente un excellent exercice formatif pour les étudiants. Enfin, sur les trois derniers mois, la formation compte trois contrats doctoraux.

La formation entretient des relations avec le monde socio-économique et intègre des éléments de professionnalisation à travers notamment la création en 2020 de la Chaire ESS de l'UHA. Cette Chaire a pour objectif de soutenir les collaborations entre étudiants, acteurs et chercheurs par ses interventions dans l'accompagnement des projets étudiants, la promotion de l'ESS dans d'autres formations, des travaux sur l'engagement et des innovations pédagogiques. 49 professionnels issus de secteurs d'activités divers à l'échelle régionale, nationale et internationale et représentant des entreprises, associations, mutuelles, coopératives, ONG, etc., interviennent également dans la formation.

S'agissant de l'insertion professionnelle, en M1 les étudiants effectuent un stage de huit semaines, il est de 24 semaines en M2 sachant que les deux parcours du M2 sont ouverts à l'alternance ce qui permet l'accueil des étudiants en formation continue, la formation en situation professionnelle allant de novembre à juin et entrecoupée par une semaine de cours mensuelle. Les projets professionnels (projets réels avec un portage entrepreneurial), prennent une place prépondérante dans la formation comme en attestent la maquette (6 crédits ECTS en M1 et 21 crédits ECTS en M2) et le compte rendu du conseil de perfectionnement. La formation à l'entrepreneuriat fait également l'objet d'un bloc de compétences pour l'ensemble des étudiants et représente 27 crédits ECTS.

Si l'alternance est présentée dans le dossier comme une priorité de la formation des deux parcours du M2, le nombre d'alternants reste faible (respectivement de 2018 à 2021, trois, cinq et un) tout comme les étudiants en formation continue (respectivement de 2018 à 2021, cinq, neuf et cinq). Ces chiffres concerneraient les alternants conventionnés, les autres étudiants seraient également intégrés dans des organisations.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation met en œuvre une méthode de pédagogie coopérative adaptée aux compétences visées en faisant intervenir dans un processus réflexif et d'amélioration continue étudiants, enseignants-chercheurs et intervenants professionnels. La formation valorise les compétences acquises dans le cursus ou en dehors de celui-ci dans la mesure où les étudiants s'engagent dans des associations, dans le cadre du bénévolat et bénéficient d'une expérience professionnelle.

La formation diversifie ses méthodes pédagogiques et l'accent est mis sur une pédagogie coopérative. La formation propose des modalités variées d'enseignement, à distance et en présentiel. Les espaces d'apprentissage sont variés : entreprise, quartier urbain, collectivité, université étrangère avec un accompagnement adapté et l'appui de la Chaire ESS et des mentors (*alumni*). Les méthodes utilisées pour les pratiques pédagogiques sont originales dans la mesure où elles s'expriment au travers de voyages apprenants, dans le cadre de la semaine de l'entrepreneuriat, du théâtre forum, de forums, de conférences gesticulées, et de semaine internationale dans une université partenaire.

Si l'apprentissage des langues n'est présent que sur trois semestres, l'un des dispositifs phare est le voyage apprenant organisé avec des partenaires francophones africains. Le dossier n'indique toutefois pas le nombre d'étudiants obtenant une certification. La formation inclut, également des dispositifs de préparation à la mobilité entrante avec des séances d'intégration, mais rien n'est précisé sur les mobilités sortantes.

Les contenus et les dispositifs de la formation sont adaptés aux publics de la formation continue et en alternance dans la mesure où la formation propose un enseignement en distanciel. Par ailleurs, la formation fait intervenir la Chaire dont l'ingénieur représente un appui pour le public en formation continue. Toutefois, les étudiants en formation continue ou en alternance conventionnée restent faibles.

De 2018 à 2020, les stagiaires en formation continue étaient respectivement cinq, neuf, et deux. S'agissant des étudiants en alternance, ils étaient trois, quatre et zéro (pour ceux bénéficiant d'un contrat d'apprentissage) et zéro, un et un (pour les étudiants bénéficiant d'un contrat de professionnalisation).

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation est attractive. Elle indique accueillir tout au long de l'année de nouveaux candidats pour préparer leur orientation et les accompagner dans leur projet de formation et d'insertion professionnelle. Mais c'est surtout à travers les forums des stages que les étudiants peuvent rencontrer les partenaires professionnels. En revanche, sur les données quantitatives, le dossier indique uniquement le nombre de candidats, respectivement 168, 200, pour un nombre d'admis s'élevant à 37 et 55 pour 2019 et 2020.

Grâce à la Chaire ESS la formation suit l'évolution des étudiants et met en place des dispositifs d'accompagnement, d'aide à la réussite et d'aménagement des cursus : diffusion des offres d'emploi, conseils d'orientation, mise en contact avec les réseaux. Le parcours de formation peut être aménagé au cas par cas pour soutenir la réussite des étudiants.

La formation analyse, par le conseil de perfectionnement en particulier, la qualité de l'insertion professionnelle et le suivi des étudiants, bien qu'elle ne parvienne pas à faire adhérer les étudiants aux enquêtes d'insertion. Elle accueille les anciens diplômés qui sont ses ambassadeurs et la Chaire, qui a constitué une bourse de l'emploi, prodigue ses conseils à la demande.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation est principalement soutenue par la Chaire et ses partenaires. L'équipe pédagogique composée de 23 enseignants et enseignants-chercheurs et 49 enseignants temporaires est importante, mais le dossier indique que la soutenabilité de la formation est assurée par la Chaire et ses partenaires.

La formation définit un processus d'évaluation interne permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue. La formation organise l'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants qui, de 2018 à 2021, se sont davantage impliqués, passant de 1 réponse à 35. La formation, à travers le conseil de perfectionnement, prend en compte les résultats de cette évaluation dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue : un dialogue avec les acteurs ESS est mené, associé aux interventions des étudiants, porteur d'innovations pédagogiques.

Le conseil de perfectionnement comprenant notamment des étudiants et des personnalités extérieures à la formation se réunit deux fois par an pour discuter des réussites des projets confiés aux étudiants, des points de vigilance, de l'insertion professionnelle des diplômés et propose des initiatives innovantes (suivi et accompagnement des stages par un réseau de mentors *alumni*, par exemple).

Conclusion

Points forts

- Une formation attractive,
- Un adossement de la formation à des réseaux ESS régionaux, nationaux et un soutien de la Chaire ESS de l'UHA créée en 2020, et présente à divers niveaux de la formation,
- Des méthodes pédagogiques utilisées originales et des espaces d'apprentissages variés,
- L'importance de la professionnalisation à travers les projets et les stages,
- Un bon adossement à la recherche.

Point faible

- Un nombre faible d'étudiants en formation continue ou en alternance conventionnée.

Recommandation

- Ouvrir la formation de manière plus forte aux étudiants en formation continue et/ou en alternance.

MASTER FINANCE

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

La mention de master *Finance* proposée par l'université de Strasbourg a pour vocation de former les étudiants aux métiers de la finance, avec une focalisation sur la finance d'entreprise.

La mention est organisée autour d'un M1 tronc commun et de trois parcours de M2 : *Audit et conseil financier (ACF)* ; *Corporate strategy and finance in Europe (CSFE)*, support d'un double diplôme avec l'université Charles de Prague, qui forme les étudiants aux problématiques financières, stratégiques et organisationnelles de l'internationalisation des entreprises ; *Finance d'entreprise et pratique des marchés financiers (FEPMF)* qui couvre des métiers axés sur la finance d'entreprise au sein des institutions financières. L'organisation du parcours FEPMF le rend compatible avec l'alternance, qui gagne en importance au cours de la période récente.

Le M1 *Finance* est le tronc commun de la formation, mais les parcours de M2 sont également alimentés par la première année de la filière de second cycle *Économie et finance* du diplôme de l'IEP de Strasbourg, et par un recrutement externe d'étudiants titulaires d'un master 1 dans la discipline.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation est en adéquation avec la stratégie de l'établissement. L'orientation métier est très présente dans le contenu des maquettes qui fait référence aux compétences clefs dans les différents domaines de la finance d'entreprise.

La mention est organisée depuis 2018 autour d'un partenariat entre l'école de management (EM) de Strasbourg et l'institut d'études politiques (IEP) de Strasbourg. Les deux composantes mettent en commun leurs ressources, leurs compétences, ainsi que leurs liens avec les milieux économiques pour proposer aux étudiants un ensemble de parcours professionnalisant et répondant aux attentes des entreprises. Les principaux débouchés de ces parcours sont les banques, fonds d'investissement et prestataires de services d'investissement, les cabinets d'audit et de conseil, ainsi que les services financiers des entreprises non financières, en France comme à l'international.

La dimension internationale, qui est essentielle dans le domaine, est affirmée. Elle est notamment au cœur du parcours CSFE en anglais qui est double diplômant. Toutefois, la mobilité des étudiants est relativement peu développée, même s'il est souligné une progression. Il faut également noter que l'offre spécifique à l'international réunit très peu de candidats.

L'adossement à la recherche est indéniable, mais l'apprentissage de la recherche peut être amélioré. Les enseignants-chercheurs formant l'équipe pédagogique de la mention *Finance* font pour la plupart partie du Laboratoire de recherche en gestion et économie (LaRGE) - UR 2364 qui regroupe les enseignants-chercheurs spécialisés sur les questions financières au sein de l'université de Strasbourg. Cet adossement académique donne à la mention *Finance* la capacité à former les étudiants à et par la recherche (théorique et appliquée) en lien avec de nombreuses problématiques financières. Il serait judicieux que la rédaction du mémoire de recherche en M2 soit obligatoire pour l'ensemble des étudiants et pas seulement pour ceux désireux de poursuivre leur étude en doctorat.

Les relations avec le monde socio-économique sont fortes, mais la professionnalisation par la formation (alternance, formation continue) est partielle. L'équipe pédagogique de la mention entretient des liens avec les acteurs économiques régionaux et nationaux en s'impliquant soit dans les réseaux tissés par leurs institutions avec les entreprises (EM partenaires, club des partenaires économiques de l'IEP de Strasbourg, chaire de Finance comportementale), soit auprès des acteurs sectoriels (Strasbourg, place financière et tertiaire). Il est regrettable que dans un domaine comme celui-ci la formation continue (diplômante ou seulement certifiante) ne soit pas davantage développée.

Le parcours de M2 FEPMF (10 étudiants en 2021-22) permet l'alternance. Cette option est présentée comme moins pertinente dans les autres parcours tout comme en M1, eu égard aux spécificités des débouchés visés et des moyens disponibles en matière d'ingénierie pédagogique. Toutefois, si des étudiants sont ponctuellement

accueillis dans le cadre de la formation continue, la formation ne poursuit pas de politique structurée en matière de formation continue.

De nombreuses actions de professionnalisation sont mises en œuvre (modules d'insertion, actions d'information, participation à des forums professionnels). De nombreux professionnels interviennent dans la formation. Ainsi, la formation met en place des modules de professionnalisation (simulations d'entretien, techniques de recherche d'emploi...), des visites d'entreprises, la participation à des forums professionnels, des rencontres avec les entreprises partenaires à la fois de l'EM Strasbourg et de l'IEP de Strasbourg et en lien avec les *alumni*.

Les étudiants suivent un cours de techniques de recherche d'emploi. De plus, l'EM Strasbourg organise un forum audit chaque année, regroupant plus de 20 cabinets d'audit et de conseil sur site, ainsi que des journées d'insertion au Luxembourg.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation est bien positionnée dans le domaine de la finance et les démarches pédagogiques sont adaptées aux compétences visées. Les objectifs de compétences sont définis au travers de différentes démarches institutionnelles. Toutefois, si pour les parcours relevant de l'EM Strasbourg les enseignements sont organisés à partir d'objectifs pédagogiques à atteindre et de compétences à acquérir, la formation reconnaît qu'une telle organisation n'est pas encore systématisée pour les enseignements relevant de l'IEP de Strasbourg.

Les moyens et pratiques mis en œuvre sont adéquats aux ambitions pédagogiques de la formation. Les espaces d'enseignement incluent les salles de cours classiques (amphithéâtres, salles de travaux dirigés), les salles spécialisées (informatiques ou de langues, de travaux pratiques) ainsi que les salles de pédagogie active, avec équipement numérique, visant à développer le travail en groupe et en mode projet (salles connectées, modulables).

L'ouverture internationale est réelle et les dispositifs pour la soutenir sont pertinents, mais ne concernent qu'une partie des étudiants. L'enseignement des langues étrangères et en langue étrangère est particulièrement développé dans la mention. En M1, 46 heures sont consacrées à l'anglais des affaires. En M2, outre la possibilité de suivre une langue facultative dans certains parcours (CSFE et FEPMF), les enseignements du parcours CSFE sont totalement délivrés en langue anglaise (323 heures) et une partie de ces enseignements (48 heures) est mutualisée avec le parcours FEPMF. Toutefois les étudiants inscrits dans le parcours ACF n'apparaissent pas en mesure de bénéficier, même partiellement, des mêmes possibilités.

L'ouverture à la formation continue et à l'alternance est encore limitée. L'alternance est en démarrage et a été développée au cours de la période récente, sous la forme de contrats de professionnalisation dans le parcours FEPMF. Ce développement doit se poursuivre. Toutefois, la formation ne poursuit pas actuellement de politique structurée en termes de formation continue ce qui est dommage dans un domaine comme celui de la finance d'entreprise où la demande pour ce type de formation est traditionnellement élevée.

Si la formation accueille ponctuellement des étudiants en formation continue, il n'y a pas de déclinaisons particulières des formations en termes de certification ou de modalités pédagogiques.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

Le nombre de candidats très important atteste de l'attractivité de la formation et de la pertinence de son positionnement. Il permet également une sélectivité importante. Le forum audit organisé chaque année et qui regroupe plus de vingt cabinets d'audit et de conseil permet de maintenir un lien avec le secteur qui est un levier pour le développement de la professionnalisation. La formation s'appuie sur les actions mises en œuvre par l'EM Strasbourg pour développer son attractivité.

Le suivi et l'analyse de la réussite sont réguliers et s'appuient sur les dispositifs mis en œuvre par l'EM et l'IEP. L'EM et l'IEP ont mis en place plusieurs dispositifs d'aide à la réussite (écoute, soutien, aides financières). Les taux de réussite en sont ainsi très élevés (100 % en M1 et de 88 % à 100 % en M2 selon les années). En outre, les taux de réussite font l'objet d'une analyse par la formation (analyse du taux de réussite en M1 ou des causes d'échecs en M2 durant l'année 2020-21).

L'insertion professionnelle est suivie, même si les taux de réponse aux enquêtes sont peu élevés. De manière générale, l'insertion professionnelle est très satisfaisante. Les données fournies par l'observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (ORESIPÉ) font ainsi apparaître des taux d'insertion à 18 ou 30 mois de 88 à 100 % selon les parcours.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

Les moyens matériels et pédagogiques sont adéquats. L'EM et l'IEP de Strasbourg, qui disposent chacun d'un chargé de mission pour la pédagogie, ont mis en place des actions de formation au profit des enseignants de la formation. En outre, l'EM Strasbourg bénéficie de la création d'un comité pédagogique des masters qui permet, notamment, le partage des bonnes pratiques pédagogiques. En revanche, si des enseignants-chercheurs ont pu bénéficier avant la crise sanitaire de mobilités sortantes, l'accueil de professeurs étrangers reste limité.

Le processus d'évaluation est mis en œuvre de manière efficace et régulière. La formation a défini un processus d'évaluation interne. Un conseil de perfectionnement qui réunit enseignants, professionnels et étudiants est organisé au moins une fois par an. Il contribue au développement de la mention en pratiquant son bilan et son évaluation. Il définit les compétences à acquérir et suggère les améliorations, notamment en termes d'innovations pédagogiques, en cohérence avec la fiche RNCP de la formation.

Pour les enseignements relevant de l'EM Strasbourg, un questionnaire en ligne est soumis aux étudiants. Il permet au responsable de formation d'extraire une synthèse quantitative et qualitative pour chaque enseignement, portant sur six dimensions pédagogiques : adéquation entre les plans de cours annoncés et réalisés, apport de connaissances/compétences, pertinence de son objectif pédagogique, qualité du matériel pédagogique, qualités pédagogiques, disponibilité.

Toutefois, les pratiques restent encore en partie hétérogènes entre l'IEP et l'EM Strasbourg en la matière.

Conclusion

Points forts

- Le partenariat avec Sciences Po Strasbourg,
- La réussite des étudiants,
- L'insertion professionnelle des diplômés,
- La pertinence du positionnement orienté vers la finance d'entreprise plutôt que la finance de marché.

Points faibles

- Le faible développement de la formation professionnelle,
- L'insuffisance de la formation à la recherche,
- La faiblesse des mobilités internationales des étudiants.

Recommandations

- Développer la formation professionnelle,
- Développer la formation à la recherche,
- Développer les mobilités internationales des étudiants.

MASTER GESTION DE PRODUCTION, LOGISTIQUE, ACHATS

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Ce master de la faculté des sciences économiques et de gestion (FSEG) propose un parcours unique *Gestion Industrielle et Innovation*. Ce parcours est néanmoins décomposé de deux formations distinctes. Sur les deux années du master, il y a une ouverture au public de formation initiale selon un régime classique ou en alternance (apprentissage et contrat de professionnalisation). Sur la seconde année du master seulement, il y a une orientation *Lean Management* et Industrie du Futur, pour le public de formation continue.

Cette mention forme aux métiers de la gestion de production, et offre des compétences en management de projets, de pilotage des flux physiques et d'informations, de gestion des ressources, d'animation d'équipes, etc. La première année, mutualisée avec d'autres mentions de la faculté offre les enseignements socles en management d'entreprise et en gestion de projets, la spécialisation se faisant lors de la seconde année de formation.

1. La politique et la caractérisation de la formation

Le positionnement de cette formation semble s'inscrire dans la politique de l'établissement. Le master est le fruit de la refonte d'une mention de master qui portait des parcours se retrouvant désormais dans trois mentions distinctes. Conformément à la politique volontariste de la FSEG, l'ouverture à l'apprentissage, qui constitue plus de 80 % des effectifs étudiants, en est une des caractérisations. Il en est également de l'apport effectif de différents IDEX auxquels la formation est associée, qui offrent un environnement pédagogique riche et original et qui inscrivent la mention dans les ambitions de l'établissement.

La formation n'a pas encore institutionnalisé de partenariats internationaux malgré un projet ERASMUS +, mais réalise un effort important sur l'enseignement des langues vivantes étrangères : certification TOEIC et enseignements de matières appliquées en langues étrangères.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche convaincant malgré une orientation professionnalisante assumée. Il s'incarne à la fois par la participation à la formation d'enseignants-chercheurs issus de laboratoires dont la thématique de recherche est en adéquation avec l'offre de formation, ainsi que des enseignements dédiés aux méthodes de la recherche scientifique. Les étudiants sont par ailleurs associés à l'organisation d'un séminaire de recherche.

La formation entretient des relations fortes avec le monde socio-économique, comme en témoigne sa labellisation par le Pôle Véhicule du Futur et intègre des éléments de professionnalisation de manière intensive, comme en témoigne l'ouverture à l'apprentissage et à la formation continue.

2. L'organisation pédagogique de la formation

Organisée selon une approche par compétences, la formation met en œuvre une grande diversité de méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées (recours à des jeux sérieux et la réalisation de projets tuteurés pour entreprise). Elle délivre également des certifications professionnelles reconnues dans le champ de l'économie et de la gestion, sans que le dossier précise réellement si ces dernières relèvent d'un DU complémentaire à la formation ou sont intégrées au cursus de master.

La formation offre un environnement linguistique adaptée à l'international, à travers les enseignements d'anglais ou d'enseignements disciplinaires en langues étrangères, l'international étant ici pensé comme un débouché professionnel, mais non l'internationalisation de la formation en tant que telle, qui ne constitue pas un objectif de cette mention.

Les contenus et les dispositifs de la formation sont adaptés aux publics de la formation continue et en alternance, qui constitue l'essentiel du public. Cependant, l'adaptation au public de la formation continue se

traduit en M2 par l'offre d'une formation distincte, dont le contenu (non présenté dans le dossier) semble différer pour partie du contenu du M2 proposé en formation initiale et en apprentissage, alors même que la mention n'offre qu'un seul parcours.

En l'absence de plus amples informations, on s'interroge sur le fait qu'une formation visant un public spécifique avec des objectifs pédagogiques et des objectifs professionnels sensiblement différents puisse s'apparenter formellement à un même parcours de mention.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation jouit d'une attractivité remarquable auprès de ses différents publics, comme en témoigne un fort taux de pression de 1/20 alors même qu'aucun dispositif particulier de communication externe n'est mis en œuvre, traduisant sans doute un bon positionnement et une bonne identification de la part du public étudiant.

Les taux de réussite sont excellents, du fait de la sélectivité forte induite par l'attractivité de la formation, ce qui autorise pour l'heure la formation à ne pas mettre en place des dispositifs permettant d'améliorer le niveau des étudiants.

La formation a une très bonne connaissance de l'insertion professionnelle des étudiants, dont les données (plutôt flatteuses) sont régulièrement présentées au conseil de perfectionnement. Le rattachement à un centre de formation des apprentis pour la majorité du public complète le suivi de l'insertion réalisé par les services centraux de l'université.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

Le dossier ne permet pas de juger si la formation dispose des moyens nécessaires lui permettant d'atteindre ses objectifs.

La formation définit un processus d'évaluation interne permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue : l'évaluation de la formation par les étudiants est effective et semble prise en compte dans les conseils de perfectionnement dont le fonctionnement et l'usage semble correspondre aux attendus.

Conclusion

Points forts

- Dynamisme de l'équipe en termes d'innovation pédagogique,
- Attractivité forte qui traduit un positionnement pertinent,
- Ouverture à l'apprentissage et à la formation continue.

Points faibles

- Formation distincte au sein d'un même parcours pour le public de formation continue dont on ne parvient pas à savoir si elle vise exactement les mêmes compétences,
- Le M1 reste un tronc commun sans pré-spécialisations entre trois mentions distinctes.

Recommandations

- Permettre la spécialisation des étudiants en créant des parcours différents au sein de la mention,
- Identifier clairement les objectifs de la formation continue afin de les distinguer des objectifs professionnels de la formation initiale,
- Créer par conséquent un parcours distinct pour la formation continue.

MASTER HISTOIRE DU DROIT ET DES INSTITUTIONS

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Histoire du droit et des institutions* de l'Unistra est porté par la faculté de droit et comporte un parcours unique. Issu d'un parcours au sein d'une mention *Droit privé/droit public*, il est devenu une mention autonome en 2018.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation est en adéquation avec la stratégie de l'établissement. Elle s'inscrit dans la continuité de la licence de droit. Par nature pluridisciplinaire, la formation intègre de très nombreux enseignements mutualisés au sein de la faculté de droit, des partenariats avec la faculté des sciences historiques de Strasbourg et l'Institut de droit canonique, et rend accessible à ses étudiants des modules de l'Institut thématique interdisciplinaire (ITI) *Makers*.

La formation est ouverte à l'international et largement tournée vers l'Allemagne avec l'organisation annuelle de séminaires franco-allemand et une collaboration avec l'Université Franco-Allemande (UFA). Le faible nombre de mobilités entrantes ou sortantes est lié à la nature de la discipline.

La formation bénéficie d'un solide adossement à la recherche, sous forme d'enseignements méthodologiques répartis sur les quatre semestres, la réalisation de plusieurs travaux de recherche et la participation des étudiants aux activités de recherche de l'UMR DRES. L'ensemble des EC de la discipline participe à la formation. Les liens avec la recherche sont l'un des points forts de la formation.

La formation intègre de nombreux éléments de professionnalisation. Des stages sont réalisés chaque année. Des partenariats existent avec les AM et AD, le CRHSS et la Cour d'Appel de Colmar (on regrette que ne soit pas détaillé le contenu de ces partenariats). Les étudiants bénéficient aussi des actions mises en place par la faculté et l'université (rencontres, forum). Les données d'insertion professionnelles sont manquantes, eu égard au faible nombre d'étudiants (capacité d'accueil à 10, entre 6 et 14 étudiants inscrits chaque année) et au caractère récent de l'autonomie de la mention. Comme d'autres masters d'histoire du droit, la formation n'accueille aucun stagiaire de formation continue ou en alternance.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation est construite autour d'un programme cohérent, où la progression pédagogique est pensée sur quatre semestres de façon progressive. L'équipe annonce pour cette nouvelle offre une réflexion sur l'approche compétence, pour le moment relativement formelle.

La formation appuie ses pratiques pédagogiques sur les CM et TD. L'hybridation et l'enseignement à distance ont été introduits pendant la pandémie. L'équipe pédagogique s'implique très fortement dans l'accompagnement personnalisé des étudiants et dans les enseignements méthodologiques. Les modules ITI *Makers* proposent aux étudiants l'apprentissage de techniques et pratiques originales, peu courantes dans les masters d'histoire du droit (cartographie, bases de données).

La formation inclut des enseignements de langue et des enseignements en langue étrangère (anglais et allemand). La préparation aux mobilités relève de l'implication de l'équipe pédagogique plus que de la mise en place de dispositifs spécifiques à la formation, les dispositifs existants sont ceux de la faculté sans que le dossier permette d'apprécier la déclinaison de ces dispositifs dans le master.

La formation est ouverte aux publics de formation continue et d'alternance, mais à l'image des autres masters d'histoire du droit, cette possibilité n'est pas pratiquée par les étudiants.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation développe progressivement son attractivité, comme en témoigne l'augmentation du nombre d'étudiants inscrits dans la formation. L'ouverture récente de la mention (et la crise Covid) rendent difficile l'analyse des données, mais la dynamique positive est réelle, traduisant une meilleure visibilité de la formation depuis la création de la mention. Au regard de la capacité d'accueil en M1, le nombre de demandes est cohérent. La poursuite entre M1 et M2 est identifiée par l'équipe pédagogique comme le point faible de l'attractivité.

La formation affiche des taux de réussite très élevés (sur les étudiants présents), témoignant de l'implication de l'équipe pédagogique.

La formation ne dispose pas d'analyse de données d'insertion professionnelle et de suivi des étudiants. La situation n'est pas inusitée dans les masters d'histoire du droit eu égard au faible nombre d'étudiants (et le rapport du conseil de perfectionnement témoigne d'un réel intérêt de l'équipe pédagogique pour cette question), mais une réflexion sur le suivi des étudiants s'impose.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose de moyens suffisants pour lui permettre d'attendre ses objectifs, moyens humains comme soutien et accompagnement.

La formation est attentive à faire évoluer et à améliorer en continu les enseignements proposés. Le peu de données chiffrées sur cette question dans le dossier témoigne d'une relative insuffisance des outils de suivi fournis par l'université. Mais le conseil de perfectionnement est un lieu d'échange important, dont des conséquences effectives sont tirées. Le taux de réponse aux questionnaires est à améliorer. L'autoévaluation témoigne de la dynamique d'amélioration continue de l'équipe pédagogique, et de sa compréhension des difficultés et des moyens d'amélioration.

Conclusion

Points forts

- Une forte interdisciplinarité,
- Une solide formation à et par la recherche,
- Une dynamique positive d'attractivité,
- De très bon taux de réussite.

Points faibles

- Un passage M1-M2 encore fragile,
- Peu d'approche par compétences,
- Un suivi de l'insertion des étudiants à améliorer.

Recommandations

- Mener une réflexion sur la fidélisation des étudiants du M1,
- Mener une réflexion sur l'approche par compétences,
- Améliorer la production et l'analyse des indicateurs de suivi des étudiants.

MASTER MANAGEMENT

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Management*, porté par l'école de management (EM) de Strasbourg, propose un tronc commun en première année (M1 en apprentissage) et permet en deuxième année une spécialisation dans neuf parcours : *Ingénierie d'affaires (Strasbourg et Alger)*; *Contrôle de gestion* ; *Supply chain management* ; *Création d'entreprise-développement-conseil* ; *Gestion des ressources humaines* ; *Marketing et écoute des marchés* ; *Marketing et gestion d'évènements* ; *E-marketing et stratégie digitale* et *European management studies (EMS)*. Ce dernier est un parcours européen dont les étudiants réalisent leur première année de master à l'université de Reutlingen en Allemagne.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation s'intègre dans l'ambition de l'établissement de proposer une offre de formation diversifiée et de qualité. La mention a en effet pour objectif de proposer une formation de haut niveau à de futurs managers. Cependant, la question des recoupements de domaines avec d'autres formations (par exemple avec le master CCA dans le domaine comptabilité-contrôle) se pose.

L'organisation pédagogique historiquement classique du master est aujourd'hui originale puisque la plupart des IAE proposent désormais des parcours de master spécialisés sur un thème ou une fonction dès la première année du master. Cette organisation est toutefois pertinente dans la mesure où elle permet de maintenir une approche transversale des problématiques de gestion et de conserver à la mention le caractère d'une formation de deuxième cycle universitaire.

Certains dispositifs spécifiques sont remarquables, mais les échanges internationaux sont, en dehors de ces dispositifs, limités. L'ouverture internationale de la formation est principalement réalisée au travers du parcours EMS et de l'implantation en Algérie (parcours *Ingénierie d'affaires*). 68 étudiants étaient inscrits en 2020-21 dans les parcours internationaux.

En dehors de ces dispositifs, qui sont indiscutablement des points forts, il y a relativement peu d'échanges d'étudiants et d'enseignants avec des universités étrangères. Les mobilités sortantes étaient au nombre de 14 en 2020-21, tandis que 10 mobilités entrantes étaient comptabilisées durant cette même année. Du fait de la présence de ces parcours internationaux, le nombre d'heures enseignées en langue étrangère est très important (684 heures).

Même si le master vise principalement une insertion professionnelle immédiate, la formation bénéficie d'un indéniable adossement à la recherche. La mention *Management* est adossée aux deux laboratoires de l'EM de Strasbourg : *Humans and Management in Society - UR 7308 (HuManiS)*, qui regroupe 58 enseignants-chercheurs issus de différentes disciplines (RH, stratégie, marketing, systèmes d'information, *supply chain*, contrôle de gestion, audit, management public hospitalier) et le Laboratoire de Recherche en Gestion et Économie - EA 2364 (LaRGE), spécialisé en finance (27 enseignants-chercheurs).

Bien qu'il ne s'agisse pas de l'objet premier du master, il convient de souligner que régulièrement, des étudiants ayant validé le parcours poursuivent leurs études dans le cadre d'un doctorat en sciences de gestion et du management.

64 enseignants et enseignants-chercheurs permanents interviennent dans la formation et 118 non permanents. Un seul enseignant invité est intervenu ces trois dernières années. Un volume important (535 heures, plus de la moitié) est assuré par des enseignants-chercheurs et des chercheurs et les étudiants de tous les parcours bénéficient d'un volume d'enseignement par la recherche qui s'accompagne de la réalisation d'un mémoire. Ce volume est toutefois limité à quelques heures. Deux sont consacrées à la recherche documentaire et 15 heures à la formation à et par la recherche.

Dans tous les parcours de M2, les étudiants bénéficient d'une préparation à l'insertion professionnelle et à l'entrepreneuriat. Cela prend par exemple la forme de la préparation de business plan, de la formation à la gestion de projet ou encore celle d'enseignements en entrepreneuriat.

Par ailleurs, un cours de "technique de recherche d'emploi" figure au programme. Les besoins socio-économiques du territoire sont exposés par les partenariats socio-économiques lors de forums (Alsacetech,

Forum Cap Career, etc.) réalisés annuellement ainsi que lors des conseils de perfectionnement réunissant les partenaires et les *alumni* qui expriment l'évolution des besoins du « terrain ». En outre, 24 semaines de stages sont obligatoires sur l'ensemble du cursus.

2. L'organisation pédagogique de la formation

Des pratiques pédagogiques diverses sont mises en œuvre et font appel aux méthodes et outils considérés comme pertinents pour enseigner la gestion et le management contemporain. C'est le cas par exemple des études de cas, des jeux d'entreprise et simulation, des projets et business plans, etc.

Les pratiques pédagogiques sont pertinentes et adaptées aux différents publics accueillis. La formation a ainsi obtenu le label "diversité" pour les dispositifs mis en place pour autoriser un accès aux personnes en situation de handicap ou les sportifs ou artistes de haut niveau.

La formation permet aux étudiants d'acquérir les compétences linguistiques permettant une carrière à l'international. Un volume important d'heure est dispensé en langue étrangère (684 au total entre les cours en anglais et ceux en allemand). Cela est principalement dû au parcours *EMS* qui en regroupe les deux tiers (principalement en allemand). Un peu plus de 200 heures de cours en anglais sont dispensées entre le M1 et les différents parcours de M2.

La formation continue et l'alternance sont particulièrement développées dans la formation. La formation est ouverte à la formation continue (en moyenne 55 personnes) et à l'alternance (entre 250 et 230 personnes en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation).

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

Le parcours s'appuie pour développer son attractivité sur les dispositifs de communication mis en place par l'EM Strasbourg. Le nombre de candidats en M1, après une baisse liée à la crise covid, est en hausse et est en 2020-21 supérieur à ce qu'il était en 2018-19. Le nombre de candidats était de 523 en 2018, 427 en 2019 et 602 en 2020. Le parcours *Gestion des ressources humaines* ainsi que les différents parcours en marketing sont particulièrement attractifs. Cependant, certains parcours bénéficient d'un nombre de candidats plus limité. C'est le cas par exemple des parcours *Création d'entreprise-développement-conseil*, *Ingénierie d'affaires* ou du parcours *Contrôle de gestion* qui est confronté à la concurrence d'un master CCA au sein de l'EM. La formation tient à jour des statistiques précises du nombre de candidatures afin d'améliorer son attractivité. En outre, il convient de noter un net déséquilibre entre le nombre d'inscrits entre le M1 (84 inscrits en 2020-2021) et en M2 (225 inscrits en 2020-21), ce qui laisse penser que le M1 commun de la mention n'est pas la voie principale d'accès à la seconde année du master.

Les taux de réussite sont régulièrement remarquables dans tous les parcours.

Sur la période d'évaluation, les taux de réussite de la mention n'ont jamais été inférieurs à 96,44 %, aussi bien en M1 qu'en M2.

L'insertion professionnelle des diplômés est conforme aux attentes, mais les taux de réponse aux enquêtes sont relativement faibles. Les enquêtes d'insertion professionnelle sont réalisées 6 ou 12 mois après la diplomation par l'EM, notamment à l'occasion de la cérémonie de remise des diplômes. L'enquête des diplômés 2020, réalisée, en 2021 montre un taux d'insertion tout à fait correct. Il faut noter toutefois le faible taux de réponse à cette enquête. Le taux d'insertion de la promotion 2018 est à 18 mois de 85 %, ce qui est correct, toutefois le taux d'adéquation niveau de formation/ emploi n'est à

18 mois que de 64 %. Une analyse de cette insertion est présentée lors des conseils de perfectionnement. Ainsi lors du conseil du 17 mars 2021, le constat est fait que plus de la moitié des diplômés ont signé un contrat de travail avant leur diplomation avec un taux de CDI supérieur aux deux tiers. De même, assez logiquement, est noté un faible taux de poursuite d'études.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

Les moyens humains et matériels sont adaptés aux caractéristiques de la formation. Avec 64 enseignants permanents et 118 enseignants temporaires, la formation dispose des moyens lui permettant d'assurer les 815 heures étudiant du cycle. En outre, les enseignants de la mention peuvent bénéficier des formations et de l'accompagnement assurés par l'institut de développement et d'innovations pédagogiques, ainsi que du comité pédagogique des masters mis en place au sein de l'EM.

Les démarches d'évaluation et d'amélioration continue sont développées et efficaces. L'EM, de manière générale, est soumise à une évaluation régulière de ses processus et de ses formations par des organismes comme Qualicert, l'*European foundation for management development (EFMD)*, le *Program accreditation system (EPAS)*, l'*Association to advance collegiate schools of business (AACSB)*, et le label Diversité. De manière particulière au niveau du master *Management*, un conseil de perfectionnement, composé d'enseignants, d'administratifs, de professionnels, et d'étudiants, se réunit au moins une fois par an. Les spécialités en apprentissage bénéficient de plus d'un tel conseil mis en œuvre par le CFA universitaire Alsace. Au niveau M2, le responsable de chaque parcours organise un comité pédagogique qui se réunit quatre à six fois par an et veille à la transposition des directives de l'EM dans la formation. Il contribue à la cohérence des actions et à l'évaluation des formations. Des réunions "métiers" organisées par les référents de disciplines rassemblent enseignants et professionnels pour s'assurer dans le temps d'une adéquation entre les contenus des formations et les exigences pratiques du terrain. Enfin, les différents parcours font l'objet d'une évaluation en ligne par les étudiants. Une synthèse est réalisée à destination de chaque intervenant. Le nombre d'étudiants qui répond à ces enquêtes est relativement important bien qu'il soit en baisse régulière (de 271 en 2018-19 à 223 en 2020-21).

Conclusion

Points forts

- L'ouverture internationale au travers du parcours *EMS* et de l'implantation en Algérie (parcours *Ingénierie d'affaires*),
- La diversité de l'offre de parcours en M2,
- Les démarches d'évaluation,
- Les taux de réussite élevés.

Points faibles

- La faiblesse des mobilités internationales en dehors des parcours et dispositifs dédiés,
- La concurrence entre le parcours *Contrôle de gestion* et le master *CCA* de l'EM.

Recommandations

- Développer les mobilités internationales pour les étudiants en dehors du parcours *EMS* et permettre aux étudiants des autres parcours de réaliser une partie de leur master à l'étranger,
- Réduire les risques d'une concurrence entre le parcours *Contrôle de gestion* et le master *CCA* de l'EM.

MASTER MANAGEMENT DE L'INNOVATION

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

La mention de master *Management de l'innovation* portée par la faculté des sciences économiques et de gestion (FSEG) propose quatre parcours. Un seul de ces parcours, *Management international de l'innovation* (M2I), est organisé sur les deux années de master. Organisé dans le cadre d'une collaboration avec l'université de Fribourg, il permet une double diplomation française et allemande. Les trois autres parcours sont proposés exclusivement en M2 : *Ingénierie de projets innovants (IPI)* destiné à doter les docteurs de compétences managériales et d'aptitudes complémentaires requises par les entreprises et les organismes d'innovation ; *Management et ingénierie de la créativité (MIC)* ; *Stratégie de la propriété intellectuelle et innovation (SPII)*, exclusivement en formation continue et prépare, dans le cadre d'une évolution de carrière, à des responsabilités de management de la propriété intellectuelle en entreprise ou dans la recherche publique.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation, par son ouverture internationale, est en parfaite cohérence avec les priorités définies tant par l'université que par la composante. Ce master contribue directement à ancrer la faculté des sciences économiques et de gestion (FSEG) à la fois dans son positionnement international et dans son territoire, la coopération franco-allemande ayant un sens fort dans le site universitaire.

L'ouverture internationale de la mention est forte notamment à travers le parcours M2I et le partenariat avec l'université de Fribourg. Le parcours M2I, qui résulte d'un partenariat avec l'université de Fribourg permet aux étudiants d'obtenir un double diplôme français et allemand. Le M1 se déroule en Allemagne, tandis que le M2 est partagé entre le premier semestre à l'Unistra et le second en entreprise. En outre les autres parcours recrutent des étudiants internationaux.

L'adossement à la recherche est conséquent dans la mention. La plupart des parcours, à l'exception du parcours IPI qui accueille des étudiants titulaires d'un doctorat, proposent des modules d'initiation à la recherche (81 heures au total, dont 30 heures dans le parcours MIC ou 33 heures dans le parcours M2I) et la rédaction d'un mémoire auxquels s'ajoutent sept heures consacrées à la recherche documentaire.

En outre, 430 heures au total sont assurées par des enseignants-chercheurs, contre 328 par des professionnels du domaine. Toutefois, le nombre d'enseignants-chercheurs intervenants annoncé est très élevé (58), ce qui laisse penser que leurs interventions sont courtes et ponctuelles.

Enfin, 81 heures sont consacrées à la formation à et par la recherche.

Les liens entre la formation et le monde socio-économique sont cohérents avec l'objectif professionnalisant. Plusieurs parcours, MIC et SPII notamment, sont ouverts à la formation continue, le parcours SPII l'étant exclusivement. Ces parcours ont été construits afin d'accueillir des profils de personnes dont les compétences principales relèvent d'autres champs que ceux du management. L'ensemble des parcours met en œuvre des dispositifs de professionnalisation.

Au total les étudiants doivent réaliser 20 semaines de stage sur l'ensemble du cycle. En outre la formation prend en compte les besoins socio-économiques, notamment en associant des acteurs locaux.

Par ailleurs, 47 professionnels interviennent dans la mention pour un total de 328 heures.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La nature des dispositifs pédagogiques mobilisés est différente d'un parcours à l'autre. Appréhendé comme un ensemble, ce master offre de multiples possibilités de parcours et est, de fait, ouvert à des profils très variés : étudiants en formation initiale, en reprise d'études, profils d'ingénieurs souhaitant développer une double compétence ou préparer une évolution de poste impliquant des responsabilités managériales, chercheurs, etc. Le master offre des possibilités en formation initiale, continue et professionnelle.

Il convient toutefois de noter que d'un parcours à l'autre les publics visés et les dispositifs pédagogiques sont très différents (par exemple entre *M2I* et *IPI*). Les liens entre les différents parcours et les possibilités d'enrichissement mutuel entre les différents groupes n'apparaissent pas clairement.

Il convient également de souligner la variété et la pertinence des dispositifs pédagogiques. De toute évidence, l'équipe pédagogique est active en termes d'innovations pédagogiques et sait proposer aux étudiants des dispositifs adaptés, ce qui est cohérent d'ailleurs avec la thématique du master. Il est notable que cela s'accompagne de dispositifs de suivi, d'évaluation et de gestion de la qualité, développés et pertinents, ce qui est indispensable au pilotage de l'innovation.

L'organisation du master, notamment du parcours *M2I*, l'orienté de fait vers l'international. Cela est moins clair pour les autres parcours. En 2020-21, 12 étudiants ont bénéficié d'une mobilité entrante et 13 d'une mobilité sortante (les chiffres des années précédentes sont similaires ou très proches). 52 heures de la discipline sont enseignées en anglais.

Les multiples possibilités de parcours permettent l'inclusion de profils très variés. C'est le cas des étudiants en formation initiale, en reprise d'études, profils d'ingénieurs souhaitant développer une double-compétence ou préparer une évolution de poste impliquant des responsabilités managériales, chercheurs, etc. Ces possibilités combinent la formation initiale, la formation continue et la formation professionnelle. Le nombre de stagiaires en formation continue est en forte augmentation. Il était de 20 en 2018, 30 en 2019 et est de 37 en 2020 dont, cette dernière année, 14 dans l'offre spécifique dédiée à la formation continue.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

L'attractivité de la formation est très variable selon les parcours et les années. Comme cela a été le cas pour de nombreux programmes de formation, la mention a eu une baisse du nombre de candidatures en 2019-20, mais ce nombre est à présent en augmentation sans toutefois retrouver son niveau d'avant la crise sanitaire. En 2018-19 le nombre de candidats était de 246, il était de 123 en 2019-20 et de 150 en 2020-21.

L'attractivité de la formation interroge toutefois sur deux points importants : le *M1* n'a que 12 étudiants, soit moins de 25 % du nombre d'étudiants en master et un parcours semblent moins attractifs que *M2I* (12 étudiants) et *SPII* (23 étudiants) (entre un et quatre étudiants inscrits dans le parcours *MIC*), le parcours *SPII valorisation et transfert de technologie FC* n'a pas été ouvert de 2018 à 2021. Même si cela est justifié par ses caractéristiques propres et ne remet pas en question sa pertinence, une telle situation doit être corrigée.

Les taux de réussite connus sont très élevés, mais n'apparaissent pas analysés. Le taux de réussite est sur les trois années de 100 % en *M1* (réussite des 12 étudiants inscrits) et de 100 % pour les parcours de *M2 IPI*, *M2I* et *MIC*. Toutefois, les données pour le parcours *SPII* sont absentes, alors même que ce parcours représente 40 % des effectifs de *M2*. Par ailleurs, la formation ne semble pas analyser ces données.

Les taux d'insertions sont satisfaisants. L'enquête d'insertion (sur les diplômés 2018) montre des résultats satisfaisants notamment à 30 mois. Les taux d'insertion à 18 mois sont un peu en dessous tout en restant tout à fait corrects en termes d'emploi, mais aussi d'adéquation entre l'emploi et le niveau de qualification. 91 % des étudiants diplômés sont en emploi à 18 mois et 100 % à 30 mois. Cela confirme la pertinence du master et son adéquation aux demandes et besoins de l'environnement socioéconomique. Toutefois 65 % seulement ont un emploi stable et en adéquation avec leur niveau de formation à 18 mois (contre 96 % et 83 % à 30 mois). Le taux de réponse aux enquêtes d'insertion est bon (80 % en 2020-21).

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose des moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Le nombre d'enseignants-chercheurs intervenant dans la formation est important et représente environ 60 % du total des intervenants. Toutefois, en raison d'indications chiffrées erronées sur le nombre d'heures étudiant total, il n'est pas possible de calculer précisément la proportion d'heures assurées par ces enseignants-chercheurs.

Le processus d'évaluation interne proposé par la formation devrait être amélioré. Le conseil de perfectionnement de la mention semble se réunir régulièrement. Toutefois il regroupe peu de personnes (a priori trois membres présents, par exemple, lors de la réunion de 2021). Cependant, les parcours semblent avoir leur propre conseil de perfectionnement. En outre, suivant les parcours, les dispositifs d'évaluation sont

différenciés ce qui est pertinent compte tenu des différences d'organisation et de publics d'un parcours à l'autre. Le M1 du parcours M2I a un dispositif particulier lié au partenariat avec l'université allemande partenaire.

Conclusion

Points forts

- La co-diplomation franco-allemande,
- Le dynamisme de l'équipe en termes d'innovations pédagogiques,
- La complémentarité des parcours qui permet de viser des publics variés, mais avec une offre de formation qui reste pertinente et adaptée,
- La large ouverture à la formation continue.

Points faibles

- L'attractivité du M1 et des parcours *MIC* et *SPII* en M2,
- Les liens entre les différents parcours,
- Le peu d'interventions de professeurs-chercheurs ou doctorants dans le parcours M2I .

Recommandations

- Suivre de plus près l'attractivité du M1 et des parcours *MIC* et *SPII* de M2,
- Développer les liens entre les parcours et les interactions entre les groupes,
- Proposer l'intervention des docteurs et doctorants au sein du parcours M2I.

MASTER MANAGEMENT ET ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Management et administration des Entreprises (MAE)*, porté par l'école de management (EM) de Strasbourg, permet l'acquisition d'une double compétence avec une formation généraliste en gestion, complémentaire à une formation de base dans un autre champ disciplinaire ou à une expérience professionnelle.

La mention propose en M1 un tronc commun destiné à des titulaires d'une licence hors du champ de la gestion et organisé en deux parcours : *Entrepreneuriat* et *Management du tourisme*. En M2, six parcours sont offerts. Quatre de ces parcours ne sont proposés qu'en M2 : *Management et administration des entreprises cycle étudiant* (pour des étudiants ayant validé une première année de master ou titulaire d'un master en dehors de la gestion) ; *Management et administration des entreprises cycle cadre* (exclusivement en formation continue, pour un public en reprise d'études) ; *Management et administration des entreprises Ingénieur Manager Alsacetch* (pour des étudiants déjà titulaires d'un diplôme d'ingénieur dans une des écoles du réseau Alsacetch) et *Management des organisations de santé et médico-sociales (MOS)*, en formation continue pour des cadres de santé ou de structures médico-sociales en reprises d'études. Les deux derniers, *Management du Tourisme (MT)* et *Entrepreneuriat (ME)* sont la poursuite en M2 des deux parcours de M1, mais sont également accessibles à des étudiants ayant validé une première année de master ou titulaire d'un master d'une autre mention.

1. La politique et la caractérisation de la formation

Le master est pleinement en adéquation avec la stratégie de formation de l'établissement. Le master MAE est la principale formation universitaire pour développer une double compétence "management et autre domaine". Elle est tout à fait cohérente avec le positionnement de l'Unistra qui affirme proposer une offre de formation diversifiée, pluridisciplinaire et de haut niveau.

La formation bénéficie de l'appartenance au réseau national des instituts d'administration des entreprises (IAE) dont cette formation est le programme fondateur.

Cette mention complète l'offre globale de formations plus spécialisées et permet également aux étudiants du programme "Grande École" d'intégrer la seconde année du parcours *Management du tourisme* en double diplôme. Plusieurs partenaires et réseaux soutiennent ce programme, notamment des entreprises, dont celles adhérentes au réseau de l'association EM Business Club), le pôle étudiants entrepreneurs en Alsace (ETENA), le réseau des hôteliers, le comité régional du tourisme d'Alsace, l'Agence régionale de santé (ARS). Des chaires sont financées et diverses actions sont soutenues par ces acteurs.

La formation est ouverte à l'international, même si les mobilités sont inexistantes. Une convention de partenariat a été signée en 2019 avec l'Université Internationale Abulcasis des sciences de la santé (IASS) à Rabat au Maroc pour proposer un double diplôme (parcours *Management des organisations de santé et médico-sociales*). Cette convention a été reconduite en 2021-22 et, en dehors de la période Covid, a concerné 23 étudiants. Ce partenariat s'inscrit dans une collaboration plus globale entre l'Unistra et l'IASS dans le domaine des sciences de la santé. Par ailleurs, le parcours *Management du tourisme* intègre en double diplôme les étudiants du programme "Grande École", et est ouvert aux étudiants internationaux.

Au regard de la finalité spécifique de la formation (plus de 80 % des inscrits ne suivent que la seconde année du master), les mobilités entrantes et sortantes sont inexistantes.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche conséquent. Les étudiants sont initiés à une démarche méthodologique de recherche à l'occasion de la réalisation de leur mémoire. Un cours de méthodologie de 15 heures est ainsi prévu dans chaque parcours de la mention.

Les étudiants sont par ailleurs conviés à des workshops de recherche ou grand public des chaires d'entreprises de l'EM et à des séminaires d'axes des deux laboratoires de recherche.

Enfin, une formation à la recherche documentaire de deux heures est par ailleurs assurée par le personnel de la bibliothèque en début d'année avec une présentation et une initiation à l'utilisation des bases de données. 58 % des enseignements sont assurés par des enseignants-chercheurs, dont la plupart sont membres des deux laboratoires de l'EM auxquels est adossée la mention *Humans and Management in Society (HuManiS)* UR 7308, qui regroupe 58 enseignants-chercheurs issus de différentes disciplines (RH, stratégie, marketing, systèmes d'information, supply chain, contrôle de gestion, audit, management public hospitalier) et le Laboratoire de recherche en gestion et économie (LaRGE), UR 2364, spécialisé en finance (27 enseignants-chercheurs), ces deux laboratoires de l'EM comprenant 38 doctorants.

Les contenus pédagogiques des cours sont enrichis par leurs travaux scientifiques et contribuent à une sensibilisation accrue des étudiants aux démarches de recherche et à l'appréhension du processus de construction des savoirs. Ces enseignants-chercheurs sont associés au développement et à l'amélioration des formations pour répondre aux évolutions académiques nécessaires.

Les relations avec le monde socio-économique sont denses et permettent de développer la professionnalisation. Si les parcours *MAE cycle étudiant* et *Ingénieur Manager AlsaceTech* sont seulement proposés en formation initiale (FI), le parcours *MAE cycle cadre* et le parcours *MOS* sont ouverts spécifiquement en formation continue (FC), le parcours *Management du tourisme* peut être suivi en apprentissage ou en FC et le parcours *Entrepreneuriat* est accessible aussi bien en FC qu'en FI. Les étudiants suivent un cours de techniques de recherche d'emploi, intégrant l'utilisation des outils numériques actuels, pour faciliter leur insertion professionnelle. Par ailleurs, ils ont un accès libre à la Ruche à Projets, incubateur de l'EM.

Le semestre 2 du M1 de la mention MAE est consacré à l'entrepreneuriat ainsi que la totalité du parcours *Entrepreneuriat* en M2. Des visites d'entreprises sont intégrées dans certains parcours. L'EM propose aussi annuellement un forum emploi.

2. L'organisation pédagogique de la formation

Les méthodes sont adaptées aux compétences visées. La mention MAE permet d'acquérir une double compétence en management en complément d'une formation initiale dans une autre discipline. Les compétences sont définies au travers d'une démarche institutionnelle (RNCP) et sont valorisées dans le cadre des missions en entreprises réalisées par les étudiants.

Dans le parcours *Entrepreneuriat*, la participation des étudiants à des concours de création d'entreprises est valorisée dans la grille d'évaluation d'une UE de leur programme.

La formation bénéficie d'une démarche structurée d'innovation pédagogique. Un pôle innovation pédagogique au sein du service accréditations et pilotage stratégique accompagne la politique définie. Les enseignants permanents et praticiens sont conviés à différentes séances de formations et de rencontres pédagogiques.

L'innovation pédagogique pratiquée intègre des modalités telles que la pédagogie inversée, l'utilisation de plateformes dédiées à la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), aux langues. Les enseignements à distance, également hybrides (en comodal) ont été récemment développés.

Les espaces d'enseignement incluent les salles de cours classiques (amphithéâtres, salles de travaux dirigés), les salles spécialisées (informatiques ou de langues, de travaux pratiques) ainsi que les salles de pédagogie active, avec équipement numérique, visant à développer le travail en groupe et en mode projet (salles connectées, modulables). Les étudiants ont par ailleurs accès à des espaces de travail de groupe au sein de la bibliothèque sur site.

Les contenus et les dispositifs de la formation sont bien adaptés pour permettre son ouverture à l'international. Chaque parcours propose un cours de 20 heures minimum d'enseignement d'anglais. Les étudiants ont accès au *Language learning center* de l'EM (TOEIC et TOEFL et WidaF sont possibles) ainsi qu'à la plateforme d'*e-learningGoFluent*.

Des cours disciplinaires sont assurés en anglais dans tous les parcours. Les étudiants sont aussi sensibilisés à la dimension européenne via le module *CLUE (Crosscultural skills, Language excellence, Uncommon activities, European leadership)*. L'EM dispose d'une plateforme (*Jobteaser*) proposant des offres de stages à l'étranger. La bourse *Escale* aide les étudiants à la mobilité internationale (projet d'études/professionnel) sur critères sociaux. Les fonds de cette bourse sont alimentés par des entreprises via la fondation de l'Unistra, mais aussi via l'association des *alumni*.

D'autres bourses pour la mobilité internationale sont disponibles telles que les bourses d'aide à la mobilité internationale (AMI), via le CROUS, ou les bourses Erasmus.

Les parcours et calendriers sont construits pour s'adapter aux différents publics. Les calendriers sont adaptés aux publics cibles, soit à temps plein, en alternance ou en dehors du temps de travail. Les apprentis peuvent s'appuyer sur le service stages et alternances pour la recherche d'un contrat ou d'une convention de stage. Un accompagnement individualisé est proposé en FC par le service *Cap Career*.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation bénéficie d'une attractivité forte qu'elle suit et analyse. Le nombre de candidats est en forte hausse. Il est de 386 en 2020 contre 291 en 2019. Si le nombre d'inscrits dans les parcours proposés en M1 (20 inscrits) reste proportionnellement assez faible, le nombre d'inscrits en M2 (134) est suffisant pour permettre à l'ensemble des parcours de disposer d'un effectif suffisant (entre 16 et 35) au regard de la finalité de la mention.

Différents moyens de communication sont mobilisés pour diffuser l'information auprès des candidats potentiels : une page dédiée sur le site, une plaquette, la participation de l'équipe pédagogique à divers salons (régionaux et nationaux, Journées des universités et des formations postbac), à la journée portes ouvertes de l'université et l'organisation d'une soirée spéciale « reprise d'études » en distanciel. Un contact référent est identifié sur tous les supports de communication pour orienter les candidats sur la formation et ses débouchés. Des statistiques sont tenues à jour afin d'étudier l'évolution des candidatures et analyser leurs provenances.

Les taux de réussite sont élevés et suivis par la formation. Les taux de réussite sont compris selon les années entre 85 % et 84 % en M1 et entre 90 % et 96 % en M2. Ces taux de réussite sont suivis pour repérer les difficultés des étudiants et mettre en place des actions correctives. Divers outils existent : fiche de suivi individuelle, cellule d'écoute, tutorat. Deux services s'occupent plus particulièrement de l'accompagnement professionnel : *Cap Career* et stages et alternance. Enfin, le service des bourses et de l'action sociale accompagne les étudiants ayant des difficultés personnelles et financières et des aménagements de cursus peuvent ainsi être proposés.

L'insertion professionnelle qui est satisfaisante est régulièrement suivie est analysée par la formation. L'insertion professionnelle et la poursuite d'études des diplômés au regard du marché de l'emploi font l'objet d'enquêtes par l'Observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (ORESIPÉ) pour mesurer l'adéquation de l'offre de formation aux besoins du marché. Les critères retenus sont : adéquation emploi niveau de qualification, revenu net mensuel médian, type de contrat, secteur d'activité, emplois occupés et modalité d'obtention de l'emploi. L'EM réalise aussi une enquête annuelle de suivi de l'insertion professionnelle auprès des diplômés. Le taux d'insertion à 18 mois est, pour la mention, de 91 % et le taux d'adéquation emploi/formation est de 84 %. De même, pour les parcours *Entrepreneuriat* et *Tourisme*, le taux d'insertion professionnelle à 18 mois est compris entre 83 % et 86 %.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

Des moyens adaptés sont mis à disposition de la formation pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. La formation dispose de 51 enseignants permanents auxquels viennent s'ajouter 65 enseignants temporaires ainsi que quatre professeurs invités (année 2020-21). La formation dispose à ce titre d'un corps enseignant adapté au volume horaire total de la formation (1030 heures équivalent TD).

Par ailleurs, l'Institut de développement et de l'innovation pédagogique, forme et accompagne les enseignants dans leur démarche pédagogique, et assure l'essaimage des bonnes pratiques.

Par ailleurs, un pôle innovation pédagogique organise des formations et des rencontres pédagogiques régulièrement. Le comité pédagogique des masters de l'EM permet aux responsables de parcours de partager leurs expériences et faire un retour des bonnes pratiques à l'occasion des réunions pédagogiques de chaque parcours.

Un processus d'évaluation cohérent est mis en place par la formation. Un questionnaire en ligne est soumis aux étudiants. Il permet au responsable de formation d'extraire une synthèse quantitative et qualitative pour chaque enseignement, portant sur six dimensions pédagogiques (adéquation entre les plans de cours annoncés et réalisés, apport de connaissances/compétences, pertinence de l'objectif pédagogique, qualité du matériel pédagogique, qualités pédagogiques, disponibilité).

Ces évaluations, confidentielles, servent à l'amélioration continue des enseignements. Les conseils de perfectionnement annuels associent l'ensemble des parties prenantes (diplômés, entreprises, étudiants, responsables pédagogiques, représentants de la bibliothèque, de l'Unistra).

Les indicateurs sont analysés et donnent lieu à des actions d'amélioration, notamment en termes d'innovations pédagogiques, en cohérence avec la fiche RNCP de la formation. Des audits internes et des plans de contrôles internes sont aussi déployés.

Concernant les *Learning goals* et *Learning objectives*, un comité Assurance of learning assure l'implémentation des améliorations pédagogiques à déployer.

Conclusion

Points forts

- Le partenariat international,
- La mixité des publics et l'adaptation des parcours à leurs spécificités,
- La forte dynamique d'innovations pédagogiques,
- La qualité du suivi des résultats en matière de réussite et d'insertion professionnelle.

Point faible

- Le faible nombre d'inscrits en M1.

Recommandation

- Développer l'attractivité du M1.

MASTER MANAGEMENT ET COMMERCE INTERNATIONAL

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

La mention de master *Management et commerce international (MCI)*, portée par la faculté des sciences économiques et de gestion (FSEG), comprend un seul parcours dénommé *Management des projets internationaux*. Le master entend former les étudiants aux métiers du management des projets dans un contexte international dans une finalité d'insertion professionnelle immédiate. Il affiche une double spécificité : une expertise en management de projet et des connaissances solides sur le volet international, tant en compétences linguistiques, qu'en *soft skills* ou *hard skills*. Les diplômés sont censés être capables de gérer des projets complexes dans un contexte international, ce qui suppose de bien connaître l'ensemble des fonctions de l'entreprise, de maîtriser les méthodes et outils spécifiques du management de projet (PMI, Prince2 et SCRUM) et de se comporter de manière pertinente dans des situations multiculturelles.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation s'inscrit pleinement dans les axes stratégiques de l'établissement en matière de formation. Elle met en œuvre la stratégie de l'établissement en matière de formation, notamment l'excellence et l'internationalisation des formations ou, encore, la prise en compte des enjeux de développement durable et de responsabilité sociétale. En outre, elle s'inscrit dans la continuité des mentions de licence de la FSEG et en complément des autres mentions de master de la FSEG. Elle présente, par ailleurs, une spécificité en raison de l'accent mis sur le management de projets. Même si les étudiants semblent s'interroger sur les apports de celle-ci, la formation met en avant sa pluridisciplinarité en offrant des enseignements de droit, de sociologie des organisations, d'économie financière ou d'anthropologie.

La formation présente une forte dimension internationale, même sans offre internationale spécifique. Outre un nombre important d'enseignements en anglais (plus de 40 %) ou portant sur des thématiques internationales (développement international, financements internationaux, fiscalité internationale, etc.), l'équipe pédagogique est en partie internationale, comprenant des professeurs internationaux (de l'université St Thomas et de HEC Montréal) ainsi que des professionnels ayant travaillé principalement à l'étranger. Par ailleurs, la formation bénéficie d'une certification internationale, le *Certified Associate in Project Management (CAPM)* dont le programme est géré par le *Project Management Institute (PMI)*, qui constitue une référence mondiale.

Cette internationalisation est confortée, d'une part, par l'encouragement des mobilités ERASMUS (15 étudiants ont bénéficié en 2020-21 d'une mobilité sortante contre 13 en 2019 et 9 en 2018) et, d'autre part, par l'obligation de réaliser l'un des deux stages de six mois prévus dans le cursus à l'étranger.

Malgré sa finalité d'insertion professionnelle immédiate, la mention ne néglige pas la formation à et par la recherche. Il existe un cours spécialement dédié à la recherche bibliographique et à l'éthique du chercheur ainsi que 15 heures de méthodologie de la recherche. À cela s'ajoutent cinq heures consacrées aux méthodes de recherche documentaire. Les étudiants réalisent un mémoire de recherche en M1 et M2 dont l'objet est notamment une réflexion scientifique problématisée et argumentée.

19 enseignants-chercheurs interviennent dans la formation (130 heures en M2 et 193 en M1) qui sont principalement rattachés au laboratoire Bureau d'économie théorique et appliquée (BETA), UMR 7522, ou associés à des laboratoires étrangers (HEC Montréal ou université de St Thomas, Minnesota).

Tout en ne proposant ni formation continue ni alternance, la formation entretient des relations avec le monde socio-économique et intègre des éléments de professionnalisation. La formation ne dispose d'aucun parcours spécifique à la formation continue (ni aucune inscription de stagiaires) ou ouvert à l'alternance. Si l'internationalisation de la formation est avancée par la formation pour expliquer cette situation, cette explication n'apparaît pas insurmontable.

En revanche, la formation a su développer des liens forts avec le monde socio-économique. La prise en compte directe des besoins des entreprises en management de projet est permise par la présence et les multiples interactions avec les chefs de projets : le co-responsable du master est consultant en management de projet

et 29 professionnels (dont plus de 10 intervenants par an travaillant dans le management de projet) interviennent dans la formation pour un total de 373 heures.

La formation fait en outre état de discussions multiples avec les entreprises du tissu local (réseau RESILIEN, discussions pour un partenariat officiel avec la Société Générale comme avec LIEBHERR). Enfin, au total, 32 semaines de stage obligatoire sont réalisées par les étudiants.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation ne développe pas précisément les méthodes pédagogiques mises en œuvre, même si la maquette de la formation est déclinée en cohérence avec la fiche RNCP de la mention. Outre la mise à disposition d'une maquette de la formation en cohérence avec la fiche RNCP, la formation explicite brièvement les objectifs poursuivis par la formation, les compétences ou capacités évaluées et la démarche retenue ("authentiquement professionnalisante").

Le master s'organise autour de trois éléments : un socle de connaissances générales en M1 en économie et en gestion, avec une partie de ces cours mutualisés avec d'autres masters de la FSEG ; une expertise en management de projet et sur l'aspect international par des enseignants-chercheurs et des intervenants professionnels multiples au deuxième semestre de M1 et au M2 ; deux stages d'une durée de six mois chacun, l'un en M1 et l'autre en M2.

La formation propose des pratiques pédagogiques diversifiées. La diversité des intervenants est présentée comme amenant de multiples pédagogies, plus ou moins pratiques et plus ou moins axées sur des classes inversées. Les conseils de perfectionnement ont permis des retours successifs sur les enseignements, et ont facilité les échanges entre intervenants.

La pédagogie mobilise des dispositifs tels que des études de cas concrets et/ou en salle informatique avec les logiciels professionnels.

Les contenus et les dispositifs de la formation ont été particulièrement adaptés pour permettre son ouverture à l'international. Le deuxième stage (M2) est obligatoirement à l'étranger et en management projet et/ou sur un aspect international.

40 % des cours du parcours sont en anglais, sans compter les heures de cours d'anglais et de LV2 (380 heures d'enseignements disciplinaires en langue étrangère et 25 heures de langue étrangère). Les étudiants doivent présenter à la fin du M2 une certification niveau C1 en anglais, une certification niveau B2 dans une LV2 et une certification niveau C1 en français (dans le cas d'élèves non francophones).

Aucune adaptation n'est prévue pour les publics de la formation continue et en alternance. Alors que la formation considère avoir atteint un niveau de 5/5 pour son adaptation au public spécifique de formation continue ou en alternance, aucune information ne permet de l'établir. Au demeurant l'absence de tout inscrit en formation continue ou en alternance ne préjuge pas d'une quelconque opposition à l'accueil du public de la formation continue, mais démontre que l'accès de ces publics spécifiques à la formation n'est pas réellement facilité.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation est attentive à son attractivité qu'elle prend soin d'entretenir. L'équipe pédagogique participe à de multiples présentations du master MCI au sein de la FSEG, selon des modalités adaptées aux étudiants de L3. Un site web propre au master avec un contenu en français, en anglais et en chinois permet de présenter l'offre de formation également présente sur le site de la FSEG. L'équipe pédagogique est régulièrement sollicitée par de multiples mails d'étudiants étrangers. Pour les candidatures présélectionnées, un entretien permet de juger de l'adéquation entre les motivations du candidat et les caractéristiques du master. La formation fait état de 595 candidats en 2020, en hausse régulière (442 en 2018 et 507 en 2019). Cette attractivité fait l'objet d'une analyse régulière, notamment à travers une étude multicritère des dossiers des candidats présélectionnés.

La réussite des étudiants fait l'objet d'une attention précise de la formation. Le suivi de la réussite des étudiants est assuré chaque semestre, avec un retour du secrétariat sur les notes. Une réunion mensuelle est organisée avec les étudiants pour la remontée d'informations sur l'EDT et les enseignements.

En outre, le conseil de perfectionnement analyse les échecs, les redoublements et les moyennes de classe par matière. Ainsi, sur les trois dernières promotions, un seul étudiant n'a pas validé aucun crédit ECTS et les taux de réussite sont élevés aussi bien en M1 (92 % à 96 %) qu'en M2 (78 % à 85 %), même si aucun dispositif d'accompagnement ne semble en place.

Le devenir des diplômés est analysé de manière approfondie. Outre les données produites par l'Observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (ORESIFE), la formation a profité d'un prix d'excellence reçu en 2015 pour financer la conception d'une base de données des anciens et d'initier une enquête portant sur le devenir des anciens étudiants depuis l'année 2000. Les résultats de ces enquêtes font l'objet d'une large diffusion. Toutefois, si les informations fournies montrent des taux d'insertion professionnelle élevés (taux d'insertion professionnelle à 18 mois de 91 % et de 100 % à 30 mois ; taux d'adéquation emploi/qualification de 65 % à 18 mois et de 83 % à trente mois ; délai d'obtention du premier emploi de 3,2 mois) avec un taux de réponse aux enquêtes élevé (83 % en 2020-21) et en hausse, ces informations résultent d'une enquête portant à la fois sur la mention MCI et une autre mention de management international. Il est toutefois précisé par la formation que les étudiants ne continuant pas dans leur entreprise où ils ont fait leur stage de M2 ont généralement refusé une offre et ont trouvé mieux ailleurs.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose des moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Avec 19 enseignants permanents et 29 enseignants temporaires pour assurer les 1281 heures équivalent TD de la formation, celle-ci dispose des ressources humaines adaptées à ses besoins d'encadrement.

La formation dispose d'un processus d'évaluation efficace et reconnu. La formation fait l'objet d'une évaluation écrite anonyme par les étudiants qui a permis d'apporter des améliorations à la formation. Par ailleurs, la formation dispose d'un conseil de perfectionnement réunissant chaque année, outre la direction, des étudiants, des enseignants et des intervenants professionnels. Celui-ci est notamment l'occasion d'analyser les principaux indicateurs (attractivité, insertion...), les résultats des différentes évaluations (étudiants et enseignants) et les difficultés dans l'organisation et le fonctionnement de la formation (enseignements, examens, planning...).

Pour les intervenants professionnels, il existe un suivi particulier à travers les retours du conseil de perfectionnement et par de multiples discussions avec les co-responsables de la formation.

Cette formation a obtenu en 2015 un prix d'excellence en raison notamment de la démarche qualité progressivement mise en place depuis 2013, notamment l'utilisation systématique de conseils de perfectionnement, et qui visait la certification « qualité » de l'ensemble des activités tant pédagogiques qu'administratives.

Conclusion

Points forts

- Le niveau visé pour les étudiants est ambitieux et pertinent et correspond à ce qui est attendu sur le marché de la gestion de projets internationaux,
- La démarche qualité et évaluation pertinente et efficace,
- L'ouverture internationale,
- L'ouverture vers le monde professionnel et dispositif de professionnalisation des étudiants.

Points faibles

- Le développement insuffisant de la formation continue,
- L'absence d'ouverture à l'alternance.

Recommandations

- Développer la formation professionnelle en ouvrant la formation au public de la formation continue ou en proposant des modules sous forme de formations certifiantes,
- Envisager l'ouverture de la formation à l'alternance.

MASTER MONNAIE, BANQUE, FINANCE, ASSURANCE

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Monnaie, Banque, Finance, Assurance* est une mention de master composée de trois parcours : *Assurance et Gestion des Risques (AGR)*, *Conseiller de Clientèle Professionnelle (CC Pro)* et *Chargé d'Affaires Entreprises (CAE)*. Il est porté par la faculté de sciences économiques et de gestion, le parcours AGR étant par ailleurs positionné au sein de l'Institut Thématique Interdisciplinaire (ITI) *Makers*. Chaque parcours est proposé sous la forme de l'alternance, dès la première année de master pour CC Pro et en seconde année pour AGR.

Ils visent à former aux métiers du conseil en investissement et/ou la gestion de risque, dans les secteurs bancaires, assurantiels, et industriels en front-office à un public étudiant sortant de formations généralistes en économie gestion.

1. La politique et la caractérisation de la formation

Par l'ouverture de l'ensemble des parcours à l'alternance, la formation s'inscrit parfaitement dans la stratégie de l'université de Strasbourg, et plus précisément celle de la faculté des sciences économiques et de gestion (FSEG), de généraliser cette modalité pédagogique. Son positionnement (tant en termes de public entrant que de métiers visés) semble concerté avec les formations du même champs qui peuvent exister au sein de l'École de Management, et elle apparaît comme un débouché possible pour un nombre important de cursus de licence portés par l'établissement, et pas uniquement ceux portés par la FSEG : double licence *LEA-Économie*, double licence *Mathématiques- Économie*, licence *AES*, la licence professionnelle *Assurance Banque Finance*, même si l'identification d'un *continuum LP / master* peut éventuellement être questionné. Le positionnement du seul parcours AGR au sein de l'ITI *Makers* doit être souligné, mais ne permet de conclure en une pleine et entière adéquation de la formation avec la stratégie formation de l'établissement mise en œuvre par ces instituts.

La formation est très faiblement ouverte à l'international, à l'exception d'une aide administrative à la mobilité sortante, qui ne semble pas constituer une priorité de cette mention, malgré la volonté marquée de l'établissement de se distinguer sur ce point.

L'adossement à la recherche passe avant tout par une présence effective d'enseignants-chercheurs et de chercheurs dans l'équipe pédagogique, ce qui assure plus de 60 % des enseignements. Très fortement professionnalisante, la formation n'identifie de possibilité de poursuite en doctorat que pour le parcours AGR ; cela se traduit par un effort plus marqué de formation à et par la recherche dans ce seul parcours.

Les relations avec le monde socio-économique sont importantes, et ce sur l'ensemble des parcours auprès des organismes professionnels *ad hoc*, qui semblent associés de manière effective aux organes de pilotage de la mention et participent à une part importante de la formation ainsi qu'aux dispositifs de professionnalisation.

2. L'organisation pédagogique de la formation

L'organisation pédagogique fait apparaître une forte hétérogénéité entre le parcours AGR d'une part et les parcours CC Pro et CAE d'autre part. Cette hétérogénéité apparaît en premier lieu dans l'organisation pédagogique générale : un parcours intégré sur deux années pour AGR, une année commune et une seconde année de spécialisation pour les deux autres parcours. Cela donne l'impression de deux masters assez distincts, regroupés sous une mention sans raisons pédagogiques réelles. Cette hétérogénéité apparaît également dans les publics visés et dans les méthodes pédagogiques proposées.

La présence de projets tutorés et de projets de groupes correspondent aux méthodes pédagogiques standards désormais attendues dans ce type de formation, sans point particulièrement saillant mis en avant dans le dossier.

L'alternance présente dans la formation explique en partie le peu d'ouverture à l'international et de mobilités étudiantes. Cependant, l'alternance n'est pas obligatoire pour le parcours AGR, il serait bénéfique pour la formation de développer des mobilités.

L'organisation vise avant tout à permettre l'alternance, qui est impérative et présente dès le M1 pour les parcours CC Pro et CAE, et qui est rendue possible, sans être impérative pour le parcours AGR. Cette contrainte organisationnelle forte explique que des dispositifs d'accueil des publics de formation continue ne sont pas priorités.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La mention dans son ensemble et ses différents parcours connaissent une bonne attractivité. La formation semble ainsi connue et bien identifiée par son public cible.

En revanche l'absence d'informations plus précises sur l'origine et le profil des candidatures ne permet pas une politique de suivi des évolutions que la mention connaît ou la mise en œuvre de mesures correctrices, malgré la diversité forte des publics visés en entrée.

L'insertion professionnelle et le taux de diplomation sont excellents (proches de 100 %). Il est donc probable que ce très fort taux, ainsi que la bonne insertion professionnelle et la relative adéquation des emplois obtenus par les jeunes diplômés au regard des objectifs visés et du marché de l'emploi (même si le dossier ne donne à connaître que la situation du parcours GRA, compte tenu du rattachement récent des deux autres parcours à la FSEG) ne plaident pas nécessairement pour des mesures correctrices fortes ni pour analyse plus précise. Cependant, cela serait souhaitable.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

Le dossier ne permet pas d'estimer l'adéquation des moyens aux objectifs visés.

En termes de pilotage et d'évaluations en revanche, la formation semble s'appuyer sur un conseil de perfectionnement conforme aux attendus nationaux, dans sa composition, sa fréquence de réunion, et mobilisé dans ses pratiques pour permettre une démarche d'amélioration continue effective. C'est à l'occasion de ces derniers que l'évaluation de la formation par les étudiants qui est généralisée est discutée.

La mention semble accorder une écoute effective aux recommandations des partenaires professionnels mobilisés, comme il en est souvent le cas des formations en alternance ; le rattachement à un centre de formation des apprentis implique de surcroît un dispositif qualité spécifique.

Conclusion

Points forts

- La formation est, selon les parcours, pour partie ou intégralement ouverte à l'apprentissage,
- Très forte professionnalisation.

Points faibles

- Formation qui apparaît plus comme une juxtaposition de parcours très indépendants que comme une réelle mention de master,
- Absence d'ouverture à l'international,
- Formation à et par la recherche limitée pour deux des trois parcours de la mention.

Recommandations

- Généraliser aux trois parcours les dispositifs pédagogiques d'adossement à la recherche déjà présents dans deux d'entre eux,
- Construire de manière plus progressive en M1 des spécialisations afin d'éviter de faire apparaître cette mention comme la simple juxtaposition de trois formations hermétiques et indépendantes.

MASTER QUALITÉ, HYGIÈNE, SÉCURITÉ

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Qualité, hygiène et sécurité* de la faculté des sciences économiques et de gestion (FSEG) propose un unique parcours nommé *Management de la qualité*. Il forme aux fonctions de responsable qualité, responsable QSH (Qualité, Hygiène, Sécurité, Environnement), consultants et auditeurs qualité. Ouvert tant aux étudiants sortant des cursus économie et gestion qu'aux étudiants titulaires d'une licence du domaine scientifique. La première année de master (dont les enseignements sont mutualisés avec d'autres formations en management de la faculté) offre les enseignements socles en management d'entreprise et en gestion de projet, les enseignements plus spécialisés liés au management de la qualité étant très majoritairement dispensés en M2.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation est en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement. Formation de la faculté des sciences économiques et de gestion qui témoigne de plus de 30 ans d'existence, qui semble être au cœur de la stratégie de la FSEG, et plus généralement de l'université. Notamment à travers une réflexion pédagogique sur le positionnement de la formation vis-à-vis des formations technologiques de premier cycle formant au même domaine professionnel, de coordination avec la licence de la FSEG (par la présence de son responsable au comité de perfectionnement du diplôme) et le choix de favoriser les dispositifs d'alternance (qui constitue une stratégie ancienne de la FSEG).

La mention semble de surcroît bien impliquée dans différents projets IDEX en collaboration, notamment avec l'IUT d'Haguenau ; cette implication a permis de développer des modalités pédagogiques innovantes qui paraissent en lien direct avec l'objet de la formation.

Reconnaisant son caractère fondamentalement professionnalisant, l'adossement à la recherche y semble malgré tout présent : la participation d'enseignants-chercheurs répond aux standards académiques et un lien spécifique avec un axe scientifique de l'UMR (BETA) d'adossement est à souligner. Un cours d'initiation à la recherche, l'organisation d'un séminaire de recherche de deux jours en M2 et quelques apports méthodologiques complètent le dispositif.

La formation en revanche est faiblement ouverte à l'international si ce n'est par la possibilité qu'elle offre de stage hors les frontières nationales et de mobilité sortante sur le semestre 1.

Les liens avec le monde professionnel, les organisations du secteur, le tissu local traduisent la maturité de cette formation ; la formation à l'entrepreneuriat, identifiée comme non pertinente dans le secteur professionnel visé, n'est en revanche pas organisée.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La variété et la pertinence des dispositifs pédagogiques mobilisés sont à souligner, comme, à titre d'illustration, la pédagogie par le jeu (jeux sérieux), formation dans une usine-école selon une logique d'apprentissage par l'expérience. La capacité à satisfaire à l'intégralité des exigences de la fiche RNCP semble effective.

La mention accueille des publics d'horizon très divers, et une adaptation des contenus (sans que l'on puisse en savoir davantage sur le dispositif) au profil des publics de formation continue arrivant en M2 est organisée.

Malgré un choix assumé de ne pas mettre l'internationalisation au cœur du projet, l'enseignement de l'anglais, la certification TOEIC et la présence de plusieurs enseignements disciplinaires en langue anglaise confortent les compétences linguistiques de manière satisfaisante.

Le master est proposé en alternance sur les deux années et ouvert en formation initiale, malgré la diversité des voies d'accès et des différentes compétences en sciences de gestion acquises en amont par les étudiants. Cela donne lieu à un cursus uniforme pour le public de formation initiale.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation jouit d'une bonne attractivité, qui apparaît stable (voir en légère hausse) au cours des trois dernières années.

Les taux de réussite semblent excellents, et ce malgré la diversité des publics entrants évoquée ; cet état de fait n'a pas amené l'équipe pédagogique à amender la formation ou la stratégie de recrutement.

L'analyse de l'insertion professionnelle n'est pas parfaitement objectivée dans le dossier. Ainsi, la présence de 20 % (sur l'échantillon faible de répondant à l'enquête, et sur un seul exercice) de diplômés sans emploi à 30 mois aurait mérité une analyse, d'autant qu'elle surprend compte tenu de l'accent fort donné à la professionnalisation dans la formation et la pertinence du secteur d'activité visé. À cette exception notable, les enquêtes indiquent une bonne insertion, en adéquation avec la cible de la mention.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

Le dossier ne permet pas réellement d'évaluer si la formation dispose des moyens nécessaires lui permettant d'atteindre ses objectifs.

La démarche qualité (par ailleurs intrinsèque à un master dont il s'agit du cœur de cible) semble effective, que ce soit à travers la certification qualité de la FSEG et ses conséquences dans le pilotage de la mention ou celle imposée par le centre de formation des apprentis auquel la formation est rattachée. Cela participe au processus d'amélioration continue de la formation, même si le dossier ne permet pas d'apprécier clairement les effets produits. Il en est de même pour l'évaluation de la formation par les étudiants, du suivi des enquêtes d'insertion, et l'effectivité du conseil de perfectionnement. L'ensemble des dispositifs semblent bien en place, mais peu d'éléments permettent de juger de leur efficacité.

Conclusion

Points forts

- Dispositifs pédagogiques originaux et pertinents,
- Forte professionnalisation de la formation, aidée par des liens effectifs avec le monde professionnel.

Points faibles

- Faible internationalisation,
- Absence de dispositifs d'accompagnement pédagogiques différenciés selon les publics entrants qui apparaissent pourtant très divers.

Recommandations

- Mener une réflexion sur l'ouverture à l'international de la formation afin de permettre son inscription dans une des stratégies de l'établissement,
- Profiter du positionnement géographique de la formation.

MASTER SCIENCE POLITIQUE

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

La mention de master *Science politique* de l'Institut d'études politiques (IEP) Strasbourg s'inscrit, conformément au projet d'établissement de l'université de Strasbourg, dans une perspective pluridisciplinaire. Elle prépare, au regard des parcours proposés, à des métiers dans les domaines variés tels que l'action publique, la culture, l'organisation du travail, la communication ou les risques technologiques en santé et environnement.

En pratique, la formation, ouverte aux étudiants en quatrième année d'IEP et à d'autres étudiants titulaires d'une licence, est composée d'une première année préparatoire aux quatre parcours de seconde année. La première année propose une formation générale en sciences sociales, et en science politique en particulier. La deuxième année propose quatre parcours : *Communication politique et institutionnelle*, *Politique et gestion de la culture*, *Santé, environnement, politique*, et *Sciences sociales du politique*. Ce dernier parcours est le plus spécifiquement ajusté à la préparation des études doctorales, même s'il peut aussi avoir d'autres finalités.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation s'inscrit résolument dans les priorités stratégiques de l'établissement. Seule formation de master mention *Science politique* de l'université de Strasbourg et de la région Grand Est, elle se caractérise par son attractivité et un recrutement d'excellence : la formation accueille des étudiants de l'IEP et d'autres, sélectionnés, d'origines diverses, y compris des étudiants en médecine voulant une formation aux sciences sociales.

La formation est également ouverte à l'international. La formation, dans le cadre de partenariats internationaux, accueille des collègues étrangers. La mobilité entrante des étudiants, compte tenu du recrutement au sein de l'IEP, est peu développée, sauf dans le parcours *Santé, environnement, politique*.

La formation bénéficie d'un fort adossement à la recherche. Le projet pédagogique est double : professionnalisation et recherche, via une formation à la recherche par la recherche. À cet effet un dialogue avec les autres sciences sociales, mais également avec les sciences de la nature (en collaboration avec la faculté de médecine) valorise l'interdisciplinarité.

Adossé à l'unité mixte de recherche Sociétés, acteurs et gouvernements en Europe (SAGE), dont les membres sont très présents dans la formation, le master bénéficie également de l'apport d'enseignants-chercheurs de l'université de Haute Alsace (Mulhouse). Le master 1 est fortement orienté science politique, mais le dialogue avec les autres sciences sociales est très présent dans les parcours de master 2.

L'adossement à la recherche est assuré par l'appui du laboratoire SAGE, où les étudiants peuvent faire des stages, et bénéficient de la présence de chercheurs et d'enseignants-chercheurs pour l'encadrement de leurs travaux. Dans ces conditions, les questions de l'intégrité scientifique font pleinement partie de la formation.

La formation a développé des partenariats avec divers acteurs du monde professionnel. Les formations, qui correspondent à des besoins du marché du travail, s'appuient sur des intervenants professionnels extérieurs qui aident les étudiants dans la recherche de stage et de débouchés professionnels (préoccupation centrale de la formation) et participent aux conseils de perfectionnement. Les parcours de master 2 sont ouverts à la formation continue.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation est construite sur une approche par compétences. L'approche par compétences est associée, pour l'ensemble des parcours, à une identification des prérequis professionnels et des savoir-faire professionnalisants.

La formation a fait de la diversification ses pratiques pédagogiques une priorité. L'innovation pédagogique est centrale, tant par la place des mises en situations préprofessionnelles (parcours professionnalisants) que par l'encadrement et la valorisation des travaux collectifs (parcours recherche).

La pandémie a permis de développer des enseignements à distance, notamment pour favoriser les contacts avec des étudiants en stage, et pour diversifier les intervenants.

La variété des espaces d'enseignement (distanciel, plein air pour les enquêtes qualitatives, salles informatiques pour les enquêtes quantitatives) fait sens au regard des besoins et des justifications pédagogiques.

La formation s'efforce de permettre une ouverture à l'international. La formation rend également l'anglais, particulièrement celui des sciences sociales, obligatoire. Elle ne prévoit actuellement pas de dispositifs de mobilité entrante et sortante des étudiants.

La formation continue est prévue dans les diverses formations de la mention ; l'alternance est en projet pour la future accréditation.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation bénéficie des dispositifs d'information de l'établissement. La visibilité de la formation s'appuie sur le service de communication de l'IEP. La participation à divers salons, les vidéos de présentation en ligne et autres journées portes ouvertes permettent de communiquer, notamment sur le concours d'entrée permettant l'accès en quatrième année de du diplôme de Sciences Po.

La formation dispose des moyens de suivre la réussite et l'insertion professionnelle des étudiants. Le suivi du volume des candidatures et des profils des candidats fait l'objet d'un suivi annuel, comme l'insertion professionnelle, régulièrement mesurée et se situant à des taux à la fois satisfaisants et stables : au bout de 18 mois, 80 % des diplômés, parfois plus selon les parcours de master, ont trouvé un emploi.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose de moyens en adéquation avec ses objectifs. Les étudiants bénéficient de cours de professeurs invités, même si les conditions des enseignants-chercheurs en poste à l'IEP rendent difficile la mobilité sortante vers des universités étrangères : l'équipe pédagogique a surtout besoin de temps pour mener ses missions.

La formation définit un processus d'évaluation interne. Les formations sont évaluées par parcours, et réalisées par questionnaires administrés aux étudiants. Des conseils de perfectionnement incluant enseignants, étudiants, et personnalités extérieures et intervenants professionnels sont réalisés annuellement, tant à l'échelle des parcours que de la mention.

Conclusion

Points forts

- Formation d'excellence très attractive, et adossée au projet d'établissement (pluridisciplinarité, internationalisation),
- Formation à et par la recherche via son adossement à SAGE,
- Taux d'insertion professionnelle très satisfaisants,
- Association de l'approche par les connaissances et par les compétences,
- Valorisation de l'innovation pédagogique.

Point faible

- Peu de mobilités sortantes des enseignants et des étudiants.

Recommandation

- Encourager les mobilités sortantes des étudiants et des élèves.

CERTIFICAT DE CAPACITÉ D'ORTHOPHONISTE

Établissements

Centre de formation universitaire en orthophonie (CFUO) - Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Cette formation professionnalisante qui constitue le second cycle d'études pour obtenir le certificat de capacité d'orthophoniste (C.C.O.) dépend du département des Sciences de la Rééducation et Sciences Médicotechniques (SRSM) de la faculté de médecine, maïeutique et sciences de la santé de Strasbourg. Deux parcours sont accessibles aux étudiants, l'un est à orientation professionnelle et l'autre recherche. L'admission ne se faisant qu'en première année après réussite au concours (numerus clausus : 35 places), tous les étudiants intégrant la quatrième année d'études ont effectué ce premier cycle.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation est en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement. La formation a pour objectif l'acquisition des connaissances nécessaires à l'exercice du métier d'orthophoniste. Les disciplines enseignées montrent l'interdisciplinarité de la formation, elles concernent les sciences de la vie et sciences biomédicales, les sciences physiques et techniques et les sciences humaines et sociales. Une mutualisation de certains cours au sein du département Sciences de la Rééducation et Sciences Médicotechniques (SRSM) existe.

La formation prend en compte la réalité et de la valeur ajoutée de ses partenariats académiques locaux, régionaux et nationaux. Les relations entre le Centre de formation universitaire en orthophonie (CFUO) et la conférence des directeurs d'instituts de formations non médicales de l'ARS Grand Est marquent les liens avec ses partenaires sur le plan régional. Sur le plan national, l'établissement est membre du Collège des CFUO (CCFUO). Pour dynamiser le contenu et les dispositifs pédagogiques, l'établissement a intégré la Fédération de Recherche Langages et communication (FRLC) et fait partie du comité de pilotage de cet ITI qui regroupe des chercheurs et des responsables de formation en linguistique.

Les étudiants sont préparés à collaborer avec les différents professionnels de santé. Les unités d'enseignement abordent des situations cliniques clés et/ou de problèmes de santé. Les aspects éthiques du soin sont enseignés, mais le développement durable ne fait pas encore partie des enseignements de cette formation. Sans mentionner le lien ou l'apport pour la formation, le rapport indique qu'un membre de l'équipe pédagogique participe au comité de pilotage d'un institut thématique interdisciplinaire (ITI) soutenu dans le cadre de l'IdEx.

Cette formation a établi des accords ERASMUS avec la Belgique, l'Espagne et l'Allemagne. Cependant, peu de mobilités ont été effectuées entre 2019 et 2021. Le CFUO n'a pas de bureau des RI propre, il dépend du Bureau des RI de la Faculté et de la direction des relations internationales de l'université.

L'adossement à la recherche est certain. Même si seuls 20 % des enseignants sont des chercheurs ou enseignants-chercheurs, la formation propose un parcours recherche. Un stage d'initiation à la recherche et des UE de méthodologie scientifique sont au programme. Un MCU et un IR assurent le lien avec les laboratoires de recherche et la diffusion d'un appel à sujets de stage. Pour ses diplômés, l'établissement souhaite se rapprocher du Collège doctoral Européen de Strasbourg. La déontologie a une place importante dans cette formation et une étude est menée pour que la validation des mémoires de stage tienne compte de cet aspect. Les étudiants doivent rédiger un mémoire de fin d'études, ils ont accès à la bibliothèque de la faculté et les bibliothécaires sont impliqués dans la formation.

La formation donne une grande importance aux liens avec les orthophonistes et les autres professionnels associés à l'exercice de la profession, comme en témoigne l'importance des stages dans le cycle d'études et la diversité des expertises professionnelles des enseignants.

2. L'organisation pédagogique de la formation

L'organisation pédagogique suit une approche programme. Les quatre semestres (120 crédits ECTS) comprennent des CM, TD, et une formation à la pratique clinique sous forme de stage (2040 heures, 46 crédits ECTS) dans des milieux d'exercice variés. L'enseignement de l'anglais est au premier cycle. L'approche par compétences n'est pas encore mise en place, elle fait l'objet d'une étude sur le plan national par le Collège des CFUO (CCFUO). Le référentiel national de formation cadre les objectifs et les contenus de la formation. Des compétences acquises en dehors du cursus peuvent faire l'objet de demande d'équivalences.

Le taux de réussite pour ce second cycle d'études est très bon, et l'équipe pédagogique utilise le dispositif de réussite étudiante proposé par l'Institut de développement et Innovations pédagogiques (IDIP) de l'Unistra. Les modalités d'enseignement sont variées (présentiel, hybride, distanciel), et ont évolué avec la crise sanitaire.

La taille de la promotion permet un enseignement proche des étudiants. Les cours ont lieu en classe et les TD en demi-groupe. La plateforme Moodle est utilisée pour des dépôts de devoirs par exemple. La formation suit individuellement les étudiants rencontrant des difficultés et collabore avec la cellule pour la réussite étudiante d'Unistra. Des réunions en fin d'année associant les promotions et leurs référents sont organisées pour permettre une amélioration continue de la formation.

La formation ne propose pas d'ouverture à l'international.

Le nombre d'inscrits en formation continue est important (12 par an). Ces étudiants bénéficient de l'assistance du service de formation continue (SFC) de l'université. Une offre de formation continue spécifique aux orthophonistes en exercice est à l'étude.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

L'attractivité de la filière est visible lors des inscriptions au concours de première année. Le second cycle, à l'issue duquel l'obtention du certificat est délivrée, est une poursuite d'études. La taille des promotions permet un suivi individualisé des étudiants en difficulté et l'équipe pédagogique collabore avec la cellule pour la réussite étudiante Unistra.

Le rapport souligne la difficulté de suivre l'insertion professionnelle de leurs étudiants puisque l'ORESIPÉ n'effectue pas d'enquête d'insertion pour les diplômés du CFUO de Strasbourg .

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

Les membres de l'équipe pédagogique n'ont pas effectué de mobilités et n'ont pas engagé de démarches pour accueillir des enseignants invités. Les nouveaux enseignants ont accès à la formation obligatoire d'enseignement supérieur proposée par l'Institut de développement et d'innovation pédagogiques (IDIP).

Durant la crise sanitaire, l'équipe pédagogique s'est formée à la mise en place d'examens en distanciel sur la plateforme Moodle Examens avec l'aide de l'IDIP et à la dématérialisation des cours. La formation s'appuie sur les conclusions de son conseil de perfectionnement composé d'enseignants, d'élus étudiants et de coordonnateurs pour définir les améliorations à envisager.

Conclusion

Points forts

- Formation très bien organisée disposant d'une équipe pédagogique aux compétences variées,
- Liens importants avec les autres professionnels associés à l'exercice de la profession,
- Volonté d'un adossement à la recherche fort,
- Formation s'appuyant sur des partenariats régionaux et nationaux,
- Volonté de promouvoir une poursuite d'études en troisième cycle des diplômés.

Points faibles

- Faible taux de mobilités internationales des étudiants et des enseignants,
- Manque d'enquêtes d'insertion professionnelle des diplômés du C.C.O. au niveau de l'Université de Strasbourg.

Recommandations

- Poursuivre l'enseignement de l'anglais au deuxième cycle,
- Mettre en place un suivi de l'insertion professionnelle des diplômés du C.C.O. au niveau local.

DIPLÔME DE FORMATION APPROFONDIE EN SCIENCES MÉDICALES (DFASM)

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Cette formation représente les enseignements de la quatrième à la sixième année des études de médecine. L'application de la réforme du premier cycle R1C ayant débuté en 2020-21 et celle du deuxième cycle R2C datant de 2021-22 n'étant pas encore appliquée, les étudiants de ce deuxième cycle d'études durant la période évaluée n'ont pas bénéficié des nouveaux programmes. Les promotions comptent en moyenne 295 étudiants.

L'inscription en DFASM nécessite la validation d'un diplôme de formation générale en sciences médicales (DFGSM) dont les inscriptions sont ouvertes aux étudiants reçus au concours de première année et aux candidats admis à la procédure « Passerelles » accès direct en deuxième ou troisième année de médecine. L'enseignement est organisé en modules qui comprennent un certificat de compétences cliniques, une formation médicale de base, des stages hospitaliers et gardes obligatoires. Les étudiants de deuxième cycle deviennent externes et leur classement aux ECN (épreuves classantes nationales) définira les spécialités qu'ils seront autorisés à suivre durant leur troisième cycle des études médicales.

Le dossier d'autoévaluation déposé par l'établissement pour la formation est lacunaire dans certaines références et ne permet pas par conséquent de procéder à une évaluation complète de la formation.

1. La politique et la caractérisation de la formation

Cette formation professionnalisante a une place importante dans la stratégie de formation de l'établissement.

Cependant son classement dans le deuxième tiers des facultés françaises aux ECN devra être analysé par le comité de pilotage de la faculté. Lors de ce deuxième cycle, les étudiants deviennent "externes" et peuvent effectuer de nombreux stages à l'hôpital (72 semaines et 25 gardes). L'auto-évaluation comporte de nombreuses lacunes, par exemple seuls 89 crédits ECTS sont décrits pour les trois années. Cette formation comprend des unités d'enseignement librement choisies permettant aux étudiants d'approfondir leurs connaissances ou de s'initier à la recherche en suivant des enseignements de masters. Aucun détail n'est donné sur la nature et la diversité de ces enseignements, et donc sur cet aspect aussi, il est difficile d'analyser la politique, la structuration et la caractérisation de la formation.

Sur le plan des relations internationales, la faculté s'est dotée d'un pôle RI fort. Un vice-doyen délégué RI a été nommé et les mobilités entrantes (245 sur trois ans) et sortantes (102 sur trois ans) sont encouragées sans aides financières particulières. Ces chiffres sont très importants et montrent la forte attractivité de la formation sur le plan international. Pour les étudiants étrangers, des modules d'enseignements adaptés ont été mis en place. Cependant, on peut regretter que le rapport n'analyse pas le suivi et la réussite de ces étudiants impliqués dans des mobilités. Pour les années universitaires 2018-19 et 2019-20, le nombre d'inscrits dépassait la capacité d'accueil, aussi on s'interroge comment la formation s'organise lorsque le nombre d'inscrits dépasse la capacité d'accueil.

L'adossement à la recherche lors de ce cycle d'études est certain. L'ensemble de la promotion suit une formation générale à la recherche, sous forme d'enseignements dirigés. Cet apprentissage s'appuie sur une analyse critique d'articles scientifiques. De plus, les étudiants peuvent suivre un double cursus médecine-sciences, et tous bénéficient des ressources documentaires de l'université et du CHU. L'ensemble des enseignants HU sont rattachés à des structures labellisées qui accueillent les stagiaires pour une durée de quatre à huit semaines. L'équipe pédagogique (310 membres pour 668 heures d'enseignements) est constituée de nombreux spécialistes de leurs disciplines. Le rapport donne cependant peu d'informations sur les moyens ou actions, mis en place pour encourager les étudiants à suivre ces doubles diplômes.

Les études de médecine sont en pleine restructuration, pour préparer la R2C des modules ont été déplacés en troisième année DFGSM 3 et les équipes pédagogiques priorisent les objectifs et éliminent les redondances en vue d'améliorer l'enseignement. En 2021, outre les réformes des cycles d'études à installer, la faculté de médecine est devenue faculté de médecine, maïeutique et science de la santé ce qui a conduit à établir des partenariats avec les autres formations de cette nouvelle faculté. Par leurs interactions avec les chercheurs et cliniciens hospitalo-universitaires, les étudiants se forment à l'interdisciplinarité. Les différentes disciplines des études de médecine sensibilisent les étudiants à l'importance de l'intégrité scientifique et de la déontologie. L'enseignement du développement durable est très limité durant les années de préparation au DFGSM et est absent du programme au DFASM.

2. L'organisation pédagogique de la formation

Le programme pédagogique du DFASM suit le programme national des études de médecine et semble s'appuyer sur les fiches du Livret de suivi des apprentissages (fiches LiSA) dans lequel les objectifs des compétences sont priorisés et définis nationalement.

On regrette que le rapport ne donne pas plus d'informations sur l'importance de ces fiches sur l'enseignement du deuxième cycle (date de mise en place, nombre de disciplines impliquées, années d'études).

Les modalités d'enseignement sont variées et par l'importance des stages à l'hôpital, les études de médecine peuvent être considérées comme une formation en alternance. Elles comprennent une forte proportion d'enseignement sous forme de TD et TP. Suite à la crise sanitaire, à la réforme du premier cycle et au lancement du projet « Hybridium » dont la date de mise en place n'est pas précisée, l'enseignement hybride se pérennise. La plateforme Hybridium Santé est normalement dédiée au dépôt des supports de cours du premier cycle. Le rapport ne mentionne pas son intérêt pour le second cycle et si les enseignants l'utilisent. Par ailleurs, l'organisation des enseignements permet de suivre des cours de niveaux LMD proposés dans d'autres formations pour validation des enseignements optionnels.

En DFASM, l'anglais est obligatoire et les étudiants doivent passer une épreuve à partir de textes scientifiques. Des dispositifs particuliers peuvent être proposés aux étudiants effectuant une mobilité entrante pour faciliter leur insertion dans le cursus d'études.

La formation est actuellement peu ouverte à la formation continue et ne propose pas d'offre spécifique.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

L'attractivité de la formation ne peut pas être évaluée en DFASM. L'attractivité des études de médecine est indéniable, mais doit être évaluée au premier cycle. Le nombre d'inscrits dépend de la réglementation nationale qui définit le nombre des futurs médecins par ville et par spécialité. Cette réglementation s'appuie sur les indicateurs recensés en permanence et le devenir en troisième cycle des étudiants. En ce sens, le DFASM peut être considéré comme un cycle de préparation aux ECN.

Les taux de réussite sont très bons, malgré les difficultés rencontrées lors de la crise sanitaire.

Le nombre de mobilités étudiantes entrantes et sortantes reflète la forte visibilité nationale et internationale de la formation.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La faculté dispose d'une équipe pédagogique solide de 310 enseignants qui semblent tous être rattachés à une structure de recherche. La formation a la possibilité de recruter des enseignants hospitalo-universitaires (HU) étrangers au niveau local et soutient la mobilité des HU. Les candidats HU sont tous titulaires du diplôme inter-universitaire (DIU) de pédagogie médicale et peuvent suivre des formations de niveau master ou doctorat proposées par le département local de pédagogie.

La formation est suivie plusieurs fois par an par un conseil pédagogique et de façon hebdomadaire par les membres du bureau du conseil de faculté (doyen, élus étudiants, HU responsables des commissions). Par ailleurs, une cellule évalue en permanence les stages hospitaliers (portail Gélules). À ce jour, il n'existe pas de conseil de perfectionnement.

Le rapport mentionne que l'établissement a fait appel à un audit externe des structures de la faculté et cette formation a été examinée.

Conclusion

Points forts

- Fort adossement à la recherche,
- Très forte visibilité internationale,
- Équipe pédagogique proche des étudiants et très bon suivi des étudiants.

Points faibles

- Le nombre d'inscrits dépasse la capacité d'accueil,
- Pas de conseil de perfectionnement.

Recommandations

- Augmenter la capacité d'accueil,
- Mettre en place un conseil de perfectionnement.

DIPLÔME DE FORMATION APPROFONDIE EN SCIENCES ODONTOLOGIQUES (DFSO)

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le diplôme de formation approfondie en *Sciences odontologiques* (DFASO) constitue les quatrième et cinquième années des études en sciences odontologiques. Cette formation professionnalisante conduisant après une sixième année au diplôme d'état de docteur en chirurgie dentaire suit la réglementation nationale et européenne. Le nombre d'étudiants diplômés dépend du nombre d'étudiants inscrits en deuxième année qui a été fixé jusqu'en 2021 par un *numerus clausus* puis par un *numerus apertus*. La réforme de la première année a permis une diversification de la formation des étudiants accueillis.

Les capacités d'accueil sont proposées en concertation avec l'ARS assurant ainsi l'insertion professionnelle. Les étudiants ayant validé leur DFASO peuvent s'inscrire sans restriction de places en quatrième année. Cette formation comporte quatre semestres qui regroupent des enseignements théoriques, des travaux pratiques et des stages cliniques. L'étudiant, en plus de la validation du DFASO2, doit valider le certificat de synthèse clinique et thérapeutique (CSCT). L'étudiant étant reçu au DFASO devient externe en chirurgie dentaire et peut exercer une activité à l'hôpital. Les étudiants souhaitant s'orienter vers la recherche et l'enseignement supérieur doivent suivre un cursus master/doctorat.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation DFASO a une place indéniable dans l'offre de formation de l'établissement et établit des liens avec les autres UFR de l'université. L'enseignement suit une progression pédagogique selon une « approche programme ». Chacune des années est constituée d'un tronc commun (58 crédits ECTS) d'un parcours personnalisé en validant des unités d'enseignement librement choisies UELC (deux crédits ECTS). Ces UELC regroupent des enseignements permettant d'approfondir des connaissances du tronc commun, de préparer le concours de l'internat, de s'initier à la recherche ou à d'autres disciplines (*Droit de la santé, Management, Philosophie, Informatique*).

Des partenariats avec d'autres composantes de l'université de Strasbourg existent et la mutualisation des enseignements avec la faculté de médecine semble être privilégiée. Les UELC à finalité recherche sont des UE de masters 1. L'équipe pédagogique est constituée d'enseignants chirurgiens-dentistes (80 %) et d'EC mono-appartenants qui dispensent les cours de sciences fondamentales.

Les compétences attendues nécessitent un programme d'enseignement pluridisciplinaire. Ce dernier inclut des éléments de biologie, de physico-chimie, de sciences des matériaux et de sciences humaines. Il comprend 35 semaines de stage en milieu hospitalier (51 crédits ECTS).

L'équipe pédagogique intègre au programme d'enseignement les avancées scientifiques et mène des actions pour moderniser ses méthodes d'apprentissage. Les pratiques pédagogiques ont évolué grâce aux financements IDEX (salle de simulation de radiographie, acquisition d'un simulateur haute-fidélité et de modèles de parodontologie pour les TP).

La formation est ouverte à l'international. L'établissement participe au dispositif Erasmus, le nombre de mobilités étudiantes entrantes et sortantes n'est pas constant, mais notable. De plus, des partenariats avec des facultés hors UE existent. Cependant, l'enseignement des langues étrangères est absent du programme et les équipes enseignantes ne collaborent pas dans le cadre des programmes d'échange internationaux (Erasmus).

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche qui pourrait être amélioré. Pour l'ensemble de la promotion, seule une UE est consacrée aux méthodes de recherche clinique et fondamentale ainsi qu'à la recherche documentaire. Une UE complémentaire d'initiation à la recherche comporte un stage de courte durée (100 heures) qui est généralement effectué dans les unités de recherche de l'établissement. Il n'y a pas d'enseignement dédié à la déontologie et l'intégrité scientifique. Près d'un enseignant sur deux est un enseignant-chercheur ou chercheur (45/96) et le personnel du service de documentation contribue à la formation.

Le principal interlocuteur du monde socio-économique est l'agence régionale de santé Grand-Est qui analyse les besoins en soin de la population locale. Cette formation, qui compte de nombreuses semaines de stage, n'est pourtant pas une formation en alternance et n'est pas ouverte à d'autres publics. Les stages sont essentiellement réalisés en milieu hospitalier où les enseignants de la formation exercent. L'analyse de l'insertion professionnelle est réalisée après le troisième cycle menant au diplôme d'état de docteur en chirurgie dentaire.

2. L'organisation pédagogique de la formation

L'organisation pédagogique de la formation suit une approche programme. Les enseignements sont complémentaires et le programme est cadré par la législation. Ce cycle d'études ne comporte que quatre crédits ECTS d'UELC. Pour évaluer l'ensemble des compétences acquises, l'étudiant doit être reçu au certificat de synthèse clinique et thérapeutique (CSCT) après validation du DFASO2. Si l'étudiant souhaite diversifier ses compétences, il doit suivre des formations dans d'autres composantes de l'université.

La composante a pu moderniser certaines méthodes pédagogiques et ses espaces d'enseignements. Des financements IDEX ont permis notamment à la formation de s'équiper d'une salle de simulation haute-fidélité et de modèles permettant d'augmenter la qualité de la simulation procédurale en parodontologie. Aux modes d'enseignements classiquement utilisés s'ajoutent des cours de simulation et à distance. L'IDIP accompagne les enseignants ayant des besoins en ingénierie pédagogique.

La formation en langue se termine en DFGSO et n'est plus au programme du DFASO. Le rapport justifie ce choix en notant que l'insertion professionnelle des étudiants sortants a pour vocation de se faire en France et dans la région. Cependant la région est au cœur de l'Europe et est cosmopolite.

Cette formation n'offre pas de parcours personnalisé et n'est pas ouverte à la formation continue.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

Le DFASO est le deuxième cycle des études en sciences odontologiques, et n'est suivi que par les étudiants ayant obtenu le DFGSO.

De ce fait, l'attractivité ne peut être évaluée qu'à l'entrée du premier cycle. Les étudiants abandonnant la formation sont rares.

Les taux de réussite au DFASO sont analysés au cours des jurys de délibération et sont très bons. Les reçus s'inscrivent en troisième cycle de formation (troisième cycle court ou internat qualifiant) en vue d'obtenir le diplôme d'État les autorisant à l'exercice de la chirurgie dentaire. La formation accepte que des UE de master 1 (30 crédits ECTS) soient suivies par les étudiants au cours des cycles DFGSO et DFASO. La validation du M1 se fait après obtention du DFASO, si l'étudiant valide 30 autres crédits ECTS. Les intitulés des masters suivis par les étudiants n'étant pas indiqués, la pertinence ou la cohérence de ces compléments de formation ne peut pas être analysée.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

Pour assurer la qualité pédagogique, l'établissement accompagne les enseignants dans leur formation à la pédagogie. Les nouveaux recrutés doivent suivre un DU de pédagogie / pédagogie médicale. L'Institut de développement et d'innovation pédagogique (IDIP) accompagne les enseignants qui souhaitent améliorer les techniques pédagogiques de leur cours. Par ailleurs, une mobilité d'un an est réclamée pour candidater aux postes de PU-PH (professeur des universités-praticien hospitalier).

Un chargé de mission a la responsabilité d'évaluer la formation tous les deux ans. Les informations sont ensuite transmises à la commission pédagogique. Il n'y a cependant pas d'évaluation systématique des enseignements. Seuls certains responsables d'UE sur la base du volontariat la réalisent.

Un conseil de perfectionnement a été mis en place fin 2021. Ce conseil, constitué de représentants du monde socio-économique, de l'union régionale des professionnels de santé (URPS) des chirurgiens-dentistes, des praticiens hospitaliers, du conseil départemental de l'ordre des chirurgiens dentistes, des étudiants et d'enseignants, est un atout certain pour améliorer les liens avec les professionnels et l'ensemble des acteurs impliqués.

Conclusion

Points forts

- Formation très bien organisée qui suit les textes réglementaires,
- Fort taux de réussite des étudiants,
- Volonté affichée d'accompagner les enseignants et les étudiants dans l'évolution technologique et la diversité des nouvelles méthodes pédagogiques,
- Forte mobilité étudiante entrante et sortante – visibilité internationale de la formation,
- Mise en place conseil de perfectionnement qui devrait rapprocher la formation des différents professionnels de santé.

Points faibles

- Adossement à la recherche peu visible dans la rédaction du dossier,
- Faible participation des enseignants-chercheurs et chercheurs dans la formation (45/96) et d'enseignants et enseignants-chercheurs statutaires (28/96).

Recommandations

- Poursuivre l'apprentissage de l'anglais,
- Augmenter la proportion d'enseignants-chercheurs appartenant à des équipes de recherche labellisées parmi les membres de l'équipe pédagogique.

DIPLÔME DE FORMATION APPROFONDIE EN SCIENCES PHARMACEUTIQUES (DFASP)

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le diplôme de formation approfondie en *Sciences pharmaceutiques* (DFASP) correspond aux quatrième et cinquième années des études en sciences pharmaceutiques devant déboucher à l'issue d'un troisième cycle au diplôme unique de docteur en pharmacie. La formation est équivalente au grade de master du standard européen, elle suit la réglementation nationale qui régit la formation des pharmaciens. Elle a également pour objectif de spécialiser les étudiants à l'un des trois grands domaines de compétence du pharmacien à savoir, l'officine, l'industrie et la pharmacie hospitalière.

À la fin du DFASP, les étudiants auront acquis les compétences dans l'orientation professionnelle qu'ils auront choisie et se dirigeront vers un troisième cycle d'études. Un certificat de synthèse pharmaceutique (CSP) contrôle les connaissances des enseignements des tronc communs du diplôme de formation générale en *Sciences pharmaceutiques* (DFGSP) et du DFASP. La filière industrie-recherche propose de doubles diplômes (pharmacien-ingénieur, pharmacien-master). Le DFASP2 est l'année du stage hospitalier. Les étudiants ayant réussi le concours de l'internat se destinent aux métiers de l'analyse de biologique médicale, de l'exercice de la pharmacie en milieu hospitalier, mais aussi de la recherche. Un service sanitaire a été mis en place selon la réglementation.

1. La politique et la caractérisation de la formation

Si le programme d'enseignement est fixé par un arrêté, cette formation s'est organisée pour permettre à ses étudiants de suivre d'autres diplômes. Les études de pharmacie sont interdisciplinaires et nombre de disciplines pharmaceutiques sont pluridisciplinaires. De ces faits, des UE sont proposées sous forme d'enseignements coordonnés. Les filières *Industrie-recherche*, *Officine* et *Internat* sont trois parcours classiquement proposés au sein d'une UFR des sciences pharmaceutiques.

La formation dans le parcours *Industrie-recherche* est la plus riche en matière de choix d'enseignements spécialisés. Elle répond à la stratégie de formation de l'établissement. Cette filière est suivie par plus de la moitié de la promotion. Les étudiants peuvent poursuivre en M2 ou en troisième année d'école d'ingénieurs. La composante et des écoles d'ingénieurs ont établi des partenariats qui leur permettent de délivrer un diplôme pharmacien-ingénieur (ESBS, ECPN, ENSIG, ENCSI, Mines d'Albi, ENSAIA). De plus, d'autres partenariats lient cette formation avec des composantes comme *Droit*, *Chimie*, *Médecine*.

Concernant la notion du « coût environnemental de l'activité du pharmacien », seuls les étudiants de sixième année de la filière officine y sont sensibilisés.

L'établissement propose et accompagne des mobilités étudiantes pour effectuer des stages grâce à des partenariats internationaux (Erasmus, Epicur, hors Europe). Le nombre de partenariats n'est pas indiqué et il n'existe pas d'offre spécifique à l'international pour la formation. La participation des étudiants réalisant ces mobilités entrantes et sortantes est donnée pour la composante et est modeste (due à la période Covid ?).

La formation par ses stages et ses doubles diplômes, bénéficie d'un très bon adossement à la recherche pour les parcours *Internat* et *Industrie Recherche*. Presque toutes les UE de première année incluent une formation à la démarche scientifique. La pédagogie est essentiellement assurée par des enseignants-chercheurs mono-appartenants et ayant des fonctions hospitalières.

Les relations avec les professionnels des métiers de la pharmacie sont importantes. Huit enseignants-chercheurs aux fonctions hospitalo-universitaires sont impliqués dans le parcours *Internat*. Des chercheurs et des professionnels de l'industrie participent aux enseignements du parcours industrie-recherche et des pharmaciens exerçant en officine interviennent dans le parcours officine.

La réglementation impose deux stages obligatoires. En DFASP1 les étudiants effectuent un stage officiel d'application (une semaine) et en DFASP2 un stage hospitalier (quatre mois et une semaine).

Pour la filière industrie-recherche, un stage supplémentaire de quatre mois est demandé. Les étudiants sont formés à la rédaction de CV et à la préparation à des entretiens d'embauche. La participation à des forums sur le médicament, à des conférences métiers (POP) et des congrès sont organisés.

2. L'organisation pédagogique de la formation

Le programme d'enseignement suit la réglementation ; les compétences acquises sont contrôlées et valorisées. En DFASP1, les étudiants suivent un tronc commun et un enseignement de 12 crédits ECTS à choix de pré-orientation dans l'une des trois filières du DFASP2. Tous les étudiants de DFASP2 effectuent leur stage hospitalier. La validation du certificat de synthèse pharmaceutique (CSP) est nécessaire pour une inscription en sixième année, cet examen évalue les compétences acquises jusqu'à la cinquième année.

Une démarche d'innovation pédagogique des enseignements est certaine, elle s'attache à moderniser les méthodes pédagogiques et les équipements. Les EC ont le soutien de l'IDIP pour diversifier leurs pratiques pédagogiques. Les enseignements pratiques, cours intégrés, classes inversées, projets tutorés, forum sont donnés en présentiel. Comme partout des enseignements à distance ont été mis en place grâce à de nouveaux outils durant la crise sanitaire.

Les moyens utiles à l'innovation pédagogique ont été obtenus en répondant aux appels à projet IDEX. Les décisions concernant l'acquisition d'équipements ou de leur jouvence sont prises annuellement en commission d'investissements pédagogiques.

La faculté s'attache à améliorer ses espaces d'enseignement, mais rencontre des difficultés à mettre aux normes les locaux de TP et à augmenter la capacité d'accueil des amphis pour répondre à l'augmentation du nombre de places de 20 %, imposée par le Conseil d'État en 2021.

La formation propose l'apprentissage de l'anglais ou de l'allemand comme langue étrangère obligatoire. L'importance du vocabulaire technique fait partie des objectifs et une deuxième langue étrangère peut être apprise en UE librement choisie. Ainsi, les étudiants sont préparés à une insertion professionnelle réclamant d'être polyglotte ou à l'international.

Cette formation n'est pas ouverte à alternance ni à la formation continue. Cependant, les inscrits au DU « Vers une pratique officinale actualisée » suivent une UE du DFASP1 intitulée « Règles de prescription des ordonnances, dispositifs des produits de santé ».

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

Les étudiants s'inscrivent dans cette formation après avoir obtenu le DFGSP et le DFASP n'est pas un diplôme de fin d'études. Les étudiants poursuivent en sixième année.

La composante n'organise pas d'enquête sur l'insertion professionnelle de ses diplômés (DFSAP) sous prétexte du plein-emploi des docteurs en Pharmacie. Le projet professionnel et le choix du parcours sont effectués en quatrième année et validés par un jury. En cas d'échec au concours de l'internat, une réorientation directe en parcours officine ou industrie/recherche est possible. Les demandes de réorientation entre l'officine et l'industrie/recherche sont rares. Les étudiants sont suivis individuellement par les enseignants référents, le collège d'année en DFASP1 et par les responsables de formation (officine, internat, industrie recherche et master) en DFASP2.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose des moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Pour améliorer la formation, les services apportés par l'IDIP (Unistra) semblent être appréciés par les EC. Des séminaires sont organisés annuellement en ateliers pour les enseignants-chercheurs, les étudiants et le personnel administratif. De nombreux projets d'innovation pédagogique portés par des enseignants-chercheurs de la faculté ont obtenu des financements IDEX et ils ont permis l'évolution des pratiques pédagogiques.

Les trois filières semblent très actives pour moderniser leurs enseignements. Pourtant, les acteurs de la formation ont conscience de la nécessité d'une part de dynamiser encore plus leurs actions en faveur de l'innovation et de la créativité pédagogique, et d'autre part, de motiver davantage leurs collègues à participer à ces actions.

Si à ce jour, cette formation n'a pas instauré de conseil de perfectionnement (CP), il existe cependant pour le DFASP1, un collège d'année qui se réunit deux fois par an (hebdomadaire en période de confinement). Le

collège d'année permet les discussions entre étudiants et enseignants et aborde tout sujet relatif à une année d'études. Ce dispositif est un relai entre les étudiants, le corps enseignant et l'administration. En DFASP2, le suivi des étudiants et de la formation est assuré par les responsables de parcours. Les responsables de parcours et de DFASP1 se réunissent dans le cadre du jury de projet d'orientation professionnel et pour les demandes individuelles de changement de parcours.

Conclusion

Points forts

- Très bonne formation dont l'organisation est régie par décret et qui maintient sa performance en modernisant ses pratiques pédagogiques,
- Lien fort avec les professionnels du secteur pharmaceutique régional,
- Apprentissage des langues important,
- Grande diversité de spécialisation, doubles diplômes possibles.

Points faibles

- Absence de conseil de perfectionnement,
- Nombre de mobilités effectuées par les étudiants et les enseignants-chercheurs relativement faible.

Recommandations

- Améliorer les échanges internationaux,
- Mettre en place un conseil de perfectionnement.

DIPLÔME D'ÉTAT DE SAGE-FEMME

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

La formation au Diplôme d'État de Sage-Femme s'adresse aux candidats admis au département de maïeutique après obtention du Diplôme de Formation Générale en Sciences Maïeutiques. Ce deuxième cycle d'études conduit au diplôme d'État de Sage-Femme et correspond au grade master. La réussite au diplôme permet l'exercice du métier de sage-femme, une profession médicale autonome aux compétences définies et réglementées. L'enseignement se conforme à la législation et suit un programme. Les étudiants suivent une formation en alternance constituée d'un bloc d'UE obligatoires et d'UE librement choisies.

1. La politique et la caractérisation de la formation

L'organisation de l'enseignement a su intégrer la participation d'autres professionnels de santé pour préparer les sage-femmes à travailler en équipe. Le programme comporte des enseignements théoriques et de la pratique clinique. Les compétences attendues s'appuient à la fois sur des connaissances scientifiques et techniques, sur la maîtrise de gestes professionnels, sur des connaissances de méthodologie en recherche clinique et en pédagogie.

Des compétences transversales sont également requises pour préparer la sage-femme à ses responsabilités morales et sociales.

La formation comprend des enseignements mutualisés avec d'autres formations de la faculté ou d'autres UFR de l'université. Par exemple, des séances de simulation haute-fidélité sont organisées, en partenariat avec les internes en anesthésie, de gynécologie et étudiants infirmiers anesthésistes pour mettre plusieurs corps de métier dans des situations complexes et tester leur collaboration. Les UELC ont pour objectif d'offrir aux étudiants une personnalisation de leur formation dans des domaines variés.

Les mobilités sortantes d'étudiants pour effectuer un stage à l'étranger sont possibles et des aides financières régionales existent. L'établissement reçoit des étudiants en stage venant de Belgique et de Suisse. À ce jour, étudiants et enseignants n'ont pas la possibilité de participer au programme ERASMUS. Cependant, depuis l'intégration de cette formation à l'université, le département de maïeutique s'est engagé à constituer le dossier d'agrément.

La formation est actuellement peu adossée à la recherche. En effet, une minorité d'intervenants du deuxième cycle (29/135) est affiliée à une composante universitaire-recherche et parmi l'équipe pédagogique, seule une sage-femme est docteur et trois sont doctorantes.

Dans le programme d'enseignement, seules, l'UE C2i niveau 2 « Métiers de la Santé » et l'UE recherche au programme de quatrième année initient les étudiants aux méthodes et aux protocoles de la recherche (thème : épidémiologie et investigations en santé publique).

Pour les étudiants souhaitant s'investir en recherche, certaines UE de masters de la Faculté (*masters Éthique et société, Santé publique ou Biologie-santé*) leur sont accessibles dès le premier cycle. L'étudiant bénéficie alors d'un parcours aménagé. Il peut valider un master 1 recherche s'il valide son diplôme d'état de maïeutique et un master 2 en demandant une année de césure au deuxième cycle. Cette offre permet l'accès à un troisième cycle en recherche.

Des enseignements sur l'intégrité scientifique et la déontologie, adaptés à la profession de sage-femme, sont au programme. L'intégration du département maïeutique à la faculté de médecine, maïeutique et sciences de la santé a permis d'améliorer l'accès à l'offre documentaire grâce à une collaboration entre les bibliothèques de médecine et de maïeutique ce qui est apprécié par les étudiants en maïeutique qui ont un mémoire de fin d'études à rédiger.

Les quotas d'étudiants sont actés par décret, après proposition de l'université et validation par l'ARS qui elle-même tient compte des indicateurs de l'ONDPS (Observatoire national de la démographie des professions de santé).

Durant la période évaluée, les relations avec les professionnels extérieurs à l'établissement se sont améliorées.

Depuis 2022 pour améliorer les liens avec les acteurs socio-économiques, un représentant du directeur de l'ARS, quatre sage-femmes en activité font partie du conseil de gestion du département.

Par ailleurs, la formation continue a été récemment ouverte aux tuteurs recevant des stagiaires. L'enseignement alterne cours et stages à temps plein. Les stages étant essentiellement effectués en milieu hospitalier, les étudiants sont peu confrontés aux pratiques des autres orientations professionnelles possibles de leur futur métier.

2. L'organisation pédagogique de la formation

L'organisation des enseignements est conçue pour que les étudiants préparent leur projet de formation. Les contenus des enseignements alternent cours théoriques et pratiques. Ils sont cadrés et suivent l'évolution des connaissances et des pratiques de la profession. Les disciplines sont enseignées sous forme d'UE, elles représentent les compétences attendues d'apprentissage et de professionnalisation. Depuis le premier cycle, l'étudiant complète un portfolio des situations rencontrées en stage et des moyens à mettre en œuvre.

Les méthodes pédagogiques employées sont variées, modernes (construction de cartes conceptuelles, Méthode d'Intégration Guidée par le Groupe (MIGG), classe inversée, enseignement à distance) et adaptées aux objectifs d'apprentissage et à la future profession de l'étudiant. En quatrième année, des scénarios "urgences obstétricales" ont été mis en place en utilisant le simulateur haute-fidélité du centre de simulation de la faculté. La pédagogie prend en compte les expériences et connaissances nécessaires et demande aux étudiants une implication active. Les enseignements sont évalués et les pratiques employées en stage sont analysées avec une grande attention. La création d'une salle de TP améliorerait les conditions de travail des enseignants et des étudiants.

À ce jour, l'ouverture à l'international de la formation n'est pas formalisée. L'établissement attend son intégration au programme ERASMUS. Les enseignantes ne sont pas impliquées dans des échanges internationaux. La législation permet l'accès au deuxième cycle d'études sous conditions aux sage-femmes ayant obtenu leur diplôme hors UE, cependant l'établissement n'a pas reçu de demande d'inscription.

Il n'existe pas d'offre spécifique pour le public de la formation continue.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

Cette formation étant professionnalisante, sa pertinence n'est pas à discuter et son attractivité doit être mesurée au niveau du premier cycle. Les études sont présentées aux journées portes ouvertes de l'université. Le programme complet des études et les conditions d'admissions sont accessibles sur le site de l'université. Un espace réservé pour le département sur le site internet de la faculté de médecine, maïeutique et sciences de la santé est en cours de réalisation.

Pour évaluer sa performance, l'établissement se contente de comptabiliser les étudiants entrants/redoublants/ mutations/suspensions d'études ainsi que la réussite au diplôme des étudiants ayant été admis via le dispositif « Passerelles ». Après la validation de la deuxième année de cette formation (DFASMa2), les étudiants ont deux ans pour préparer et soutenir leur diplôme. Le plein-emploi de cette profession fait que les étudiants tardent à obtenir leur diplôme.

Les enquêtes concernant l'insertion professionnelle et la poursuite d'études ne sont pas faites régulièrement. Elles auraient leur importance pour étudier les domaines d'activité, les emplois à plein temps ou temps partiel des anciens élèves et leur devenir. Une adresse mail d'anciens élèves de l'Université faciliterait la communication de l'établissement avec ses *alumni*.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La politique des ressources humaines de l'établissement souhaite augmenter le nombre de docteurs parmi les enseignants. Les enseignantes nouvellement recrutées ont validé le DFASMa2, elles bénéficient d'un tutorat les accompagnant dans leur mission d'enseignement. Actuellement une enseignante du département a un master en pédagogie et ingénierie de la formation, deux ont un master en santé publique. Des enseignantes poursuivent leur formation par un doctorat, l'une termine son doctorat en sciences de l'éducation, une autre poursuit un doctorat en géographie de la santé et une autre un doctorat en santé

publique (épidémiologie). L'ensemble des membres de l'équipe pédagogique peut bénéficier de formations proposées par l'institut de développement et d'innovation pédagogique (IDIP).

La formation a organisé l'évaluation des enseignements et des stages cliniques. L'évaluation est réalisée pour l'année en cours, elle consiste à utiliser des boitiers de vote électronique. Ce procédé a donné un taux de réponse plus satisfaisant que celui des réponses aux enquêtes placées sur la plateforme Moodle. Le département n'a pas encore de conseil de perfectionnement, mais le conseil de gestion se réunit deux fois par an et a la charge d'analyser les résultats de la formation et de proposer des améliorations.

Conclusion

Points forts

- Formation très bien structurée et organisée, en pleine évolution,
- Très bon suivi des étudiants,
- Très bon suivi des enseignements,
- Enseignements mutualisés avec d'autres formations de la faculté ou d'autres UFR de l'Université,
- Volonté affichée d'améliorer l'adossement à la recherche.

Points faibles

- Absence de conseil de perfectionnement,
- Nombre faible d'enseignants-chercheurs.

Recommandations

- Mettre en place un conseil de perfectionnement. Ce conseil pourrait améliorer le lien avec le monde socio-professionnel et socio-économique,
- Poursuivre l'accompagnement des étudiants souhaitant suivre un troisième cycle d'études en améliorant l'adossement à la recherche de la formation.

MASTER ARCHÉOLOGIE, SCIENCES POUR L'ARCHÉOLOGIE

Établissements

ENS Archi Strasbourg - Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Archéologie, sciences pour l'archéologie*, porté par la faculté des sciences historiques, est composé de cinq parcours : *Archéologie de l'Europe moyenne*, *Archéologie des mondes méditerranéens, orientaux et égyptiens (AMMOE)*, *Architecture et archéologie* co-habilité avec l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg (ENSAS), *Trinational bilingue des sciences de l'Antiquité* regroupant quatre universités partenaires dans le cadre d'EUCOR (Strasbourg, l'Université de Haute Alsace, Fribourg-en-Brisgau et Bâle), *Parcours archéologie*, et *interdisciplinaire des mondes de l'antiquité (MIMA)* commun à six disciplines (Histoire, Archéologie, Lettres, Philosophie, Théologies Catholique et Protestante).

Le dossier d'autoévaluation déposé par l'établissement pour la formation est très lacunaire dans quasiment toutes références et ne permet pas de procéder à une évaluation complète de la formation.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation n'a pas jugé bon de donner les justifications obligatoires fondant son jugement. C'est très regrettable. À l'exception de l'intégration des enjeux du développement durable où la formation estime à trois son degré d'avancement, tous les autres critères sont jugés au niveau quatre ou cinq concernant l'adéquation de la formation à la stratégie de l'établissement, sans jamais justifier ses choix.

Elle s'estime au plus haut degré dans les critères de l'ouverture à l'international, sans donner aucun chiffre sur les étudiants internationaux ni justifier son appréciation.

Il n'existe pas de justifications non plus sur l'adossement à la recherche estimée au niveau cinq pour quatre critères sur cinq, et cet aspect est à peine abordé dans le premier document de preuve présentant la formation.

Les relations entretenues avec le monde socio-économique sont estimées de niveau quatre sans qu'aucun commentaire ne soit joint.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation n'a pas évalué son degré d'avancement dans ce domaine quels que soient les références et les critères, ni ne les a justifiés. Le document de preuve présente clairement deux parcours sur cinq, *Archéologie de l'Europe moyenne* et *AMMOE*. Cela est insuffisant pour apprécier si la formation met en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées, si elle diversifie ses pratiques, et encore moins si elle est ouverte réellement à l'international et si elle propose des dispositifs adaptés aux publics spécifiques.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation n'a pas évalué son degré d'avancement dans ce domaine quels que soient les références et les critères, ni ne les a justifiés. Deux documents de preuve correspondent aux fiches produites par l'observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (ORESIPÉ) pour *Archéologie* (mention ou parcours ?) et pour un parcours *Architecture et archéologie*, mais ces documents ne sont pas utilisés. Il n'y a donc aucune analyse de l'attractivité, de la réussite, de l'insertion professionnelle ou de la poursuite d'étude.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation n'a pas évalué son degré d'avancement dans ce domaine quels que soient les références et les critères, ni ne les a justifiés. Le compte rendu du conseil de perfectionnement montre sur quelques aspects qu'un pilotage existe, mais l'absence de toute considération concernant le travail d'auto-évaluation, pourtant obligatoire, pose question.

Conclusion

Point fort

- Trop peu d'éléments objectifs pour détecter des points forts.

Point faible

- Pas d'autoévaluation.

Recommandation

- Aucune recommandation n'est possible en l'absence de tout élément objectif et d'une autoévaluation.

MASTER CIVILISATIONS, CULTURES ET SOCIÉTÉS

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

La mention de master *Civilisations, cultures et sociétés* est composée d'un seul parcours *Mondes musulmans*, créé en 2018, afin d'offrir un *continuum* d'études sur l'histoire et la civilisation des mondes musulmans dans une perspective non confessionnelle. Il relève de la faculté des sciences historiques de l'Unistra. L'enseignement a lieu en présentiel au Palais universitaire et sur le campus de l'Esplanade.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La mention s'inscrit dans les ambitions et les orientations pédagogiques de l'établissement par son approche interdisciplinaire et en étant intégrée à l'Institut thématique interdisciplinaire (ITI) Histoire, sociologie et anthropologie des religions (HiSAAR), ce qui est une bonne chose. Elle est construite en cohérence et en complémentarité avec les autres formations du même cycle et en continuité avec la licence *Histoire et Civilisation des Mondes musulmans*. On ne sait si des contacts sont établis avec des partenaires locaux, régionaux ou nationaux, la formation n'évoquant que des conférenciers invités et s'accordant un niveau cinq dans son autoévaluation : cela montre une incompréhension de cette réalité.

Il est question de coopérations avec d'autres facultés que celle des sciences historiques et d'un séminaire interdisciplinaire, cependant l'interdisciplinarité mériterait d'être davantage identifiée, de même que son apport à la finalité de la formation.

Elle ne s'appuie pas sur des actions ou moyens obtenus dans le cadre de l'Initiative d'excellence (IdEx), mais elle affirme vouloir déposer un projet auprès de l'Agence nationale de la recherche - *Deutsche Forschungsgemeinschaft* (ANR-DFG), ce qui doit être encouragé.

La formation affirme avoir une attractivité internationale importante en attirant des candidatures d'étudiants de tous les continents. Cependant, aucune donnée précise n'est jointe et l'impact de cette attractivité s'avère faible, puisque seulement un ou deux étudiants internationaux sont intégrés sur les 8 à 15 étudiants que compte la mention. La formation évoque des coopérations systématiques à l'étranger, sans préciser davantage, mis à part pour l'espace rhénan (Bâle, Fribourg-en-Brigau) pour lequel un projet de coopération dans le cadre du Campus européen (EUCOR) a été mis entre parenthèses en raison de la crise sanitaire. Cet objectif est à encourager, bien qu'il apparaisse classique pour l'Unistra, alors que la thématique de la formation permettrait un élargissement international plus grand.

Aucun étudiant ne bénéficie d'une mobilité entrante ou sortante : la formation n'a pas identifié l'importance de cet élément ni celle du soutien auquel elle pourrait prétendre.

Mise à part l'existence de séminaires de recherche et du mémoire de recherche, la formation n'identifie guère les liens avec le monde de la recherche. Les informations à ce sujet sont vagues : aucune unité de recherche (UR) n'est citée et aucune donnée chiffrée n'est renseignée à ce sujet. Il est seulement question de deux enseignants-chercheurs dont les domaines se complètent sans que l'on sache combien participent à la formation : les niveaux indiqués sont sans rapport avec le commentaire.

La formation reconnaît avoir insuffisamment anticipé les difficultés de certains étudiants au travail à et par la recherche et le conseil de perfectionnement liste un certain nombre de problèmes qui sont à régler.

La formation évoque une attention scrupuleuse concernant la déontologie (niveau 5) du fait d'un domaine marqué par les idéologies, mais l'intégrité scientifique et la déontologie sont peu identifiables dans le cursus et la présentation de la mention.

Des liens classiques existent pour l'acquisition documentaire avec les services dédiés, même si la formation regrette l'insuffisance des moyens à ce sujet, mais les personnels ne sont pas associés plus particulièrement à la formation.

Il est regrettable que tout ce qui concerne les relations avec le monde socio-économique, qui n'est même pas envisagé dans sa dimension culturelle, soit considéré comme sans objet par la formation. La composition du conseil de perfectionnement reflète cet état de fait en n'intégrant pas de représentants de milieux professionnels. Il n'existe pas de politique en matière d'alternance, de formation continue, ni même de validation des acquis. Si des objectifs d'intégration professionnelle des étudiants sont édictés et cohérents, il est

vraiment regrettable que la formation ne formalise pas les moyens qu'elle se donne pour y parvenir, ni ne sache se situer par rapport à eux.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La pluridisciplinarité est l'élément mis en avant par la formation, mais sans en définir vraiment le contenu. La diversité des projets de recherche et des séminaires ne peut suffire à justifier la qualité de l'enseignement. Les compétences ne sont pas toujours détaillées. Le niveau 5 que s'attribue la formation dans l'autoévaluation est sans rapport avec les problèmes pointés par le conseil de perfectionnement : cours de méthodologie insuffisant, manque de cohérence des enseignements optionnels, manque de coordination entre les différents enseignements, enseignement de langues orientales et de questions d'actualité insuffisant, problèmes de communication entre les différentes scolarités des composantes.

Les pratiques pédagogiques sont classiques. La formation se fait en présentiel. Elle n'offre pas de dispositif à distance, ni n'utilise d'espaces variés d'enseignement.

Les contenus et les dispositifs sont adaptés pour permettre l'ouverture à l'international, mais sans que cela se concrétise suffisamment. Outre l'apprentissage d'une langue vivante, la formation inclut l'apprentissage d'une langue orientale (principalement arabe, persan, turc), ce qui est un point positif. La formation affirme faire de son mieux pour intégrer les étudiants étrangers, par ailleurs peu nombreux (un ou deux entre 2018 et 2021) et encourager à la mobilité internationale, mais il n'y a aucune mobilité entrante et sortante.

Il n'existe pas de formation continue ou en alternance, et pas d'ingénierie adaptée à une offre spécifique tournée vers les publics de la formation continue. Elle affirme tout au plus proposer un grand nombre de manifestations publiques et des coopérations avec le monde socioculturel, mais sans préciser ses actions, leur public, leur impact.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation, créée récemment (2018), est consciente qu'elle doit améliorer ses dispositifs d'information pour dépasser son attractivité régionale qui n'est pas détaillée. Les résultats sont corrects.

En raison de la jeunesse de la formation, il n'existe pas encore de données sur le suivi de l'insertion professionnelle des étudiants.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

Il est inquiétant que les enseignants référents se déclarent en surcharge chronique, ce qui pose la question de la difficulté du pilotage de la formation ou de son manque de reconnaissance. Il n'y a pas de mobilités sortantes effectuées par les enseignants ni d'accueil de professeur invité : il est dommage que la formation ne dise pas si elle compte développer cet aspect important.

La formation déclare ne pas disposer de soutien ou d'accompagnement spécifique au métier d'enseignant, et ignore l'existence de services centraux comme l'Institut de développement et d'innovation pédagogiques (IDIP).

Il est positif de voir les analyses lucides faites par le premier conseil de perfectionnement de cette jeune formation. Elles permettent de pointer les problèmes et d'envisager des mesures pour résoudre les difficultés en sollicitant les différentes instances de l'établissement : c'est encourageant et laisse augurer une amélioration de l'efficacité de la formation.

Conclusion

Points forts

- Une offre de formation originale sur le territoire national,
- Une orientation interdisciplinaire qui s'inscrit bien dans les ambitions de l'établissement,

- Un potentiel pour internationaliser davantage la formation.

Points faibles

- Une attractivité à développer,
- Des partenariats à établir avec le monde socio-culturel et le monde de la recherche,
- Une internationalisation à développer.

Recommandations

- Renforcer sa cohérence, son attractivité, ses partenariats,
- Développer une formation à et par la recherche de qualité en appui sur des unités de recherche de haut niveau,
- Répondre à l'objectif d'internationalisation de l'établissement.

MASTER DÉMOGRAPHIE

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Démographie* de l'université de Strasbourg est l'une des plus anciennes formations universitaires de deuxième cycle en démographie (1991), et compte parmi les deux existantes dans cette discipline. La formation, portée par la faculté des sciences sociales, est adossée à l'Institut de démographie de l'université de Strasbourg (IDUS). Il est composé d'un parcours unique. Les cours ont lieu à l'université de Strasbourg, mais des étudiants de master 2 intégrés à l'École des hautes études en démographie (HED) suivent également des formations à Paris.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation, qui s'attribue le plus haut niveau (5), n'explique pas comment elle s'inscrit dans les ambitions, les orientations et les priorités thématiques de l'établissement. Une complémentarité et une cohérence avec les autres formations existent. Le master s'inscrit dans la continuité de la troisième année de licence de sciences sociales parcours *Démographie* (un quart voire la moitié des étudiants recrutés) et est ouvert aux autres licences de sciences humaines et sociales (*Géographie, Économie, Mathématiques Appliqués, Histoire, etc.*). Il s'articule avec les différentes disciplines présentes dans le deuxième cycle de la faculté des sciences sociales. Il permet une poursuite d'étude en doctorat.

Il existe peu de partenariats académiques au niveau local, régional ou national, bien que la formation s'attribue un niveau 4 dans l'autoévaluation. Des relations existent avec d'autres formations universitaires françaises (Aix-Marseille, Lille, Rennes, Tours) ou étrangère (Institut de statistiques du Bénin), mais elles ne sont pas formalisées. La pluridisciplinarité de la formation est celle de la démographie en dialogue avec des sciences connexes comme la géographie, la sociologie, ou les sciences économiques, et se concrétise à chaque semestre par un enseignement pluridisciplinaire. L'interdisciplinarité est cependant peu développée : les thématiques santé invoquées sont peu lisibles.

Des actions sont entreprises pour dynamiser la formation dans le cadre de l'initiative d'excellence (Idex) Formation permettant des échanges avec l'Université de Montréal et dans le cadre du programme de l'École Universitaire de Recherche de l'HED (EUR-HED). Cependant, pour cette dernière qui touche près d'un tiers des étudiants, on ne sait si cette action a un impact bénéfique pour l'ensemble de la formation. Le niveau 5 que s'octroie la formation doit donc être mieux explicité.

L'ouverture internationale est faible et ne semble pas avoir évolué depuis la convention avec l'université de Montréal. Il n'existe pas d'offre spécifique à l'international. La formation accueille des étudiants internationaux : quatre chaque année entre 2018 et 2021, soit environ 10 % du contingent étudiant. Une seule convention existe avec l'université de Montréal (UDEM) offrant des mobilités sortantes, mais qui se sont peu ou pas concrétisées (les données sont contradictoires : deux étudiants concernés ces cinq dernières années d'un côté, aucune dans les données chiffrées).

Aucune mobilité entrante n'est mentionnée. Pourtant la formation estime faire son maximum (niveau 5) pour soutenir les étudiants dans cette démarche (réseau international des enseignants, incitation à réaliser un stage à l'étranger en M1 ou M2), mais il n'y a pas d'analyse de ce peu d'attrait pour une expérience à l'étranger.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche substantiel, engageant les étudiants dans des programmes de recherche avec l'Unité Mixte de Recherche Sociétés, Acteurs, Gouvernement en Europe (UMR SAGE) et participe à de grands programmes de sciences de la population : Labex Individus, Populations, Sociétés (iPOPs), EUR-HED. Les étudiants sont associés à leurs activités comme à celle de la Maison Interuniversitaire des Sciences de l'Homme (MISHA). Les étudiants peuvent participer aux activités du laboratoire, y être accueillis. Ils sont également accompagnés par un système de tutorat.

L'essentiel des enseignements est assuré par des enseignants-chercheurs et des chercheurs de l'Institut National d'Études Démographiques (INED). Malgré l'indication d'un niveau 4, rien n'est dit sur la présence d'une formation à l'intégrité scientifique et à la déontologie pourtant bien nécessaire lorsqu'il s'agit de l'argumentation chiffrée. Un appui sur les services de documentation existe dans le cadre d'un enseignement qui est jugé utile, mais il reste limité (6 heures). Heureusement, davantage d'heures sont consacrées à la méthodologie informationnelle et documentaire (30 heures).

La formation intègre des éléments de professionnalisation et a de bonnes relations avec le monde socio-économique. Ces dernières se formalisent par la participation de professionnels aux enseignements (11 sur 30) et aux jurys. Un réseau de diplômés existe et fait le lien entre les milieux étudiantin et professionnel. Un stage d'au moins cinq semaines en M1 et de cinq mois au semestre 4 de M2 est exigé dans le cursus, ce qui favorise la professionnalisation. Cependant, il n'y a aucun étudiant en formation continue, aucun en validation des acquis d'expérience (VAE) ou de validation des acquis professionnels (VAP). Aucune disposition n'est citée montrant que leur accueil est possible.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation se déroule selon un programme par notion et par compétence cohérent couvrant l'ensemble des champs de la démographie. Le cursus est progressif : les deux premiers semestres servent à l'enseignement des fondamentaux, le troisième semestre à l'acquisition d'autonomie et le quatrième semestre au stage long, d'au moins cinq mois, en laboratoire ou en entreprise. C'est au cours de ce dernier semestre que des compétences spécifiques aux étudiants sont acquises et valorisées. Toutefois, il n'y a pas de valorisation particulière en dehors des soutenances des mémoires de stage, sauf pour les étudiants en stage à l'université de Montréal souhaitant suivre des cours dans ce cadre. Mais ce dispositif reste théorique (aucune mobilité sortante). Il n'y a pas de valorisation de compétences acquises en dehors du cursus.

La formation a développé et diversifié ses pratiques pédagogiques tant dans les façons d'enseigner avec la pédagogie inversée par exemple, les approches méthodologiques que les exercices : soutenances, devoirs écrits, applications informatiques pour les enseignements de statistiques et d'enquête. L'usage de la plateforme Moodle est classiquement généralisé permettant éventuellement aux étudiants salariés un accès aux documents écrits des cours, mais il n'y a pas ou très peu d'enseignement à distance ou hybrides : la formation est consciente des manques en ce domaine (niveau 1). Le passage en contrôle continu pour les M2 permet un suivi des étudiants tout au long du semestre.

Les dispositifs visant à développer l'ouverture à l'international font l'objet d'efforts qui devraient être renforcés. L'enseignement de l'anglais est proposé aux trois premiers semestres de la formation, ouvrant à la possibilité d'une certification non obligatoire. Son organisation, mobilisant licence 3, M1 et M2, permet judicieusement de constituer des groupes de niveau adaptés.

Depuis la rentrée 2022, le titulaire de la Chaire de démographie doit dispenser tous ses cours en anglais.

La mobilité sortante des étudiants est fortement encouragée dans le cadre des stages en laboratoire ou en entreprise, mais reste encore sans effet. La formation affirme qu'un projet de développement de partenariats Erasmus + était envisagé lors du dernier projet quinquennal, mais n'a pas pu être concrétisé sans qu'aucune explication ne soit donnée. Ce projet de partenariat avec des universités européennes dispensant la démographie (Barcelone, Genève, Louvain, Stockholm) devrait être une priorité.

Il n'est pas proposé de dispositif pour les publics en formation continue ou en alternance, et il est difficile de cerner la politique de la formation dans ce domaine. D'un côté, il est regrettable que la formation affirme qu'elle n'est pas concernée et que c'est aux étudiants de s'adapter. De l'autre et fort heureusement, la question de la formation continue figure dans les éléments de projets à venir. L'affirmation selon laquelle des étudiants accueillis en VAE pourraient réaliser leur stage dans leur structure montre une méconnaissance de ce qu'est réellement la VAE.

L'ouverture à l'international et au public en formation continue sont les deux éléments les moins bien développés au cours de ce quinquennal.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

Une procédure de recrutement est en place et la formation est attractive, mais l'attractivité n'est pas analysée. Le master attire un plus grand nombre de candidats qu'il n'accueille d'étudiants : environ une vingtaine d'inscrits en M1 pour 55 à 87 candidatures en 2019 et 2020, lesquelles sont en augmentation. La procédure de recrutement associe toute l'équipe pédagogique et son responsable. La formation proclame jouir d'une reconnaissance nationale et internationale qui reste à démontrer. Une légère baisse des effectifs à laquelle il faut prendre garde est également visible : passage de 18 à 16 en M1, de 24 à 18 en M2 entre 2018 et 2021. Enfin, des dispositifs d'information sur la formation existent et cherchent à être développés : participation aux Journées Portes ouvertes, site internet, appui sur les *alumni*. C'est ce dernier élément sur lequel la formation voudrait davantage s'appuyer et avoir un soutien pour le faire.

La formation affiche de bons résultats concernant la réussite de ses étudiants qu'elle suit en fournissant ses propres indicateurs. La question des redoublements de M1 est discutée au cas par cas, privilégiant parfois une réorganisation du travail ou une réorientation. Concernant l'analyse de l'insertion professionnelle et la poursuite d'études de ses diplômés, la formation réalise tous les deux ans depuis 2003, une enquête spécifique sur le devenir des diplômés dont la présentation des résultats est l'occasion d'une rencontre entre diplômés et étudiants. Enfin, les *alumni* du master sont mobilisés pour la recherche de stage des étudiants. Le réseau des diplômés, travaillant dans tous les secteurs, participent de ce lien, notamment avec l'organisation d'une journée " Un Master de démographie, et après ? " organisée tous les deux ans et d'une *mailing-list* de diffusion d'offres.

L'efficacité de l'insertion professionnelle reste difficile à mesurer. La formation montre une adéquation à 100 % des emplois occupés par les anciens diplômés avec leur formation, toute fois le taux d'emploi à 30 mois est assez bas, mais le biais de statistique de petits effectifs est trompeur en données relatives, car il n'y avait que cinq répondants.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

Les ressources humaines correspondent aux besoins de la formation et sont adaptées. 30 intervenants au total dont 10 enseignants-chercheurs (dont trois non-titulaires de l'IDUS), 9 chercheurs et 11 professionnels pour encadrer entre 36 et 46 étudiants entre 2018 et 2021. Il n'existe pas de mobilités sortantes des membres de l'équipe pédagogique. Des mobilités entrantes existent grâce au levier du labex iPOPs sur de courts séjours. On se demande ce que sont les partenariats de recherche des membres de l'équipe pédagogique annoncés par la formation, des partenariats institutionnalisés devant être recherchés. L'idée de prendre appui sur l'Institut d'Etudes Avancées de l'Université de Strasbourg (USIAS) est sans doute une des pistes à explorer, mais aussi plus classiquement Erasmus +. Des formations à l'Institut de développement et d'innovation pédagogiques (IDIP) sont suivies par les titulaires de la formation, mais par l'ensemble de l'équipe.

La formation s'évalue et dispose d'un conseil de perfectionnement. Des questionnaires existent pour évaluer la formation avec des taux de réponse satisfaisants (77 % en M1, 92 % en M2 en janvier 2022). Ils permettent une analyse et de lister un certains de nombre de points de vigilance. Le conseil de perfectionnement, qui est conforme dans sa composition, se réunit tous les ans, évaluant les enseignements et la formation. Le compte-rendu fait apparaître la nécessité de compléter et ajuster la maquette en fonction de l'évolution des logiciels développés et de la demande en compétences numériques (langages R et SQL notamment).

Conclusion

Points forts

- Une formation de bon niveau,
- Une implication dans le monde de la recherche et le monde socio-économique valorisante pour les étudiants,
- Bon suivi des étudiants et mise en réseau avec les anciens diplômés.

Points faibles

- Un trop faible réseau partenarial international,
- Une faible interdisciplinarité,
- Une absence de veille qui serait nécessaire sur les ressources numériques.

Recommandations

- La formation doit s'ouvrir davantage à l'international en établissant des partenariats institutionnalisés, notamment en reprenant les projets prévus de développement d'un réseau Erasmus+,
- Développer l'interdisciplinarité de façon transversale,

- Veiller à offrir une formation en adéquation avec l'évolution de la demande en formation numérique (langages R et SQL).

MASTER DROIT CANONIQUE

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

La mention *Droit canonique* de l'Unistra est portée par la faculté de théologie catholique.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation est en adéquation avec la stratégie de formation de l'établissement et constitue l'une des orientations pédagogiques spécifiques à l'université de Strasbourg.

Par nature pluridisciplinaire, la formation intègre des enseignements mutualisés avec la faculté de droit.

La formation est largement tournée vers l'international (30 % d'étudiants étrangers), du fait d'une reconnaissance du diplôme par la France et le Vatican.

La formation intègre une formation par et à la recherche : enseignements d'initiation à la recherche, sensibilisation à l'intégrité scientifique, mise en pratique de projets de recherche, adossement à une unité mixte de recherche (UMR), participation nombreuse d'enseignants-chercheurs à la formation.

Du fait de sa spécificité disciplinaire, la formation entretient des rapports privilégiés avec le monde socio-économique régional. Une grande partie des étudiants de la formation sont déjà préalablement en situation professionnelle. La nature de la formation explique l'exclusivité de la formation initiale.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation est construite autour d'un programme cohérent en lien avec les compétences à acquérir. Les pratiques pédagogiques sont diversifiées (distanciel/présentiel, forums, etc.)

La formation inclut des enseignements de langue, adaptés aux besoins de la discipline. Elle accompagne de façon personnalisée les étudiants en mobilité entrante.

Elle s'adapte au public en situation d'emploi par des dispositifs pédagogiques particuliers.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation développe des actions pour accroître son attractivité. Le nombre de candidatures (entre un et deux candidats par inscrit) et le nombre d'inscrits en M1 (en baisse de 19 inscrits en 2018-2019 à 10 en 2020-2021) au regard de la capacité d'accueil (50) restent cependant faibles ; ils sont directement liés à la nature très particulière de la discipline. On notera toutefois depuis l'année 2019-20 une hausse du nombre d'inscrits en M2 par rapport au M1.

La formation affiche des taux de réussite contrastés. Si en M1, ils sont satisfaisants (entre 79 % et 100 % selon les années), ils apparaissent en revanche faibles en M2 (de 39 % à 62,5 % selon les années). Ces données ne sont aucunement analysées par la formation, notamment au regard du nombre plus élevé inscrit en M2 qu'en M1.

Le taux d'insertion professionnelle à la sortie de la formation ne permet pas d'analyse pertinente, la formation accueillant une très grande partie d'étudiants déjà en situation professionnelle.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs, moyens humains comme soutien et accompagnement.

Le pilotage de la formation s'effectue exclusivement au sein du conseil de perfectionnement. L'évaluation des enseignements reste informelle, mais le conseil de perfectionnement est un lieu d'échange important.

Conclusion

Points forts

- Une spécialisation clairement identifiée,
- Une construction cohérente de la formation au regard du public et de la discipline,
- Une adaptation continue à des publics diversifiés.

Points faibles

- Des chiffres de candidatures et d'admission dans la formation qui restent faibles,
- Le taux de réussite en M2,
- Un manque de formalisation des processus d'évaluation de la formation.

Recommandations

- Mener une réflexion sur l'attractivité et les taux de réussite,
- Mener une réflexion sur la formalisation de l'évaluation de la formation.

MASTER ÉPISTÉMOLOGIE, HISTOIRE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Epistémologie, histoire des sciences et des techniques* est un master pluri- et interdisciplinaire formant des étudiants issus de différentes disciplines aux questions épistémologiques et sociétales posées par les sciences. Il est porté par la faculté des sciences historiques, mais aussi par d'autres composantes et institutions : faculté de médecine, de philosophie, de physique, de sciences économiques et gestion, de sciences sociales, l'École et observatoire des sciences de la terre, le Jardin des sciences, l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPE). Les cours ont lieu principalement en présentiel à Strasbourg (Campus central, Esplanade, Médecine).

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation s'inscrit pleinement dans les ambitions et les priorités thématiques de l'établissement par son caractère pluri- et interdisciplinaire, la promotion du dialogue entre sciences et société, et en cherchant à répondre à l'objectif d'internationalisation. Elle s'adresse aux étudiants venant des licences de sciences humaines et sociales, des sciences de la nature ou à des professionnels en activité. Il est possible d'intégrer ce master directement en M2 pour les professionnels ou les titulaires d'un master (M1 et M2). Elle est construite en cohérence avec les autres formations de master : des passerelles existent avec les masters deuxième année (M2) de communication scientifique (*Info-Com*) et de muséologie (faculté des sciences sociales), ou après le master avec le M2 *Sciences politiques, parcours Santé Environnement Politique* de l'Institut d'Études Politiques de Strasbourg, ou encore avec le master *Éthique* (faculté des sciences sociales).

Les partenariats sont essentiellement universitaires et avec le jardin des sciences. En dehors de ces cadres, ils n'existent qu'avec les Archives du Bas-Rhin ou d'autres institutions, qui devraient être plus clairement identifiées, pour l'accueil d'étudiants en stage.

La formation perçoit pleinement les apports de la pluridisciplinarité et de l'interdisciplinarité à sa finalité. Elle est également lucide sur le manque d'actions en relation avec l'Initiative d'excellence (IdEx).

La formation développe une offre spécifique à l'international, ce qui est très positif, par le biais du réseau *European Master's Programme on Society, Science and Technology (ESST)*. Ce dispositif permet aux étudiants de M2 de passer leur quatrième semestre dans l'une des autres universités du réseau. Ces échanges entrent dans le cadre Erasmus+ et permettent aux étudiants de bénéficier d'une bourse Erasmus. Impactés par la situation sanitaire, les étudiants inscrits à cette offre spécifique internationale sont restés peu nombreux : deux à trois étudiants par an ont bénéficié d'une mobilité sortante entre 2018 et 2021, et un au plus d'une mobilité entrante dans la même période.

Cependant, la formation entend bien dynamiser à nouveau ce processus et doit être encouragée dans ce sens, car il s'agit d'une formation de haut niveau : co-direction, enseignement de spécialité en anglais, rédaction du mémoire en anglais, obtention de deux diplômes (master de l'université d'origine et master ESST européen).

Le master intègre une formation à et par la recherche adaptée à sa finalité et s'appuie sur deux unités mixtes de recherche (UMR) : les Archives Henri Poincaré – Philosophie, Recherche sur les Sciences et les Technologies (AHP-PreST) et Société, Acteurs, Gouvernements en Europe (SAGE). Les enseignements sont très majoritairement assurés par des enseignants-chercheurs de différentes disciplines. L'absence dans l'équipe pédagogique d'un socio-anthropologue des sciences est soulignée à juste raison par la formation pour répondre pleinement à la finalité de la formation.

Un cours d'éthique de la recherche obligatoire existe en première année et cette question irrigue les autres enseignements au cours des deux années de master.

La formation travaille en collaboration avec les services de la documentation de l'université qui interviennent pour quatre heures dans le master et avec les services de la Bibliothèque Sciences gérée par les Archives Henri Poincaré. Elle collabore avec les Archives du Bas-Rhin pour une formation spécifique sur les archives dans un enseignement de méthodologie.

L'insertion professionnelle est bien appréhendée par la formation en offrant aux étudiants des enseignements adaptés et en partie assurés par des professionnels (au nombre sept contre quatorze enseignants-chercheurs), et des stages : l'un obligatoire de quinze jours en M1, optionnel de longue durée en M2. Des professionnels font partie du conseil de perfectionnement.

La formation ne prépare pas à l'entrepreneuriat. Elle n'est pas accessible en alternance. Elle l'est en formation continue, bien qu'aucun n'étudiant n'ait utilisé ce dispositif jusqu'à présent. Elle propose des aménagements aux étudiants salariés qui peuvent entrer directement en M2.

2. L'organisation pédagogique de la formation

Les objectifs, contenus et méthodes de la formation sont correctement mis en œuvre. Le master a été restructuré en 2018 autour de plusieurs éléments : l'histoire des sciences, la philosophie des sciences, la socio-anthropologie des sciences, mais aussi la médiation et la valorisation scientifique.

La formation ne s'appuie pas encore totalement sur une démarche programme et par compétences qu'elle envisage de finaliser lors de la prochaine offre de formation. Elle sait déjà valoriser les compétences acquises dans le cursus.

Une diversification des méthodes pédagogiques existe par le biais de réalisation de carnets de recherche (blogs) par les étudiants, de visites d'institutions muséales ou archivistiques, de rencontres avec des professionnels.

La formation offre des formes hybrides d'enseignement pour des conférences et des séminaires. Un effort dans cette direction devrait être approfondi. Elle s'est adaptée pendant la crise sanitaire en offrant un enseignement à distance, mais est revenue au présentiel ensuite. Elle utilise dans le cadre de certains enseignements des cadres différents d'enseignement (visites de lieux de médiations, d'archives, patrimoniaux).

Les contenus et les dispositifs sont adaptés pour permettre son ouverture à l'international. Outre l'usage de textes en anglais dans une grande partie des enseignements, des cours d'anglais assurés par des *native speakers* sur les thématiques du master sont assurés au cours de la formation, ainsi que d'un cours en anglais ouvert à deux semestres, ce qui est bienvenu. La possibilité de faire un master ESST est offerte lors du quatrième semestre de la formation (voir précédemment sur cet excellent dispositif). Un accompagnement au cas par cas est en place pour les étudiants qui choisissent cette voie.

La formation dispose d'un parcours aménagé pour les étudiants salariés titulaires d'un M1 et entrant en M2 et offre des possibilités au cas par cas pour les autres. Elle accueille donc un nombre important d'étudiants salariés (notamment des enseignants du secondaire), qui sont généralement entre trois et cinq par promotion de M2 (20-25 étudiants). Elle envisage de mieux formaliser les aménagements de parcours dans le cadre de la formation continue ce qui serait une bonne chose. Elle se rend compte aussi que mis à part l'usage de la plateforme Moodle, son ingénierie de formation adaptée reste limitée.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

Les dispositifs que la formation met en place pour faire connaître le master et améliorer son attractivité sont en place : site internet remanié, informations dans les journées portes ouvertes, entretien personnalisé préalable aux candidatures. Une attention particulière est portée par la commission pédagogique au recrutement et à son évolution.

Du fait de la restructuration de la formation en 2018, l'analyse du suivi des diplômés est délicate à mener, mais la formation manifeste un souci évident sur ce point et est attentive à la réussite de ses étudiants : dans le cadre du conseil de perfectionnement, une réflexion est menée sur les débouchés de la formation et sur son positionnement futur.

Un constat identique s'impose pour l'insertion professionnelle, mais le suivi est insuffisant. La formation évoque des retours de type qualitatif sans les expliquer et n'a pratiqué aucune enquête systématique. La fiche ORESIPPE n'est pas exploitable puisqu'elle traite des étudiants concernés par la formation avant sa restructuration. La question de la poursuite en thèse de doctorat est abordée de façon trop évasive (aucune donnée chiffrée fournie dans l'autoévaluation, cependant l'annexe du conseil de perfectionnement indique que sept étudiants sortis du master depuis 2018-19 sont actuellement en thèse).

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

On ne sait si la politique de l'établissement tient compte des besoins d'encadrement de la formation qui, en tout cas, aurait besoin d'un socio-anthropologue des sciences pour répondre pleinement à ses objectifs de formation. Des membres de l'équipe pédagogique ont bénéficié des mobilités sortantes. En revanche, il est dommage qu'il n'y ait pas de professeur invité. La formation se plaint, avec raison si tel est le cas, de l'absence de décharge pour ses responsables, dont le pilotage est pourtant remarquable. Elle regrette que cela ne lui permette pas de profiter pleinement des offres des services centraux de l'établissement, telles que celles proposées par l'Institut du développement et de l'innovation pédagogique (IDIP).

Des réunions régulières sont organisées avec les étudiants ou leurs représentants, ce qui permet un retour et un suivi attentif. Il n'existe pas cependant d'évaluation systématique par questionnaires pour l'ensemble de la formation, même si elle est organisée partiellement par certains enseignants. Le conseil de perfectionnement est règlementairement en place et contribue efficacement à l'évaluation interne.

Conclusion

Points forts

- Un master pluri- et interdisciplinaire répondant à une demande sociale,
- Une offre de formation à l'international,
- Une réflexivité et un très bon pilotage de la formation.

Points faibles

- Des partenariats régionaux, nationaux et internationaux à développer et/ou à rendre plus lisibles,
- Un manque d'actions en lien avec l'IdEx.

Recommandations

- Gagner en qualité en développant davantage son internationalisation, ses liens avec l'IdEx, ses partenariats avec des institutions régionales, nationales ou internationales,
- Veiller à réussir l'insertion professionnelle de ses étudiants hors du *continuum* en doctorat.

MASTER ÉTHIQUE

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Éthique* a été créé en 2006 et remanié fortement en 2018. Il présente quatre parcours. Les trois premiers *Éthique, société, droits de l'homme* et *Bioéthique, éthique du vivant, éthique clinique* ont en commun la première année ; *Gérontologie, vieillissement, éthique et pratiques professionnelles* ; le quatrième parcours trilingue *Interdisciplinary Ethics*, aurait dû ouvrir en 2020, mais la pandémie n'a pas permis de recruter assez d'étudiants à Fribourg-en-Brigau, l'université partenaire. Il en a été de même en 2021.

Le master est pluridisciplinaire ouvert à des disciplines telles que la philosophie, sociologie, droit, théologie, éthique économique et politique. La formation intègre également une formation en littérature et arts et une collaboration avec la faculté des sciences de la santé sous la forme d'un cours de M2 en bioéthique et un cours au master *Infirmiers Pratiques Avancées*.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation s'inscrit dans les ambitions pédagogiques et transdisciplinaires de l'établissement. Le master s'articule avec d'autres masters comme ceux de sciences sociales, des sciences de la vie (*Ethologie*), d'histoire (*Sciences et Sociétés*), et avec les études en sciences de la santé. Il forme une des composantes de l'Institut Thématique Interdisciplinaire LETHICA (*Littératures, Éthique et Arts*).

Cette formation s'inscrit dans un cadre de réflexion pluridisciplinaire en sciences humaines et sociales. Elle s'intègre également dans un partenariat régional transfrontalier avec l'université de Fribourg-en-Brigau.

Il semble exister une difficulté à la poursuite post-master en doctorat en éthique.

D'un point de vue de l'évolution de la maquette par rapport à l'ancienne évaluation en 2018, la maquette a été profondément remaniée et les manques identifiés et comblés.

La formation s'appuie sur différents partenariats internationaux permettant une ouverture à l'international : le premier est le partenariat avec l'université de Fribourg-en-Brigau qui permet des contenus de formation en anglais et en allemand (mobilités entrantes), le second s'appuie sur l'offre de mobilités sortantes lors d'échanges internationaux Summer School à Yale ou en Autriche. Une bourse facilite la mobilité sortante des étudiants qui ont un projet entrant dans les thématiques de l'ITI LETHICA.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche, mais qui peine à se poursuivre en doctorat. La formation s'adosse à la recherche grâce à l'implication de plusieurs équipes : notamment les Archives Henri-Poincaré – Philosophie et Recherches sur les Sciences et les Technologies UMR 7117, Dynamiques Européennes (DynamE), UMR 7367, le Bureau d'Économie Théorique et Appliquée (BETA) UMR 7522, l'Institut Pluridisciplinaire Hubert Curien (IPHC), UMR7178, le Centre d'Études et de Recherches Interdisciplinaires en Théologie (CERIT) EA 4377, le Centre de droit privé fondamental, EA 135. Les étudiants sont formés aux méthodologies de recherche, ils effectuent leur stage en laboratoire. Leur mémoire de stage est donc un mémoire de recherche.

La formation est conçue en dehors des attentes du monde socio-économique à l'exception du parcours *Gérontologie*, en partie parce que les étudiants y sont déjà insérés ou en sont issus. Elle semble donc peu adaptée par des étudiants suivant un parcours classique. Concernant la professionnalisation, outre l'accompagnement en laboratoire de recherche, seul le parcours gérontologie entre dans les cadres des formations professionnalisante au sens de formation pour un panel de métiers. La formation est donc conçue en dehors des attentes du monde socio-économique.

Pour autant l'ensemble de la formation permet aux étudiants de valoriser un questionnement sur les pratiques notamment en relation avec les métiers des sciences et de la santé. Il pourrait être intéressant de valoriser cet aspect.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation met en œuvre les méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées. Les étudiants sont accompagnés par les enseignants en construisant des fiches pédagogiques d'objectifs de compétences, lesquelles sont réévaluées lors de réunions pédagogiques. Les compétences acquises sont valorisées sous la forme de manifestations scientifiques et sous la forme de l'attribution d'un prix en M1 et M2.

Les pratiques pédagogiques de la formation sont peu détaillées, elles présentent toutefois une diversification dans les exercices demandés utilisant différents médias (vidéo, écrits, poster...) qui renforcent des compétences de pratiques scientifiques. Les méthodologies d'enseignement se saisissent des différents outils actuels mis à disposition. Il aurait été nécessaire que cela soit un peu plus détaillé dans le dossier d'auto-évaluation.

L'ouverture à l'international assez faible, mais la formation bénéficie d'enseignements en langues. La formation met néanmoins en place des dispositifs d'ouverture à l'international : enseignement de l'anglais au premier semestre uniquement, parcours trilingue pour le parcours Interdisciplinarity. La formation bénéficie également de partenariats accompagnant la mobilité entrante des étudiants (partenariat avec l'université de Freiburg) et sortante (échanges internationaux à Yale, en Autriche...) Le parcours international, récent, a souffert des deux années de pandémie, si bien qu'il est difficile d'en faire un bilan. Toutefois cette ouverture est présente et sera à évaluer par la suite.

La formation ne prévoit pas d'alternance, mais offre la possibilité d'accueillir des étudiants en formation continue les vendredis et samedis permettant ainsi la participation d'étudiants salariés Il semble que nombre d'étudiants soient issus du monde socio-économique en reprise d'étude ou comme étudiants salariés.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation informe et est rendue publique par les différents dispositifs mis en place par l'établissement, mais ne renseigne pas plus sur son attractivité. La formation s'adresse à différents publics, lors de journées portes ouvertes, auprès de formations internes à l'université de Strasbourg (médecine en particulier), lors de présentations publiques de la formation. La formation suit régulièrement l'évolution de ses candidatures et inscriptions ainsi que le devenir des étudiants une fois diplômés.

La formation suit les taux de réussite de ses étudiants qui présentent de faibles effectifs diplômés par rapport au nombre d'inscrits. La formation accueille ces trois dernières années des effectifs d'une quarantaine d'étudiants par année universitaire, mais pour les années antérieures montrent de petits effectifs diplômés : 13 en 2017 et 2018. Cette différence peut être due à l'existence récente de la formation et à un nombre d'inscrits assez bas les premières années, mais également au fait que les étudiants sont souvent déjà insérés ou issus du monde socio-économique et ne vont pas toujours au bout de leur formation. La formation organise une réunion de fin d'année, de bilan pour comprendre les éventuels décrochages. Ceci n'est pas suffisant et nécessitera un meilleur suivi.

Sur les trois années présentées, 100 % des diplômés sont en situation d'emploi, toutefois l'adéquation avec la formation est assez faible. Ceci peut être lié à la non-professionnalisation de la formation en dehors du parcours gérontologie. Il sera utile de mieux valoriser les apports professionnalisants de la formation pour une diversité de métiers. Toutefois il est aussi intéressant de préciser que la majorité des étudiants sont déjà des professionnels. Certains étudiants poursuivent une thèse en éthique.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose des moyens nécessaires, mais l'équilibre est précaire. L'essentiel des enseignements est assuré par des enseignants titulaires de l'université, toutefois un certain nombre d'entre eux arrivant à l'âge de la retraite, il est nécessaire d'être vigilant sur la pérennisation de cette formation et sur le remplacement des enseignants-chercheurs, De même une plus grande place aux intervenants du monde socio-économique participerait une consolidation de la formation pour la professionnalisation comme pour son ancrage local.

Le conseil de perfectionnement est mis en place et se réunit chaque année. Par ailleurs une réunion de fin de semestre permet une évaluation interne régulière.

Conclusion

Points forts

- Une formation innovante et unique dans le paysage de la formation universitaire française,
- Des relations internationales transfrontalières proposant un parcours spécifique trilingue,
- Une pluridisciplinarité développée depuis la dernière évaluation,
- Un fort adossement à la recherche.

Points faibles

- Le caractère professionnalisant des compétences acquises par les étudiants dans cette formation est trop peu valorisé,
- Beaucoup d'écarts entre les inscrits et les diplômés ne sont pas expliqués,
- Le dispositif de réunion de fin de semestre pour prévenir les décrochages est peut-être trop insuffisant.

Recommandations

- Valoriser de façon plus explicite les acquis de cette formation dans un objectif professionnalisant (hors parcours *Gérontologie*), notamment en renforçant le caractère pluridisciplinaire et l'articulation avec les autres formations, déjà présents dans la maquette,
- Organiser un suivi des inscrits et des diplômés plus fin,
- Veiller à la pérennisation de la formation en remplaçant les départs en retraite des enseignants-chercheurs intervenant dans cette formation et en intégrant plus d'intervenants extérieurs issus du monde socio-économique.

MASTER ETHNOLOGIE

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Ethnologie* est une formation adossée aux laboratoires LinCS (Laboratoire interdisciplinaire en études culturelles, UMR 7069) et SAGE (Sociétés, Acteurs, Gouvernement en Europe, UMR 7363). L'objectif pédagogique est d'aborder des disciplines en SHS, Ethnologie, Anthropologie, Muséologie, ainsi que des objets et des techniques propres aux études de terrains ethnographiques. La formation dispose de deux parcours : *Anthropologie sociale et culturelle* et *Muséologie, patrimoines immatériels, collections*.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation est en adéquation avec la stratégie de l'établissement. Elle développe une pluridisciplinarité des enseignements propres à la formation. La formation s'inscrit dans une articulation avec les autres masters de sciences humaines et sociales et souhaite s'orienter vers une mutualisation de certains enseignements durant la prochaine période.

La formation fait intervenir des enseignants-chercheurs de l'université, mais également des partenaires d'institutions régionales ou extrarégionales. Ainsi le parcours *Muséologie* présente des enseignements assurés par des intervenants du monde de la muséographie et de la culture aussi bien d'Alsace que d'autres régions, par exemple de Franche-Comté ou d'Île-de-France.

Les caractères de pluridisciplinarité et d'interdisciplinarité sont visibles dans la maquette avec des UE de cartographies, d'apports philosophiques.

La formation a développé des partenariats internationaux spécifiques, mais ne fournit que peu de soutien à l'ouverture à l'international. Les étudiants disposent des partenariats internationaux mis en œuvre avec l'Institut d'Ethnologie de Neuchâtel en Suisse et l'université de Ouagadougou 1 Joseph Ki-Zerbo. Ces deux partenariats spécifiques permettent des séjours à l'étranger des étudiants de Strasbourg. Toutefois aucune aide spécifique n'est mise en place pour permettre de développer les mobilités sortantes.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche par l'intermédiaire de deux UMR, et prévoit des terrains spécifiques pour des enquêtes. Les étudiants mettent en place des dispositifs scientifiques dans le cadre d'une enquête de terrain, ce qui donne lieu à une mémoire de recherche.

Les laboratoires n'accueillent pas systématiquement les étudiants en stage, mais une politique est en développement.

Les relations avec le monde socio-économique sont diversifiées. Elles sont de plusieurs ordres : des enseignements sont dévolus à l'aide à la recherche de stage et à l'insertion professionnelle, le parcours de muséologie est un parcours professionnalisant et à ce titre mobilise des intervenants issus du monde socio-économique.

D'un point de vue individuel, la formation est adaptée à l'accueil et au suivi d'étudiants en VAE. Enfin des partenariats sont en construction et/ou développement avec des acteurs locaux pour la construction de sujets de stage et/ou de recherche.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation est cohérente et présente une maquette de diplôme adaptée aux compétences visées. La formation met en place des documents de référence présentant l'ensemble de la formation et ses attendus ainsi que l'ensemble des enseignements proposés. La formation a mis en place une approche par blocs de compétences pour chacun des deux parcours. Un supplément au diplôme est prévu pour les étudiants qui réalisent, de manière facultative, un stage de professionnalisation.

La formation propose des pratiques pédagogiques diversifiées tant du point de vue des méthodologies mises en œuvre et enseignées que des exercices demandés aux étudiants. Les espaces de formation sont eux aussi adaptés soit en hybride soit totalement en présentiel, enfin les étudiants sont accompagnés pour gagner en

autonomie, notamment grâce au mémoire de stage et/ou de recherche. Ces dispositions permettent le suivi des enseignements par différents publics. D'autre part, les iDex en *Muséologie* : « restauration » et « réserve et valorisation de la collection ethnographique » sont identifiés par la formation comme permettant d'avoir les conditions de travail favorables.

L'ouverture à l'international est peu documentée dans les documents fournis par la formation. Elle s'appuie sur la mise en place d'enseignements linguistiques sur trois semestres, consistant une langue vivante, que les étudiants peuvent compléter par une seconde langue vivante en lien avec leurs travaux de recherche. L'ethnologie étant particulièrement liée au terrain, souvent situé à l'étranger, la discipline requiert la réalisation de travaux de terrains à l'étranger, dans une langue étrangère. Ceci est un facteur favorisant les mobilités sortantes des étudiants. Les étudiants sont également informés au sein de l'institut d'ethnologie et mis en relation avec les partenariats noués à l'étranger.

Les contenus et dispositifs sont adaptés aux publics de la formation continue, en VAE, L'ingénierie de formation est adaptée notamment à travers l'usage de la plateforme Moodle, ce qui reste une disposition classique. Il n'y a pas de dispositifs spécifiques aux formations en alternance.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation jouit d'une bonne attractivité. La formation communique sur son offre lors des journées porte ouverte de l'université de Strasbourg et lors de différents temps dédiés à ces informations. Elle suit de façon quantitative les inscriptions et son attractivité. Elle utilise les indicateurs de l'ORESIPE de satisfaction et d'adéquation de la formation sur le temps long, permettant de la confronter et de l'analyser conjointement aux évolutions du nombre d'étudiants total inscrits en master, au nombre d'étudiants inscrits en master en sciences social. Ces indicateurs permettent à la formation de suivre la réussite de ses étudiants.

La formation suit ses étudiants, principalement en termes de place de l'Ethnologie parmi les autres sciences sociales, mais ne communique pas le nombre d'inscrits et donc ne permet de lire les taux de réussite. La capacité d'accueil est de 80 places réparties en 60 places pour le parcours *Anthropologie sociale et culturelle* et 20 places pour le parcours *Muséologie*, or le nombre de diplômés est de 42 entre 2015 et 2017.

La formation analyse l'insertion professionnelle es étudiants diplômés pour la période 2011 -2017 et montre une adéquation moyenne avec les besoins du monde socio-économique avec 65 % de diplômés occupant un poste en adéquation disciplinaire et 75 % d'insertion professionnelle à 30 mois après le diplôme.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation note que les moyens pour assurer des conditions de travail favorables sont attribués par les deux Idex de Muséologie. Elle note également que les enseignements de la formation font appel hormis les membres titulaires, ATER et intervenants extérieurs, à des vacataires. La qualité de la formation nécessite de s'assurer de la pérennité de l'engagement de l'ensemble de l'équipe pédagogique. Les mobilités entrantes et sortantes des enseignants sont indiquées comme initiative envisagée et ne donne pas lieu à de plus amples développements.

La formation définit un processus d'évaluation interne. Une formation systématique à l'IDIP de 32 heures à l'attention des enseignants-chercheurs à l'issue de laquelle un rapport pédagogique réflexif est produit. Des réunions pédagogiques régulières et u n e réflexion continue sur l'offre de formation en lien sont menées par les enseignants, d'une part avec les évaluations par les étudiants et d'autre part avec les retours sur les éventuelles expérimentations pédagogiques. Pour chaque enseignement, les enseignants sont invités à réaliser un questionnaire d'évaluation sur Moodle, qui doit leur permettre de retravailler leurs supports de cours. Les conseils de perfectionnement organisés permettent également de suivre l'évaluation de la formation, et de retravailler l'offre de formation en tenant compte des remarques et des expériences des étudiants. Ces dispositifs sont à pérenniser, ils permettent d'assurer une grande qualité et un bon pilotage à la formation.

Conclusion

Points forts

- Une très grande attention portée à la pédagogie et à l'évolution des façons d'enseigner,
- Un très bon pilotage de la formation et bon suivi des étudiants,
- Des partenariats solides à l'international pour les étudiants à Neuchâtel et Ouagadougou.

Points faibles

- Veiller à un taux d'encadrement pérenne,
- Il manque une mobilité entrante et sortante des enseignants, notamment de professeur invité.

Recommandations

- Continuer de développer des partenariats professionnalisants dans les deux parcours,
- Veiller à un taux d'encadrement de titulaires, permettant de capitaliser le très bon pilotage de la formation,
- Prolonger l'ouverture à l'international à l'entrée et la sortie d'enseignants, en développant le partenariat avec d'autres universités.

MASTER ÉTUDES EUROPÉENNES ET INTERNATIONALES

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Études européennes et internationales* vise à former des étudiants dotés d'une compétence forte sur les questions européennes, devenues indispensables à la formation des cadres dans le domaine des métiers de l'Europe (consultants, experts, fonctionnaires). Il s'agit donc de fournir les compétences indispensables à l'exercice de ces métiers à partir de connaissances académiques, mais également de savoir-faire et d'expertise. La formation, dispensée à l'Institut d'études politiques (IEP) de Strasbourg, comporte trois parcours : *Politiques européennes et affaires publiques*, *Politiques européennes et franco-germaniques*, *Sécurité de l'Europe et stabilité internationale*.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation s'inscrit résolument dans les priorités stratégiques de l'établissement. Le master correspond aux priorités stratégiques de l'IEP Strasbourg, fortement européenisé et internationalisé. Elle s'inscrit également dans les priorités de l'université de Strasbourg (internationalisation, interdisciplinarité). Il a vocation à fortement améliorer sa complémentarité avec les autres cursus du cycle de master visant des métiers proches (comme le master *Droit européen*) et pérenniser ses liens avec les différents partenaires académiques de l'IEP Strasbourg (universités de Cracovie et de Francfort).

Conformément à la fois à la vocation des IEP, et à la spécificité des études européennes et internationales, la pluridisciplinarité est valorisée, même si à la suite du dernier conseil de perfectionnement, il a été décidé de porter une attention plus soutenue aux enjeux économiques. La formation bénéficie des ressources de la politique d'excellence de l'université (IdEx).

La formation est fortement ouverte à l'international. En partenariat avec d'autres universités (Jagellonne, Cracovie, Francfort), de doubles diplômes ont permis de renforcer la coopération internationale, et de favoriser la mobilité entrante et sortante des étudiants, même si cela concerne un petit nombre d'étudiants (une quinzaine par an, le partenariat avec Francfort bénéficiant du soutien financier de l'université franco-allemande).

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche via la participation des étudiants aux activités du laboratoire SAGE. Quoique sa vocation soit professionnalisante, le master permet l'accès à une formation par la recherche. Les étudiants sont conviés à participer aux activités des laboratoires comme Sociétés, acteurs et gouvernements en Europe (SAGE), auxquels les principaux enseignants-chercheurs de la formation sont rattachés. Elle inclut également des interventions d'enseignants-chercheurs français et étrangers destinées à familiariser les étudiants aux travaux sur l'Europe.

La formation entretient des relations avec le monde socio-économique et intègre des éléments de professionnalisation. Les partenaires professionnels, dont certains sont d'anciens diplômés de ce master, sont insérés à l'équipe pédagogique, comme enseignants et en tant que membres du conseil de perfectionnement. S'ils représentent 64 % des intervenants, ils assurent 37 % du volume des enseignements.

L'alternance et la formation continue ne sont pas, à ce jour, très développées, même si le dossier mentionne un intérêt pour ce type de formation.

2. L'organisation pédagogique de la formation

Les méthodes pédagogiques sont peu fondées sur l'approche par compétences. La formation privilégie, compte tenu de la spécificité des métiers de l'Europe, une approche par les savoir-faire et les savoir-être indispensables à l'insertion dans ce secteur d'activité ; le choix se fait donc au détriment de l'articulation entre les connaissances et les compétences, même si cette question fait l'objet d'une réflexion de l'équipe pédagogique.

La formation s'efforce de développer et de diversifier ses pratiques pédagogiques. À la faveur des dispositifs initiés dans le cadre des programmes d'excellence (projets inter-Master de l'Institut thématique interdisciplinaire *Makers*), la formation s'efforce de participer à l'innovation pédagogique (travaux collectifs sur l'Europe sociale, réalisation d'un film par les étudiants). Après la pandémie et le déroulement des cours à distance, l'équipe a choisi de revenir à une organisation fondée sur le présentiel, sans exclure la possibilité d'organiser ponctuellement des enseignements à distance, notamment pour favoriser la participation des étudiants à des interventions ponctuelles (tables rondes, débats). Les enseignements en anglais et en allemand, sont considérés comme fondamentaux pour la formation des étudiants ; tous suivent ainsi deux cours en anglais dans le cadre de l'UE 8 de la maquette (UE *bilateral Partnerships ; Interagency cooperation*), et les étudiants du parcours *Politiques européennes et franco- germaniques* suivent également deux cours en allemand.

La formation recherche une ouverture à l'international pour offrir aux étudiants des possibilités d'insertion professionnelle au-delà du marché français. Cet aspect est lié à la présence des cours en anglais et en allemand, destinés d'autre part à offrir aux étudiants des débouchés professionnels sur d'autres marchés du travail que le marché français, et d'autre part à renforcer leur adaptabilité aux métiers de l'Europe.

La formation ne développe pas de dispositifs de préparation à la mobilité des étudiants. Les étudiant(e)s inscrit(e)s en doubles diplômes étant déjà familiarisés avec la langue du pays cible, de tels dispositifs ne sont pas jugés nécessaires.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation bénéficie des dispositifs d'information de l'établissement. La politique d'information et de communication sur le master bénéficie, en outre, du soutien de l'association des étudiants et des *alumni*. L'équipe pédagogique étudie l'évolution du profil des candidats, à la fois pour renforcer la communication sur la formation et pour ajuster les critères d'admission dans le cursus. Reste que les données sur le nombre de candidats et d'amis en master 1, ainsi que les taux de réussite, ne sont pas fournis. Elle propose un suivi individualisé des étudiants pour favoriser leur réussite.

La formation dispose des moyens de suivre la réussite et l'insertion professionnelle de ses étudiants. Le document d'auto-évaluation fait mention d'un taux d'insertion professionnelle d'environ 70 % des étudiants un an après l'obtention du master ; l'équipe s'appuie sur les services de l'EP et de l'université pour analyser le suivi des étudiants diplômés. Il faut mentionner que les données fournies par l'observatoire de l'université sont supérieures à celles mentionnées dans le document d'auto-évaluation, et cela pour les trois parcours de master.

De plus, si les taux d'insertion professionnelle sont très élevés, leur portée doit être relativisée : d'abord parce que le taux de réponse des anciens étudiants est de 69 % ; ensuite parce qu'au bout de 18 mois, si le taux d'insertion est de 100 % des répondants, seule la moitié des anciens étudiants dispose d'un emploi stable.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose des moyens en adéquation avec ses objectifs. Elle accueille régulièrement des collègues invités grâce au dispositif d'échange ERASMUS, et cherche à profiter des dispositifs d'innovation pédagogique de l'université, même si la charge de travail des enseignants ne leur permet pas d'y participer régulièrement.

La formation définit un processus d'évaluation interne. La formation a pu évoluer (meilleure répartition des cours entre les UE, poursuite de la diminution des cours généraux et transversaux au profit de cours plus spécialisés, renforcement des cours en anglais) à la suite de l'évaluation des enseignements. Récemment implantée, celle-ci réalisée sous différentes formes (questionnaire en ligne, dialogue avec les délégués des étudiants, conseil de perfectionnement). Ce dernier instrument constitue un outil pertinent notamment pour adapter la formation aux exigences du marché du travail, qui devra être pérennisé.

Conclusion

Points forts

- Une adéquation aux priorités stratégiques de l'établissement,
- Un investissement dans les pédagogies innovantes,
- Des doubles diplômes grâce aux partenariats internationaux.

Point faible

- Approche par compétences insuffisamment développée.

Recommandation

- Développer l'approche par compétences.

MASTER GÉOGRAPHIE, ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT

AMÉNAGEMENT,

Établissements

ENGEES Strasbourg - Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Géographie, aménagement, environnement et développement (GAED)* se compose de deux parcours structurés autour d'un tronc commun. Le premier parcours *Fonctionnement et gestion des environnements ruraux et naturels* s'oriente plus principalement sur une géographie rurale et sur les enjeux environnementaux. Le second parcours *Fonctionnement et gestion de l'environnement urbain* rattache géographie urbaine et aménagement. Le master, porté par la faculté de géographie et aménagement, est co-accrédité avec l'École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg (ENGEES) et adossé principalement à trois UMR : Laboratoire Image, Ville, Environnement (LIVE), Gestion territoriale de l'eau et de l'environnement (GESTE), Laboratoire des sciences de l'ingénieur, de l'informatique et de l'imagerie (ICUBE). Il est donc solidement ancré et dans une formation scientifique de recherche et une formation professionnalisante.

1. La politique et la caractérisation de la formation

Le master GAED est en adéquation avec la stratégie de formation de l'établissement. Il répond à l'accueil de différents publics et affiche la grande particularité d'être une formation transversale et très largement pluridisciplinaire en articulation avec d'autres formations de même cycle.

Cette formation s'inscrit dans un environnement de partenariats locaux et régionaux large, profitant des enseignements de la géographie pour une mise en œuvre auprès de collectivités territoriales comme d'autres acteurs de terrain. Le développement d'enseignements de la géographie comme la complémentarité d'enseignements de disciplines connexes est un réel atout pour cette formation.

La formation s'adosse à trois Unités Mixtes de Recherche (UMR) principalement et permet une orientation vers la recherche en géographie humaine et physique et en lien avec la recherche-outil : LIVE, GESTE et ICUBE. Des liens existent avec l'École doctorale Sciences de la Terre et de l'Environnement.

La formation valorise la particularité d'un ancrage transfrontalier, mais reste classique dans son ouverture à l'international. Ainsi l'ouverture à l'international est-elle réelle par la valorisation pédagogique de l'environnement proche de l'université, mais également, plus classique en s'appuyant sur les partenariats internationaux tissés par la faculté de géographie en Allemagne, Autriche, Espagne, Islande, Finlande, Italie, Pologne, Portugal, Roumanie et République Tchèque. Les étudiants peuvent également bénéficier des enseignements des professeurs invités venant d'Indonésie, Argentine et de République Tchèque (les venues mentionnées dans le dossier d'évaluation).

La formation ne dispose pas encore d'un parcours spécifique international, mais cherche à en créer un en partenariat avec Fribourg-en-Brigau, ce qui doit être encouragé.

Les étudiants du master GAED sont accompagnés autant à la recherche qu'à une professionnalisation hors recherche, ils bénéficient d'un bon adossement de la formation au monde socio-économique. La formation entretient des relations étroites avec le monde socio-économique et intègre des éléments de professionnalisation, notamment en accompagnant les étudiants tout au long de stage débouchant sur un mémoire de fin de stage.

La formation n'offre pas de possibilité d'alternance tout au long du cursus, mais les évaluations s'adaptent aux étudiants salariés.

2. L'organisation pédagogique de la formation

Le programme de la formation est cohérent, propose une ouverture à l'ensemble des champs disciplinaires de la géographie et valorise une transversalité des enseignements et une approche pluridisciplinaire. La formation

est reconfigurée en 2018 autour d'une structuration de deux parcours autour d'un tronc commun. Elle insiste sur une volonté de partenariats transversaux et pluridisciplinaires avec les autres formations. Elle s'appuie sur un programme organisé en blocs de compétences. Sont ainsi clairement identifiables les matières dispensées, leurs méthodologies, les dispositifs d'évaluation et les compétences acquises.

Les pratiques pédagogiques sont diversifiées, cohérentes avec les nécessités d'une discipline en relation avec le monde socio-économique, des pratiques de terrains, elles laissent la possibilité d'une autonomisation des étudiants avec les CM, TD, Projets tutorés, ateliers de pratiques cartographiques, simulation de pratiques relevant de situations environnementales et/ou d'aménagement. La diversité des mises en situation proposées aux étudiants fait de cette formation un moyen d'offrir des compétences riches en savoir-être et savoir-faire. La pratique du terrain, essentielle pour la discipline, est mobilisée ou bien en projet tutoré ou bien en méthodologie de projet de recherche ou encore en faisant appel à des disciplines connexes : paléoenvironnements, connaissances des hydrosystèmes par exemple. Des stages de deux mois en master 1 et de deux à six mois en master 2 préparent efficacement à l'insertion professionnelle.

Les contenus et dispositifs de la formation ouvrent à l'international notamment par l'enseignement d'une langue étrangère et à travers les certifications mises en place, mais restent cependant assez classiques. Les étudiants sont clairement encouragés à la mobilité dans les universités partenaires de la faculté de géographie et bénéficient de la présence de collègues étrangers par le biais du dispositif de professeur invité.

Il n'existe pas de formation continue ni en alternance, mais des modalités d'accueil spécifiques aux étudiants salariés sont en place.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation développe correctement son attractivité. L'information est diffusée par le biais des données internet du site de l'établissement et la page de la formation. La présence des enseignants aux journées portes ouvertes est également un moment d'informations et d'échange sur les formations mises à disposition.

La formation montre de bons taux de réussite. Elle offre une capacité d'accueil de 60 places et a accueilli 58 étudiants en 2020-2021. Ce chiffre est en augmentation et montre une attractivité pour cette formation qui perdure depuis la création du diplôme.

Le suivi des étudiants est réalisé et révèle une bonne adéquation avec le monde socio-économique. L'insertion professionnelle montre une formation reconnue avec un taux d'insertion professionnelle à 18 mois de 100 %, et un taux d'insertion professionnelle à 30 mois de 95 % avec une adéquation à la qualification de 89 %. Le nombre d'étudiants poursuivant en doctorat n'est pas précisé.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

Il n'est pas spécifié si la formation dispose des moyens nécessaires à son bon fonctionnement. Elle a recours à des intervenants vacataires ou contractuels, quand des postes pérennes seraient plus adaptés aux besoins et à la construction pédagogique sur le temps long. Des membres de l'équipe pédagogique bénéficient néanmoins de formations, par le biais de l'Institut d développement et d'innovations pédagogiques (IDIP) pour les nouveaux arrivants.

La formation dispose d'un conseil de perfectionnement comprenant étudiants et personnalités extérieures à la formation et se réunit pour analyser les résultats de la formation et contribuer à son évaluation interne.

Conclusion

Points forts

- Master pluridisciplinaire répondant à la demande sociale,
- Bon pilotage de la formation,
- Ouverture de la formation à l'international,

- Adossement à la recherche et au versant pédagogique de l'Idex.

Points faibles

- Des partenariats locaux, régionaux avec les acteurs à rendre plus lisibles,
- Manque de spécification des apports des différentes UMR auquel la formation est adossée,
- La poursuite en doctorat n'est pas précisée.

Recommandation

- Préciser et rendre plus lisibles les liens de partenariats avec les acteurs de plus ou moins grande proximité, ainsi qu'avec la recherche.

MASTER GÉOMATIQUE

Établissements

ENGEES Strasbourg - Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Géomatique* est composé d'un seul parcours *Observation de la Terre et Géomatique (OTG)*. Porté par la faculté de géographie et aménagement, il est à la croisée des domaines des Sciences et Techniques (STS) et des Sciences Humaines et Sociales (SHS). Il est porté par la faculté de géographie et d'aménagement au sein de l'université de Strasbourg. Il est également co-accrédité avec l'École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg (ENGEES).

1. La politique et la caractérisation de la formation

Le master est en adéquation avec la stratégie de formation de l'établissement. Elle s'inscrit dans le *continuum* de la licence de géographie et est en articulation avec d'autres formations : *Géosciences* et *Sciences Informatiques* principalement.

Elle est par définition pluridisciplinaire tant la géomatique fait appel à d'autres disciplines. Elle mutualise notamment des enseignements avec le master *Géographie, Aménagement, Environnement, Développement (GAED)*. Les étudiants abordent donc le traitement de données, des approches environnementales et juridiques. C'est tout à fait positif.

En dehors de la co-accréditation avec l'ENGEES de Strasbourg et bien que la formation s'accorde le niveau 5 maximum dans l'autoévaluation concernant les ouvertures académiques, aucun autre partenariat académique n'est évoqué que ce soit au niveau régional ou national.

Le master est faiblement ouvert à l'international, cela reste insuffisant. Les étudiants internationaux sont peu nombreux passant de trois à un entre 2018 et 2021. Les mobilités entrantes sont inexistantes sur la même période et les mobilités sortantes ne concernent que deux étudiants en 2018 : malgré les effets de la crise sanitaire, c'est insuffisant et la formation en est consciente.

La formation affirme bénéficier de partenariats identifiés et d'une politique de développement des relations internationales par le biais de la composante, mais sans préciser davantage.

La formation est l'une des rares en France à aborder la géomatique dans son ensemble en étant adossée à la recherche. Elle bénéficie d'une expérience de recherche longue qui en fait un diplôme reconnu par la communauté scientifique des géographes et géomaticiens nationale et a minima transfrontalière et par le monde professionnel de la géomatique.

Elle a répondu à des projets Idex en 2016 et 2018, ce qui a permis la constitution d'une plateforme Géo-Lab permettant un apprentissage collaboratif ainsi que la collecte et le traitement de données. Ces efforts d'innovation doivent être poursuivis.

La formation bénéficie d'un très bon adossement à la recherche avec le Laboratoire Image, Ville, Environnement (LIVE, Unité Mixte de Recherche 7362) dont la spécificité est une expérience ancienne dans le développement de la géomatique pour la recherche et de la recherche en géomatique, avec l'Institut Terre et Environnement de Strasbourg (ITES), avec le Laboratoire des Sciences de l'Image, de l'Informatique et de la Télédétection (ICUBE) et avec une UMR relevant de l'ENGEES. Les membres des unités de recherche auxquelles la formation est adossée interviennent dans l'enseignement et proposent aux étudiants en master 1 des sujets de projet tutoré individuel (TER) qui se déroulent dans une salle dédiée de la composante, ce qui est absolument indispensable pour des disciplines comme la géomatique maniant des bases de données extrêmement complexes.

En master 2, les étudiants sont encadrés et hébergés par les laboratoires d'accueil au sein de l'établissement. Chaque étudiant bénéficie d'un tuteur issu de l'équipe pédagogique afin d'assurer le lien avec l'organisme d'accueil. Le master est en liaison avec l'École doctorale Sciences de la Terre et de l'Environnement, mais on ne dispose d'aucune indication sur les poursuites en doctorat.

Les questions liées à l'intégrité scientifique et à la déontologie sont abordées à plusieurs occasions au cours de la formation. La formation dispose d'un service de documentation et fait intervenir son personnel dans la formation dans un enseignement du M1, mais pour quatre heures, ce qui est peu.

La formation entretient des relations solides et diversifiées avec le monde socio-économique. Elle intègre des éléments de professionnalisation en faisant intervenir des personnes du monde professionnel utilisant la géomatique tels que bureaux d'études, collectivités territoriales, aide à la prise de décision, ou encore les bureaux d'analyse climatique et environnementale. La formation offre des heures d'enseignement dévolues à la connaissance des métiers de la géomatique. Cette formation répond tout à fait aux attentes sociales. Elle intègre également un projet tutoré permettant une relation continue avec le monde économique. Cependant, ce ne sont que deux intervenants extérieurs qui interviennent dans la formation pour 30 heures.

La formation ne permet pas l'alternance ce qui serait compliqué par la spécificité de la discipline, mais elle indique proposer des solutions au cas par cas selon les situations des étudiants, sans préciser davantage. Elle prépare néanmoins à l'insertion professionnelle par des enseignements spécifiques, l'intervention de professionnels dans les séminaires, et des cafés-rencontres avec des *alumni* pour permettre la rencontre des anciens diplômés, en poste, avec les étudiants en cours de formation. La part prise par le stage d'au moins cinq mois en M2 est importante, mais il n'y a pas d'analyse de la part de la formation sur la relation entre les stages et l'insertion professionnelle.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation met en œuvre des méthodes pédagogiques cohérentes avec l'évolution de la discipline, ses nouvelles ouvertures et l'évolution logicielle. Elle varie entre les enseignements plus techniques : données raster (de type image) et vecteur 2D et 3D (analyse spatiale de données et modélisation numérique de terrain) et les enseignements fondamentaux liés à des disciplines connexes.

Les modalités de contrôle des connaissances et des compétences sont variées, elles reposent sur une grande diversité d'exercices.

Les projets tutorés et les stages tiennent une grande importance dans le cursus. Le stage est au minimum de cinq mois en M2 et compte pour 30 crédits ECTS. Cependant la formation ne communique guère sur cette question et le conseil de perfectionnement pointe la nécessité d'améliorer les connaissances des lieux de stages et des débouchés professionnels.

La formation diversifie ses méthodes pédagogiques avec différents formats du projet tutoré aux apprentissages techniques en salle équipée ou en ouvrant à des cours fondamentaux de droit, d'approches environnementales, de connaissances de la biosphère autant que du monde urbain. Mais elle devrait s'intéresser davantage à l'accueil des différents publics : bien qu'elle affirme proposer certains enseignements en distanciel pour des étudiants empêchés, elle est surtout en présentiel.

Les contenus et dispositifs de la formation permettent le départ à l'étranger des étudiants, mais les effets de cette politique sont faibles comme l'attestent les faibles taux de mobilités entrantes et sortantes. L'apprentissage d'une langue étrangère est possible, mais les heures consacrées sont peu nombreuses, à raison de 16 heures au premier semestre de M1 et de 12 heures d'enseignement en langue étrangère dans deux enseignements du cursus.

Les contenus et dispositifs de la formation ne sont pas adaptés à la formation en alternance, toutefois le projet tutoré, le stage de terrain dans l'Ubaye et l'intervention de professionnels de la géomatique sont autant d'ouvertures importantes au monde socio-économique.

Si la validation des acquis de l'expérience (VAE) est possible, aucune demande n'a été traitée depuis 2017.

Il n'existe pas d'ingénierie de formation adaptée à une offre spécifique.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation ancienne dans le paysage de la géomatique française bénéficie d'une réputation solide et de ce fait est particulièrement attractive. La formation développe et suit son attractivité auprès de différents publics par différents dispositifs : participation aux journées portes ouvertes, salons, master, site web, etc. Elle est attractive puisque le nombre de dossiers reçus est en augmentation passant de 174 en 2018 à 268 en 2020 pour un nombre d'admis en M1 qui oscille entre 18 et 10. Un suivi annuel est assuré, mais sans que la nature de ce suivi soit précisée ni sur quelle analyse il débouche.

La formation suit la réussite de ses étudiants, dont les taux de réussite sont très satisfaisants. Les responsables de la formation suivent en permanence et analysent régulièrement les taux de réussite des étudiants. Les échecs sont très minoritairement liés à un problème de niveau. Les raisons observées sont variées : les soucis de santé (dans ce cas, est mis en place un dispositif adapté), les abandons parce que l'étudiant a trouvé du travail (aucune disposition particulière), et les réorientations d'étudiants inscrits dès les

premières semaines. Les taux de réussite sont bons, voire excellents en M2 puisque tous les étudiants ou presque valident leur master.

Le suivi de l'insertion professionnelle est assuré, mais manque de données récentes. Deux dispositifs d'enquête sont utilisés pour le suivi de l'insertion professionnelle des diplômés : ceux de l'Observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (ORESIPÉ) de l'université et par le responsable de formation. Cependant seuls les résultats de l'ORESIPÉ sont évoqués dans le dossier ou dans le compte rendu du conseil de perfectionnement de 2022 et ils datent de 2018. Le taux de réponse aux enquêtes est satisfaisant (94 %). Si le taux d'insertion atteint 100 % dès 18 mois, l'adéquation entre le niveau d'emploi et la qualification n'est pas très bonne (59 %). Ce dernier cependant s'améliore à 30 mois avec 88 %. Cela montre une forte adéquation de cette formation *Géomatique* à la demande du milieu socio-économique.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

Le dossier ne livre aucune information sur la suffisance ou non des moyens en termes de ressources humaines (case grisée), mais elle dispose de 33 intervenants dans la formation pour un nombre d'inscrits total du même ordre. Toutefois la formation repose sur l'acquisition de logiciels d'analyse évoluant rapidement et qu'il est nécessaire de garder actualisée.

Il n'y a eu aucune mobilité sortante des enseignants depuis 2019 et il n'y a pas de précision sur le nombre d'enseignants concernés. Aucun professeur invité n'est mentionné.

Les membres de l'équipe pédagogiques connaissent les possibilités de formation offertes par l'Institut de développement et d'innovation pédagogiques (Idip).

Le pilotage de la formation est tout à fait performant et de qualité. Un conseil de perfectionnement est en place.

Il se réunit une fois par an, bien que l'activité ait été perturbée pendant les deux années de crise sanitaire. Il comprend des étudiants, des personnalités extérieures, des enseignants-chercheurs de géographie et géomatique et des disciplines connexes mobilisées dans les enseignements. Les résultats des évaluations et l'insertion professionnelle y sont notamment discutés.

La formation s'appuie sur deux types d'évaluations : une évaluation des enseignements par questionnaire réalisée à la fin de chaque semestre et une évaluation de la formation par questionnaire réalisée en sortie de master 2 (pendant la semaine des soutenances) à laquelle les nouveaux M2 ne sont pas conviés. Les résultats de ces évaluations sont pris en compte et ont permis par exemple des adaptations ponctuelles du contenu des enseignements et/ou du nombre de groupes en particulier dans les UE mutualisées.

Conclusion

Points forts

- Diversité des approches de la géomatique et pluridisciplinarité de la formation,
- Liens avec le monde socio-économique importants et bonne insertion professionnelle,
- Sortie de terrain en dehors de l'environnement immédiat.

Points faibles

- Développer l'ouverture à l'international,
- Améliorer la connaissance sur les lieux de stages et les débouchés potentiels,
- Vigilance à l'évolution rapide des logiciels.

Recommandations

- Poursuivre la grande qualité de ce diplôme,
- Veiller à disposer des moyens pour suivre l'évolution très rapide de la discipline.

MASTER HISTOIRE

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Histoire*, porté par la faculté des sciences historiques, est composé de six parcours : *Histoire et civilisations de l'Europe (HCE)*, *Histoire des mondes germaniques (HMG)*, *Interdisciplinaire des mondes de l'Antiquité (MIMA)* commun à six disciplines (Histoire, Archéologie, Lettres, Philosophie, Théologies Catholique et Protestante), *Trinational bilingue* des sciences de l'Antiquité regroupant quatre universités partenaires dans le cadre d'EUCOR (Strasbourg, l'université de Haute Alsace, Fribourg-en-Brisgau et Bâle) parcours *Histoire, Franco-Allemand Strasbourg-Trèves (TRISTRA)* dont la deuxième année se déroule à Trèves et mène à un double diplôme, Religion, histoire, sociétés. Le parcours *Trinational bilingue* des sciences de l'Antiquité est lui-même subdivisé en deux parcours, l'un rattaché à la mention *Histoire*, l'autre à la mention *Archéologie*. Les cours ont lieu au Palais universitaire et à la Maison interuniversitaire des sciences de l'homme (MISHA).

1. La politique et la caractérisation de la formation

Une autosatisfaction qui contraste avec le manque d'analyse du positionnement de la formation. Il n'existe pas d'analyse du positionnement vis-à-vis des priorités de l'établissement. Et pas ou peu d'analyse non plus de la complémentarité avec les autres formations des premier et deuxième cycles et du *continuum* avec le doctorat. La formation assure qu'un contact existe entre des enseignants concernés et les partenaires académiques, mais sans donner d'indications sur la réalité et la valeur de ces contacts. Elle se limite à affirmer l'existence d'une interdisciplinarité dans cinq des six parcours. Des enseignants s'impliquent dans le cadre de l'initiative d'excellence (IdEx), mais la création d'un parcours (MIMA) et de son site internet grâce à son soutien financier est le seul exemple mis en exergue, ce qui est peu.

Une ouverture à l'international, mais qui reste insuffisante. L'autosatisfaction prévaut aussi pour l'ouverture à l'international, alors que le nombre d'étudiants internationaux atteint à peine 10 % de la formation, malgré l'existence bienvenue de deux parcours internationaux (*Trinational bilingues des sciences de l'Antiquité* et *TRISTRA*) et d'un double diplôme franco-polonais dans le parcours *HCE*.

L'adossement à la recherche est effectif, mais pas suffisamment explicité. La formation à l'intégrité scientifique et à la déontologie est considérée comme préalablement acquise et peu développée au niveau du master alors qu'elle pourrait être approfondie. L'appui sur les services de documentation n'est pas généralisé à tous les parcours de la mention.

Concernant l'appui sur les services de documentation en matière d'acquisition de ressources, il est curieux de ne pas avoir de réponse globale au niveau de la mention, mais seulement des indications pour quelques parcours. Cette parcellisation par parcours se retrouve à propos de la professionnalisation. La formation en est consciente puisqu'une réflexion pour corriger cet aspect est en place.

Les relations avec le monde socio-économique sont en apparence peu développées, en tout cas manquent d'explicitations. Néanmoins un stage d'insertion professionnelle de trois semaines est prévu dans chaque parcours, ce qui est positif. Il n'y a pas de politique en matière d'alternance et de formation continue, et la formation se considère peu concernée par les reprises d'études.

2. L'organisation pédagogique de la formation

L'offre des contenus est riche et diversifiée en fonction des parcours, mais complexe, ce qui pose la question de sa lisibilité. Les compétences ne sont guère explicitées : la formation se limite à affirmer l'existence d'une cohérence des objectifs, d'une continuité entre les cycles et d'une progression au cours du master.

Les méthodes pédagogiques restent classiques. Elles sont liées à la rédaction d'un mémoire de recherche (projet individuel de recherche, grand oral). L'enseignement à distance n'est pas particulièrement développé en dehors de la plateforme Moodle et pour répondre aux aléas de la crise sanitaire. La formation répond au cas par cas pour les étudiants salariés, mais rien n'est dit pour les autres publics spécifiques.

La formation s'appuie sur quelques lieux particuliers d'enseignement tels les archives, le Musée archéologique de Strasbourg, des sites de fouilles, mais la Maison des sciences de l'homme (MISHA), l'Institut d'histoire des religions ou les laboratoires de recherche ne sont pas cités comme points d'appui, ce qui est regrettable.

Les contenus et les dispositifs permettent l'ouverture à l'international de façon correcte. La formation ne permet pas aux étudiants d'acquérir davantage de compétences linguistiques que dans d'autres universités françaises (72 heures en trois semestres) à l'exception des parcours *Trinational bilingue des sciences de l'Antiquité*, du double diplôme franco-polonais et surtout du parcours *TRISTRA*, mais cela concerne de petits effectifs. Les données concernant les mobilités entrantes et sortantes sont difficilement analysables en raison de la situation sanitaire des deux dernières années, mais aucune heure de français langue étrangère (FLE) n'est consacrée aux étudiants étrangers.

La formation ne connaît pas d'autre dispositif spécifique hors Erasmus et le lien avec l'université de Poznan pour favoriser les liens internationaux.

Il n'existe pas de formation continue ou en alternance. La mention ne développe aucune ingénierie de formation adaptée à une offre spécifique : la mention considère l'item comme non pertinent, mais indique curieusement un degré d'avancement de trois sur cinq.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation ne donne pas d'indications sur la manière dont elle informe, à l'exception de sites internet. Elle justifie, par la diversité du public, une information par parcours, ce qui apparaît spécieux, car il serait logique que l'ensemble du public étudiant en histoire ait une vision globale de la formation, de ses objectifs et de ses débouchés. Elle ne mesure pas son attractivité. Le bilan quantitatif global lui est suffisant : elle ne s'interroge ni sur l'aspect qualitatif ni sur les différences entre les parcours.

La formation n'indique pas qu'elle suit l'évolution des taux de réussite et ne propose aucune analyse sur ce point. Elle s'abrite derrière le manque de données. Certes, la formation a été restructurée en 2018 et les données de l'observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (ORESIPÉ) ne sont livrées que pour deux parcours, mais ces données ne sont pas commentées.

L'analyse de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'étude est insuffisante. S'il est question, dans la présentation de la mention, d'un master *Histoire* faisant antichambre à la préparation des concours d'enseignement, il n'y a visiblement aucun suivi des réussites des étudiants dans ce secteur. Il n'y en a pas davantage concernant le continuum avec le doctorat.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La mention est pilotée par un responsable, de même que chaque parcours, mais les effets de ce pilotage ne sont pas visibles. Que les membres de l'équipe pédagogique de la formation effectuent des mobilités sortantes et créent les conditions pour l'accueil d'enseignants invités soit considéré comme non pertinent est très surprenant eu égard au degré d'avancement affiché (trois sur cinq) et à la politique voulue par l'université en matière d'internationalisation.

On ne sait pas si les membres de l'équipe pédagogique bénéficient d'un soutien, d'un accompagnement ou de formations : l'existence de services centraux, comme l'Institut de développement et d'innovation pédagogiques (Idip), est ignorée des responsables de la formation et des parcours.

La formation organise une évaluation par parcours utilisée par le conseil de perfectionnement, mais qui débouche essentiellement sur une liste de doléances. Il n'y a pas d'analyse et pas de bilan des actions préconisées, sinon en renvoyant à un conseil de perfectionnement précédent sans autre précision.

Conclusion

Points forts

- Une diversité de parcours et une offre de formation riche,
- Un environnement frontalier international propice,

- Un environnement scientifique de qualité.

Points faibles

- Une lisibilité et une visibilité de la mention à renforcer,
- Un pilotage insuffisant,
- Trop peu d'attention portée au devenir des étudiants et une méconnaissance de l'insertion professionnelle.

Recommandations

- Renforcer la lisibilité et la visibilité de la mention,
- Améliorer le pilotage,
- Se soucier davantage du devenir des étudiants et de l'insertion professionnelle.

MASTER HISTOIRE DE L'ART

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Histoire de l'art* de l'université de Strasbourg (Unistra) est une formation dispensée au sein de la faculté des sciences historiques.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation a une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement et participe pleinement de la politique de celui-ci, notamment en matière d'ouverture aux enjeux internationaux, et développe bien ses partenariats académiques. Construite en *continuum* avec la licence *Histoire de l'art et archéologie* (dont la troisième année (L3) prépare aux enjeux de la recherche dans le domaine), la formation ouvre sur une poursuite d'études en doctorat. Fortement interdisciplinaire, elle propose un choix de "séminaires complémentaires" d'ouverture disciplinaire en histoire, archéologie, histoire des religions, histoire et sciences sociales, épigraphie, paléographie, latin et langues vivantes, indispensables au caractère interdisciplinaire de l'histoire de l'art, tandis que ses séminaires fondamentaux sont ouverts aux étudiants des autres formations de la faculté des sciences historiques, en particulier les masters *Histoire et civilisation de l'Europe* et *Epistémologie, histoire des sciences et techniques*, mais aussi le master *Cultures littéraires européennes (Erasmus Mundus)*, et prévoit d'autres ouvertures à des enseignements de la faculté des arts ou la faculté des sciences sociales (parcours *Muséologie : Patrimoines immatériels et collections* du master d'ethnologie). Par sa participation à l'étude du patrimoine strasbourgeois et européen, par la présence d'enseignants-chercheurs spécialistes de l'art et de l'architecture allemande, la formation s'inscrit dans les orientations thématiques de l'établissement. Les partenariats académiques de la formation, notamment le séminaire commun avec l'École du Louvre, collaboration avec le Service de l'Inventaire du patrimoine de la Région Alsace ou le partenariat avec l'Institut d'histoire de l'art de l'université de Düsseldorf, donnent lieu à des mises en situation professionnelles pour les étudiants ou à l'organisation de cycles ou à l'organisation de cycles de conférences d'ampleur internationale.

La formation possède une réelle ouverture à l'international. Les partenariats avec différentes institutions nationales et étrangères (Institut d'histoire de l'art de l'Université de Düsseldorf, Haute École des Arts du Rhin (HEAR), Bibliothèque nationale de Tunis), se concrétisent par la réalisation d'expositions temporaires, de productions numériques et de films, la rédaction d'outils didactiques et de productions scientifiques. Elle prépare actuellement un master commun avec l'université de Trêve en Allemagne et projette de s'appuyer plus fortement sur le Campus européen EUCOR afin de faire bénéficier les étudiants de l'offre de formation des universités de Basel, Freiburg et du Karlsruher Institut für Technologie. Elle accueille par ailleurs chaque année une dizaine d'étudiants du master *Erasmus Mundus* parcours *Cultures littéraires européennes*, mais ses mobilités sortantes, bien qu'encouragées, restent faibles.

La formation bénéficie d'un très bon adossement à la recherche. Les enseignants-chercheurs de l'équipe pédagogique de l'Institut d'histoire de l'art adossée à l'unité de recherche (UR) 3400 ARCHE (Arts, civilisation et histoire de l'Europe) sont des chercheurs confirmés dans leurs spécialités. La formation donne lieu à la réalisation d'un "projet intermédiaire de recherche" soutenu devant un jury en fin de M1 et d'un mémoire soutenu en fin de M2. Les étudiants participent à l'organisation d'expositions et de colloques organisés par l'UR, et les meilleurs mémoires de Master peuvent donner lieu à la publication d'un article scientifique dans *Source(s)*, la revue de l'UR.

La formation intègre de manière satisfaisante des éléments de professionnalisation en lien avec des acteurs socio-économiques. Si le séminaire "Transmissions : création, patrimoine, muséologie" est en grande partie dévolu aux perspectives de l'insertion professionnelle, certains séminaires spécifiques, les voyages d'études et les projets d'expositions organisés au sein de la formation associent de manière judicieuse les acteurs socio-économiques (Service de l'Inventaire du patrimoine de la Région Alsace, Bibliothèque universitaire de Strasbourg, Musées de Strasbourg, du Centre-Pompidou-Metz, de Bâle notamment). Il apparaît à cet égard étonnant qu'un seul professionnel intervenant dans la formation soit mentionné.

Le stage obligatoire (d'une durée assez courte de deux semaines sur l'ensemble de la formation, pour six crédits ECTS) permet pour autant à un quart des étudiants visés par l'étude de l'ORESIPÉ de trouver un emploi à la suite de celui-ci. Un réseau d'*alumni* est par ailleurs en cours de création, pour intervenir sur les questions de recrutements dans les domaines visés par la formation (patrimoine, culture et arts appliqués).

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation est construite autour d'un programme cohérent avec ses objectifs, mais sans réelle mise en adéquation avec les compétences visées. La réflexion sur l'approche par compétences est encore timide et n'a pas donné lieu à une refonte des méthodes d'évaluation ou des pratiques pédagogiques, ce qui est d'ailleurs souligné par les étudiants en conseil de perfectionnement, réclamant davantage de projets tutorés (un seul est mis en place sur les deux années de formation).

La formation diversifie bien ses pratiques pédagogiques. Elle a développé plusieurs dispositifs pratiques et collectifs (séminaires organisés au musée, voyages d'études, organisation d'exposition, échanges avec les étudiants de l'École du Louvre, écoles d'été internationales), ou envisageant des passerelles entre art historique et pratiques actuelles (cf. partenariat avec la HEAR), qui ont permis aux étudiants de faire l'expérience des applications créatives et professionnelles de leurs savoirs.

Plusieurs séminaires offrent la possibilité d'un apprentissage devant les œuvres. Par exemple, le séminaire "L'humanisme rhénan et les arts dans la première modernité" a entièrement lieu au Kunsthistorisches Museum de Bâle, le séminaire commun avec l'École du Louvre "L'Art nouveau aux frontières de l'Est" a lieu devant les monuments de Strasbourg, Metz et Nancy, ainsi qu'à Paris.

Si la crise sanitaire a introduit l'hybridation de certains enseignements, cela ne permet pas encore à des étudiants de suivre la formation à distance.

La formation inclut des contenus corrects d'enseignement en langues étrangères sans pour autant développer des dispositifs de préparation des mobilités. L'enseignement des langues étrangères est restreint à l'anglais et à l'allemand, ce qui est cohérent avec la situation géographique de l'établissement. Des enseignements sont présents sur les trois premiers semestres, pour un total de 72 heures, ce qui paraît suffisant pour les poursuites d'études et l'insertion professionnelle. Aucun enseignement n'est donné en langue étrangère et la préparation à la mobilité n'est prévue que par le biais des informations disponibles auprès des responsables "Mobilités" de la faculté des sciences historiques, ce qui confirme la faible ouverture à l'international et explique sans doute le faible nombre de mobilités sortantes relevé plus haut.

Les contenus et les dispositifs de la formation ne sont pas du tout adaptés aux publics de la formation continue et en alternance. Si la formation est théoriquement ouverte à la formation continue, aucun dispositif particulier n'est mis en place pour favoriser leur accueil au sein de la mention ou dans des formations complémentaires (DU, blocs de compétences, VAE). Aucune demande de validation des acquis de l'expérience (VAE) et de validation des acquis professionnels (VAP) n'a été relevée ces dernières années.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation jouit d'une bonne attractivité qu'elle tend à développer et suivre de près auprès de ses différents publics. La formation est attractive (124 candidats pour une capacité d'accueil de 31 places) et prévoit de se doter de moyens de communication plus performants (un site internet propre) pour développer encore davantage l'orientation des candidats. Les effectifs sont en baisse continue sur les trois dernières années, avec 50 % de remplissage en M1 et M2, élément qui n'est pas analysé dans le rapport d'auto-évaluation. Les taux de réussite en M2 étant en baisse, l'équipe a repensé la maquette dans une meilleure articulation entre séminaires pratiques et rédaction du Projet intermédiaire de recherche du second semestre du M1, afin de favoriser la réussite des étudiants.

La formation affiche un faible taux de poursuite en doctorat, tout en analysant très peu le devenir de ses diplômés. Le taux de poursuite dans le doctorat n'est que de 13 % en moyenne ces trois dernières années. Ce chiffre, en baisse, serait imputable aux conditions de la crise sanitaire. Le suivi des étudiants qui intègrent d'autres formations est peu documenté.

La formation manque d'éléments pour analyser l'insertion professionnelle de ses diplômés. Une réflexion sur le devenir des étudiants s'impose ainsi.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose de moyens suffisants pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Le taux d'encadrement de la formation est bon avec un total de 11 enseignants pour une capacité d'accueil de 30 étudiants, et des liens noués avec d'autres établissements permettent l'accueil d'enseignants invités.

L'équipe enseignante apparaît peu soutenue dans le développement de ses pratiques pédagogiques. Aucune analyse n'est faite concernant la soutenabilité de la formation.

La formation définit un processus d'évaluation interne correct permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue. On peut déplorer qu'aucun questionnaire portant sur l'évaluation des enseignements ne soit mis en place. Ces évaluations ont néanmoins lieu lors du conseil de perfectionnement qui se réunit annuellement, dont la composition est équilibrée au niveau des trois collèges : les enseignants, les étudiants et les professionnels.

Conclusion

Points forts

- Une formation à et par la recherche de très bonne qualité,
- Une professionnalisation bien adaptée,
- Une réelle ouverture à l'international.

Points faibles

- Une attractivité à surveiller,
- Un suivi des parcours des étudiants à améliorer,
- Une approche par compétences quasi inexistante.

Recommandations

- Développer une stratégie d'attractivité,
- Améliorer le suivi du devenir des étudiants,
- Mettre en place une réflexion approfondie sur l'approche par compétences.

MASTER INFORMATION COMMUNICATION

Établissements

Université de Haute Alsace - Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Information, communication* est porté par la faculté des lettres, langues et sciences humaines (FLSH) sur le site de Mulhouse. Il est co-accrédité par l'Université de Strasbourg (Unistra) et forme à des métiers en pleine expansion dans tous les secteurs d'activité. Le master 1 se compose d'un seul tronc commun. La présentation du diplôme évoque deux parcours de master 2 : *Communication et édition numérique* (UHA) ; *Communication scientifique* (Unistra). La maquette évoque pour l'UHA un second parcours, *Management des médias et des données numériques*, qui n'a jamais ouvert par manque de candidats (*a priori* formés à l'informatique).

1. La politique et la caractérisation de la formation

Ce master s'insère de manière performante dans la stratégie de l'établissement en termes de débouchés professionnels et de formation en alternance. La création d'une licence *Information, communication* à l'UHA n'est pas encore d'actualité, mais ces disciplines sont présentes au sein de la licence *Administration économique et sociale*. En M1, il existe une forte mutualisation avec le master *Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation (MEEF)* de professeur documentaliste. La pluridisciplinarité propre aux sciences de l'information se double d'une interdisciplinarité concernant davantage celles de la communication, et les enjeux du développement durable sont bien pris en compte à ces deux égards.

L'ouverture de la formation à l'international est importante. Plusieurs dispositifs en témoignent : partenariats Erasmus+ avec Cologne et Athènes, bureau de coopération interuniversitaire avec Montréal, séminaires conjoints avec Freiburg et Düsseldorf. La formation profite du Campus européen EUCOR (UHA, Unistra, Basel, Freiburg, *Karlsruhe Institut für Technologie*) pour accueillir des étudiants étrangers dans certains modules. Quelques mobilités sortantes concernent Montréal. Une mobilité entrante est signalée depuis la Suisse.

L'adossement de ce master à la recherche est de qualité. La formation à la recherche est présente dans les unités d'enseignement (UE) de sciences de l'information et de la communication. La formation par la recherche se traduit en M2 par une UE de méthodologie de la recherche et séminaire, qui inclut l'intégrité scientifique et la déontologie. L'ensemble procure aux étudiants un recul théorique salutaire au sein d'un Diplôme qui est d'abord professionnalisant, mais où les enjeux épistémologiques sont importants.

16 enseignants-chercheurs dispensent près de la moitié des heures du cursus, ce qui révèle là encore d'appréciables liens avec le monde académique. L'auto-évaluation indique que les étudiants ne sont pas impliqués dans le séminaire de recherche annuel du laboratoire CRESAT (à travers son axe "Culture.s et Médias"), mais ils bénéficient bien d'un cycle de conférences organisées par les enseignants-chercheurs dans le cadre du laboratoire. La formation fait preuve d'une exigence justifiée à l'égard des services de documentation en demandant la mise à disposition des étudiants de titres de la presse professionnelle.

La formation répond à l'évidence à de vastes besoins socio-économiques tant les compétences en information et communication sont demandées dans tous les secteurs d'activité. Le rapport énumère d'ailleurs des acteurs du territoire tels que PME, associations, collectivités, incubateurs, avec lesquels la formation s'est construite. En M2, la formation en alternance est proposée au choix avec la formation initiale dotée d'un stage long : la première est majoritairement choisie.

Un ou deux étudiants de M2 par an relèvent de la formation continue.

80 crédits ECTS sont consacrés à la formation à l'entrepreneuriat, ce qui constitue donc plus de la moitié des crédits d'enseignement et représente un atout important pour l'insertion professionnelle. Le stage obligatoire de M1 est également précieux en la matière, d'autant que la recherche de stage est bien intégrée dans le cursus. Pas moins de 30 professionnels interviennent dans les enseignements.

Des liens s'opèrent aussi grâce à des commandes extérieures qui génèrent des projets tutorés des étudiants. D'anciens étudiants interviennent pour proposer des retours d'expérience.

2. L'organisation pédagogique de la formation

Les compétences sont très précisément définies et la maquette les reflète rigoureusement. L'articulation entre les enseignements théoriques et les enseignements pratiques est très bien pensée. Elle utilise à bon escient les ressources intellectuelles et matérielles à sa disposition. Par son contenu technique, le M1 prépare bien à la pratique en M2 ; de même, la culture générale acquise en M1 débouche sur une formation théorique plus professionnelle en M2.

Il existe néanmoins un flou sur la définition des parcours de M2. En effet, la présentation du Diplôme évoque deux parcours : *Communication et édition numérique* (UHA) ; *Communication scientifique* (Unistra). Or la maquette décrit les deux parcours suivants : *Communication et édition numérique* ; *Management des médias et des données numériques*. Les compétences acquises dans le cadre de l'apprentissage ou des stages sont bien valorisées à la fois par leurs poids dans le cursus et par leur association à une culture générale multiforme sur les enjeux de l'information et de la communication.

Les pratiques pédagogiques sont particulièrement diversifiées. Elles utilisent tous les outils techniques propres à l'information et à la communication, par exemple production et diffusion audiovisuelles, design graphique et publication assistée par ordinateur (PAO), conception de sites web par *Content Management System (CMS)*. Le rapport signale l'insertion dans des projets de recherche PIA et Idex-Idéfi ANR NovaTris, un centre de recherches transfrontalières sur l'interculturalité.

Les modalités d'enseignement découlent nécessairement de la diversité des pratiques pédagogiques, surtout dans un master où le numérique et l'audiovisuel sont omniprésents : c'est le cas en termes de salles d'enseignement, mais aussi de lieux de pratique professionnelle.

La formation fait une bonne place à l'international, mais elle pourrait être encore améliorée de ce point de vue. L'enseignement de langue étrangère est dispensé par des personnels titulaires, ce qui constitue un atout important. Le rapport signale néanmoins que "l'enseignement en allemand manque cruellement, faute de moyens globaux", ce qui représente un paradoxe si l'on se place dans le cadre du Campus européen EUCOR. Il existe d'intéressants modules intitulés "Approches transfrontalières et internationales des médias et de la communication" (S1) et "Interculturalité et communication" (S3), dont les objectifs pourraient certainement davantage irriguer l'ensemble du cursus et mieux préparer à la mobilité sortante.

Si l'alternance est complètement intégrée dans le cursus en M2, la formation continue pourrait être davantage développée. Elle est, d'après le rapport, difficile à mettre en place en raison des contraintes pesant sur les intervenants professionnels, alors que, justement, la validation des acquis professionnels (VAP) devrait permettre de dispenser les étudiants en formation continue de modules pratiques et leur permettre de suivre les enseignements théoriques.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

Des projets tutorés d'étudiants ont développé la présence de la formation sur les réseaux sociaux et une association étudiante a été nouvellement créée : ces initiatives sont les bienvenues au sein d'un master spécialisé dans la communication. Le nombre de candidats est passé de 166 en 2019-20 à 242 en 2020-21, ce qui représente un bond d'attractivité. Entre les mêmes années, le nombre d'admis a doublé, passant de 35 à 72, mais le nombre d'inscrits est assez stable. En M1, le nombre d'étudiants est passé de 21 à 24, ce qui n'excède pas la capacité d'accueil de 30. La licence *Documentation* de l'UHA fournit deux tiers des étudiants ; le reste est recruté bien au-delà de l'UHA et même de l'Alsace.

Le taux de réussite est très bon. L'aide à la réussite se limite en effet au suivi individualisé de quelques étudiants.

Le taux de réponse aux enquêtes est très bon et témoigne d'une insertion professionnelle performante. Les 16 diplômés du parcours *Communication et édition numérique* qui ont répondu (sur 20 diplômés au total) étaient tous en emploi 18 mois après la fin du cursus en 2019. Une autre enquête sur les diplômés de 2018 montre la forte adéquation des emplois occupés et de la qualification, dans des secteurs d'activité très variés. Un groupe LinkedIn rassemble les parties prenantes de la formation, ce qui est là encore une heureuse initiative dans un master de ce type.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

Alors que les enseignants-chercheurs assurent près de la moitié des heures, les départements porteurs de la formation ne peuvent lui en fournir que six. Ce fait témoigne de la persistance d'un sous-encadrement, malgré

la pure création récente d'un poste de maître de conférences. En outre sept autres enseignants-chercheurs interviennent ponctuellement. Il faut leur ajouter un invité étranger et deux invités français.

L'évaluation interne est tout à fait correcte. Une proportion très satisfaisante d'étudiants répond aux questionnaires d'évaluation des enseignements. Le compte rendu du conseil de perfectionnement de 2021 ne donne pas sa composition, mais comporte d'intéressantes suggestions : mobilité internationale des étudiants à développer, modules professionnels à renforcer en M1, alternance à introduire en M1 (ce qui est une forte demande des étudiants).

Conclusion

Points forts

- Des relations très étroites avec le monde socio-économique, en particulier grâce à la pratique majoritaire de la formation en alternance,
- Un très bon taux de réussite,
- Une bonne insertion professionnelle,
- Des compétences très précisément définies dans les maquettes,
- Un adossement à la recherche de qualité.

Points faibles

- Une formation continue peu développée,
- Un enseignement en allemand manquant.
- Une mobilité entrante et sortante à développer.

Recommandations

- Favoriser la VAP par l'existence des nombreux modules pratiques,
- Renforcer l'enseignement en allemand pour profiter du Campus européen EUCOR,
- S'appuyer davantage sur les partenariats internationaux pour favoriser la mobilité étudiante entrante et sortante.

MASTER JOURNALISME

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Journalisme* est porté par le Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ), composante de l'université de Strasbourg qui assure l'une des 14 formations accréditées, en France, par la Conférence paritaire nationale pour l'emploi des journalistes (CPNEJ). Elle est du reste la seule pour la région Grand Est. Ce label, qui est l'une des garanties de l'insertion professionnelle des diplômés, permet d'une part de veiller à l'évolution de la profession, et d'autre part d'inscrire les activités pédagogiques du CUEJ dans les axes stratégiques de l'université de rattachement : internationalisation, dimension inclusive, insertion professionnelle, renforcement des liens entre formation et recherche.

La première année associe enseignements de culture générale et enseignements professionnels ; la seconde vise à la professionnalisation via la spécialisation dans les secteurs d'activité visés (télévision, multimédias, presse écrite). Chaque étudiant réalise, au cours du master, entre 16 et 26 semaines de stage pour valoriser la professionnalisation de la formation.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La politique de formation au journalisme s'articule aux priorités stratégiques de l'université, pour associer les compétences interdisciplinaires et les savoir-faire professionnels indispensables à l'exercice du métier de journaliste. Dans cette optique, le CUEJ a noué des partenariats avec plusieurs composantes de l'université pour y proposer, en licence, des modules d'initiation au journalisme, et avec l'Institut d'études politiques (IEP) de Strasbourg. Il valorise, comme l'IEP, la pluridisciplinarité, indispensable à l'exercice du métier de journaliste. Le master dispose, grâce à l'IdEx, des ressources lui permettant d'acquérir le matériel adapté aux évolutions technologiques du métier.

La formation est résolument ouverte à l'international. Le CUEJ dispose également de partenariats avec l'université de Fribourg (double diplôme qui accueille annuellement 20 % des étudiants d'une promotion). Si des étudiants étrangers sont recrutés chaque année, l'impératif de professionnalisation sur deux années limite les mobilités entrantes et sortantes des étudiants.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche, même si sa vocation est professionnelle. La formation par la recherche fait l'objet d'enseignements de sciences sociales et de méthodologie, ainsi que de la réalisation d'un mémoire en master 2.

L'essentiel des enseignements disciplinaires fondamentaux est assuré par des enseignants-chercheurs afin de sensibiliser les étudiants aux enjeux de la connaissance scientifique et aux enjeux déontologiques, même si la formation a une vocation professionnelle.

La formation entretient des relations avec le monde professionnel du journalisme. Un grand nombre d'intervenants professionnels, journalistes, qui sont membres du conseil de perfectionnement, participent également à la formation. Celle-ci fait une large place à l'alternance et à la formation continue, même si cela constitue une charge de travail supplémentaire pour les équipes pédagogiques et administratives. La formation fait également une large place aux stages.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation intègre l'approche par les compétences. Ce point n'est pas renseigné explicitement, mais il correspond à l'objectif d'ajuster les enseignements dispensés aux attentes de la profession et à ses évolutions. À cette fin, le CUEJ appartient à la Conférence des écoles de journalisme pour contribuer à une veille active sur les exigences du métier.

La formation développe et diversifie ses pratiques pédagogiques. Les enseignements incluent plusieurs formats (cours, exercices pratiques, techniques, visites sur le terrain pour réaliser des productions journalistiques).

La formation n'est pas assurée à distance, mais aménagée pour permettre l'alternance et la formation continue, de même que le calendrier des stages est aménagé au-delà de la seule période estivale. Les étudiants en alternance et formation continue font l'objet d'un suivi spécifique.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation s'appuie sur des dispositifs d'information et de valorisation. Un site internet dédié et les outils de communication papier participent, comme les salons auxquels se rendent les membres de l'équipe pédagogique, au travail d'information spécifique sur la formation. Y participent également les services de l'université, à la suite de la mise en œuvre de modules d'initiation au journalisme avec quatre autres composantes de l'université de Strasbourg et d'une convention avec l'IEP.

La formation suit la réussite et l'insertion professionnelle des étudiants. Le suivi est assuré par l'Observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (l'ORESIFE), qui souligne d'excellents taux d'insertion professionnelle, même s'il ne s'agit d'emplois stables que pour un tiers. De plus le taux d'adéquation entre emploi et qualification est excellent.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose de moyens en adéquation avec ses objectifs. La formation bénéficie de son accréditation par la conférence paritaire nationale pour l'emploi des journalistes, et de son partenariat avec l'IEP.

La formation définit un processus d'évaluation interne. Le pilotage est assuré à la fois par le conseil d'administration du CUEJ et par un conseil de perfectionnement qui assure la cohérence des orientations pédagogiques et stratégiques, auquel sont intégrés les intervenants professionnels.

Conclusion

Points forts

- Une formation pluridisciplinaire et professionnalisante et attractive,
- L'accès à l'alternance et à la formation continue,
- L'insertion professionnelle.

Point faible

- L'analyse de la formation ne permet pas de soulever de point faible.

Recommandation

- Par conséquent, aucune recommandation n'est proposée.

MASTER MONDES MÉDIÉVAUX

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le *Master d'études médiévales interdisciplinaires (MEMI)* est une mention à parcours unique portée par la faculté des sciences historiques. Son offre de formation est centrée sur l'ensemble des enseignements de master d'Unistra relatifs à la période médiévale et est ouverte aux étudiants des disciplines représentées dans le master (Histoire, Histoire l'art, Archéologie, Lettres, Langues, Philosophie, Théologie, Musicologie, Droit).

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation s'inscrit dans les ambitions et les priorités de l'établissement en étant pleinement interdisciplinaire bien que n'étant rattachée à aucun institut thématique interuniversitaire (ITI). Elle est bien en articulation et en complément avec les autres formations avec lesquelles elle est en *continuum* puisqu'elle recrute des étudiants issus de diverses composantes. Elle est aussi en cohérence avec les autres formations du même cycle. Elle sait tirer profit d'un environnement culturel riche (bibliothèques, fonds d'archives, musées) aux niveaux local, régional et transfrontalier (Fribourg-en Brisgau, Bâle).

La formation est interdisciplinaire en mobilisant 25 enseignants-chercheurs centrés sur les études médiévales de huit composantes différentes. Elle a mené des actions et obtenu des moyens dans le cadre du *Seed Money* du campus européen Eucor (2020), et continue à le faire dans celui de l'Initiative d'excellence (IdEx), ce qui est positif.

Une collaboration existe avec les universités de Bâle et de Fribourg-en Brisgau, mais l'attractivité reste limitée en raison de la barrière linguistique. Les étudiants internationaux forment 5 à 10 % des effectifs entre 2018 et 2021. Il n'y a aucune mobilité entrante et les mobilités sortantes sont très faibles (une en 2020-2021).

Aucun accord Erasmus n'est évoqué. La formation se limite à déplorer un manque de moyens et devrait s'emparer davantage de cette priorité affichée de l'établissement qu'est l'internationalisation.

L'adossement à la recherche est insuffisant. Le *MEMI* se veut être un master de recherche, mais il est ennuyeux qu'aucune unité de recherche (UR) ne soit citée. De plus, il est uniquement question de « stages consistant en des activités de recherche » proposés par les UR pour valider une unité d'enseignement, ce qui interroge sur leur rôle dans le lien formation-recherche.

La formation à et par la recherche est évoquée rapidement et classiquement à travers le mémoire de recherche, les séminaires, le nombre des enseignants-chercheurs participant à la formation, l'obligation pour les étudiants d'assister à des manifestations scientifiques.

Les liens avec les services de documentation ne sont guère développés en dehors de l'accès aux ouvrages et aux demandes d'acquisition.

La formation à l'intégrité scientifique et la déontologie est en revanche bien prise en compte.

La formation est en lien avec acteurs socio-culturels du territoire régional et les associe à sa démarche. Elle intègre un dispositif de validation d'acquis et propose des aménagements pour les étudiants salariés, mais ne dispose pas de formation en alternance ou continue. Elle prépare à l'insertion professionnelle essentiellement par le biais d'un stage obligatoire de trois semaines au minimum et associe les acteurs socio-culturels du territoire à cette fin, mais aucun professionnel n'intervient dans le master. La formation est consciente qu'une part plus grande pourrait être donnée à l'enseignement numérique pour répondre aux besoins professionnels.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation insiste beaucoup sur la mutualisation, mais n'évoque guère ses objectifs et ses contenus. Une approche par compétences est mise en place pour être utile aux étudiants dans et hors des études médiévales, ce qui est positif, mais plusieurs sont réitérées et une progressivité serait bienvenue.

Mis à part l'apprentissage d'une langue médiévale (latin ou autre), l'apprentissage d'une langue étrangère n'est pas particulièrement favorisé, ni l'apprentissage du numérique à en croire le compte rendu du conseil de

perfectionnement, malgré la présence dans la formation de deux ingénieurs d'études (cartographie et humanités numériques).

Une diversification des pratiques subie et non choisie. La formation affirme que des commissions pédagogiques discutent et affinent les contenus, méthodes et modes d'évaluation, ce qui est une bonne chose, mais reconnaît que les méthodes pédagogiques sont très diverses du fait d'un master relevant de huit composantes différentes. Il ne s'agit donc pas d'une diversification voulue dans la perspective d'une réussite des étudiants. La formation a montré ses capacités d'adaptation en adoptant l'enseignement à distance lors de la crise sanitaire et a pérennisé ceux-ci sous forme hybride au moins en partie. Elle n'utilise pas d'espace particulier d'enseignement. Des adaptations au cas par cas sont prévues pour les étudiants salariés.

La formation dispose de contenus et dispositifs adaptés pour permettre son ouverture international, mais c'est à renforcer. La formation en langue étrangère est classique, bien que doublée de l'apprentissage d'une langue médiévale (latin ou autre). La formation est consciente de la nécessité de renforcer ce secteur pour améliorer le suivi des enseignements dans les universités partenaires du Campus européen (Bâle, Fribourg-en-Brigau) et pour stimuler l'internationalisation, mais elle n'est pas encore fixée sur les solutions à mettre en place. Selon la formation, la préparation à la mobilité entrante et sortante n'est pas institutionnalisée, ce qui est surprenant alors qu'Erasmus offre un cadre clair et largement pratiqué par ailleurs.

Des contenus et dispositifs de formation adaptés aux publics de formation continue ou en alternance insuffisants. La mention peut être intégrée par validation d'acquis soit par l'expérience (VAE) soit personnels et professionnels (VAP). Il n'y a pas de formation continue ou par alternance, mais les modalités de contrôle sont adaptées pour les étudiants salariés.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation est attractive. Son suivi est assuré par des moyens classiques, mais peu analysé. Des dispositifs d'information sont en place par le biais d'un site internet essentiellement et par une présence lors des journées portes ouvertes. Le nombre des étudiants est en progression continue, passant de 28 à 40 entre 2018-19 et 2020-21, ce qui correspond au maximum des capacités d'accueil fixé. La formation n'indique pas si ces dispositifs ont un effet sur la qualité du recrutement. Elle indique analyser l'évolution du recrutement par discipline et par lieu d'origine, ce qui est bien, mais sans livrer d'éléments concrets à ce sujet.

Un suivi de la réussite des étudiants sur de faibles cohortes. La formation suit le taux de réussite de ses étudiants, mais les taux de réponse portent sur de faibles effectifs (neuf en 2018).

L'insertion professionnelle fait également l'objet d'un suivi qui doit être amélioré. Le taux d'adéquation emploi et niveau de qualification est faible (40 % à 30 mois) de même que le niveau de rémunération et la stabilité de l'emploi. Une réflexion bienvenue est menée dans le cadre du conseil de perfectionnement pour améliorer cette situation, mais n'est pas encore fixée sur les modalités à mettre en place. C'est d'autant plus important que deux à trois étudiants seulement poursuivent en doctorat.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation ne dispose pas des moyens suffisants pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. La formation, issue d'une forte mutualisation des enseignements entre huit composantes, se plaint de souffrir d'une invisibilité dans la politique des ressources humaines de l'établissement qu'il serait nécessaire de corriger.

La formation estime que le soutien et l'accompagnement au métier d'enseignant est dépendant des politiques des différentes composantes dont relève la mention, mais ignore l'existence de service centraux tel l'Institut de développement et d'innovation pédagogiques (IDIP).

Les enseignants connaissent le système Erasmus+ et font venir des professeurs invités, compensant en partie la faible internationalisation constatée précédemment. Les coûts de cette formation fortement mutualisée avec peu d'enseignements spécifiques sont faibles.

Un processus d'évaluation interne existe. La formation tient compte de l'avis des étudiants par le biais des représentants des étudiants participant aux conseils pédagogiques. Il lui est beaucoup plus difficile d'analyser l'évaluation des enseignements par les étudiants du fait de la mutualisation d'enseignements qui relèvent de huit composantes différentes. Le conseil de perfectionnement permet de recentrer les questions sur ce qui

touchent exclusivement à la mention. Une analyse des problèmes est développée avec clarté et le pilotage est assuré en évitant un risque de parcellisation.

Conclusion

Points forts

- Une interdisciplinarité développée,
- Un environnement socio-culturel très favorable,
- Un assez bon pilotage de la formation.

Points faibles

- Une internationalisation à développer,
- Des liens formation-recherche insuffisamment évoqués,
- Un manque d'osmose dans les méthodes et un risque de parcellisation.

Recommandations

- Veiller à une gestion cohérente de la formation,
- Affirmer davantage la dimension recherche et améliorer l'insertion professionnelle des étudiants,
- Développer l'internationalisation.

MASTER PHILOSOPHIE

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Philosophie* comporte deux parcours : *Recherche en philosophie* et *Parcours Interdisciplinaire Mondes de l'Antiquité*. Ce master s'inscrit dans le contexte historique, culturel et géographique du Rhin supérieur avec un partenariat avec l'Université de Fribourg-en-Brigau. Il fait partie de la faculté de philosophie.

1. La politique et la caractérisation de la formation

Le master participe à la politique d'établissement en matière d'ouverture à l'international. Il est associé au Centre de recherche de philosophie allemande et contemporaine et oriente ses formations principalement vers la philosophie allemande. Il développe les enseignements communs avec l'université de Fribourg et a pour ambition un parcours commun avec cette université.

Malgré cette collaboration avec l'université de Fribourg, la mobilité entrante des étudiants reste limitée à quelques pays (Italie, Canada, Luxembourg), et la mobilité sortante est insuffisante. D'ailleurs les mobilités entrantes et sortantes des étudiants ne font pas l'objet d'un soutien spécifique et les dispositifs d'aide à la mobilité sont intégrés aux dispositifs généraux (notamment Erasmus), mais sans aucune spécificité au master.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche. Par son parcours spécifique *Recherche en philosophie* et son association avec le Centre de recherches en philosophie allemande et contemporaine : histoire, problématiques, enjeux (UR 2326), le master offre aux étudiants une formation par et à la recherche avec entre autres la participation à des séminaires de recherche. En outre la majorité de cours est assurée par des enseignants-chercheurs (294 heures au total).

Le master de philosophie n'a que peu de relations avec les acteurs du monde socio-économique du territoire. Le master de philosophie ne bénéficie pas d'une offre par alternance ou par apprentissage et il ne prépare pas à une insertion professionnelle directe. Le master n'est pas proposé à la formation continue. Il faut aussi noter qu'aucun acteur du monde professionnel intervient dans la formation.

2. L'organisation pédagogique de la formation

Le master de philosophie est surtout orienté vers la formation à la recherche. Dans ce cadre les enseignements dispensés sont en lien avec les objectifs d'apprentissage, par exemple le mémoire de recherche est l'élément considéré comme le plus important de la formation. L'objectif est une poursuite des études en doctorat. Un tableau croisé entre compétences et enseignements est fourni, mais le master ne semble pas encore avoir intégré l'approche par compétences. Il faut aussi relever un taux de diplomation relativement faible pour un master, dont une raison semble être le nombre important d'abandons au cours des deux années.

Le master ne propose pas encore une vraie diversité de pratiques pédagogiques et reste axé sur un modèle unique. Il ne participe pas au projet inscrit au PIA.

Le master inclut une formation aux langues étrangères (anglais et allemand), mais ne propose pas de dispositif pour la mobilité entrante ou sortante des étudiants.

Le master n'est pas proposé en formation continue ou en alternance.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

Les informations fournies semblent montrer un faible suivi de l'attractivité de la formation. Le master propose bien une page web dédiée ainsi qu'un guide pédagogique. Cependant il ne semble pas y avoir d'action spécifique pour augmenter la visibilité du master comme par exemple la présence dans des salons d'étudiants ou des actions de communications. Cela entraîne un nombre de candidatures relativement faible. De plus, les données chiffrées sur l'attractivité de la formation ne sont pas disponibles.

Le niveau de suivi de la réussite des étudiants n'est pas évaluable en l'absence de données qualitatives et quantitatives détaillées et suffisantes

L'analyse de l'insertion professionnelle est relativement peu poussée. Les insertions professionnelles ne sont pas immédiates, mais passent par la poursuite d'étude en doctorat ou par des concours, par exemple avec le master *MEEF* dont des équivalences sont proposées. Cependant, depuis 2020, une « journée des métiers » a été organisée par la Faculté de philosophie. D'après les données de l'ORESIP, le taux d'insertion professionnelle est relativement faible (mais nous ne disposons que des données de 2018). Sur 13 réponses, 7 sont en emploi précaire et 2 en emploi stable avec des postes pas toujours en lien avec les thématiques du master.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

Il n'est pas possible d'estimer si la formation a les moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs, car le rapport ne fournit pas d'indicateur de mesure du coût de la formation et des moyens engagés.

L'évaluation interne permettant de faire évoluer la formation reste limitée, car le master a mis en place un processus d'évaluation des enseignements, comportant un questionnaire et un conseil de perfectionnement depuis 2019.

Conclusion

Points forts

- Très bon adossement à la recherche,
- Echanges fructueux avec l'université de Fribourg.

Points faibles

- Pas d'offre de formation en alternance ou en continue,
- Aucun enseignement proposé par des professionnels et globalement peu de questionnement sur l'insertion professionnelle qui reste limitée,
- Manque de diversité pédagogique.

Recommandations

- Ouvrir la formation à l'alternance ou à la possibilité de la formation continue,
- Renforcer l'équipe pédagogique grâce à l'ajout d'acteurs du monde professionnel afin d'apporter un regard complémentaire à celui des enseignants-chercheurs, mais aussi de donner des propositions d'insertion professionnelle autre que celle de la poursuite en doctorat,
- S'appropriier les différentes modalités pédagogiques proposées par l'Université de Strasbourg.

MASTER PSYCHOLOGIE

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master de psychologie de l'université de Strasbourg (Unistra) comporte trois parcours : *Psychologie clinique du développement et des apprentissages ; Enfance, Adolescence, Vieillesse, Neuropsychologie Cognitive Clinique* et *Psychologie clinique en thérapie comportementale et cognitive*. Le master est porté par l'UFR Sciences humaines et sociales.

1. La politique et la caractérisation de la formation

Le master de psychologie a une place cohérente et importante dans l'offre de formation de l'établissement. Il offre tout d'abord une formation à la psychologie clinique indépendante de l'offre de psychanalyse par exemple par une approche comportementale et cognitive. Ce master organisé autour de trois parcours est en continuité pédagogique avec la licence de l'université de Strasbourg. Il est adossé à cinq unités de recherche de l'université et un des parcours est inscrit dans le PIA à travers l'Institut Thématique Interdisciplinaire (ITI) NeuroStra. Par ailleurs, il présente un partenariat international avec le *Scientific College of Greece*. Le master s'appuie sur des partenariats avec des associations de professionnels de la région, et offre une formation à la recherche grâce à ses collaborations avec différents laboratoires de recherche strasbourgeois et de nombreux centres hospitaliers (e.g. Rouffach, Mulhouse, Nancy).

Le master possède un partenariat avec le *Scientific College of Greece*, mais ne bénéficie pas dans ce cadre d'un parcours international. La formation n'a pas mis en œuvre de processus spécifique pour la mobilité des étudiants (outre ceux fournis par l'université de Strasbourg). Toutefois des étudiants font leur stage de master à l'étranger.

Le master bénéficie d'un adossement à la recherche. Deux UE sont dédiées à la formation à la recherche par la recherche (6 crédits ECTS pour 50 heures). Le master est adossé à cinq unités de recherche couvrant tous les aspects de la psychologie clinique, ces laboratoires accueillent des étudiants en stage. La formation fait intervenir 13 enseignants-chercheurs permanents, cela permet de former les étudiants à différents aspects de la recherche (méthodologie, recherche bibliographique, déontologie).

L'adossement au milieu socio-professionnel est conséquent. Avec 58 intervenants extérieurs professionnels, le master de psychologie intègre un nombre d'heures significatif lié à la question de la professionnalisation. Ces professionnels apportent des conseils spécifiques aux étudiants pour leur recherche d'emploi, mais aussi les procédures d'installation en cabinet libéral, ainsi qu'une sensibilisation aux questions de comptabilité nécessaires lors des premières années d'installation. Cependant le master n'est pas proposé à la formation par alternance.

2. L'organisation pédagogique de la formation

L'organisation pédagogique du master est cohérente par rapport à ses objectifs avec un mélange d'interventions d'enseignants-chercheurs et de professionnels pour leur complémentarité, car l'objectif premier du master est de former des psychologues cliniciens.

Les enseignements sont en lien direct avec la fiche RNCP. Les différentes modalités d'évaluation des connaissances sont aussi en lien avec les objectifs pédagogiques. Toutefois le master ne bénéficie pas encore de l'approche par compétences.

À ce jour cependant, les différentes compétences développées au cours des deux ans de formation ne sont pas valorisées, mais il est prévu à l'avenir la création d'un portfolio de compétences.

La formation propose de nouvelles pratiques pédagogiques. Outre les enseignements classiques, sont proposés des cours en format hybrides (présentiel et à distance), des séances de *e-learning* et d'*e-training*. Il est prévu pour l'année 2022-23, la création d'une salle modulable d'apprentissage.

La formation ne dispose pas d'un dispositif d'apprentissage des langues pouvant aider les étudiants à une mobilité entrante et sortante de ses étudiants, bien que l'apprentissage de l'anglais fasse partie de l'offre de formation : des cours, mais aussi des analyses de textes scientifiques et des exposés d'étudiants en anglais sont proposés.

Le master est proposé en formation continue avec ou non la Validation des acquis d'expérience, sur la période du bilan, neuf étudiants en ont profité.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

Le master de psychologie profite d'une très bonne attractivité qui est de plus en croissance. Le master est présent sur plusieurs sites internet et les enseignants participent aux journées d'information organisées par l'université. Le nombre de demandes de candidature dépasse 2900 en 2020, ce qui dénote à la fois la bonne attractivité et l'adéquation de l'offre de formation aux besoins actuels.

La formation met en œuvre de dispositif individuel pour suivre la réussite des étudiants. Les rares étudiants en échec (moins de 10 %) bénéficient d'un entretien individualisé pour leur accompagnement.

La formation analyse l'insertion professionnelle en s'appuyant sur les enquêtes de l'Observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants. Les données d'insertion professionnelle à 30 mois montrent un taux supérieur à 90 % et les enquêtes des suivis d'étudiants montrent que les insertions professionnelles sont en adéquation avec les compétences acquises à l'issue de la formation.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation ne dispose pas de moyens suffisants lui permettant d'atteindre ses objectifs. En effet, le taux d'encadrement par les enseignants-chercheurs permanent reste faible, ce qui nécessite l'intervention de nombreux ATER et/ou vacataires. Comme tous les enseignants-chercheurs de l'université de Strasbourg, ceux associés au master mention *Psychologie* bénéficient d'une formation à la pédagogie de l'enseignement supérieur destinée aux nouveaux arrivants. Cette formation est dispensée par l'IDIP (Institut de Développement et d'innovation pédagogique) de l'Unistra. Il n'y a pas de dispositif spécifique pour les enseignants-chercheurs du master.

Le master bénéficie d'un dispositif d'évaluation de ses formations par les étudiants piloté au niveau central de l'université avec un taux de réponse qui est supérieur à 90 %. Les données sont mises à disposition des responsables de parcours et les éléments pertinents sont présentés et discutés lors des conseils pédagogiques et de perfectionnement.

Conclusion

Points forts

- L'offre de formation du master est en cohérence avec les besoins d'insertion professionnelle,
- Bon adossement à la recherche,
- L'offre de formation du master est en cohérence avec la politique d'établissement.

Points faibles

- Sous encadrement d'enseignants-chercheurs permanents,
- Absence de l'approche par compétences.

Recommandation

- Développer une réelle approche par compétences.

MASTER PSYCHOLOGIE : PSYCHOPATHOLOGIE CLINIQUE PSYCHANALYTIQUE

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Psychologie : psychopathologie clinique psychanalytique (PPCP)* de l'université de Strasbourg est porté par l'UFR de Sciences humaines et sociales. C'est un master mono-parcours.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation est construite en cohérence et en complémentarité avec les autres formations du même cycle et en articulation avec celles des autres cycles avec lesquelles elle s'inscrit en *continuum*. Le master *Psychologie : psychopathologie clinique psychanalytique* est dans la continuité de la licence de psychologie de l'université de Strasbourg. Il partage certaines UE avec d'autres masters en sociologie, anthropologie, droit pénal et criminologie. Il est en lien avec le master de psychologie clinique de l'université de Nancy 2. Le master n'est pas intégré dans une action spécifique au PIA.

La formation n'est pas ouverte à l'international. Sur le plan de l'internationalisation, il n'offre pas de dispositif spécifique et il n'y a pas d'étudiant étranger inscrit.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche. Le master *PPCP* est adossé au laboratoire SuLiSom-UR 3071 et 10 enseignants-chercheurs participent à la formation, toutefois les données indiquent l'intervention de 14 enseignants-chercheurs. Le master intègre une formation à la déontologie ainsi qu'à la méthodologie à la recherche.

La formation entretient des relations avec le monde socio-économique qui pourraient toutefois être étoffées. Pour la recherche de stages, les enseignants-chercheurs sont en lien avec les professionnels de terrain, ces stages sont un moyen d'intégration professionnelle des étudiants. Toutefois, seulement huit professionnels pour 61 heures étudiants interviennent dans la formation, ce qui semble peu au regard des besoins.

2. L'organisation pédagogique de la formation

Le master ne propose pas encore l'approche par compétences. Cependant, les différents contenus de cours sont en lien avec la fiche RNCP du master. La formation ne propose pas de valoriser les compétences via un portfolio et ne propose pas la certification PIX.

La formation est essentiellement proposée en présentiel sans véritable diversité pédagogique.

L'adaptation de contenus pour une ouverture à l'international n'est pas évaluable en l'absence de données qualitatives et quantitatives détaillées et suffisantes. Cependant, une formation en anglais est dispensée sur les deux années (32 heures en M1 et 16 heures en M2).

Les contenus et les dispositifs de la formation ne sont pas adaptés aux publics de la formation continue et en alternance. Le master n'est pas proposé par alternance et il n'y a pas d'adaptation pédagogique pour la formation continue.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation bénéficie d'une bonne attractivité. Une page web dédiée est présente sur le site de l'université. Toutefois il semble que ce soit la seule source de communication. Le nombre de candidats pour l'entrée au master s'approche des 1000.

Le suivi de la réussite des étudiants est obtenu grâce aux outils proposés par l'ORESIPE. Cependant, il faut noter que le niveau de diplomation est très bon (supérieur à 90 %).

De manière identique l'évolution professionnelle des étudiants sont uniquement obtenus grâce aux outils proposés par l'ORESIPE Les données d'insertion de l'ORESIPE de 2018 montre un taux d'insertion professionnelle de 90 % avec des emplois dans le secteur de la psychologie.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation ne dispose pas des moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Le nombre d'enseignants-chercheurs permanents est relativement faible (neuf enseignants-chercheurs et deux PAST) au regard des besoins de formation ce qui entraîne une intervention importante des chargés de cours. Ce recours aux enseignants non permanents ne permet pas de garantir pleinement la qualité de l'enseignement.

La formation définit un processus d'évaluation interne permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue. Un conseil de perfectionnement se réunit comprenant entre autres d'étudiants, deux psychologues intervenants hors université (pédopsychiatre et psychologue clinicien), mais la formation ne propose pas d'outil d'évaluation des contenus de formation par les étudiants.

Conclusion

Points forts

- Bonne attractivité du master,
- Bonne insertion professionnelle.

Points faibles

- Manque de diversité des pratiques pédagogiques,
- Pas d'évaluation des enseignements par les étudiants.

Recommandations

- Diversifier et enrichir les pratiques pédagogiques grâce aux possibilités offertes par l'université de Strasbourg,
- Mettre en place une évaluation des enseignements par les étudiants et prendre en compte les résultats lors des conseils de perfectionnement.

MASTER PSYCHOLOGIE SOCIALE, DU TRAVAIL ET DES ORGANISATIONS

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Psychologie sociale, du travail et des organisations* de l'université de Strasbourg est porté par l'UFR Sciences humaines et sociales. Cette formation ne comprend qu'un seul parcours.

1. La politique et la caractérisation de la formation

Le master de psychologie sociale s'insère dans la formation générale de psychologie de l'université de Strasbourg, car il est un des débouchés de la licence de psychologie. Toutefois il ne propose pas d'enseignement mutualisé avec les autres mentions de master de psychologie. Il ne semble pas non plus y avoir de passerelles entre les mentions. Outre la psychologie sociale, l'interdisciplinarité est visible au travers des enseignements d'ergonomie ou des notions de droit du travail. Le master ne présente pas de partenaire académique et n'intègre pas de dispositif issu du PIA.

Il n'y a pas de dispositif spécifique pour les mobilités internationales, mais sur la durée du bilan, trois étudiants ont tout de même bénéficié d'une mobilité entrante, mais aucun d'une mobilité sortante.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche. Elle est adossée à un laboratoire de recherche (UR 4440), et elle comporte une initiation à la recherche fondamentale et appliquée. Sept enseignants-chercheurs participent aux enseignements, pour un total de 526 heures. Les étudiants réalisent des travaux de recherche encadrés à chacun des quatre semestres. Par ailleurs ils sont formés à la méthodologie de la recherche.

Le master intègre plusieurs éléments de professionnalisation. Les contenus de formation s'ajustent selon les besoins d'insertion professionnelle et la moitié des enseignements (20 % en M1 et 80 % en M2) est assurée par des intervenants professionnels (au nombre de 13 pour un volume horaire de 208 heures). Par ailleurs le master est proposé en alternance ce qui contribue à l'attractivité du master et permet l'intégration de différents profils d'étudiants (25 % des étudiants sont en alternance).

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation offre des méthodes pédagogiques adaptées aux compétences, cependant elles pourraient encore être améliorées. Par exemple, malgré une réflexion avancée, le master n'a pas encore intégré l'approche par compétences. Les contenus de cours sont mis en lien avec les compétences attendues de la fiche RNCP, mais aucun dispositif de valorisation tel que le portfolio de compétences n'est proposé.

Le master offre une relative diversité pédagogique avec des pratiques adaptées en fonction des contenus abordés, comme par exemple des dispositifs de type "classe inversée", "classe puzzle", "pédagogie par projet". Mais la formation n'est proposée qu'en présentiel.

Les contenus et les dispositifs de la formation sont adaptés pour permettre son ouverture à l'international. La formation intègre les UE obligatoires de langues (anglais), toutefois sans certification et elle n'offre pas de dispositif particulier permettant d'accompagner la mobilité étudiante.

Comme évoqué plus haut, le master est proposé en alternance (trois jours de cours et deux jours en entreprise). On peut regretter qu'au cours du bilan aucune diplomation par VAE n'ait été effectuée.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

Le master de psychologie sociale profite d'une bonne attractivité qui est de plus en croissance. Le master est présent sur plusieurs sites internet et les enseignants participent aux journées d'information organisées par l'université. Le nombre de demandes de candidature dépasse 300 en 2020.

L'équipe pédagogique réalise un suivi individuel des étudiants et analyse les causes des difficultés ou des échecs. Cependant, il faut noter que le taux de réussite du master est très bon, car de 100 %.

Le bon taux de réponse concernant l'insertion professionnelle permet de montrer que cette insertion est très satisfaisante (autour de 90 % à 30 mois) avec des débouchés diversifiés, mais qui restent dans le champ des thématiques du master, par exemple formateur(rice) et conseiller(e) en insertion professionnelle ou psychologie du travail).

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

A priori la formation n'a pas d'indicateur pour mesurer le coût de la formation, du moins aucune information n'est fournie sur ce point.

La formation définit un processus d'évaluation interne permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue. La formation est évaluée par les étudiants, dans le cadre de la démarche qualité mise en place par l'université, mais aussi à l'initiative des responsables de formation ou des enseignants. Les retours des étudiants sont pris en compte pour faire évoluer les pratiques pédagogiques.

Enfin un conseil de perfectionnement composé de différents professionnels et de représentants étudiants se réunit une fois par an.

Conclusion

Points forts

- Lien fort entre formation fondamentale et formation professionnalisante,
- Bon taux de réussite,
- Bonne insertion professionnelle.

Points faibles

- Besoin de valoriser les compétences des étudiants,
- Pas d'approche par compétences.

Recommandations

- Valoriser l'approche par compétences,
- Instaurer un portfolio de compétences pour valoriser l'apprentissage des étudiants.

MASTER RELATIONS INTERNATIONALES

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master mention *Relations internationales* est porté par l'Institut d'études politiques (IEP) de Strasbourg. Il s'est transformé pour s'inscrire dans le projet d'établissement de l'université, et propose une formation à la fois pluridisciplinaire et professionnalisante, en articulant connaissance scientifique et approche par compétences. La première année est devenue une quatrième année du diplôme de l'IEP. Elle est alimentée par un recrutement externe sélectif, et par des étudiants de l'IEP. La seconde année comporte trois parcours de formation : *Mondialisation ; Frontières, coopération et conflits* et *Négociations et expertises internationales*. Les trois premiers semestres incluent des enseignements pluridisciplinaires, le quatrième est consacré à un stage de longue durée ou à la rédaction d'un mémoire.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation s'inscrit résolument dans les priorités stratégiques de l'établissement ainsi que dans les axes prioritaires de développement de l'université (enseignement interdisciplinaire, internationalisation). La professionnalisation s'y trouve valorisée par des exercices pédagogiques innovants (simulation diplomatique, gestion de projet, veille informationnelle).

Elle est pensée en articulation avec les autres formations de l'IEP, sans se confondre avec les études européennes : les relations internationales sont traitées dans une perspective pluridisciplinaire au croisement de l'économie, de l'histoire, de la sociologie, du droit international et de la géopolitique, et ne se confondent pas avec les politiques publiques européennes.

La formation s'efforce de s'ouvrir l'international. Le projet est de développer son internationalisation par le recrutement d'étudiants étrangers, l'insertion d'intervenants extérieurs et le développement de doubles diplômes.

En moyenne, et malgré la restructuration récente, la moitié des stages de fin de parcours se déroule à l'étranger. Les mobilités entrantes et sortantes n'ont pas pu à ce jour être finalisées en raison du contexte sanitaire.

La formation bénéficie également d'un adossement à la recherche. La formation est adossée à des laboratoires reconnus pour le tronc commun aux trois parcours : Dynamiques européennes (DynamE), Sociétés, acteurs et gouvernements en Europe (SAGE).

Les étudiants qui finalisent le parcours de master 2 par un mémoire peuvent envisager une inscription éventuelle en doctorat dans l'un de ces laboratoires d'accueil. 28 enseignants-chercheurs y interviennent, et assurent le suivi de ces mémoires de recherche.

La sensibilisation à l'éthique de la recherche est réalisée en premier cycle de l'IEP, et poursuivie ensuite quoi que de manières moins systématiques.

La formation a développé des partenariats avec le monde socio-économique. La formation bénéficie de partenariats multiples : Direction des relations européennes et internationales de l'Eurométropole, Euro-Institut Kehl, Association parlementaire européenne, institutions européennes, Centre de renseignement de l'Armée de l'air, Eurocorps, etc. et accorde une place centrale à l'intervention de professionnels.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation intègre l'approche par les compétences. Pour développer des savoirs académiques et compétences pratiques (gestion de projets), les professionnels encadrent les stages et les étudiants sont impliqués dans de multiples manifestations extra-académiques.

La formation a su diversifier ses pratiques pédagogiques. La grande modalité des formats d'évaluation, exclusivement en contrôle continu, ainsi que l'externalisation d'enseignements sur d'autres sites, est destinée à préparer son internationalisation.

La formation s'efforce de permettre une ouverture à l'international. À cet effet, les étudiants peuvent apprendre des langues extra-européennes en partenariat avec L'Institut des traducteurs, d'interprètes et de relations internationales (ITIRI) et la moitié des enseignements disciplinaires est dispensée en anglais. S'agissant de l'alternance et de la formation continue, aucune modalité n'est à ce jour prévue, mais une réflexion est engagée pour un parcours spécifique en alternance en 2024.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation bénéficie des services d'information de l'établissement. Son attractivité peut être mesurée au ratio de 10 candidats pour un admis, alors que la formation fait l'objet d'une intense politique de communication (salons, journées portes ouvertes, site internet). Les services de l'IEP suivent quantitativement les flux de candidatures, et produisent des enquêtes annuelles sur le suivi et l'insertion professionnelle des diplômés.

La formation dispose des ressources nécessaires au suivi de la réussite et de l'insertion professionnelle des diplômés. Compte tenu des taux de réponse (autour des deux tiers des anciens diplômés), l'insertion professionnelle est très satisfaisante puisqu'au terme de 18 mois ce sont près de 80 % des diplômés qui ont trouvé un emploi, même si seulement un tiers d'entre eux bénéficient d'un emploi stable.

L'accompagnement et le suivi individualisé des étudiants permettent un taux de réussite de 100 %.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose de moyens dédiés à la poursuite de ses objectifs. La formation s'appuie sur les ressources de l'IEP (chaire Jean Monnet, ERASMUS) pour favoriser l'accueil de collègues étrangers. De même, les ressources de l'IDIP lui permettent de bénéficier du soutien à l'innovation pédagogique.

La formation définit un processus d'évaluation des enseignements. Les enseignements font l'objet d'une évaluation par questionnaire et, depuis 2018, la mise en place d'un conseil de perfectionnement permet une rencontre annuelle entre étudiants et enseignants.

Conclusion

Points forts

- Une formation qui s'inscrit dans les axes stratégiques de l'université de Strasbourg,
- Une formation adossée à la recherche et à des partenariats institutionnels,
- La dispense de la moitié des enseignements disciplinaires en anglais et l'apprentissage de langues extra-européennes.

Point faible

- Une faible mobilité entrante et sortante des étudiants pour une formation internationalisée.

Recommandation

- Renforcer la mobilité entrante et sortante des étudiants.

MASTER SCIENCES DE L'ÉDUCATION

Établissements

Université de Haute Alsace - Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Sciences de l'éducation* de l'université de Strasbourg comprend huit parcours : *Conception Formation Technologie ; Ingénierie de la Formation et des Compétences ; Ingénierie des Systèmes Numériques Virtuels pour l'Apprentissage ; Tuteurs et Formateurs d'Enseignants ; Ingénierie de l'intervention en Milieu Socio-Éducatif ; Éducation Thérapeutique du Patient* (non ouvert sur la période du bilan) ; *Pédagogie en Sciences de la Santé ; Éducation, Inclusion, Intervention*.

Deux des parcours, *Ingénierie de l'intervention en Milieu Socio-Éducatif ; Éducation Thérapeutique du Patient*, sont co-portés avec l'université de Haute-Alsace et un parcours *Éducation, Inclusion, Intervention* est co-conventionné avec l'Université Catholique de l'Ouest.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation est en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement. Elle est associée à la fois à l'INSPE pour certains parcours et à la faculté de médecine, de maïeutique et de sciences de la santé. La formation est de nature interdisciplinaire et elle s'inscrit en complémentarité avec d'autres formations, essentiellement avec les masters *MEEF* premier degré, second degré, en venant proposer d'autres compétences liées à la formation et l'éducation, ou avec les diplômes de santé et notamment avec le parcours *Pédagogie en Sciences de la Santé*.

Ce master à huit parcours est dans la continuité de la licence de sciences de l'éducation, mais intègre aussi des étudiants d'autres licences.

Des passerelles sont possibles entre les huit parcours du master, mais aussi avec les parcours du master *MEEF*.

On peut regretter que ce master n'ait pas encore une vraie ouverture sur l'international, car beaucoup d'enjeux de certains parcours ne se limitent à la France. Toutefois, de premiers contacts semblent être tout de même engagés.

L'adossement à la recherche est assuré, entre autres, par l'intervention de nombreux enseignants-chercheurs et par un nombre conséquent d'heures liées à la formation à la recherche. Toutefois, il ne semble pas que le master soit adossé à un ou plusieurs laboratoires.

Le master intègre beaucoup d'éléments liés à la professionnalisation comme des contrats par alternance, de nombreux stages, des relations avec des entreprises des intervenants professionnels et des UE de professionnalisation.

2. L'organisation pédagogique de la formation

Bien que l'approche par compétences ne soit pas encore mise en place, la formation met en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées aux objectifs d'apprentissage.

La formation développe et diversifie ses pratiques pédagogiques de manière partielle : la formation est proposée en format hybride, un parcours est totalement à distance et des MOOC sont aussi proposés. Les espaces d'enseignement sont aussi diversifiés avec par exemple un Learning center et un centre de ressources des langues. Cependant, il n'existe pas de dispositif pour mettre en valeur les compétences acquises tel qu'un portfolio de compétences par exemple.

Des dispositifs permettent une ouverture de la formation à l'international. L'un des parcours (*CFT*) est inscrit dans le réseau européen *Education & Technology* et repose sur deux à trois mobilités Erasmus, mais il est aussi offert la possibilité de réaliser des stages à l'étranger.

La formation est proposée avec des adaptations possibles à la fois pour les étudiants en formation continue, mais aussi pour les contrats d'apprentissage.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La diffusion du master est bien assurée, car les responsables du master participent aux journées universitaires, aux journées de master et aux journées portes ouvertes et le site web est documenté.

Des indicateurs de réussite et de suivi des étudiants sont identifiés et analysés.

Toutefois on peut regretter que le taux de réponses à l'enquête d'insertion professionnelle reste faible, ce qui empêche les responsables de formation de bien suivre et analyser le devenir professionnel ou la poursuite d'étude de leurs étudiants.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

Les enseignants du master peuvent suivre des formations pour l'innovation pédagogique, mais nous n'avons d'information sur le nombre d'enseignants concernés. Aucune information n'est fournie sur le suivi du coût de la formation.

L'évaluation des enseignements est réalisée à partir des enquêtes qualité systématisées et un conseil de perfectionnement composé de différents professionnels et étudiants se réunit régulièrement.

Conclusion

Points forts

- Formation interdisciplinaire bien inscrite dans l'offre de formation de l'établissement et qui couvre beaucoup de domaines liés aux sciences de l'éducation,
- Bonne insertion professionnelle,
- Bonne diversité pédagogique.

Point faible

- Pas encore d'approche par compétences.

Recommandation

- Mettre en place une approche par compétences.

MASTER SOCIOLOGIE

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Sociologie* de l'université de Strasbourg est porté par la faculté de sciences sociales, il comprend cinq parcours : *Sociologie : Ville, environnement et sociétés* ; *Sociologie : Religions, sociétés, espace public* ; *Sociologie : Interventions Soc, Compa Euro, Migrations* ; *Sociologie : Inégalités, discriminations, enquêtes, terrains* et *Sociologie : Conflits, criminologie, médiations*.

1. La politique et la caractérisation de la formation

Le master de sociologie s'inscrit pleinement dans la stratégie formation de l'établissement. Avec ses cinq parcours complémentaires (dont un en partenariat avec la faculté de droit), le master couvre un très large spectre des études en sociologie.

La formation est en continuité directe avec la licence de sociologie, mais est également ouverte à des licences connexes en sciences sociales et à la licence professionnelle *Ville*.

Grace à des échanges avec des partenaires académiques (faculté de droit ou faculté d'histoire), la formation est interdisciplinaire et convoque des notions de droit ou d'histoire.

Le parcours *Ville, environnement et sociétés* s'inscrit dans une démarche d'écoresponsabilité.

Les enseignements du master bénéficient de formations en innovation pédagogique mises en place par l'Institut de développement et d'innovation pédagogique. Par ailleurs, le projet d'établissement INCLUE dans le cadre du PIA3 dont fait partie le master facilite l'intégration de publics variés dans la formation.

Le master se positionne dans une perspective internationale avec des conférences, des colloques, mais aussi des échanges (invitations d'enseignants, colloques, etc.) avec des universités issues des réseaux de l'université de Strasbourg.

Plusieurs mobilités entrantes (en moyenne une dizaine chaque année) et sortantes (six sur la durée du bilan) des étudiants sont possibles ainsi que des stages à l'étranger lors de la formation.

La place de la recherche dans la formation est importante. La formation est adossée à deux laboratoires, de nombreux enseignants-chercheurs participent à la formation (30 titulaires de la faculté de sciences sociales, mais aussi des titulaires d'autres facultés et du CNRS).

La formation à la recherche est complétée par des séminaires et des colloques. Le nombre d'heures consacré à la recherche est important. Ces heures comprennent une sensibilisation à l'éthique de la recherche et à la recherche bibliographique. Elle est complétée par des travaux de recherche sur les deux années du master.

La formation entretient des relations avec le monde socio-économique et intègre des éléments de professionnalisation. Le master prend en compte les enjeux socio-économiques du territoire avec des interventions de professionnels à hauteur de 40 %, des stages en entreprise ou en collectivité. De plus les blocs de connaissance du master sont ouverts à la formation continue.

Toutefois, on peut regretter que le nombre d'heures assuré par les professionnels soit relativement faible et que le master ne soit pas ouvert à l'apprentissage.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation offre une relative diversité pédagogique et les blocs de connaissances sont mis en relation avec les compétences attendues de la fiche RNCP.

La formation propose un relative diversification pédagogique, par exemple les cours bien que proposés qu'en présentiel s'appuient aussi pour certains sur Moodle. Cependant le master ne propose pas encore sur une approche par compétences. De plus les compétences acquises par les étudiants ne sont pas mises en valeur avec un dispositif particulier tel qu'un portfolio de compétences.

Les contenus et les dispositifs de la formation manquent encore de caractéristiques pour permettre son ouverture à l'international. Toutefois, les cours de langues vivantes sont obligatoires, soit à travers l'apprentissage d'une langue étrangère (54 heures), soit avec des cours disciplinaires en langue étrangère (18 à 36 heures). Des dispositifs spécifiques d'aide à la mobilité pour les enseignants sont possibles (correspondants, relations internationales et soutien administratif de la DRI).

Le master n'est pas ouvert à la formation par alternance, mais en moyenne quinze étudiants sont inscrits par an en formation continue. Pour ces derniers des adaptations pédagogiques sont réalisées.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation se donne les moyens pour développer son attractivité. Le master assure son attractivité à travers les sites web des parcours, des réunions d'information, des plaquettes de présentation, et la présence sur les réseaux sociaux. En moyenne le nombre de candidats selon les parcours varie de 105 à 219. Le niveau d'attractivité est bon au regard de la taille des promotions variant entre 14 et 37.

La réussite des étudiants est pertinemment analysée, le taux de réussite est globalement très satisfaisant pour l'ensemble des parcours. Des modules de remise à niveau sont proposés aux étudiants présentant des lacunes en sociologie.

Malheureusement nous ne disposons pas des données d'insertion professionnelle sur la période 2018-2021, malgré une analyse approfondie sur la période précédente.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation semble disposer des moyens pour lui permettre d'atteindre ses objectifs, cependant nous ne disposons pas de données chiffrées sur ce point.

En revanche la formation dispose d'un processus d'évaluation interne lui permettant de faire évoluer la formation. Un conseil de perfectionnement est organisé chaque année, rassemblant les quatre collèges : EC, représentants professionnels, administratifs, étudiants. De plus, des enquêtes sont réalisées auprès des étudiants pour l'évaluation des enseignements.

Conclusion

Points forts

- Les différents parcours du master s'intègrent très bien dans la politique de l'établissement,
- L'adossement à la recherche est conséquent.

Points faibles

- Pas d'offre de formation en alternance,
- Pas de mise en place de l'approche par compétences,
- Attractivité très variable selon les parcours.

Recommandations

- Ouvrir la possibilité de l'alternance,
- Mettre en place une approche par compétences afin d'accroître l'attractivité de tous les parcours.

MASTER STAPS ACTIVITÉ PHYSIQUE ADAPTÉE ET SANTÉ (APAS)

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *STAPS Activité physique adaptée et santé, ingénierie et développement (APAS)* est rattaché à la faculté des sciences du sport (F3S) de l'université de Strasbourg. Il a pour vocation de développer les capacités nécessaires à gérer des projets ou programmes d'activités physiques adaptées à destination de publics présentant des difficultés (porteurs de déficiences mentales et psychiques, atteintes de maladies chroniques graves, etc.), mais aussi des populations vieillissantes et dépendantes. Ce master propose un seul parcours intitulé *Activités physiques adaptées et santé, ingénierie et développement*.

1. La politique et la caractérisation de la formation

Le master STAPS APAS a une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement, notamment par son adossement à la recherche. La formation s'appuie sur des programmes en matière d'excellence recherche IDEX Attractivité (Apsapa.eu, Nature et petite enfance). On peut toutefois regretter que l'ouverture à l'international soit relativement faible.

L'adossement à la recherche est indéniable. Les enseignants-chercheurs sont majoritaires au sein de l'équipe pédagogique (16 enseignants-chercheurs pour quatre enseignants du secondaire). Par ailleurs, la formation est associée aux programmes de recherche de l'UR 1342 portant sur la santé et le social et aux études conduites par l'UMR LINCIS 7069 relatives au handicap. Elle s'appuie également sur l'Institut Recapps, fédération du laboratoire sur la promotion de la santé par les activités physiques.

Quelques stages, sans que soit mentionné le nombre exact, se déroulent au sein des laboratoires de recherche. La formation intègre des enseignements concernant l'intégrité scientifique et la déontologie.

La formation est interdisciplinaire. Elle permet d'acquérir des connaissances et compétences en sciences humaines et sociales et sciences de la vie. Cette formation est complémentaire des autres formations proposées dans les secteurs professionnels de l'éducation et de l'entraînement ayant attrait du champ du sport. Des modules d'enseignement sont mutualisés avec ces autres formations.

La formation ne témoigne pas d'une réelle ouverture à l'international. La formation ne propose aucun parcours européens et internationaux, délocalisés ou en doubles diplômes. Des partenariats avec des universités anglaises, canadiennes et africaines sont en cours de réflexion.

La mobilité sortante des étudiants est faible puis qu'une seule mobilité a été enregistrée ces trois dernières années selon les données statistiques du dossier, parallèlement l'équipe pédagogique mentionne que des étudiants français partent régulièrement au Canada sans toutefois préciser le cadre de ces échanges.

Quelques enseignants de l'équipe pédagogique auraient effectué des mobilités à l'étranger et quelques professeurs invités seraient intervenus au sein de la formation, mais aucune donnée chiffrée n'est présentée dans le dossier.

La formation intègre des éléments de professionnalisation en lien avec les acteurs socioéconomiques. Des partenariats socio-économiques interviennent dans le cadre de projets tutorés et l'encadrement de stages, mais également dans l'offre de formation puisqu'un tiers des heures d'enseignement est réalisé par des professionnels issus du milieu socioéconomique qui constituent 40 % de l'équipe pédagogique.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation met en œuvre les méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées et décrites dans la fiche RNCP. Le programme de la formation est cohérent et avec des objectifs clairement identifiés. L'approche par compétences n'est pas encore complètement formalisée, mais l'acquisition des compétences liées au contenu de chaque UE est clairement identifiée. Le nombre de semaines de stage est conséquent (neuf

semaines en M1 et 17 semaines en M2), mais le nombre de crédits ECTS associé est faible (six en M1 et neuf en M2). On peut également s'interroger sur l'absence de crédits ECTS associés aux projets tutorés. Les étudiants sont accompagnés dans la recherche de stage par l'Espace Avenir au sein de l'université.

La formation diversifie quelque peu ses pratiques pédagogiques. Diverses méthodes d'enseignement et d'évaluation sont proposées (visites de terrain, cas pratiques, projets tutorés, dossiers de synthèse, étude d'articles scientifiques). La formation valorise l'engagement associatif des étudiants. Certains enseignements ont lieu à distance.

La formation inclut des contenus corrects d'enseignement de l'anglais et certains cours sont enseignés en anglais. Des dispositifs de préparation des mobilités (informations et accompagnement) sont proposés par le service des relations internationales de l'université.

La formation n'est pas ouverte à l'apprentissage. Il semblerait que quelques étudiants aient pu bénéficier ces dernières années de contrat de professionnalisation, mais le nombre exact n'est pas précisé. Par ailleurs, trois validations des acquis de l'expérience (VAE) ont été délivrées au cours des trois dernières années. Les étudiants ne disposent pas de e-portfolio. La formation a accueilli ces trois dernières années, trois étudiants salariés et six étudiants sportifs de haut niveau.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation jouit d'une bonne attractivité. Le nombre de dossiers de candidature examinés (280 dossiers) est 14 fois supérieur à la capacité d'accueil de la formation (20-25 étudiants). Le nombre d'étudiants inscrits dans la mention est stable sur les trois dernières années. Il n'est pas précisé dans le dossier l'origine des étudiants recrutés.

La formation affiche des résultats de réussite des étudiants satisfaisants. Les taux de réussite sont compris entre 78 %-87 % en M1 et 76 %-95 % en M2. Aucune analyse concernant ces taux de réussite n'est présentée dans le dossier.

L'insertion professionnelle est bonne, ce qui confirme la pertinence de la formation dans ce domaine d'activité. L'insertion professionnelle des étudiants est suivie par l'observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (ORESIFE), mais également par l'équipe pédagogique. Les taux d'insertion à 18 mois sont compris entre 91 % et 100 % et à 30 mois entre 92 % et 100 % avec un taux de réponse aux enquêtes compris entre 85 % et 93 %. Les poursuites d'études sur les trois années sont inférieures à 10 %.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose de moyens suffisants pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Le taux d'encadrement de la formation est satisfaisant avec un total de 14 enseignants-chercheurs titulaires et neuf enseignants-chercheurs vacataires pour un total de 41 étudiants.

Le processus d'évaluation interne de la formation est insuffisant. Un conseil de perfectionnement est organisé chaque année auquel participe des étudiants et des partenaires issus du milieu socio-économique toutefois aucun processus d'évaluation des enseignements par les étudiants ne semble être formalisé.

Conclusion

Points forts

- L'insertion professionnelle,
- L'attractivité de la formation,
- L'interaction avec le milieu socio-professionnel,
- Un adossement à la recherche conséquent et de qualité,
- L'enseignement en anglais.

Points faibles

- Manque d'ouverture à l'international : la mobilité entrante et sortante est relativement faible voire inexistante,
- Pas d'évaluation mise en place par l'équipe pédagogique concernant les enseignements et la formation par les étudiants,
- Une approche par compétences encore balbutiante.

Recommandations

- Mettre en place un processus d'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants,
- Mettre en place des partenariats à l'international,
- Développer l'approche par compétences.

MASTER STAPS ENTRAÎNEMENT ET OPTIMISATION DE LA PERFORMANCE SPORTIVE (EOPS)

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *STAPS Entraînement et optimisation de la performance sportive (EOPS)* est rattaché à la faculté des sciences du sport (F3S) de l'université de Strasbourg. La finalité de cette formation est double puisqu'elle vise l'optimisation de la performance sportive et le sport-santé. Ce master propose un seul parcours intitulé *Entraînement, sport et santé*. Le master est enseigné à Strasbourg et délocalisé à Athènes (Grèce).

1. La politique et la caractérisation de la formation

Le master STAPS EOPS a une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement. Le master bénéficie des équipements du centre européen d'enseignement, de recherche et d'innovation en physiologie de l'exercice (CEERIPE) ainsi que plusieurs équipements acquis sur appels à projet (Postu'opt, GPS, eye tracker, etc.). La formation est construite en *continuum* avec la licence *STAPS entraînement sportif (ES)*.

Les sciences du sport étant pluridisciplinaires, les enseignements ayant attrait à la physiologie, la biomécanique, l'anatomie, la psychologie, la nutrition, etc. sont proposés dans l'offre de formation.

L'adossement à la recherche est indéniable. Les enseignants-chercheurs représentent un tiers de l'équipe pédagogique. Le CEERIPE apparaît comme un support incontournable pour le lien formation-recherche, puisque le travail de recherche dont fait l'objet le mémoire s'appuie sur des compétences de collecte, d'analyse et d'interprétation des données.

La formation est ouverte à l'international. Le dossier mentionne une franchise avec Athènes et un partenariat Erasmus + avec Vérone toutefois, les conditions de partenariats ne sont pas précisées. Concernant les possibilités de mobilité sortante pour les étudiants, des réunions d'information sont régulièrement organisées par le responsable des relations internationales de l'université.

Ces initiatives ont permis de développer la mobilité sortante puisque sur les trois dernières années, la formation enregistre huit mobilités sortantes, dont deux vers Athènes et deux vers Vérone.

D'autre part, l'équipe pédagogique accueille chaque année des enseignants étrangers le cadre de l'UE séminaire.

La formation intègre des éléments de professionnalisation en lien avec les acteurs socioéconomiques. Des professionnels du sport de haute performance et du sport-santé interviennent dans la formation. Des enseignements de management organisationnel sont dispensés et permettent aux étudiants d'acquérir une compétence complémentaire appréciée par les employeurs.

Les étudiants sont amenés à effectuer des stages et projets dans des structures professionnelles partenaires (salles de remise en forme, cabinets, etc.). Par ailleurs, des acteurs du milieu socio-économique interviennent au sein du conseil de perfectionnement.

2. L'organisation pédagogique de la formation

Le programme de la formation est cohérent et avec des objectifs clairement identifiés. L'approche par compétences n'est pas encore totalement formalisée, mais l'acquisition des compétences liées au contenu de chaque UE est clairement identifiée. Un e-portfolio devrait être proposé dès le M1.

Le master *STAPS EOPS* mutualise certaines UE avec le master *MEEF* et le master *STAPS Activité physique adaptée et santé, ingénierie et développement (APAS)*.

La formation diversifie ses pratiques pédagogiques. Des enseignements sont proposés en classe inversée dans le cadre de projets et d'études de cas.

Par ailleurs, la participation active de l'équipe pédagogique aux appels à projets du Programme Investissements d'Avenir (PIA) a permis d'acquérir et d'intégrer des outils innovants dans le contenu de la formation. Toutefois la nature de ces dispositifs n'est pas précisée dans le dossier.

La formation a lieu exclusivement en présentiel, mais une réflexion est actuellement menée au sein de l'équipe pédagogique concernant la pratique de cours à distance. L'université a mis en place l'Institut de Développement et d'Innovation Pédagogique (IDIP) qui permet de former les nouveaux enseignants aux nouvelles pratiques pédagogiques.

La formation inclut des contenus corrects d'enseignement de l'anglais et souhaite que 25 % à 30 % des cours soient enseignés en anglais.

Les contenus et les dispositifs de la formation ne sont pour l'instant pas adaptés aux publics de la formation continue et de l'alternance. Si la formation est théoriquement ouverte à la formation continue, peu de stagiaires de la formation continue (deux étudiants) ont été accueillis au cours des trois dernières années, car aucun dispositif particulier (DU, blocs de compétences, etc.) n'est pour l'instant mis en place afin de favoriser l'intégration de ce public.

L'ouverture à l'alternance est en réflexion au sein de l'équipe pédagogique, mais le manque de moyens humains afin d'assurer le suivi des alternants et les relations avec les partenaires constitue un frein.

La formation a accueilli ces trois dernières années 15 étudiants salariés et 8 sportifs de haut niveau. Par ailleurs, aucune validation des acquis de l'expérience (VAE) et aucune validation des acquis professionnels (VAP) n'a été délivrée au cours des trois dernières années.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation jouit d'une attractivité satisfaisante, 120 dossiers de candidature pour une capacité d'accueil de 30 places en M1 sont examinés chaque année. Le nombre d'étudiants inscrits dans la mention est stable sur les trois dernières années. Le master recrute des étudiants issus majoritairement de la licence STAPS *Entraînement Sportif (ES)*, mais également de la licence STAPS *Activités physiques adaptées et santé (APAS)*, des étudiants titulaires de diplômes d'état (DE) et de diplômes d'état supérieurs (DES) proposés par le ministère chargé des sports et des formations fédérales d'entraîneur.

La formation affiche des résultats de réussite des étudiants satisfaisants compris entre 79 % et 95 % en M1 et 67 % et 72 % en M2 qui pourraient toutefois être améliorés. Aucune analyse concernant ces taux de réussite n'est présentée dans le dossier.

L'insertion professionnelle est bonne, mais le taux d'adéquation emploi et niveau de qualification reste faible. L'insertion professionnelle des diplômés de 2016 à 2018, est analysée par l'observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (ORESIPÉ). Les taux d'insertion à 18 mois sont compris entre 86 % et 100 % et à 30 mois entre 92 % et 100 % avec un taux de réponse aux enquêtes compris entre 80 % et 100 %. Même si l'insertion professionnelle est bonne, le taux d'adéquation emploi et niveau de qualification reste faible.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation ne dispose pas des moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. L'équipe pédagogique de l'université de Strasbourg est composée de 11 enseignants-chercheurs, 7 enseignants du secondaire et 16 professionnels pour un potentiel de 50 étudiants.

L'équipe pédagogique pour l'université d'Athènes est constituée par cinq enseignants pour une promotion de cinq étudiants en moyenne, le statut des enseignants n'est pas précisé. Dans le cadre du suivi du stage et de la rédaction du mémoire, chaque étudiant est accompagné par un membre de l'équipe pédagogique. Afin de pouvoir assurer un meilleur accompagnement, l'équipe pédagogique souhaiterait pouvoir bénéficier d'une augmentant des effectifs en enseignants chercheurs.

Le processus d'évaluation interne permettant de faire évoluer la formation dans une démarche d'amélioration continue peut être amélioré. La formation organise un conseil de perfectionnement qui se réunit tous les ans auquel participent des acteurs du monde socio-économique ainsi que des étudiants.

Afin d'évaluer la qualité et la pertinence du continuum de formation, le conseil de perfectionnement est organisé conjointement avec la licence entraînement sportif. Il est précisé dans le dossier que les responsables de la

formation sont des relais efficaces auprès des étudiants pour la mise en place d'aménagements de cursus et dispositifs d'accompagnement, mais aucun procédé d'évaluation de la formation et des enseignements ne semble avoir été mis en place.
Aucune donnée ne permet d'apprécier la soutenabilité de l'offre de formation.

Conclusion

Points forts

- L'adossement à la recherche,
- L'ouverture de la formation à l'international,
- L'adossement au milieu socio-professionnel,
- La formation diversifie ses pratiques pédagogiques,
- L'insertion professionnelle.

Points faibles

- Le processus d'évaluation interne,
- L'adéquation emploi et niveau de qualification,
- Les moyens humains mis à la disposition de l'équipe pédagogique,

Recommandations

- L'ouverture de la formation à l'apprentissage devrait permettre d'améliorer le niveau d'employabilité,
- Il est nécessaire de mettre en place une évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants,
- Il paraît nécessaire de renforcer les moyens humains au sein de l'équipe pédagogique.

MASTER THÉOLOGIE CATHOLIQUE

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Théologie catholique* propose quatre parcours : *Théologie catholique* ; *Interreligious Studies* ; *Études interreligieuses* ; *Master Interdisciplinaire des Mondes de l'Antiquité (MIMA)*. Il est rattaché à la faculté de théologie catholique d'Unistra et relève du domaine Sciences Humaines et Sociales.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation s'inscrit en effet dans les ambitions d'internationalisation, d'interdisciplinarité, de personnalisation des parcours et d'innovation pédagogiques. Le master, dans la continuité des formations proposées en licence, propose des parcours bien complémentaires. Ils reposent sur les atouts de la faculté et offrent un panorama bien concret des questions importantes. Ils ont des publics différents reposant sur des critères d'entrée différents. L'offre est donc parfaitement forte.

La formation s'inscrit parfaitement dans le paysage strasbourgeois complété par quelques partenariats académiques dans le cadre national (avec l'Université Catholique de l'Ouest d'Angers, avec l'Institut Saint-Serge à Paris) et transfrontalier (Fribourg-en-Brigau et Bâle).

Des liens existent avec d'autres formations. La formation repose sur une vraie transdisciplinarité avec de la théologie, de l'histoire, de la philosophie, des langues (dont des langues dites mortes et des cours en anglais ou allemand axés sur la théologie), de l'exégèse, de l'éthique, du droit canonique.

La formation s'inscrit dans des formations interdisciplinaires d'excellence comme l'Institut Thématique Interdisciplinaire (ITI) HISAAR (sur les religions) et LETHICA (sur l'éthique) et bénéficie des moyens humains et financiers par ce biais.

La formation est ouverte à l'international, mais ne donne aucune précision chiffrée. Cette intégration se fait de trois manières : la reconnaissance de formations spécifiques faites hors de France ; un parcours spécifique ; l'inscription d'étudiants étrangers. Des accords existent avec les universités de Fribourg-en-Brigau et Bâle pour animer un cluster régional (EUCOR) dans lequel est inséré le parcours interreligieux.

La présence de nombreux étudiants étrangers est signalée, mais si la formation met en avant des chiffres concernant la faculté de théologie, elle ne fournit aucune précision pour le master en ce qui concerne les étudiants internationaux, les mobilités entrantes et sortantes des étudiants.

Des liens existent avec d'autres formations à l'étranger. C'est en particulier l'accord avec l'université Aristote de Thessalonique. Des projets avec Luxembourg ou Cambridge sont envisagés sans que le dossier signale ce que peuvent recouvrir d'éventuels accords. Il est cependant question d'une harmonisation possible des parcours qui permettrait la circulation des étudiants. Il y a une vraie volonté d'ouverture.

Le lien avec la recherche n'est pas clairement présenté. Il semble cependant que les *master classes*, séminaires de recherche, écoles hiver/été correspondent à cet engagement. Un mémoire, préparé en M1 doit être l'aboutissement de ces relations avec la recherche qui montre le lien étroit entre les deux années de la formation. La formation en M2 repose en partie sur des séminaires précis soit dans des disciplines positives (histoire – exégèse), soit des disciplines théologico-discursives. Aucun adossement à une unité de recherche n'est mentionné et aucune explication n'est fournie à ce sujet. Plus de 86 % des intervenants sont des enseignants-chercheurs (40 permanents, 13 temporaires sur les 61 intervenants dans la formation).

La formation à l'intégrité scientifique et à la déontologie est prise en compte. Une politique d'acquisition des ressources documentaires existe, mais est peu développée : 24 heures seulement sont consacrées à la méthodologie informationnelle et documentaire, et aucun personnel des services de documentation n'est associé à l'enseignement.

Les liens avec le monde socio-économique ne sont pas présentés clairement. Il est question du monde associatif, ecclésial, religieux, des collectivités régionales, sans que l'on voie clairement les relations établies. L'intervention des huit professionnels dans la formation n'est pas expliquée. Débouchés, finalité et contenus ne sont pas précisés. La formation évoque des cas de formation continue occasionnels (reconversions) et une collaboration avec Espace Avenir à l'Université avec un référent dédié. Pour autant, il n'existe pas de parcours

spécifique à la formation continue, ni à l'alternance. La présence de deux semaines de stages au cours de la formation montre que le tropisme de la formation n'est pas professionnel.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation définit ses objectifs, ses contenus et ses méthodes pédagogiques. Elle s'affirme innovante en ce domaine, mais présente cependant un tableau très classique d'alternance de cours et travaux dirigés. L'approche par compétences est au stade de la réflexion. Peu de compétences sont valorisées en dehors de la formation ou du stage qui n'est que de deux semaines.

La formation cherche à diversifier ses pratiques en mettant en œuvre deux types d'interventions, mais leur efficacité interroge. Le dossier signale des cours hebdomadaires et des sessions. Il y a aussi une forte différence entre M1 et M2, celui-ci repose sur des sessions particulières. On voit peu l'articulation entre ces processus pertinents. On ne sait pas si les différents parcours utilisent les mêmes techniques, si certains parcours sont plus pluridisciplinaires que d'autres, ni à qui sont ouvertes les sessions. Il existe des modalités d'enseignement partiellement à distance (plateforme ou multi-supports), dont la part reste insuffisante (estimation d'un niveau 3/5 dans l'auto-positionnement de la formation).

Des prérequis sont nécessaires pour l'inscription, mais les modalités de recrutement ne sont pas explicitées. Bien des prérequis sont nécessaires pour entrer dans cette formation, mais la majorité des étudiants viennent d'autres horizons que la licence de la faculté. La commission qui juge les dossiers est donc essentielle. On peut s'interroger sur les critères qui sont mobilisés pour les inscriptions. Cette interrogation est importante puisque de nombreux étudiants ne passent pas tous les examens. Le taux de réussite pose problème.

Le fait que 53 enseignants-chercheurs et 8 professionnels interviennent dans la formation peut être un gage d'efficacité ou de dispersion : il n'est pas possible de trancher au vu du dossier. Des cours mutualisés existent sans qu'on sache comment se déroulent les choses. Des rapports spécifiques avec le département de théologie protestante ne sont pas spécifiquement mentionnés.

Les contenus et dispositifs pour l'ouverture à l'international sont à développer. La formation permet aux étudiants d'acquérir des compétences linguistiques (anglais, allemand, latin, grec, hébreu et français langue étrangère pour les étrangers), mais les données chiffrées (96 heures pour le cursus) ne sont mentionnées que depuis 2021. Il n'y a pas de certification exigée ni d'étudiant obtenant une certification en ce domaine. La formation est consciente qu'il faut développer les dispositifs de préparation à la mobilité par le biais d'Erasmus notamment, d'autant qu'il n'y a aucune mobilité entrante ou sortante. Une des raisons invoquées est le grand nombre des étudiants internationaux dans la formation, mais aucune donnée chiffrée n'est à l'appui de cette affirmation.

Il est difficile de dire si les dispositifs de la formation sont adaptés aux publics de la formation continue : le fonctionnement à distance est peu expliqué (malgré un niveau 5 indiqué dans le dossier d'auto-évaluation), mais ne paraît pas atteindre totalement le public en formation continue (niveau 3), bien que la formation fasse état d'un technicien dédié. S'il existe un contrat pédagogique adapté aux étudiants salariés, rien n'est dit des procédures de validation des acquis par l'expérience ou professionnels (VAE, VAP).

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation ne peut développer son attractivité autant qu'elle le souhaiterait, mais elle est attractive. Les dispositifs d'information existent, mais ne peuvent être correctement développés. La formation regrette le manque de moyens humains pour faire connaître la formation (temps et personnel dédié). La formation mesure son attractivité : les effectifs de la formation sont en progression alors que ce n'est pas le cas pour le reste des formations proposées par la faculté. La capacité d'accueil est importante. Les effectifs sont majoritairement des étudiants venant hors d'Alsace alors que la tendance est inversée en licence. La majorité des étudiants du master sont donc de nouveaux arrivants dans la faculté. Cela prouve donc la pertinence de la formation dispensée en master. Le contenu de la formation semble bien correspondre aux attentes des étudiants, mais on peut se demander pourquoi le lien entre la troisième année de Licence et le master n'est pas plus fort.

Le souci du suivi des étudiants est effectif. Outre les procédures classiques de tout master, le dossier indique des formes de tutorats pour soutenir les étudiants, surtout pour la seconde session des examens. Les documents fournis interrogent, car ils donnent l'impression que les nombreux étudiants de L3 ne poursuivent que peu en master et que le master recrute hors de sa région.

À ce niveau, le recrutement international s'affirme. La réussite des étudiants à leurs examens de master mérite aussi une réflexion fondamentale. Les indicateurs posent la question de l'inscription internationale. Le rapport ne signale pas une mobilité particulière des enseignants ou un recours spécifique à des professeurs invités étrangers. Si des cours en langue destinés à la théologie sont signalés, on voit mal la place d'un enseignement en langue pour des cours spécifiques sur les réalités internationales. Les indicateurs fournis ne permettent pas de se faire une idée précise de cette dimension du master. Les parcours proposés ont une attractivité bien différente : cela se remarque quand on observe les volumes d'heures disponibles et les effectifs. On peut supposer que les volumes horaires signalés ne tiennent pas compte des mutualisations de tronc communs. On peut supposer aussi des passerelles entre parcours.

L'insertion professionnelle est très bonne : Les indicateurs (fournis par l'établissement) sont excellents (88 % à 18 mois, 100 % à 30 mois) ainsi que l'adéquation emploi et niveau de qualification (86 % à 18 mois). Mais on ne sait si cela correspond à des changements professionnels chez les diplômés ou à la poursuite d'une activité professionnelle antérieure. Le rapport ne met pas en évidence les éventuels rapports avec des professionnels (cadres de l'Église, membres d'institutions, etc.).

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation a mis en place les moyens de suivre le fonctionnement de la formation. Le conseil de perfectionnement aborde franchement les soucis qui peuvent se poser. Il montre que l'équipe a pleinement conscience de la nécessité de simplifier le fonctionnement du master.

La feuille d'auto-évaluation est particulièrement pertinente. Cela montre donc que l'équipe pédagogique est préoccupée d'améliorer sans cesse ses pratiques.

Conclusion

Points forts

- Une structuration claire avec des parcours bien identifiés,
- Des effectifs en progression,
- Une volonté de créer des liens et de s'insérer dans le site strasbourgeois.

Points faibles

- Le taux de réussite des étudiants est bien faible ; voire leur implication,
- Les liens et passerelles entre les parcours ne sont pas clairement présentés,
- Les liens avec les milieux « socio-professionnels » (que ce soit les « personnels d'Église » ou d'autres acteurs intéressés par les questions religieuses ou du vivre ensemble).

Recommandations

- Revoir l'articulation entre la L3 et le master,
- Clarifier et intensifier le lien avec l'international,
- Travailler le lien avec les processus d'alternance, formation aux milieux socio-professionnels.

MASTER THÉOLOGIE PROTESTANTE

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master de *Théologie protestante* est structuré selon quatre parcours. Trois sont portés par la faculté de théologie protestante : *Théologie protestante : textes de référence, doctrines et pratiques* ; *Théologie et société* ; *Textes religieux de référence : contextes, enjeux et réception*. Le quatrième, *Master Interdisciplinaire des Mondes de l'Antiquité (MIMA)*, est un parcours interdisciplinaire commun à six disciplines (Histoire, Archéologie, Lettres, Philosophie, Théologies Catholique et Protestante). Tous les enseignements ont lieu à Strasbourg.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation ne sait pas se situer par rapport aux orientations pédagogiques et aux priorités thématiques de l'établissement : elle évoque seulement ses propres objectifs et s'attribue le plus haut niveau atteint (5).

Elle est cohérente et en complémentarité avec les autres formations. Elle s'inscrit dans le *continuum* de la licence de théologie protestante, est complémentaire avec celles d'autres composantes et permet une ouverture vers le doctorat.

Les partenariats académiques locaux, régionaux et nationaux sont peu développés. Bien qu'elle s'attribue le niveau 4, la formation indique des partenariats académiques uniquement internes à l'université de Strasbourg. La formation reconnaît que la collaboration avec des partenaires nationaux reste occasionnelle, mais ne donne aucun exemple.

Les apports de la pluridisciplinarité et de l'interdisciplinarité sont bien identifiés dans l'ensemble de la formation, plus particulièrement dans le parcours interdisciplinaire *MIMA*, mais aussi par l'intervention des membres de l'équipe pédagogique dans le *Master Études médiévales interdisciplinaire (MEMI)* et dans d'autres composantes.

Des actions sont menées dans le cadre d'initiative d'excellence (IdEx). Des projets d'enseignement à distance et d'école d'été ont bénéficié de financement par ce biais en 2019 et 2020. La formation envisage de renforcer cette tendance, ce qui est positif.

La formation est largement ouverte à l'international, mais cela ne se traduit pas concrètement dans les chiffres de la mobilité. De nombreux accords Erasmus + existent avec des établissements en Europe (16), de même qu'un accord de mobilité étudiante entrante avec la Corée. La part des étudiants internationaux dans la formation n'est pas négligeable (entre 12 et 15 % entre 2018 et 2021), mais le nombre d'étudiants en mobilité entrante et sortante est faible (dans les deux cas, entre une et trois entre 2018 et 2021).

La formation ne s'abrite pas derrière la situation sanitaire pour expliquer cette situation, mais reconnaît lucidement un écart entre le nombre des accords internationaux et la faiblesse de ces chiffres. Des correctifs sont en place ou en cours d'élaboration. Notamment, elle a rejoint le projet de mobilité virtuelle grâce au réseau DG2 de Strasbourg. La formation ne précise pas si elle bénéficie d'un soutien particulier dans ce domaine, y compris financier.

L'adossement à la recherche n'est pas suffisamment clairement indiqué. La formation à et par la recherche est initiée dès la licence et est assurée en master, principalement en deuxième année. La grande majorité des intervenants dans la formation sont des enseignants-chercheurs (15 permanents sur 18). Cependant, si une unité de recherche est citée (UR 4378 Théologie protestante), son rôle dans la formation n'est pas précisé. Il est donc curieux de voir des niveaux de 4 ou 5 atteints en ce domaine. Une sensibilisation à l'intégrité scientifique et à la déontologie existe.

Un appui sur les services de documentation existe, mais reste limité. Le dossier aborde plusieurs fois la question des ressources et des relations avec les bibliothèques, notamment par la participation d'enseignants dans la politique d'achat. Le personnel des services de documentation est associé à l'enseignement, mais dans le cadre d'une initiation dont le nombre d'heures reste faible (deux heures).

Des relations avec le monde socio-économique sont présentes, mais ne sont pas suffisamment explicitées. La formation affirme prendre en compte les besoins socio-professionnels du territoire, notamment ceux qui relèvent des milieux ecclésiaux, associatifs et scolaires, et assure leur représentation au sein du conseil de

perfectionnement. Cependant, si l'un des parcours (*Théologie protestante*) prépare aux professions ecclésiales, en premier lieu au pastorat, ainsi qu'aux métiers de l'enseignement et de la recherche, rien n'est précisé en ce domaine pour les autres : on s'interroge alors sur ce qui différencie ces parcours. La fiche RNCP n'est pas finalisée.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation s'appuie sur une approche programme, mais pas encore complètement sur une approche par compétences. Elle couvre les champs classiques d'une formation dans la discipline : questions bibliques, historiques, systématiques et pratiques. Elle est inter- et pluridisciplinaire. Elle définit ses objectifs, ses méthodes et ses contenus. Une réflexion sur l'approche par compétences est lancée depuis plusieurs années. Elle devrait aboutir à une organisation par blocs de compétences lors de la prochaine maquette.

Les compétences visées sont définies selon les parcours et en correspondance avec les débouchés professionnels selon la formation. Cependant, comme signalé précédemment, les débouchés ne sont pas clairement identifiés et distingués selon les parcours.

Les pratiques pédagogiques sont classiques avec cependant des versions hybrides ou à distance. Elles apparaissent essentiellement sous la forme de CM, TD, séminaires et préparation d'un mémoire. Le lien avec la recherche se fait surtout en M2. Si le M1 propose classiquement un cours de méthodologie, le M2 repose essentiellement sur des séminaires de recherche.

La formation à et par la recherche passe de 20 heures en M1 à 144 heures en M2. Cela semble se faire dans la poursuite dans ce qui a été entamé en licence.

La diversification des méthodes pédagogiques repose essentiellement sur la pluri- et l'interdisciplinarité (sans plus de précision), et l'usage de la plateforme Moodle.

La formation s'est inscrite dans deux projets IdEx : « Enseignement à distance EAD » (2019) et « École d'été » (2020). Cet aspect doit être renforcé.

Le recours à des outils spécifiques est signalé. Des modalités entièrement ou partiellement à distance sont proposées aux étudiants, ce qui est une bonne chose. Un MOOC d'introduction à la théologie protestante a été réalisé avec l'université de Genève. Mais les classes virtuelles ou les cours hybrides restent encore peu accessibles aux étudiants salariés : il faut donc tempérer le niveau 5 que la formation s'octroie en ce domaine. Ce recours au virtuel mériterait d'être développé, d'autant plus que cela permettrait de développer la formation professionnelle et, peut-être, d'améliorer les résultats en M2 puisque l'explication donnée est l'activité professionnelle exercée par les étudiants. Le dossier signale le lancement et le développement d'une réflexion sur les formations hybrides : elle doit être encouragée.

L'enseignement de langues étrangères n'existe qu'en première année de master. La formation reconnaît que ce point est à améliorer (tout en s'attribuant un niveau 4 ce qui est peu cohérent). Elle essaie de promouvoir les mobilités étudiantes (initiatives Erasmus+, référent de la faculté chargé d'accompagner les étudiants qui souhaitent faire un séjour d'études à l'étranger), mais elles restent faibles et ont sans doute été impactées en partie par la crise sanitaire.

La formation reconnaît lucidement une absence de politique dans le domaine de la formation en alternance ou continue. Le master est ouvert à la formation continue, mais pas à l'alternance. Il n'existe pas d'offre spécifique en formation continue. Des procédures de validation des acquis de l'expérience ou professionnels (VAE, VAP) sont possibles, mais peu utilisées. L'équipe reconnaît l'insuffisance des efforts dans ces domaines. La question mériterait d'être approfondie puisque le dossier signale que de nombreux inscrits en master sont déjà en activité professionnelle et que cela les empêche de finir rapidement leur formation.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

Un développement récent d'outils pour faire connaître la formation est mis en place. La formation a récemment fait un effort de communication pour se faire connaître ; cela se fait en partenariat avec Genève et il est envisagé une traduction en anglais. Le master est globalement attractif avec des variations importantes selon les parcours. Depuis plusieurs années, les demandes d'inscriptions sont en hausse. Nombre de candidatures sont écartées, car les prérequis indispensables ne sont pas réunis par les candidats (par exemple, le parcours *Théologie protestante* n'est accessible qu'avec une licence en théologie protestante, la connaissance de l'hébreu et du grec).

La formation est attentive à son attractivité. Le parcours sur la théologie protestante est le plus sollicité, mais celui de *Théologie et société* croît plus vite. Les effectifs des autres parcours sont en dessous des possibilités d'accueil.

La formation a mis en place les moyens d'aider la réussite des étudiants. Les indicateurs montrent une progression du taux de réussite en M1, ce qui est expliqué par la mise en place d'un suivi particulier des étudiants. Le taux de réussite en M2 est bien moins bon, ce qui est expliqué par le nombre des étudiants qui exercent une activité professionnelle en parallèle. En outre, le conseil de perfectionnement de 2022 fait remarquer que près de 60 % des étudiants ont effectué leur formation dans un autre établissement (beaucoup de pays africains, Madagascar, Haïti) ce qui pose un réel problème de remise à niveau. Il souligne aussi que certains parcours apparaissent moins attractifs au point d'interroger leur maintien (parcours *Textes religieux de référence* notamment). La formation reconnaît une faiblesse dans les dispositifs d'évaluation de la formation, mais elle a conscience et a commencé à mettre en place des processus.

L'insertion professionnelle est bonne. Les taux d'insertion sont très bons : à 18 mois est élevé, le taux oscille entre 100 % (2016) et 82 % (2017). Mais on peut se demander s'il s'agit de postes occupés avant la formation ou d'une évolution de carrière. La formation s'inscrit parfaitement dans le milieu socio-professionnel de la région. Des professionnels extérieurs interviennent (cours d'insertion professionnelle) et sont présents dans le conseil de perfectionnement. Cependant, on peut s'interroger sur le faible nombre de ces intervenants (cinq signalés).

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

L'équipe pédagogique est cohérente et resserrée. Les documents signalent l'intervention de 18 enseignants qui se réunissent et travaillent ensemble, ce qui est un gage d'efficacité. Un soutien dans la formation des enseignants existe par le biais de l'Institut de Développement et d'Innovation Pédagogiques (IDIP). Il est peu explicite et la formation souligne que les ateliers de formation proposés par l'université sont peu suivis, sans en donner les raisons. Il n'y a pas de mobilité sortante des enseignants entre 2018 et 2020 ce qui est expliqué par la crise sanitaire. Il n'y a pas eu non plus de professeur invité. L'équipe pédagogique reconnaît qu'il y a des efforts à faire pour mieux développer certains partenariats internationaux.

Un dispositif permettant l'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants est pris en compte au niveau de la faculté, mais n'est pas encore en place. La formation est consciente de l'effort à fournir dans ce domaine (niveau 2 du dossier d'auto-évaluation).

La formation réfléchit sur son évolution. La formation a mis en place en 2020 d'un conseil de perfectionnement en y associant des acteurs du monde socio-professionnel.

Conclusion

Points forts

- Une formation cohérente et dynamique,
- Une formation d'excellence dans son domaine,
- La mobilisation de divers moyens pédagogiques et la volonté d'être très sensible à cet aspect.

Points faibles

- Une faiblesse dans le domaine de l'alternance et absence de formation continue,
- Des liens avec la recherche insuffisamment identifiés,
- Des partenariats académiques peu visibles.

Recommandations

- Veiller à ce que les correctifs apportés pour développer la mobilité internationale portent leurs fruits et les renforcer,

- Améliorer le recours aux ressources à distance,
- Mieux identifier les parcours en relation avec les débouchés professionnels,
- Améliorer le recrutement des étudiants provenant d'autres établissements ou leur remise à niveau.

MASTER URBANISME ET AMÉNAGEMENT

Établissements

ENSA Strasbourg - INSA Strasbourg - Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Urbanisme et Aménagement* est rattaché à la faculté de géographie et d'aménagement, dans le cadre de l'Institut de Géo-aménagement et d'Urbanisme (IGÉAU). Il est accrédité par l'APERAU (Association pour la promotion de l'enseignement et de la recherche en urbanisme et aménagement) ce qui lui garantit une ouverture sur un réseau scientifique et professionnel national de grande ampleur. Après un tronc commun en master 1, la mention propose deux parcours en master 2. Par convention, le parcours *Architecture, Structures et Projets Urbains (ASPU)* est dispensé à l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg (ENSAS) et à l'Institut national des sciences appliquées (INSA) de Strasbourg, qui recrute ses étudiants et gère ses personnels. Le parcours *Aménagement, Urbanisme et Développement des Territoires (AUDT)*, localisé à la faculté de géographie et d'aménagement de l'Unistra, est ouvert à l'apprentissage depuis 2021.

1. La politique et la caractérisation de la formation

Par son contenu pluridisciplinaire et le lien avec le développement sociétal, le master répond en partie aux orientations pédagogiques et aux priorités thématiques de l'établissement. Ceci est vérifié pour l'ensemble du diplôme, ainsi que pour ses deux parcours complémentaires, *ASPU* et *AUDT*. La reconnaissance de la formation par l'Aperau est une réelle valeur ajoutée, c'est en effet un réseau scientifique et professionnel national, organisant des rencontres scientifiques internationales annuelles de grand soutien aux jeunes professionnels et jeunes chercheurs. Autant que la qualité de la formation, c'est aussi sa pluridisciplinarité qui est mise en avant dans l'ensemble de la maquette.

Des actions sont menées dans le cadre de l'initiative d'excellence (Idex) en mettant en place des ateliers collaboratifs avec l'Université d'Adelaïde, mais cette heureuse initiative n'est guère expliquée, ni son objectif de contribuer à l'internationalisation du diplôme.

Concernant l'ouverture à l'international, le bilan est contrasté. La formation attire des étudiants internationaux : de 8 en 2018-19, leur nombre est passé à 16 en 2020-21 et c'est essentiellement le parcours *ASPU* qui les attire. Cependant, aucune analyse n'est faite sur cette augmentation ou la provenance des étudiants. En revanche, elle ne présente pas de parcours spécifique et la mobilité entrante et sortante de ses étudiants se limite à un étudiant entre 2019 et 2021 (aucun en 2018-19). On ne comprend pas quel soutien apporte la Direction des Relations Internationales (DRI), ni le niveau 5 indiqué en ce domaine dans le rapport d'auto-évaluation de la formation.

La formation est adossée aux équipes de recherche, mais met l'accent sur la professionnalisation : avec l'Unité Mixte de Recherche (7362) Laboratoire Image, Ville, Environnement (LIVE) et l'Unité de recherche Architecture, Morphologie, Morphogenèse Urbaine et Projets (AMUP). Elle bénéficie d'une relation importante avec elles permettant d'accueillir des masterants en stage dans les équipes, voire de les diriger vers une poursuite d'études en doctorat (deux à trois étudiants entre 2018 et 2021).

La formation affirme que l'essentiel des enseignants est formé d'enseignants-chercheurs ou de chercheurs du CNRS, mais les données jointes permettent d'identifier 25 professionnels sur 49 intervenants soit plus de 50 %, ce qui est beaucoup.

La formation ignore le nombre d'heures dévolues à la méthodologie documentaire, ce qui est dommageable pour les étudiants, ni les heures que pourraient accomplir les personnels des services de documentation.

La formation est ouverte au monde socio-économique en faisant intervenir de façon importante dans la formation des professionnels (25) et en organisant des rencontres avec les acteurs du monde économique de l'urbanisme. Les stages obligatoires en parcours *AUDT* : deux fois 16 semaines sur les deux ans, et en parcours *ASPU* : 12 semaines, favorisent également cette ouverture. Une attention forte est portée à la mise en relation entre le monde professionnel et les étudiants, plus particulièrement en M2, ce faisant cela participe d'une insertion professionnelle plus rapide.

Il est possible pour les étudiants du parcours *AUDT* de suivre la formation en alternance en M2 depuis 2020. Cette offre semble répondre à une réelle demande des étudiants puisqu'ils passent de cinq à huit dès la seconde année. Cette proposition se fait avec le soutien de l'établissement.

2. L'organisation pédagogique de la formation

Le master a défini pour chaque parcours des objectifs d'acquis et de compétences à aborder et à maîtriser. Il a défini ses contenus et ses pratiques en fonction de ces compétences et dans le cadre d'un programme d'acquisition, allant de l'initiation à la spécialisation et à l'approfondissement pour chaque élément. Il n'est par contre pas fait mention de la diversité ou non d'exercices mis en place participant de l'acquisition ou du renforcement des connaissances et des compétences.

Toutefois, dans le cadre des pratiques pédagogiques, il est intéressant de voir la place importante dévolue au terrain qui, pour ce type de formation, est autant outil et objet de compétences et de connaissances. Il s'agit là d'une force dans l'accueil des différents publics intéressés par une formation en urbanisme.

La formation diversifie ses pratiques en proposant, à côté des cours magistraux, des ateliers d'urbanisme, des séminaires, des journées d'étude et propose des situations d'enseignements variées (salles, ateliers, visite de terrain). Le recours à des actions financées par l'Idex est bienvenu. Mais elle reste trop vague sur les réponses à apporter à l'accueil des différents publics, car l'enseignement reste essentiellement en présentiel. Elle n'hésite pas pourtant à s'accorder sur ce point un satisfecit de niveau 5 dans le rapport d'auto-évaluation.

Des dispositifs existent pour favoriser l'ouverture à l'international. Dans la formation, les enseignements de langue étrangères (principalement anglais et allemand) sont présents et la mobilité liée aux différents terrains de travail méthodologiques comme les voyages permettent également une ouverture à l'international.

Enfin le master AUDT bénéficie comme les autres formations portées par le département de géographie des partenariats mis en place, des interventions des professeurs invités. Selon la formation, la recherche de stage à l'étranger est effective : pourtant, cela ne se traduit pas concrètement dans les mobilités sortantes.

Des dispositifs se développent et pourraient être améliorés pour la formation continue et en alternance. La formation est ouverte aux étudiants en formation continue, mais cela n'a concerné qu'un étudiant en 2018-19. Elle est ouverte en alternance pour le M2 AUDT : cinq étudiants concernés en 2020-21, et adaptée aux temps partiels. Il est dommage que cette dernière disposition ne concerne qu'une seule année d'un seul parcours. Quant à la validation d'acquis de l'expérience (VAE), elle existe, mais n'a touché que deux étudiants en 2020-21.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation développe son attractivité auprès de ses différents publics, mais ni ne présente, ni n'analyse sa politique de recrutement. Elle utilise les réseaux de communication et d'information académique et professionnelle avec des plaquettes, plaquette bilingue, affiches ou encore le site internet. Le parcours AUDT est particulièrement attractif puisque sur 360 à 550 candidats, 25 à 35 intègrent la formation. Le parcours ASPU l'est moins : 50 à 55 candidats pour 13 à 18 inscrits. Elle affirme suivre cette attractivité en parlant de politique de recrutement, mais il n'y a pas de commentaire sur ce recrutement, ni d'analyse des données.

La formation suit la réussite de ses étudiants. Les résultats sont à 100 % de réussite à l'exception de trois abandons en parcours ASPU entre 2018 et 2021, ce qui est très peu.

La formation affirme analyser l'insertion professionnelle, mais fournit peu d'indications précises. Le suivi se fait par questionnaire ou contact direct, par le biais de l'Observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (ORESIPÉ) et d'une association d'étudiants en urbanisme de Strasbourg. Mais on ne trouve pas d'autres données que la fiche ORESIPÉ de 2018. Elle est de 100 % à 18 mois et de 92 % à 30 mois, ce qui est un bon résultat d'autant que 92 % des diplômés ont un emploi en adéquation avec leur formation. En revanche, le pourcentage des étudiants ayant un emploi stable est très faible à 18 mois (15 %) et moyen à 30 mois (50 %).

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

Il n'est pas fait mention des moyens nécessaires et mis à disposition en matière de ressources humaines (case grisée dans le rapport d'auto-évaluation). La formation dispose de 49 intervenants pour un nombre total d'inscrits oscillant entre 37 et 58 étudiants, tous parcours confondus, ce qui est correct. La part des intervenants extérieurs est particulièrement importante dans le parcours AUDT : 31 extérieurs sur 42 enseignants.

Il n'y a pas de mobilité des enseignants à l'international. Certes la crise sanitaire a pu jouer un rôle, mais l'argument invoqué par la formation d'une trop grande charge de travail est spécieux.

Il n'y a pas non plus de professeurs invités. Un accompagnement et des formations existent par le biais de l'Institut du développement et de l'innovation pédagogique (IDIP).

La formation dispose d'un conseil d'orientation et d'un conseil de perfectionnement. Le conseil d'orientation, où siègent les étudiants, se réunit annuellement pour discuter des améliorations possibles et contribue à les mettre en œuvre. Il n'est pas dit qu'elle est son utilité réelle puisqu'un conseil de perfectionnement a été mis en place. Composé de représentants de l'équipe pédagogique, des étudiants et d'extérieurs, il se réunit chaque année. Il contribue à l'évolution interne. Une analyse sur plusieurs années de la politique de recrutement et des résultats de la formation serait bienvenue.

Conclusion

Points forts

- Une formation reconnue et profitant de l'accréditation du réseau Aperau,
- Une professionnalisation bien adaptée à la demande du monde socio-économique.

Points faibles

- L'ouverture à l'international est à développer,
- Le taux d'encadrement par des personnes titulaires est trop faible pour assurer l'ensemble des charges.

Recommandations

- Veiller à un meilleur développement à l'international pour les étudiants comme pour les enseignants en entrée comme en sortie,
- Renforcer l'équipe pédagogique titulaire afin de répartir la charge des responsabilités de façon plus équilibrée et ainsi pouvoir développer de nouvelles ouvertures avec le monde scientifique et socio-économique.

MASTER ACTUARIAT

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Actuariat* de l'université de Strasbourg est porté par l'UFR de Mathématiques et d'Informatique. Il est composé d'un unique parcours. Il constitue la deuxième et troisième année du Diplôme Universitaire d'Actuaire de Strasbourg (DUAS).

1. La politique et la caractérisation de la formation

Le master *Actuariat* s'insère correctement parmi les formations de l'établissement. En effet, il fournit une suite naturelle au parcours *Actuariat* de la troisième année de la licence de *Mathématiques* et de la troisième année de la double licence *Mathématiques-Économie*. Cette double entrée montre le caractère pluridisciplinaire de la formation et la collaboration effective avec la faculté des sciences économiques.

Le master *Actuariat* s'inscrit par ailleurs au niveau national grâce au concours des Écoles d'actuariat et de statistiques proposé par les cinq formations universitaires françaises d'actuaire. Une clarification entre le diplôme, le concours et le DUAS manque au dossier qui n'explique pas l'articulation entre ces trois éléments et les degrés d'action réels de la formation.

Le Plan d'Investissement d'Avenir (PIA) ne lui profite que faiblement sauf en améliorant l'attractivité lors des recrutements d'enseignants-chercheurs.

L'équipe pédagogique s'engage à renforcer la prise en compte de ces enjeux dans la prochaine accréditation.

L'ouverture à l'international de la formation est déséquilibrée, car elle accueille un à deux étudiants étrangers par an parmi des promotions d'une vingtaine d'étudiants grâce à un partenariat avec l'université de Laval au Québec, mais la mobilité sortante est inexistante. Bien que les raisons de ce déséquilibre soient bien identifiées, comme le nombre limité de formations compatibles à l'étranger ou une articulation semestrielle compliquée, les porteurs ne proposent pas de levier d'actions pour y remédier.

Le caractère très professionnalisant de la formation ne favorise pas un adossement à la recherche renforcé.

Toutefois une sensibilisation des étudiants à la recherche est proposée via des lectures d'articles de recherche dans certains enseignements, mais la maquette ne comporte malheureusement pas de module spécifique.

Étant donné les outils et les méthodes enseignées, une telle sensibilisation pourrait être rapidement introduite et permettrait des poursuites en doctorat de ses diplômés.

Comme la proportion d'enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique est raisonnable, la mise en place de ce type d'enseignement reste envisageable.

Par ailleurs, la formation ne précise aucun rapprochement avec une école doctorale. La déontologie et l'intégrité scientifique sont, par contre, discutées lors des enseignements, car faisant partie intégrante des métiers de l'actuariat.

La professionnalisation et les relations avec le monde socio-économique sont des éléments forts de la formation.

En effet, l'alternance est pleinement effective en seconde année avec quasiment 100 % des étudiants en apprentissage. La première année de master reste principalement sous statut de formation initiale.

Le nombre d'intervenants extérieurs et du volume horaire qu'ils enseignent est de bonne proportion, environ 43 %.

Par ailleurs, deux stages en entreprise sont obligatoires sur les deux années de master. Les besoins du monde socio-économique sont pris en compte notamment grâce aux relations avec l'Institut des actuaires et grâce aux échanges avec les tuteurs en entreprise. Les bons taux d'alternance montrent un lien privilégié avec les acteurs professionnels. Malheureusement, la fiche RCNP n'est pas jointe au dossier.

2. L'organisation pédagogique de la formation

En mettant en œuvre le syllabus défini par l'Association Actuarielle Internationale, le master *Actuariat* est bien adapté aux compétences métiers visées. Les compétences transversales sont aussi traitées par la formation via des projets, des séminaires, etc. L'approche par compétences commence donc à être mise en place.

Cependant, la matrice croisée programme/compétences fournie ne fait état que de compétences très générales.

Une certaine diversification des pratiques pédagogiques est mise en place notamment par via des classes inversées, des approches par projet, mais le triptyque naturel CM/TD/TP en présentiel reste bien sûr à la base des pratiques.

Les outils pour l'ouverture à l'international sont limités. La formation reste classique sur l'enseignement de l'anglais avec des enseignements en première année seulement. L'absence de cet enseignement en seconde année est préoccupante surtout pour la préparation au TOEIC dont les résultats sont inconnus.

Une aide à la préparation à la mobilité est proposée, mais insuffisamment utilisée par les étudiants par manque d'information selon le dossier. Cette information devrait être organisée très tôt, voire dès la licence, pour permettre une mobilité effective.

Outre l'enseignement approfondi de l'anglais en M1 et en M2, il serait aussi utile de prévoir un enseignement disciplinaire en anglais par semestre de formation.

L'alternance est quasiment obligatoire en seconde année tandis que la première année reste sous la forme initiale. Cette dichotomie est bien justifiée, mais interdit la mise en place de la formation continue malgré les demandes d'un tel statut. Une réflexion pourrait être envisagée pour la mettre en place sans pour autant déstructurer la formation.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

L'équipe pédagogique fait une promotion active du master Actuariat mais l'attractivité reste limitée par méconnaissance du métier. Toutefois, le nombre d'admis reste stable et conforme aux objectifs d'une vingtaine d'étudiants par an. Le nombre de candidats est satisfaisant tout en restant stable pour garantir des promotions de qualité de cette taille. Le développement de l'attractivité n'est donc pas prioritaire.

La réussite des étudiants est bien suivie et est rendue simple par un taux de réussite de 100 %. L'explication d'un tel taux est absente et questionne quant à l'adéquation du niveau avec les attendus. Il manque par ailleurs le taux de réussite au TOEIC dont le passage est rendu obligatoire par la formation.

L'Observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (ORESIPÉ) ne faisant pas d'enquête d'insertion professionnelle pour le master Actuariat, elles sont menées par le responsable de filière. Par ailleurs, ces enquêtes demandent à être approfondies. En effet, le taux de réponse reste limité entre 40 % et 60 % selon les années et il n'y a pas d'analyse à long terme, du type de métiers, etc. Les données sont soit manquantes soit corrigées par des vérifications biaisées via LinkedIn.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation bénéficie des moyens nécessaires pour son fonctionnement. L'équipe pédagogique est composée pour un tiers de permanents et de deux tiers de vacataires. Ce déséquilibre s'explique par la forte professionnalisation de la formation et des compétences très spécifiques de l'actuariat qui se trouvent surtout chez les vacataires. Le dossier manque toutefois de données pour analyser les charges et la diversité de l'équipe pédagogique.

La démarche qualité repose principalement sur un conseil de perfectionnement, sur l'autoévaluation du Hcéres et sur l'évaluation par l'Institut des Actuaire. Le dossier ne permet pas d'apprécier si la démarche qualité est effective et sur quelles données le conseil de perfectionnement s'appuie. En effet, l'évaluation des enseignements reste embryonnaire. La démarche d'amélioration du contenu de la formation est déléguée à l'Institut des actuaire et son syllabus.

Enfin, la responsabilité du diplôme est à la charge d'une unique personne et aucune information n'est fournie quant aux méthodes de gestion à court et moyen termes.

Par ailleurs, le conseil de perfectionnement mériterait d'être complété par des professionnels du monde socio-économique extérieurs à la formation pour apporter leur regard décentré sur la mention.

Conclusion

Points forts

- Une adéquation avec le métier grâce au partenariat avec l'Institut des actuaires,
- Un lien fort avec le monde socio-économique,
- Des taux de réussite et d'insertion quasiment parfaits.

Points faibles

- Des enquêtes de suivi des diplômés et d'évaluation des enseignements insuffisamment développées,
- Une sensibilisation à la recherche trop limitée et non formalisée dans un module spécifique,
- Une mobilité sortante faible,
- Une pratique de l'anglais encore à développer.

Recommandations

- Il reste à développer plus en profondeur des mesures de suivi de diplômés,
- Une évaluation des enseignements devrait être mise en place,
- Une sensibilisation à la recherche plus formalisée à l'intérieur d'un module spécifique ouvrirait les débouchés des diplômés vers des doctorats,
- Encourager les mobilités sortantes grâce à un enrichissement des cours de langues, notamment.

MASTER BIOLOGIE SANTÉ

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Biologie-santé* de l'université de Strasbourg est proposé par les facultés de médecine et de chirurgie dentaire. Il permet d'acquérir selon le parcours des connaissances et des compétences permettant d'intégrer le monde de la recherche et de répondre aux besoins des entreprises spécialisées dans le diagnostic et/ou la thérapeutique médicale, ainsi que dans le domaine des biomatériaux pour la santé.

Il propose trois parcours : *Recherche en Biomédecine (R&B)*, *International Master of Biomedecine (IMB)*, *Biomatériaux pour la Santé (BMS)*. Le parcours *IMB* est enseigné successivement dans les universités du Luxembourg, Strasbourg et Mayence (Allemagne).

L'offre de formation proposée par le master *Biologie-santé* sera complétée pour la rentrée 2021-22 par deux nouveaux parcours intitulés : *Sciences des données en santé* et *Sciences des données en biomédecine*.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation est en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement. Les trois parcours de cette formation ont pour objectif de permettre aux étudiants en santé de réaliser un double cursus *Médecine-Recherche*. Cependant le parcours *Biomatériaux pour la santé* accueille également des étudiants issus de la licence *Chimie* ou *Chimie-biologie*. Tandis que les deux autres parcours inscrivent des étudiants issus de la licence en biochimie, biologie moléculaire et physiologie.

Le programme d'enseignement est disciplinaire, il aborde les aspects fondamentaux et techniques de nombreuses disciplines de sciences fondamentales et médicales.

Depuis la pandémie Covid-19, un grand nombre de cours sonorisés sont à disposition des étudiants.

La formation bénéficie d'un fort adossement à la recherche. La formation s'articule autour de partenaires locaux (laboratoires labellisés INSERM, CNRS, Institut Hospitalo-Universitaire (IHU)); de partenaires régionaux (laboratoires de l'Université de Haute-Alsace (UHA), de l'Université de Lorraine).

De nombreux chercheurs interviennent dans les enseignements et l'accueil des étudiants en stage. La durée des stages comprise entre 25 et 32 semaines selon les parcours, est conséquente. Tous les membres de l'équipe pédagogique appartiennent à des structures labellisées. Des conférences par des chercheurs nationaux ou internationaux sont régulièrement proposées. La déontologie et l'intégrité scientifique font partie de l'offre de formation.

La formation démontre une ouverture à l'international conséquente et en progression. La mobilité entrante est forte. Elle est comprise en M1 entre 30 % et 80 % selon les parcours. Le parcours *R&B* accueille des étudiants issus de la formation médicale de l'Université Jiao Tong à Shanghai. Le parcours *IMB* permettant d'obtenir un triple diplôme, propose un semestre d'enseignement dans les universités du Luxembourg, puis de Strasbourg et de Mayence. Ce parcours a bénéficié, jusqu'en 2021, de financements (IdEx et université Franco-Allemande (UFA) permettant d'accompagner les étudiants en mobilité entrante et sortante. Le parcours *BMS* a su développer des partenariats à l'international avec les universités marocaines (Rabat, Agadir), université d'Israël, etc.

La mobilité sortante est moindre, elle concerne des stages d'étudiants de M1 et surtout de M2 (Allemagne, Suisse, Royaume-Uni, Japon, Liban, Chine, Serbie, etc.).

Dans le cadre des collaborations internationales avec les universités partenaires, des membres de l'équipe pédagogique effectuent régulièrement des déplacements au sein des universités d'Agadir, de Shanghai, de Luxembourg et de Mayence.

L'adossement au milieu socio-professionnel est notable pour le parcours BMS mais pourrait être accentué pour les autres parcours. L'Alsace a la chance de jouir de la présence de nombreuses Biotech de différentes tailles sur son territoire, on peut donc regretter que l'environnement socio-économique ne soit pas plus décrit et que les partenaires dont pourrait bénéficier la formation ne soient pas mieux répertoriés.

L'adossement au milieu socio-économique se concrétise pour le parcours BMS par l'accueil de certains stagiaires et, pour le parcours R&B par l'intervention de représentants d'agences de conseil (BioValley France), et de valorisation (Conectus), voire de sociétés privées de coaching / recrutement. De même peuvent être notés l'accueil d'étudiants en stage et la participation d'un représentant du monde professionnel au conseil de perfectionnement, même si la présence membre du secteur industriel n'est pas homogène pour chacun des trois parcours. La formation propose en outre une UE "Création d'entreprise".

2. L'organisation pédagogique de la formation

Le programme de l'offre de formation est cohérent et met en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées. L'objectif de chaque enseignement et les compétences devant être acquises sont clairement identifiées et décrites par contre les dispositifs mis en œuvre afin de les valider ne sont pas explicités. Un e-portfolio est mis à la disposition des étudiants, mais ce dispositif ne semble pas bénéficier d'un suivi particulier par l'équipe pédagogique.

La formation diversifie ses pratiques pédagogiques. La formation a fait le choix de limiter le nombre de cours magistraux au profit de classes inversées et de projets. Des enseignements sont proposés en hybride (distanciel / présentiel) dont l'intégralité des enseignements pour le parcours IMB. Le nombre de semaines de stages est conséquent pour l'ensemble des trois parcours puisqu'il est de 35 semaines pour le parcours R&B, 32 semaines pour le parcours IMB et 28 semaines pour le parcours BMS.

La pratique de l'anglais est importante au sein du parcours tri-national IMB et moindre au sein des deux autres parcours. La compétence linguistique n'est pas formellement évaluée par la formation. Et aucune certification n'est exigée et/ou délivrée.

La formation est exclusivement ouverte en formation initiale. Deux validations des acquis de l'expérience (VAE) ont été déjà délivrées. Aucun dispositif n'a été mis en place pour d'accueillir des publics de la formation continue ou de l'apprentissage, toutefois la formation accueille des médecins et dentistes pouvant cumuler des crédits ECTS sur plusieurs années.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation jouit d'une bonne attractivité. Le nombre de candidatures est élevé, compris entre 855 et 1260 et en augmentation sur les trois dernières années. Cette attractivité peut en partie s'expliquer par la forte implication de l'équipe pédagogique. Le nombre de candidatures en M1 pour les parcours BMS et R&B est six fois supérieur au nombre d'étudiants admis et plus de 10 fois supérieur pour le parcours IMB.

La formation suit la réussite de ses étudiants. La formation analyse les taux de réussite et met en œuvre des dispositifs d'accompagnement, d'aide à la réussite et d'aménagement des cursus. Pour les parcours R&B et BMS : les taux de réussite en M1 sont satisfaisants pour les étudiants issus de la licence et plus faibles pour les étudiants de santé puisque la plupart d'entre eux valident leur M1 en deux voire quatre ans. Les taux de réussite en M2 sont également satisfaisants, mais variables sel on les années (compris entre 72 % et 94 % pour le parcours R&B et entre 65 % et 88 % pour le parcours BMS). Les taux de réussite en M1 et M2 sont très satisfaisants pour le parcours IMB puisque de 100 %.

L'insertion professionnelle est bonne. Les données de l'observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (ORESIPÉ) mises à disposition concernent un suivi des diplômés entre 2018 et 2021, des deux anciennes spécialités « Physiopathologie : de la molécule à l'homme » et « Biomorphologie, Biomatériaux ». On peut donc s'interroger sur la pertinence de ces données puisque l'offre de formation de la mention a depuis été, fortement modifiée. L'analyse portera donc sur les données mises à disposition par l'équipe pédagogique. L'insertion professionnelle du parcours IMB ne pourra être analysée dans la mesure où la première promotion diplômante date de 2020. Pour les parcours BMS et R&B, le nombre d'étudiants en recherche d'emploi 30 mois après l'obtention du diplôme est faible et comprise entre zéro et quatre.

À l'exception du parcours IMB, le taux de poursuite en thèse est relativement faible au regard de l'offre de formation essentiellement orientée vers la recherche. Les poursuites d'études en doctorat sont faibles, inférieures à 10 % pour le parcours R&B et de l'ordre de 20 % pour le parcours BMS. Ces faibles taux peuvent en partie s'expliquer par le fait que les diplômés du secteur santé poursuivent leur internat avant de s'inscrire en thèse, mais également par une désaffection des étudiants issus de ces deux parcours pour une poursuite d'études en doctorat. Pour le parcours IMB, la poursuite d'étude en doctorat est majoritaire.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

L'équipe pédagogique est impliquée dans le suivi des étudiants et l'adaptation de l'offre de formation aux attendus professionnels. La formation a dû s'adapter aux contraintes des étudiants en santé et ainsi proposer des horaires adaptés et des enseignements en e-learning.

Les conseils de perfectionnement permettent d'actualiser l'offre de formation selon les évolutions technologiques en lien avec le domaine de la biologie et de la santé. Le suivi des étudiants fait l'objet de commissions pédagogiques auxquelles participent l'ensemble des membres des responsables d'UE. On peut toutefois regretter que seul le parcours BMS propose chaque semestre une évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants.

Par ailleurs, afin d'améliorer l'insertion professionnelle des étudiants un séminaire, nommé "La semaine pour l'emploi" est organisé chaque année par l'université.

L'équipe pédagogique dispose de moyens suffisants. Le nombre d'enseignants est conséquent, 306 chercheurs et enseignants-chercheurs interviennent au sein de la formation, la proportion d'enseignants vacataires représente moins de 10 % de cet effectif.

Conclusion

Points forts

- Un adossement à la recherche conséquent et de qualité,
- Une ouverture à l'international et l'existence d'un parcours tri national,
- Des pratiques pédagogiques diversifiées,
- Une formation attractive,
- Des taux de réussite excellents pour le parcours IMB,
- Une bonne insertion professionnelle.

Points faibles

- Manque d'ouverture vers le milieu industriel pour les parcours IMB et R&B,
- Faible taux de poursuite en thèse pour les parcours R&B et BMS,
- La formation n'est pas adaptée à la formation continue et à l'apprentissage,
- Seul le parcours BMS propose une évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants.

Recommandations

- Améliorer la diversification des débouchés des étudiants par l'ouverture de formations à l'apprentissage,
- Généraliser l'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants,
- L'adossement au milieu socio-professionnel est notable pour le parcours BMS mais pourrait être amélioré pour les autres parcours.

MASTER BIOTECHNOLOGIES

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Biotechnologies* de l'université de Strasbourg est porté par l'École supérieure de biotechnologie de Strasbourg (ESBS). Il permet d'acquérir des connaissances et des compétences sur les aspects technologiques, expérimentaux et réglementaires des biotechnologies. Il propose en M1 et M2, trois parcours : le parcours *Biotechnologies Pharmaceutique (BP)* est porté par la faculté de pharmacie et les parcours *Biologie Synthétique (BS)* et *Analyse Haut Débit (HD)* sont portés par l'ESBS.

1. La politique et la caractérisation de la formation

Le master *Biotechnologies* a une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement notamment en matière d'innovation pédagogique et d'ouverture à l'international. Cette mention est un rouage essentiel dans le domaine des biotechnologies entre l'ESBS et la faculté de pharmacie. Elle s'inscrit dans les orientations de l'établissement puisque la formation s'appuie sur trois des quinze Instituts thématiques interdisciplinaires (ITI) mis en place par l'université afin de mieux répondre aux défis scientifiques de demain, notamment dans le domaine des sciences et technologies.

La formation est construite en cohérence et complémentarité avec les autres formations du même cycle et en articulation avec les formations des autres cycles avec lesquelles elle s'inscrit en continuum. La formation est la continuité de plusieurs parcours de licence de la faculté des sciences de la vie. Elle accueille des étudiants ayant des profils variés : ingénieur en biotechnologie, titulaire d'une licence de la faculté des sciences de la vie ou d'un bachelor en biologie et des pharmaciens.

Elle permet par ailleurs de valider un double diplôme (ingénieur-master ou pharmacien-master). Les interactions et les mutualisations d'enseignements entre les différents parcours de la mention, l'ESBS, la faculté de pharmacie et la faculté des sciences de la vie permettent aux étudiants de bénéficier d'un apprentissage pluridisciplinaire.

L'ouverture à l'international est indéniable. La formation bénéficie du positionnement européen et international de l'ESBS. Les étudiants des parcours *BS* et *HD* suivent des enseignements à Bâle et les élèves ingénieurs à Fribourg. Un accord de coopération internationale (ACI) avec l'université de Fribourg permettra la mise en place d'un double diplôme dès la rentrée 2022 pour les parcours *HD* et *BP*.

La formation ne dispose pas de dispositifs de mobilité à l'international concernant les membres de l'équipe pédagogique. Toutefois, des chercheurs/enseignants-chercheurs internationaux proposent des conférences à distance. Des enseignants des universités partenaires (Bâle et de Fribourg) interviennent au sein de l'équipe pédagogique et participent à l'accompagnement et l'évaluation des stages de M2. Par ailleurs, des enseignants-chercheurs de l'équipe pédagogique donnent régulièrement des cours à l'Université Internationale Abulcasis des Sciences de la Santé au Maroc.

La formation relativement jeune n'a pas encore bénéficié de mobilité entrante. La mobilité sortante est conséquente (huit étudiants en 2020-2021). Par ailleurs, une grande proportion d'étudiants en M2 effectue leurs stages à l'étranger (2020-21 : *BP* : 38 % ; *BS* et *HD* : 53 %). Par ailleurs, tous les étudiants du parcours *BS* et les ingénieurs des parcours *BP* et *HD* bénéficient d'une mobilité sortante en M1 vers les universités partenaires de Bâle et Fribourg.

La formation bénéficie d'un fort adossement à la recherche. La majorité des enseignements quel que soit le parcours est délivrée par des enseignants chercheurs ou chercheurs, 103 enseignants-chercheurs et chercheurs interviennent dans les trois parcours du master.

La formation est clairement adossée à la recherche des laboratoires du site strasbourgeois majoritairement (UMR7242, 7104, 7199, 7021, 7178, U964), mais des chercheurs d'autres sites participent également (universités de Bâle et Fribourg).

Les étudiants bénéficient d'enseignement d'initiation à la recherche et/ou d'étude bibliographique et ont la possibilité d'être accueillis au sein de diverses unités de recherche et laboratoires partenaires dans le cadre des projets et des stages. Un enseignement de bioéthique permet de sensibiliser l'ensemble des étudiants à cette problématique.

L'adossement au milieu socio-professionnel est relativement bon, mais pourrait être amélioré. La formation entretient des relations avec le monde socio-économique et intègre des éléments de professionnalisation. Des professionnels du domaine interviennent au sein de la formation et lors de journées thématiques organisées au sein de l'ESBS, dédiées aux biotechnologies en industrie (Biotech day, Biotech corner). Ces professionnels ne représentent que 12 % des intervenants dans la formation, ce qui est peu comparé au nombre d'enseignants-chercheurs et chercheurs. Un projet de création d'entreprise est actuellement proposé aux étudiants du M2 BP.

2. L'organisation pédagogique de la formation

L'offre de formation a été construite en cohérence avec la fiche RNCP, selon une approche par compétences disciplinaires et transversales. Cette approche a été initiée dès la construction du master. La formation ne propose pas de e-portfolio.

La formation met en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées et diversifie ses pratiques pédagogiques. Les étudiants sont accueillis lors de travaux pratiques au sein de la plateforme EASE (*European Aseptic and Sterile Environment*), plateforme élaborée en partenariat avec le pôle de compétitivité Alsace Biovalley.

Par ailleurs, des modalités pédagogiques diverses (classe inversée, projets, jeux de rôle, *serious game*, travaux en équipe, TP dans un contexte industrie) sont proposées dans l'offre de formation. Des enseignants participent aux formations proposées par l'Institut de développement et d'innovations pédagogiques (IDIP) afin d'améliorer et de diversifier leurs pratiques pédagogiques.

Des espaces d'enseignement adaptés aux pratiques innovantes et le développement de nouveaux supports d'enseignement (réalité virtuelle) ont été mis en place grâce à plusieurs financements Idex. Des ouvrages et publications concernant les pratiques pédagogiques et notamment le travail en équipe ont été rédigés par des membres de l'équipe pédagogique. La formation est dispensée exclusivement en présentiel.

Les contenus et les dispositifs de la formation sont adaptés pour permettre son ouverture à l'international. Les étudiants peuvent acquérir des compétences linguistiques utiles à leur insertion professionnelle ou à leur poursuite d'études puisque la quasi-totalité des enseignements disciplinaires est en anglais pour les parcours BS et HD. La proportion est un peu moindre pour le parcours BP. Une certification en langue anglaise (TOEIC, niveau B2) est proposée aux étudiants du M1. Par ailleurs, des enseignements et des séjours à l'étranger sont proposés dans le cadre de projets, en collaboration avec des universités partenaires en Allemagne et en Suisse.

Le master n'est accessible à la formation continue que par le biais de la VAE. Une VAE (master BP) a été accordée en 2020-2021. La formation n'est actuellement proposée qu'en formation initiale, mais les trois parcours en M2 seront dès la rentrée 2022-23 proposés en formation initiale et en alternance avec contrat d'apprentissage et de professionnalisation.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

Les parcours BS et BP jouissent d'une bonne attractivité. L'attractivité est moindre pour le parcours HD. Le nombre de candidats venant d'autres composantes de l'Unistra ou hors Unistra et/ou internationaux, a régulièrement augmenté au cours des trois dernières années grâce à différentes actions et dispositifs mis en place par l'équipe pédagogique (sites internet, plaquettes, participation aux JPO, journée masters, forum métiers du médicament). Toutefois, le nombre d'étudiants inscrits au sein du parcours HD est faible (compris entre 5 et 10 étudiants).

L'insertion professionnelle des étudiants est excellente pour l'ensemble des trois parcours. La mention étant récente, les enquêtes généralement organisées par l'ORESIPÉ ne sont pour l'instant pas disponibles, toutefois le suivi et l'insertion des étudiants diplômés 2020 et 2021 ont pu être réalisés par l'équipe pédagogique grâce à un suivi sous LinkedIn. L'insertion professionnelle est de 100 % pour le master BP et de 89 % pour les parcours BS et HD à 18 mois (promotion 2021). Pour l'ensemble des parcours, on constate qu'environ 30 % des étudiants poursuivent leurs études en doctorat ou se spécialisent dans d'autres domaines comme le management ou le marketing, l'année N+1 après obtention du diplôme.

La formation enregistre de bons taux de réussite pour l'ensemble des trois parcours. La grande majorité des étudiants en première et deuxième année valident l'ensemble des crédits ECTS des enseignements. Ces résultats témoignent d'un très bon niveau des étudiants et d'une bonne adéquation entre les prérequis énoncés et le contenu pédagogique de la formation.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

L'équipe pédagogique est fortement engagée dans une démarche d'amélioration continue, comme en atteste la mise en place par l'ESBS d'un système SMQ (management par la qualité) et le label Marianne obtenu en 2016 par le service de scolarité de l'ESBS.

Dans un souci de soutenabilité, la formation mutualise des enseignements disciplinaires et de sciences humaines avec le cycle ingénieur de l'ESBS, la faculté de pharmacie et avec différents masters de la faculté des sciences de la vie de l'Unistra. Toutefois aucune information chiffrée ne permet d'évaluer la soutenabilité de l'offre de formation.

L'évaluation des formations par les étudiants a été organisée par la composante. Elle montre un taux de satisfaction élevée (97 %) pour les trois parcours avec un taux de participation de 67,4 %. L'accompagnement pédagogique est jugé très satisfaisant. L'évaluation des enseignements n'a pu être exploitée du fait du faible taux de réponse aux enquêtes.

Un conseil de perfectionnement auquel participent des étudiants et des représentants du monde socio-économiques a été mis en place et a permis d'identifier des pistes d'amélioration.

Conclusion

Points forts

- Un adossement à la recherche conséquent et de qualité,
- L'enseignement en anglais,
- L'insertion professionnelle est excellente,
- Les taux de réussite très satisfaisants,
- La forte implication de l'équipe pédagogique,
- La formation diversifie ses pratiques pédagogiques,
- La bonne attractivité pour les parcours BS et BP.

Points faibles

- L'adossement au milieu socioprofessionnel est relativement bon, mais pourrait être amélioré,
- Une faible attractivité pour le parcours HD,
- Un faible taux de réponse pour l'évaluation des enseignements.

Recommandations

- Améliorer la diversification des débouchés des étudiants par l'ouverture de formations à l'apprentissage,
- Mettre en place de nouveaux dispositifs afin d'améliorer le taux de réponse de l'évaluation des enseignements par les étudiants,
- Développer les partenariats avec les acteurs du monde socioprofessionnel.

MASTER CHIMIE

Établissements

Université de Haute Alsace - Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Chimie* de l'université de Strasbourg est co-accrédité avec l'Université de Haute-Alsace (UHA). Il permet d'acquérir selon le parcours des connaissances et des compétences dans de nombreux domaines de la chimie.

Il propose en M1, cinq parcours : *École universitaire de recherche sur la chimie des systèmes complexes (EUR CSC)*, *In silico drug design (ISDD)*, *Biophysicochimie (BPC)*, *Sciences analytiques pour les bioindustries (SA-BI)* et *Chimie, biologie et médicament (CBM)* et deux troncs communs (*Chimie physique, Informatique, Analytique et Matériaux (CPIAM)*), et *Chimie moléculaire, verte et supramoléculaire (CMVS)*. En M2, la formation propose 12 parcours puisque les deux troncs communs se subdivisent en deux parcours : *Sciences analytiques (SA)*, *Chimie physique et matériaux (CPM)*, *Chémoinformatique (CI)* pour le tronc commun (CPIAM) et en quatre parcours : *Chimie moléculaire et supramoléculaire (CMS)*, *Chimie verte (CV)*, *Chimie moléculaire et macromoléculaire (CMM)* et *Préparation à l'agrégation (PA)* pour le tronc commun CMVS.

Certains de ces parcours (CMS, CMM, CBM, CPM et EUR CSC) ont pour finalité une poursuite d'étude en thèse. Les parcours SA, CV et CI, plus professionnels conduisent à des postes de cadres (niveau ingénieur) dans l'industrie. Seul le parcours SA-BI est ouvert à l'alternance (contrats d'apprentissage et de professionnalisation). Les parcours CMS, SA et CMM accueillent des étudiants de l'école européenne d'ingénieurs de chimie, polymères et matériaux (ECPM) et de l'École nationale supérieure de chimie de Mulhouse (ENSCMu). Le parcours CMM est enseigné à Mulhouse. Le parcours ISDD est co-accrédité avec l'université Paris Diderot et l'université de Milan, seul le M1S1 est enseigné à Strasbourg.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation est en adéquation avec les axes stratégiques de l'établissement. La formation a su mettre en place des projets structurants lui permettant de renforcer l'articulation entre la formation et la recherche à l'international. Par ailleurs, l'interdisciplinarité fait partie de l'offre de formation.

La formation bénéficie d'un fort adossement à la recherche. Le master *Chimie* est un master essentiellement orienté vers la recherche dont l'objectif premier est une poursuite d'études en doctorat. Les étudiants ont la possibilité d'être accueillis au sein des 12 unités de recherche et des 80 équipes de recherche, en M1 dans le cadre de projets tutorés et en M2 afin d'y effectuer leur stage de fin d'études.

De nombreux chercheurs, issus de ces laboratoires, participent à la formation. L'adossement à la recherche se concrétise notamment par la mise en place de deux EUR (EUR Chimie des systèmes complexes, EUR QMAT) et de trois instituts thématiques interdisciplinaires (ITI), IMS (Institut du Médicament de Strasbourg), HiFunMat (Matériaux hiérarchiques et fonctionnels pour la santé, l'environnement et l'énergie), Innovec (Vectorisation innovante de biomolécules).

La mobilité entrante et sortante des étudiants est relativement faible de l'ordre de 10 % en dépit des nombreux dispositifs mis en place par la formation (réseau d'établissements partenaires à l'international et EUR) et l'université (bourses à la mobilité). Cette faible mobilité est d'autant plus surprenante que la totalité des cours du master chimie en M2 ainsi qu'une partie des cours de M1 est enseignée en anglais.

Par ailleurs, certains parcours proposent une formation binationale, franco-allemande pour le parcours BPC, double diplôme franco-Italien pour le parcours ISDD. Le parcours CI qui sera labélisé Erasmus Mundus à la rentrée 2022, devrait permettre d'augmenter la mobilité entrante d'étudiants étrangers.

L'adossement au milieu socioprofessionnel est faible. On regrette que l'environnement socio-économique soit peu présent et que les partenaires dont pourrait bénéficier la formation ne soient pas impliqués. À l'exception des parcours SA-BI, EUR CSC et CMM, il n'existe pas de liens de partenariat avec les acteurs socio-économiques locaux. Il est regrettable qu'un seul parcours (SA-BI) soit actuellement ouvert en apprentissage. L'équipe pédagogique est consciente de ce manquement.

2. L'organisation pédagogique de la formation

Le programme de l'offre de formation est cohérent et couvre l'ensemble des domaines de la chimie. Certains parcours du master chimie s'identifient dès le M1 (parcours *EUR CSC, ISDD, BPC, SA-BI* et *CBM*). Les autres parcours (*SA, CPM, CI, CMS, CV, CMM* et *PA*) sont proposés en M2 à l'issue d'un tronc commun (*CPIAM* et *CMVS*). Il n'est toutefois pas précisé si des passerelles entre les parcours sont possibles en fin de M1 et quelles sont les mutualisations d'enseignements entre les parcours.

On peut regretter que l'équipe pédagogique n'ait pour l'instant initié une approche programme ou une approche par compétences. Un e-portfolio est proposé en M1, mais ce dispositif semble laissé à l'initiative de l'étudiant sans suivi particulier.

La formation diversifie peu ses pratiques pédagogiques. L'enseignement est dispensé à travers des cours magistraux, des travaux dirigés et des travaux pratiques. La formation ne peut être suivie à distance. Toutefois, la formation met en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées puisque plusieurs plateformes de travaux pratiques dans des domaines de pointe de la chimie ont été mises en place suite à l'obtention de projets IDEX.

Par ailleurs, des stages dans les laboratoires sont proposés dans l'offre de formation et permettent ainsi de compléter l'acquisition des compétences.

La formation met en œuvre des pratiques pédagogiques pour permettre son ouverture à l'international. Une partie des enseignements en M1 et la quasi-totalité des enseignements en M2 sont dispensés en anglais. Toutefois la compétence linguistique n'est pas formellement évaluée par la formation. D'autre part, aucune certification n'est exigée et/ou délivrée. Des dispositifs d'aide à la mobilité existent et sont présentés aux étudiants par le service des relations internationales.

La formation propose peu de dispositifs adaptés aux publics de la formation continue et en alternance. À l'exception du parcours *SA-BI* proposé en M1 et M2 en alternance et apprentissage, aucun dispositif n'a été mis en place au sein des autres parcours pour d'accueillir des publics de la formation continue ou de l'apprentissage. Depuis 2018, la formation a délivré 19 validations des acquis professionnels (VAP), mais aucune validation des acquis de l'expérience (VAE).

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation jouit d'une bonne attractivité, mais d'une désaffection importante en M1. Le nombre de candidatures en M1 (783 étudiants en 2020-2021) est 3,6 fois supérieur au nombre d'étudiants admis (218 étudiants). On note toutefois une forte défection des étudiants admis puisque le nombre d'étudiants inscrits en M1 en 2020-2021 (122 étudiants) est deux fois inférieur au nombre d'étudiants admis, et environ deux fois inférieur à la capacité d'accueil en M1 (215 étudiants). Au regard du nombre de candidatures par rapport à la capacité d'accueil, les parcours *CBM, SA-BI* et *CMM* sont particulièrement attractifs. Le nombre d'étudiants inscrits dans la mention est stable sur les trois dernières années.

La formation enregistre de bons taux de réussite. Sur les trois dernières années, les taux de réussite varient de 88 % à 92 % en M1 et 84 % à 92 % en M2. Il est demandé aux étudiants souhaitant poursuivre leur étude en doctorat une moyenne de 12/20.

L'offre de formation semble pertinente et adaptée aux besoins économiques et sociétaux. Selon les données de l'observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (ORESIPÉ, le taux d'insertion professionnelle 18 mois après l'obtention du diplôme est très satisfaisant puisqu'il est compris entre 83 % et 100 % et le nombre d'étudiants en recherche d'emploi 30 mois après l'obtention du diplôme est faible (3 % à 8 %). La formation affiche un taux de poursuite en doctorat variable selon les parcours.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation semble disposer de moyens nécessaires lui permettant d'atteindre ses objectifs. Il aurait été intéressant de connaître les indicateurs permettant d'évaluer le coût de l'offre de formation et ainsi de pouvoir juger de sa soutenabilité. Or aucune donnée ne figure dans le dossier.

La formation ne définit pas de processus d'évaluation interne permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue. La formation n'organise pas l'évaluation des enseignements et de la formation par les

étudiants. L'équipe pédagogique est consciente de ce manquement et souhaite mettre en place des temps d'échange avec les étudiants par semestre. Toutefois une enquête à N+2 relative à l'évaluation de la formation est réalisée par l'ORESIPE et des représentants étudiants sont conviés au conseil de perfectionnement mis en place en 2020.

Conclusion

Points forts

- Un adossement à la recherche conséquent et de qualité,
- Les taux de réussite sont très satisfaisants,
- Une alternance et apprentissage au sein du parcours SA-BI,
- Un enseignement en anglais,
- L'insertion professionnelle est très satisfaisante,
- Mise en place d'un parcours Erasmus Mundus.

Points faibles

- Un manque d'ouverture vers le milieu industriel,
- Pas d'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants,
- Une approche par compétences inexistante,
- La mobilité entrante et sortante est relativement faible,
- Pas de dispositif adapté à la formation continue,
- Pas d'analyse des données concernant l'attractivité, la performance et la pertinence de la formation ainsi que les moyens humains et financiers.

Recommandations

- Améliorer la diversification des débouchés (notamment industriels) des étudiants par l'ouverture de formations à l'apprentissage,
- Mettre en place une évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants,
- Initier l'approche par compétences,
- Encourager les mobilités sortantes avec la mise en place de moyens financiers et de cours de langue,
- Proposer des dispositifs de formation continue,
- Analyser les données d'attractivité et de performance de la formation.

MASTER GÉNIE INDUSTRIEL

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Génie Industriel* est porté par la faculté de physique et ingénierie de l'université de Strasbourg. Il se compose de deux parcours intitulés : *Production Industrielle (GI PI)* et *Conception et Ergonomie (GI CE)* qui se distinguent dès la première année. Le premier parcours est proposé uniquement en alternance, le second offre le choix entre la formation initiale et l'alternance.

1. La politique et la caractérisation de la formation

Le master *Génie Industriel* s'insère parfaitement dans la stratégie et les formations de l'université de Strasbourg en proposant une poursuite naturelle pour les licences *Sciences Pour l'Ingénieur*, *Génie Mécanique* ou *Sciences et Technologique*. Il profite du partenariat avec la Hochschule d'Offenburg pour proposer un parcours franco-allemand en double diplôme.

Par ailleurs, le parcours *Production Industrielle* est labellisé "école du Lean" par le pôle de compétitivité Véhicule du Futur auquel adhère l'établissement. Les étudiants du master profitent aussi de l'usine-école Flextory de l'IUT de Haguenau. Enfin, des projets étudiants avec des praticiens-hospitaliers répondent favorablement à la demande de pluridisciplinarité de la stratégie de l'établissement.

L'ouverture à l'international du master est effective grâce à la coopération avec la Hochschule d'Offenburg qui conduit à un double diplôme. Cette coopération permet aussi des mobilités enseignantes transfrontalières, un pilotage partagé, etc.

Toutefois, l'attractivité de ce double diplôme n'est pas analysée, car la proportion d'étudiants le choisissant reste inconnue.

Des mobilités étudiantes entrantes et sortantes sont à noter, mais restent faibles en dépit des nombreux partenariats mis en place par l'établissement et l'accompagnement par le service dédié à l'international de la faculté.

Les étudiants bénéficient d'une initiation à la recherche même si ce master est principalement à visée professionnelle. La recherche s'organise autour d'un module dédié de 28 heures et d'un projet de recherche en seconde année. Enfin, l'équipe pédagogique se compose en partie d'enseignants-chercheurs associés aux laboratoires ICube (UMR CNRS 7357), ou ICS (UPR CNRS 22) de l'établissement. Les stages peuvent aussi se réaliser au sein de ces laboratoires.

Le master *Génie Industriel* fait partie intégrante du tissu socio-économique local, comme le mesure le nombre important d'alternants, plus de 60 par an. Par ailleurs, les bonnes relations avec les entreprises se réalisent au travers de séminaires, de visites d'entreprises et de 200 heures d'enseignements par des professionnels. Le séminaire annuel "Le Lean Tour" auquel participe la formation autorise des échanges réguliers avec le monde de l'entreprise.

Les étudiants sont préparés au monde professionnel et à l'entrepreneuriat, en plus de l'alternance puisque des modules dédiés et des stages obligatoires du 20 semaines minimum font partie de l'offre de formation.

2. L'organisation pédagogique de la formation

Le programme de la formation est en adéquation avec ses objectifs. La formation est dérivée en quatre compétences très générales en accord avec la fiche RNCP, avec une matrice de correspondance UE/compétence qui pourrait être améliorée. Malheureusement, aucun étudiant n'a de e-portfolio qui est facultatif alors qu'il devrait être un outil élémentaire pour les alternants.

La diversité pédagogique se situe surtout autour de la pratique, notamment avec l'utilisation de FabLab, d'une halle technologique et de jeux sérieux. Ce dernier dispositif mériterait dans le dossier une évaluation par retour d'expérience. Autrement, le master reste classiquement organisé selon le format classique CM/TD/TP auquel s'ajoutent des projets.

Étant donnée la situation frontalière de l'établissement, les étudiants ont le choix entre l'apprentissage de l'anglais et de l'allemand pour environ 92 heures. La certification de langue "Yellow Belt" spécifique métier est aussi proposée en module en seconde année. Des outils pour un apprentissage autonome sont fournis au niveau de la faculté.

Par ailleurs, le service des relations internationales est à disposition pour la préparation à la mobilité. Cependant, la mobilité sortante des étudiants reste faible.

Par ailleurs, la formation devrait proposer au moins un cours disciplinaire en anglais par semestre afin de mieux préparer les étudiants à une future ouverture à l'international.

Comme l'indique la centaine d'alternants par promotion, la formation est parfaitement adaptée à l'apprentissage et à la formation continue. En effet, le parcours *GI PI* est uniquement proposé à l'alternance, et, entre le tiers et la moitié des inscrits suivent le parcours *GI CE* selon cette modalité. Enfin, régulièrement, des étudiants profitent de la formation continue pour les deux parcours *GI PI* et *GI CE*.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

Le master Génie Industriel est très attractif avec environ 1200 candidatures par an pour 80 places sur les deux parcours. La communication sur la formation n'est donc pas prioritaire et se réduit aux journées portes ouvertes et aux *media* classiques comme le site internet, les *flyers*, etc. Hormis leur nombre, aucune analyse des profils des candidats n'est présentée. Un tel suivi s'avèrerait intéressant pour prévenir des fluctuations futures et pour mesurer l'attractivité plus finement.

Les bons taux de réussite sont supérieurs à 95 % pour chaque année. La sélectivité de la formation à l'entrée est avancée comme raison ; mais une analyse plus fine serait utile par exemple en différenciant les alternants et les étudiants sous statut étudiant et en catégorisant les taux de réussite selon l'origine académique des étudiants.

La réussite des étudiants est mesurée par l'observatoire de l'établissement et est bien analysée par la formation. Cela permet des analyses et des discussions lors du conseil de perfectionnement même si le taux d'insertion professionnelle est supérieur à 90 %. La poursuite en doctorat est très faible même pour un master très professionnalisant.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

Étant donnée la taille des promotions, le nombre d'enseignants permanents apparaît faible. En effet, en plus des enseignements, la gestion de l'alternance ajoute une charge supplémentaire forte. Mais une analyse fine des charges réelles sur les permanents devrait être menée pour quantifier la situation. Malheureusement, le dossier n'expose pas suffisamment le partage des responsabilités de la formation et les charges y afférant.

Pédagogiquement, l'établissement a mis en place l'Institut de Développement et d'Innovation Pédagogiques (IDIP) qui est un pôle de formation et d'accompagnement des enseignants-chercheurs.

L'amélioration continue stratégique est gérée par le conseil de perfectionnement. Il s'appuie notamment sur les données de l'observatoire et sur l'évaluation des enseignements par les étudiants. Même si le taux de réponses de ces évaluations reste faible de l'ordre de 50 %. Par ailleurs, les échanges avec le monde socio-professionnel, grâce à l'alternance et aux différents séminaires sont permanents et permettent des ajustements de l'offre de formation en fonction des besoins du secteur professionnel.

Conclusion

Points forts

- Les liens avec le monde socio-professionnel comme l'atteste le nombre d'alternants,
- Une très forte attractivité,
- De bons taux d'insertions dans les métiers visés,
- Une coopération de qualité avec la Hochschule d'Offenburg qui débouche sur un double-diplôme.

Points faibles

- Des poursuites en doctorat quasiment inexistantes,
- Un fonctionnement de l'alternance insuffisamment décrit.

Recommandations

- Ouvrir aux poursuites d'études en doctorat, malgré l'aspect professionnalisant de la formation : la possibilité de faire des thèses CIFRE devrait être mis davantage en avant d'autant que la formation profite d'un adossement à des laboratoires de qualité,
- Améliorer le fonctionnement de l'alternance en incluant 'un carnet de suivi en remplacement d'un portfolio inutilisé.

MASTER INFORMATIQUE

Établissements

Université de Haute Alsace - Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Informatique* de l'UFR Mathématique et Informatique de l'université de Strasbourg est composé de sept parcours. Les parcours intitulés *Image et 3D (I3D)*, *Sciences des Données et Systèmes Complexes (SDSC)*, *Science et Ingénierie du Logiciel (SIL)*, *Science et Ingénierie des Réseaux de l'Internet et des Systèmes (SIRIS)* et *Gestion de Projets Informatiques (GPI)* sont localisés à Strasbourg. Le parcours *GPI* est proposé uniquement en M2 en formation continue. Le parcours *Informatique et Mobilité (IM)*, localisé à Mulhouse, est co-accrédité avec l'Université de Haute Alsace. Le parcours *Data Sciences and Artificial Intelligence (DSAI)* est délocalisé à Bakou dans le cadre de l'Université Franco-Azerbaïdjanaise. Les parcours *I3D* et *SIL* sont ouverts à l'alternance, en M2 pour *I3D* et sur les deux années pour *SIL*. Enfin, deux cursus master en ingénierie (CMI) nommés *Informatique Système et Réseaux (ISR)* et *Informatique, Image, Réalité Virtuelle, Interactions et Jeux (IIRVIJ)* sont adossés respectivement aux parcours *SIRIS* et *I3D*.

1. La politique et la caractérisation de la formation

Le master *Informatique* s'insère bien dans l'offre de formation de l'établissement en proposant une suite naturelle à la licence d'*Informatique* de l'UFR. Les objectifs affichés sont aussi bien l'insertion professionnelle que la poursuite en doctorat. Il profite par ailleurs du partenariat entre l'université de Strasbourg et l'université de Haute Alsace pour la co-accréditation du parcours *IM* et il met en œuvre des doubles diplômes avec Télécom Physique Strasbourg, quoique non décrits. Ainsi la formation est intégrée dans le tissu académique régional. La présence d'un socle commun atteste d'une certaine pluridisciplinarité de la formation.

Le master *Informatique* est bien ouvert à l'international comme en atteste la vingtaine d'étudiants inscrits au parcours *DSAI* délocalisé en Azerbaïdjan. Ce partenariat se traduit par des mobilités entrantes et sortantes notables depuis 2019. Par ailleurs, un programme d'échange avec l'université canadienne de Sherbrooke a dernièrement été mis en place .

Les étudiants du master *Informatique* profitent de l'adossement aux deux solides laboratoires ICube (UMR CNRS 7357) et IRIMA (UR 7499) de l'Université de Haute Alsace auxquels sont associés la majorité des enseignants-chercheurs. À l'instar de nombreux masters, les étudiants sont initiés à la recherche par un projet à effectuer dans le cadre du module Travail d'Étude et de Recherche.

Les étudiants sont dans le cadre d'autres enseignements sensibilisés à la recherche par des lectures d'articles, des recherches bibliographiques, etc.

En adéquation avec les objectifs de la formation, le dossier indique que le taux de poursuite en doctorat est satisfaisant, mais les seules données disjointes fournies semblent pourtant indiquer le contraire.

La formation entretient des relations avec le monde socio-économique. La formation bénéficie d'une proportion importante d'intervenants extérieurs : environ 900 heures assurées par une centaine de professionnels. Par ailleurs, la formation intègre des éléments de professionnalisations à travers les stages, des modules d'aide à l'insertion, l'alternance et la formation continue.

L'entrepreneuriat mériterait toutefois un module spécifique.

2. L'organisation pédagogique de la formation

Le programme du master *Informatique* est construit autour d'un référentiel de compétences. Malheureusement, ce dernier n'est pas joint au dossier et les seuls blocs de compétences sont ceux de la fiche RNCP. Leur nombre réduit à quatre blocs communs à l'ensemble de la mention limite la portée de la matrice de correspondance UE / compétences.

Par ailleurs, l'utilisation du portfolio n'est pas systématique, sauf pour les étudiants inscrits en CMI alors qu'il devrait être un outil élémentaire pour les alternants.

Le dossier ne décrit pas le processus d'acquisition des compétences en entreprise, notamment pour les alternants.

Le département d'informatique participe à plusieurs projets IDEX formation pour diversifier les pratiques pédagogiques et de l'Institut Thématique Interdisciplinaire IRMIA++ pour son *graduate program*. On regrette que l'apport de ces dispositifs pour les étudiants ne soit pas explicité dans le dossier. Autrement, le format CM/TD/TP reste la norme.

L'enseignement de l'anglais reste limité à 32 heures sauf pour le parcours IM où un volume horaire de 60 heures est proposé. Hormis la lecture d'articles de recherche en anglais, les dispositifs d'ouverture à l'international sont limités. Le parcours *DSAI* est particulier, car tous les enseignements sont bien sûr en anglais. Il est étonnant qu'aucun dispositif de préparation à la mobilité ne soit mis en place par la formation alors qu'elle développe des partenariats académiques internationaux.

Les trois parcours I3D, SIL et GPI du master Informatique sont proposés à l'alternance et à la formation continue : il y a une trentaine de contrats d'alternance par an et une dizaine de stagiaires de la formation continue. Cependant les détails de fonctionnement, hormis le rythme, restent limités dans le dossier.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

L'attractivité de la formation est bien suivie et satisfaisante. Le nombre moyen de candidatures est environ 250 par parcours pour une quarantaine de places. Les actions de communication, comme les journées portes ouvertes, les salons ou encore les événements dédiés comme "la nuit de l'info" contribuent à cette attractivité. Il est à noter que 80 % des candidats sont extérieurs à l'établissement. Cependant, il est difficile de connaître précisément l'origine de ces étudiants.

Le suivi des étudiants montre que leur réussite est satisfaisante et stable. On note un certain nombre d'abandons liés à la pandémie.

L'observatoire de l'établissement enquête sur l'insertion des diplômés. Le taux de réponse varie selon le parcours, mais est satisfaisant, environ 80 %. L'insertion professionnelle est très bonne et correspond aux objectifs. La poursuite en doctorat reste difficile à juger selon les données indiquées au dossier.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

L'organisation de l'équipe pédagogique n'est pas décrite alors que la structure du master Informatique est complexe. Malheureusement, la gestion d'un tel master avec sept parcours, dont un co-accrédité et un délocalisé n'est pas explicitée dans le dossier. Pour opérer l'ensemble de la formation, le département informatique fait appel à un grand nombre d'enseignants temporaires par rapport à ses permanents dans une proportion deux pour un.

Par ailleurs, les enseignants peuvent profiter des formations proposées par l'Institut de développement et d'innovations pédagogiques (IDIP).

Les conseils de perfectionnement sont au cœur de la démarche d'amélioration continue. Ils analysent les différents éléments et notamment l'évaluation des enseignements par les étudiants. Les comptes rendus montrent l'évolution de la formation pour suivre les besoins du marché, comme en atteste l'ouverture en 2021 d'un nouveau parcours orienté vers la santé.

Conclusion

Points forts

- Une ouverture à l'international existante et en développement,
- Des taux d'insertion professionnelle très satisfaisants.

Points faibles

- L'absence d'un module sur l'entrepreneuriat,
- Un suivi de poursuite des diplômés en doctorat insuffisant.

Recommandations

- Suivre les poursuites en doctorat en restant en contact avec les anciens élèves du master,
- Favoriser l'entrepreneuriat avec la mise en place d'un module dédié en partenariat avec un incubateur par exemple.

MASTER MATHÉMATIQUES ET APPLICATIONS

Établissements

Université de Haute Alsace - Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Mathématiques et Applications* de l'université de Strasbourg se compose de six parcours intitulés *Calcul Scientifique et Mathématiques de l'Information (CSMI)*, *Statistique, Enseignement et agrégation*, *Mathématiques fondamentales*, *Magistère de mathématiques et Ingénierie Mathématique et Data Science (IMDS)* qui est dispensé à la faculté des sciences et technique de l'Université de Haute Alsace (UHA).

1. La politique et la caractérisation de la formation

Le master *Mathématiques et Applications* s'inscrit correctement dans l'environnement académique régional. Il offre une poursuite d'études naturelle aux étudiants de la licence *Mathématiques* de l'établissement. Ses objectifs sont triples : la professionnalisation notamment avec les parcours *CSMI*, *Statistiques* et *IMDS*, la recherche académique ou en entreprise avec les parcours *Mathématiques fondamentales* et le *magistère* ou encore l'enseignement avec le parcours *Enseignement et agrégation*.

La pluridisciplinarité de l'offre se cantonne principalement au champ des mathématiques et s'affiche au travers des différents parcours qui sont partiellement mutualisés pour certains. Le DU *MARI (Mathématiques et Applications : Recherche et Interactions)* grâce à l'ITI IRMIA++ qui complète les parcours strasbourgeois de la mention, permet de renforcer par ailleurs l'interdisciplinarité vis-à-vis de la physique et de l'informatique.

La formation participe à l'implication régionale de l'établissement avec les relations nouées avec l'UHA pour le parcours *IMDS* qui permet aux étudiants de licence de l'UHA d'y poursuivre un master.

L'ouverture à l'international n'est pas une priorité de la formation. La taille des flux des mobilités entrantes et sortantes d'étudiants, hors période de pandémie, est d'une dizaine d'étudiants. Le dossier ne sépare malheureusement pas la licence et le master pour ces données.

De plus, il n'est pas précisé si les étudiants sont encouragés et soutenus dans leurs démarches de mobilité. Des partenariats spécifiques avec l'université de Tartu en Estonie, l'université de Vasteras en Suède ou encore avec le Maroc ou la Tunisie ont été mis en place par l'UHA pour le parcours *IMDS* mais ces derniers ne permettent pas encore un échange d'étudiants conséquent.

La recherche est une composante essentielle du master *Mathématiques et Applications* avec quelques adaptations selon les parcours. Tout d'abord les enseignants-chercheurs sont majoritairement associés à l'Institut de recherche mathématique avancée (IRMA) à Strasbourg ou à l'Institut de Recherche en informatique, mathématiques, automatique et signal (IRIMAS) pour le parcours à l'UHA.

Plusieurs intervenants sont associés à des structures extérieures comme l'INRIA. Le parcours *Mathématiques Fondamentales* et le *Magistère* préparent spécifiquement à la recherche pour un volume de 120 heures (*master class*, mini-cours préparatoire, etc.).

Dans les parcours plus professionnalisants, des UE spécifiques sont proposées (mémoire, projet, etc.).

Enfin, l'étude d'articles, les projets, les mémoires, les stages sont aussi l'occasion de sensibiliser les étudiants à la recherche. Avec les parcours orientés vers l'enseignement, les étudiants bénéficient des fonds de documentation de l'IREM en plus de ceux du laboratoire IRMA.

La professionnalisation des étudiants reste limitée. Les parcours *CSMI*, *Statistiques* et *IMDS* qui ont un objectif plus orienté vers la professionnalisation, comportent des enseignements de préparation à la vie professionnelle auxquels s'ajoutent les stages, les projets et quelques interventions de professionnels dont le volume horaire (65 heures) pourrait toutefois être plus conséquent.

Par ailleurs, les parcours orientés vers l'enseignement sont en lien avec les lycées et les CPGE. Le master *Mathématiques et Applications* n'est pas ouvert à l'alternance. L'ouverture d'un de ces parcours, serait l'occasion d'améliorer la professionnalisation, de tisser des liens avec les entreprises locales.

2. L'organisation pédagogique de la formation

Les contenus des différents parcours sont construits en accord avec leurs objectifs. L'approche par programme est privilégiée pour le parcours préparant à l'agrégation. Le dossier mentionne, malheureusement sans la détailler, l'existence d'une construction d'une approche par compétences pour certains parcours ; seule une matrice de correspondances entre quatre blocs de compétences très générales et les UE montre un embryon de réflexion. Les compétences sont donc valorisées seulement au travers des évaluations des UE.

Les pratiques pédagogiques restent très classiques. Les enseignements sont majoritairement proposés en CM/TD/TP auxquels s'ajoutent quelques pratiques pédagogiques faisant appel à des projets, des mémoires et des stages. Des devoirs et des oraux sont mis en place pour la préparation au concours d'agrégation. Malheureusement, le dossier n'explique pas en quoi l'apport du PIA via IRMIA++ à Strasbourg et UHA++ et Demoes à l'UHA a permis la diversification des pratiques pédagogiques.

La préparation à l'international repose essentiellement sur l'enseignement de l'anglais et la pratique de l'anglais dans les écrits et les présentations. L'enseignement de l'anglais est variable selon les parcours, allant de 60 heures à seulement 16 heures en présentiel pour les parcours *Mathématiques Fondamentales* et *Magistère* même si pour ces dernières 60 heures d'auto-formation sont proposées. Le parcours *Mathématiques fondamentales* sensibilise dès le M1 lors de la *master class*, les étudiants aux possibilités de mobilité sortante en M2. Cette initiative pourrait être étendue aux autres parcours. Le dossier ne mentionne pas comment la formation aide les étudiants à préparer ce type de mobilité.

Malheureusement, la mise en place de l'alternance ou de la formation continue n'est absolument pas envisagée dans le dossier même légèrement.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

Le master *Mathématiques et Applications* se montre attractif avec plus de 500 candidatures en M1 pour une centaine d'admis. La formation analyse les données qui sont stables sur les trois dernières années avec toutefois quelques variations notamment sur le parcours *IMDS* à cause de la pandémie et de ses conséquences sur la procédure Études en France (CEF). Toutefois les flux sont disparates entre les parcours.

La réussite des étudiants est bien suivie par l'équipe pédagogique qui après analyse notamment lors des conseils de perfectionnement adapte la formation. Des remédiations si nécessaires sont mises en place en fonction du taux de réussite au concours de l'agrégation. Les taux de réussite varient de 30 % à 95 % selon les parcours et les années. Cette variation s'explique en partie par la pandémie et d'autres facteurs non détaillés dans le dossier. Un effort pour comprendre certains faibles taux de réussite est nécessaire même si l'équipe pédagogique a mis en place du soutien et des accompagnements afin d'améliorer la réussite des étudiants. Par ailleurs, les réorientations annuelles des diplômés vers un autre master, et notamment en *Mathématiques fondamentales* et en *Magistère* interpellent quelque peu et mériteraient d'être analysées.

L'Observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (l'ORESIFE) suit le devenir des diplômés. Par ailleurs, les responsables des parcours complètent les données fournies et suivent plus attentivement les poursuites en doctorat et le devenir des agrégés. Les taux de réponse sont satisfaisants et l'insertion correspond pour la plupart des parcours, aux objectifs soit professionnalisants soit orientés vers la recherche.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

Le département de Mathématiques de l'établissement dispose de moyens suffisants pour accueillir les nouveaux enseignants-chercheurs et pour assurer le bon fonctionnement de la mention. Un système de rotation des enseignements au sein du département permet de maintenir une vitalité pédagogique. À cela s'ajoutent les changements annuels de thématique de la troisième année du parcours *Mathématiques Fondamentales*. Enfin l'établissement soutient la formation des enseignants par l'Institut de développement et d'innovation pédagogiques (IDIP).

La formation fonctionne malheureusement comme une simple agglomération de parcours avec un responsable par parcours qui gère le conseil de perfectionnement et s'occupe donc de la démarche qualité de la formation.

Ces conseils sont fonctionnels comme le montre leur compte rendu, même si la représentation de professionnel au sein de ces conseils est trop limitée. Ils s'appuient sur une évaluation des enseignements et sur les données fournies par l'établissement. L'absence de responsable de mention questionne quant à un pilotage intégré à long terme.

Conclusion

Points forts

- Fort adossement à la recherche,
- Large spectre disciplinaire des parcours.

Points faibles

- L'absence d'un responsable de mention,
- Des intervenants professionnels trop peu nombreux,
- Pas d'ouverture à l'alternance ou à la formation continue,
- Une approche par compétence encore embryonnaire.

Recommandations

- La formation profiterait d'une professionnalisation plus poussée pour limiter les réorientations vers d'autres masters des diplômés; l'ouverture à l'alternance serait un levier intéressant à envisager à nouveau,
- Le pilotage bénéficierait d'un responsable de mention dédié pour une meilleure intégration des parcours dans un ensemble cohérent et homogène.

MASTER OPTIQUE, IMAGE, VISION, MULTIMÉDIA

Établissements

INSA Strasbourg - Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le Master *Optique, image, vision, multimédia* est porté par Télécom Physique Strasbourg (TPS), école d'ingénieurs généralistes de l'université de Strasbourg, et co-accrédité avec l'INSA Strasbourg depuis 2018. La mention est divisée en quatre dominantes en M1 (Imagerie Médicale, Automatique Signal Informatique, Physique et Nanophysique, *HealthTech*) et six parcours en M2 : *Imagerie et Robotique Médicale et Chirurgicale, Automatique et Robotique, Images et Données, Topographie et Photogrammétrie, Photonique et HealthTech*.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La mention est en très bonne adéquation avec la stratégie de formation de l'établissement. Le recrutement important (180 à 200 étudiants sur le M1 et M2) est assuré par les licences de physique et ingénierie ainsi que les écoles d'ingénieurs locales (TPS et INSA Strasbourg) pour des formations en double diplôme. La promotion comprend également des étudiants en médecine souhaitant se former aux nouvelles technologies pour la santé.

La formation prend en compte l'apport de la pluridisciplinarité à travers des UE à choix en M1 et des UE d'ouverture scientifiques en M2.

L'ouverture à l'international est très poussée avec un nouveau parcours international en M1/M2 (*HealthTech*), un partenariat (double diplôme) avec HUST (Wuhan, Chine), un parcours de M2 en anglais et l'ouverture prochaine d'un double diplôme avec l'Allemagne (Karlsruhe et Offenbourg).

L'adossement à la recherche est très présent du fait de la forte implication du laboratoire ICube (Laboratoire des Sciences de l'Ingénieur, de l'Informatique et de l'Imagerie, comprenant 650 membres en 2021, dont une des thématiques principales est l'image) qui accueille et finance de nombreux stagiaires M2 tous les ans. Chaque étudiant doit réaliser un stage orienté recherche de 20 semaines minimum en M2. Le dossier ne précise cependant pas le nombre d'étudiants poursuivant en troisième cycle.

La formation entretient de bonnes relations avec le monde socio-économique. De nombreux stages de M2 sont proposés par des industriels dans des services de R&D. L'offre de formation est en adéquation avec le marché de l'emploi, comme l'atteste le taux d'insertion des diplômés à 18 mois de 98 %. Par contre, la mention ne propose pas de parcours accessible à la formation continue ou l'alternance.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation met en place des méthodes pédagogiques adaptées aux compétences des différents parcours. L'approche par compétences est en cours et doit être finalisée.

La formation cherche à développer et diversifier ses pratiques pédagogiques. Des enseignants suivent des formations aux pédagogies innovantes. Certains cours fonctionnent sur le principe de la classe inversée. Développement d'un MOOC sur YouTube associé à un examen écrit et oral qui permet de présélectionner les étudiants candidats en M1 ou M2.

Les dispositifs et outils pour l'ouverture à l'international sont bien en place. Les étudiants ont la possibilité de passer le TOEIC. Ils ont des cours de langue en M1 et en M2. De nombreux stages de M2 sont effectués à l'étranger. Enfin, de nombreux enseignements sont dispensés en anglais. Un nouveau parcours international a été créé en 2021 (*HealthTech*).

Aucune possibilité de formation continue ou en alternance. Les responsables de la formation n'ont identifié aucune demande ni besoin en ce sens. Il serait peut-être utile d'interroger les industriels du secteur pour connaître les possibilités d'évolution sur ce point, d'autant que ces industriels proposent chaque année de nombreux stages aux M2.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation suit correctement son attractivité grâce à son site internet présentant de nombreuses ressources en ligne : syllabus, historique des stages. Les statistiques d'accès au site internet sont analysées. Le taux de sélection des admis est sévère (7 % des candidats environ). La communication s'étend aussi auprès des élèves ingénieurs de l'INSA Strasbourg et TPS.

La réussite des étudiants est bien suivie via une enquête d'insertion réalisée chaque année par l'université de Strasbourg. Les taux de réussite sont analysés lors des jurys et des mesures d'accompagnement et d'amélioration de la formation sont prises lors des conseils de perfectionnement.

L'insertion professionnelle et la poursuite d'études des diplômés est uniquement réalisée par l'ORESIPÉ, (Observatoire Régional de l'Enseignement Supérieur et de l'Insertion Professionnelle). Même si les résultats de ce suivi sont analysés et pris en compte par le conseil de perfectionnement du master, il serait sans doute utile de réaliser un suivi plus pointu et personnalisé des étudiants en lien avec les objectifs spécifiques de chaque parcours de la mention.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs. L'équipe pédagogique est composée à près de 90 % d'enseignants permanents. Les enseignants non permanents sont essentiellement des moniteurs. Il serait sans doute intéressant d'intégrer quelques vacataires issus du milieu industriel pour renforcer les liens avec le monde socio-économique.

La démarche d'amélioration continue est bien prise en compte grâce à la mise en place d'un conseil de perfectionnement comprenant des étudiants et des personnalités extérieures. Il analyse deux fois par an l'évaluation des enseignements par les étudiants.

Conclusion

Points forts

- Forte attractivité des différents parcours grâce aux partenariats avec les écoles d'ingénieurs locales et la faculté de médecine,
- Très bonne ouverture à l'international,
- Fort adossement à la recherche.

Points faibles

- Présence faible d'intervenants extérieurs issus du milieu industriel malgré le lien existant avec le monde socio-économique et les écoles d'ingénieurs locales,
- Pas de possibilité de formation continue ou alternance.

Recommandations

- Ouverture de la formation à l'apprentissage,
- Renforcer les liens avec le monde socio-économique.

MASTER PHYSIQUE

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Physique* de l'université de Strasbourg est porté par la faculté de physique et ingénierie en partenariat avec Télécom Physique Strasbourg (TPS) et l'École supérieure de biotechnologie de Strasbourg (ESBS). La mention propose une formation de physique orientée vers la recherche fondamentale ou appliquée et les métiers de l'enseignement. Elle est composée de six parcours distincts : *Agrégation (PA)*, *Astrophysique (Astro)*, *Physique Subatomique et Astroparticules (PSA)*, *Physique des Rayonnements, Instrumentation, Détecteurs et Imagerie (PRIDI)*, *Matière Condensée et Nanophysique (MCN)* et *Physique Cellulaire (PC)*.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La mention présente une excellente adéquation avec la stratégie de formation de l'établissement. Seule formation de physique générale de la région, elle s'inscrit dans la continuité des licences *Physique* et *Physique-Chimie* et du parcours *Mathématique-Physique Approfondie*. L'existence du *Magistère Physique Fondamentale*, qui prend appui sur le master *Physique* pour ses deux dernières années, renforce la place de ce master dans l'offre de formation en physique et accroît la cohérence de celle-ci. De même, il convient de souligner la très bonne complémentarité avec le master *Science et Génie des Matériaux* et les partenariats poussés avec les écoles d'Ingénieurs (TPS, ESBS).

Quoique proposant une formation très orientée vers la physique, ce master propose également trois parcours fortement interdisciplinaires, à l'interface entre la physique, la chimie, les mathématiques et la biologie.

La mention a su mettre en place un lien fort avec les *Graduate Schools* et les Instituts Thématiques Interdisciplinaires créés par l'établissement, en particulier avec QMat orienté vers les sciences quantiques qui apporte un soutien financier et matériel (TP, visite de laboratoires).

L'ouverture à l'international est assez poussée avec un enseignement intégralement en anglais (hormis le parcours *Agrégation*) qui assure un flux entrant d'étudiants étrangers dès le M1 qu'il faudrait stabiliser (diminution en 2020/2021 en raison de la crise sanitaire).

Les mobilités sortantes sont encore assez peu nombreuses (moins de cinq étudiants par an pour le M1 et le M2). Un accord de double diplôme est proposé avec l'université de Kiev et la participation au projet *EFEQT (Empowering the Future Experts in Quantum Science and Technology for Europe)* permet des échanges avec les universités européennes partenaires.

L'adossement à la recherche est excellent à travers des stages, des projets tutorés, des travaux pratiques de haut niveau et l'accès à une instrumentation et des techniques de laboratoire. La poursuite en thèse est plutôt forte (une majorité des diplômés) sauf pour le parcours PRIDI (30-50 %) qui offre aussi des débouchés à bac+5. La formation s'appuie sur des laboratoires de recherche de pointe et propose deux stages : quatre semaines en M1 et 15 semaines en M2.

La formation doit accroître ses relations et contacts avec le monde socio-économique. En effet, seul le parcours *Physique des Rayonnements, détecteurs, Instrumentation et Imagerie* propose des interventions réalisées par des professionnels extérieurs à l'université (environ une dizaine d'intervenants). Les autres parcours sont beaucoup plus orientés vers la recherche académique ou les métiers de l'enseignement.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation met en place des méthodes pédagogiques adaptées aux compétences des différents parcours.

L'approche par compétences semble bien prise en compte dans l'élaboration des maquettes même si le dossier devrait davantage mettre l'accent sur les actions mises en place sur ce point. Les compétences sont valorisées et renforcées par les projets et les stages réalisés en laboratoire de recherche.

La formation propose des enseignements axés sur des pratiques pédagogiques variées, comme la mise en place de projets individuels (projet tutoré) ou collectifs (*French Physics Tournament*), la possibilité de suivre des

cours en ligne, la visite de grands centres de recherche ou encore la mise en place de TP dans des laboratoires ou observatoires. Le soutien financier des EUR permet de proposer des cours de mise à niveau en M1 et en M2.

Les dispositifs et outils pour l'ouverture à l'international sont bien présents avec l'accès au laboratoire de Langues et des enseignements entièrement en anglais (hormis pour le parcours *Agrégation*). Le dossier ne précise pas le volume horaire des enseignements de langues. Les étudiants sont accompagnés dans leur projet de mobilité Erasmus avec l'aide de la Direction des Relations Internationales. Le dossier ne mentionne pas si les étudiants passent une quelconque certification en fin de formation. Les *Graduate Schools* proposent aussi une aide à l'apprentissage du français pour les étudiants non francophones.

La formation n'est pas ouverte à la formation continue ou à l'alternance, en raison de son orientation poussée vers la recherche fondamentale ou appliquée. Cela est justifié pour la plupart des parcours. Par contre, le parcours *PRIDI* pourrait s'ouvrir à l'apprentissage et la formation continue du fait de son orientation plus industrielle tournée vers l'imagerie et l'instrumentation.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation met en place des outils efficaces pour développer et suivre son attractivité : site web, plaquettes, participations aux salons et forums, entretiens individuels des candidats. L'attractivité est satisfaisante pour tous les parcours (capacité d'accueil maximale souvent atteinte).

La réussite des étudiants est tout juste satisfaisante pour une mention de master (environ 75-80 % de réussite en M1 et M2) et correctement suivie par l'équipe pédagogique qui a aussi mis en place des cours de mises à niveau en M1 et M2. Il faudrait s'interroger sur les raisons des échecs pour les étudiants ne validant pas le master.

L'insertion professionnelle des diplômés est difficile à évaluer, car la majorité des étudiants poursuivent en thèse. Il faut néanmoins accentuer les interactions avec les écoles doctorales pour suivre au mieux le devenir des docteurs. Il serait néanmoins intéressant d'évaluer et suivre le taux d'insertion professionnelle directe (après le M2) selon les parcours.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs. Le dossier ne détaille la composition précise de l'équipe pédagogique. Cependant elle semble composée en très grande majorité d'enseignants permanents issus des laboratoires de recherche strasbourgeois.

La démarche d'amélioration continue est prise en compte grâce à la mise en place annuelle d'une évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants ainsi que d'un conseil de perfectionnement de la mention. Les conseils de perfectionnement des parcours existent également, mais de façon plus informelle.

Conclusion

Points forts

- Excellent adossement à la recherche,
- Bonne attractivité et partenariat poussé avec les ITI de l'établissement,
- Ouverture à l'international conséquente.

Points faibles

- Liens faibles avec le monde socio-économique,
- Suivi personnalisé insuffisant des étudiants post-master.

Recommandations

- En dehors des poursuites d'études en thèse, la mention devrait développer les partenariats avec les acteurs du monde socio-économique pour des débouchés post-master en R&D au sein des entreprises,

- Les parcours *PRDI* et *PC* pourraient s'ouvrir à l'apprentissage et la formation continue du fait de leurs champs de formation plus applicatifs.

MASTER PHYSIQUE APPLIQUÉE ET INGÉNIERIE PHYSIQUE

Établissements

ENGEEES Strasbourg - INSA Strasbourg - Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Physique appliquée et ingénierie physique* est porté par la faculté de physique et ingénierie, l'École de l'eau et de l'environnement de Strasbourg et les écoles d'ingénieurs Télécom Physique Strasbourg (TPS) et INSA. La mention est orientée vers la recherche et l'insertion professionnelle. Elle a pour objectif de former un flux de chercheurs ou d'ingénieurs de haut niveau dans des domaines spécifiques des sciences pour l'ingénieur à travers quatre parcours distincts : *Systèmes Microélectroniques, Mécatronique et Énergie, Mécanique Numérique en Ingénierie* et *Modélisation Numérique Avancée*.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La mention est en très bonne adéquation avec la stratégie de formation de l'établissement. La formation est en *continuum* avec les licences proposées par l'université. Le recrutement est assuré par les licences de sciences physiques et de l'ingénieur ainsi que les écoles d'ingénieurs locales (TPS et INSA Strasbourg) pour des formations en double diplôme. À noter, il y a un besoin reconnu de renforcer les bases en mécanique au niveau licence afin d'approfondir les connaissances en master.

Deux parcours servent de support pour des CMI liés à la micro-électronique et mécatronique/énergie.

La formation prend en compte l'apport de la pluridisciplinarité à travers des projets tutorés en M1.

Le parcours *Mécatronique et énergie* sensibilise les étudiants aux enjeux du développement durable grâce à des enseignements spécifiques. Les autres parcours ne semblent pas encore concernés par cette sensibilisation.

L'ouverture à l'international est poussée, mais de façon inégale selon les parcours. Le parcours *Mécanique, numérique et ingénierie* est dispensé entièrement en anglais et recrute la majorité de ses étudiants à l'étranger. Deux doubles diplômes ont été mis en place entre ce parcours et les universités de Tioumen (Fédération de Russie) et d'Aquila (Italie).

L'adossement à la recherche est très présent, car la formation s'appuie sur quatre laboratoires de recherche strasbourgeois qui accueillent les étudiants en projets et en stages. Les sujets de recherche (projets en M1 et stages de 20 semaines en M2) sont ainsi très variés, centrés autour des domaines spécifiques de chaque parcours (*Micro-électronique, Mécatronique, Mécanique numérique, Modélisation numérique en génie civil*).

La formation entretient de bonnes relations avec le monde socio-économique, mais de façon inégale. Les stages de M2 sont parfois réalisés en entreprise, mais le dossier ne mentionne pas la proportion concernée. Cependant, seul le parcours *Mécatronique et énergie* est ouvert à la fois en formation initiale et en alternance. Il accueille quelques intervenants extérieurs issus du milieu industriel. Cette action pourrait être étendue aux autres parcours.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation met en place des méthodes pédagogiques classiques (cours magistraux, TD, TP) adaptées aux compétences des différents parcours. Cependant, l'approche par compétences n'est pas encore clairement abordée.

La formation doit encore développer et diversifier ses pratiques pédagogiques, même si l'usage de la plateforme Moodle est généralisé et que les étudiants peuvent accéder librement aux salles de TP et de projets.

Les dispositifs et outils pour l'ouverture à l'international sont bien en place. Les étudiants ont la possibilité de passer le CLES en s'appuyant sur un enseignement de l'anglais au sein d'un Centre de ressources de langues. La mobilité ERASMUS est également envisageable en M1 ou M2, mais le dossier ne fournit pas de données chiffrées à ce niveau ce qui est dommage, car il est difficile de mesurer alors l'apport des dispositifs mis en œuvre pour favoriser l'ouverture à l'international des étudiants.

Seul le parcours Mécatronique et Énergie propose une formation en alternance. Aucun parcours ne propose de dispositifs permettant d'accueillir des publics de formation continue.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation développe et suit correctement son attractivité grâce à son site internet, la réalisation de flyers d'informations ainsi qu'un suivi annuel des statistiques de candidatures aux différents parcours. Le parcours international *Mécanique numérique et ingénierie* rencontre le problème d'obtention des visas pour les étudiants étrangers.

La réussite des étudiants est bien suivie via une enquête d'insertion réalisée chaque année par l'université de Strasbourg. Les évaluations des enseignements sont analysées et présentées aux conseils de perfectionnement. Elles sont discutées et prises en compte lors des ajustements apportés à la maquette chaque année dans un processus d'amélioration continue du contenu des enseignements et des modalités d'évaluations.

L'insertion professionnelle et la poursuite d'études des diplômés est uniquement réalisée par l'ORESIPÉ, (Observatoire Régional de l'Enseignement Supérieur et de l'Insertion Professionnelle). Même si les résultats de ce suivi sont analysés et pris en compte par le conseil de perfectionnement du master, ce dernier reconnaît nécessaire un suivi plus pointu et personnalisé des étudiants post-master en lien avec les objectifs spécifiques de chaque parcours de la mention.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs. Le dossier ne détaille pas la composition de l'équipe pédagogique qui semble composée en grande majorité d'enseignants permanents. Elle peut s'appuyer sur l'Institut de développement et d'innovation pédagogique de l'Unistra pour l'intégration de nouvelles pratiques pédagogiques. Différents industriels interviennent au sein de la formation au travers de cours et de séminaires scientifiques et technologiques de haut niveau.

La démarche d'amélioration continue est prise en compte grâce à la mise en place d'un conseil de perfectionnement de mention et de parcours qui se réunit une fois par an pour discuter des stratégies d'amélioration. On peut se demander pourquoi l'évaluation des enseignements n'est réalisée par les étudiants que de façon alternée (M1, M2) tous les deux ans.

Conclusion

Points forts

- Forte attractivité des parcours *Systèmes Microélectroniques et Mécatronique et Energie* grâce à l'implication des laboratoires de recherche et écoles d'ingénieurs locales,
- Fort ancrage du parcours *Mécatronique et Énergie dans le milieu industriel,*
- Adossement à la recherche conséquent.

Points faibles

- Hormis le parcours *Mécatronique et Energie*, présence faible d'intervenants extérieurs issus du milieu industriel,
- Absence de suivi par l'équipe pédagogique des étudiants post-master en lien avec les objectifs spécifiques de chaque parcours de la mention.

Recommandations

- Renforcer les liens avec le monde socio-économique en intégrant des industriels au sein de la formation,
- Renforcer le suivi des étudiants après le master.

MASTER SANTÉ

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Santé (Surgical Science)* est porté par l'Unistra via la faculté de médecine et l'Institut de chirurgie guidée par l'image. La mention repose sur une plateforme de formation en ligne pour la composante théorique de l'enseignement. La composante pratique est réalisée à Strasbourg ou dans un des centres partenaires français ou européens. La formation propose trois parcours distincts : *Surgical endoscopy*, *Image guide therapy* et *BESTT (Business, Engineering Surgical Technologies Transfer) Health care innovation*.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La mention présente une excellente adéquation avec la stratégie de formation de l'établissement. Créée en 2019, la mention est une nouvelle formation diplômante de l'IHU et l'Unistra qui s'adresse aux étudiants en médecine, mais surtout aux professionnels de santé souhaitant se spécialiser et s'ouvrir à de nouvelles pratiques en lien avec la chirurgie guidée par l'image. La formation est novatrice, unique en France et originale en Europe. Elle est issue d'un financement de l'ANR (projet EVEREST en 2019) dans le cadre d'un PIA en région Grand Est.

La formation propose trois parcours. Le premier *Surgical Endoscopy (SE)* est aujourd'hui le plus attractif avec une promotion mixte de français et d'étrangers. Les deux autres parcours *Image-Guided Therapy* et *BESTT Health care innovation* sont encore sous-remplis (de deux à sept étudiants) et les inscrits sont exclusivement étrangers pour le moment. La crise sanitaire est certainement en cause sur ce point.

Les trois parcours visent à faciliter le développement des liens entre les différentes spécialités (endoscopie, chirurgie et imagerie) au travers de l'enseignement multidisciplinaire et transversal.

La formation se déroule majoritairement à distance, ce qui permet aux étudiants de la suivre quel que soit leur lieu de résidence.

L'ouverture à l'international est une caractéristique majeure de la formation. Le recrutement se fait principalement à l'international, aussi bien pour les étudiants (environ 30 inscrits) que pour les intervenants (absence de données chiffrées dans le dossier). L'enseignement est intégralement en anglais.

L'adossement à la recherche est excellent du fait de la proximité et échanges entre l'hôpital universitaire, les laboratoires de recherche (ICube, Camma, Inria) et l'IRCAD. L'IHU garantit la sensibilisation des étudiants aux nouvelles techniques, à la recherche pré-clinique et clinique et au transfert de technologies.

La mention, accessible exclusivement en formation continue, entretient des relations très concrètes et ciblées avec le monde socio-économique. Elle permet aux candidats (essentiellement des praticiens déjà établis) de se spécialiser en se formant à des techniques de pointe afin de répondre à une forte demande des centres hospitaliers. Le parcours *BESTT*, dont l'attractivité est encore à travailler, prépare à l'entrepreneuriat dans le domaine médico-chirurgical.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation met en place des méthodes pédagogiques classiques et adaptées aux compétences des différents parcours. Si ce n'est la déclinaison sommaire de la maquette en blocs de compétences (tels que présents dans la fiche RNCP), l'approche par compétences n'est pas abordée dans le dossier.

La formation propose des enseignements axés sur des pratiques pédagogiques variées. La mention repose sur une plateforme de formation en ligne pour la composante théorique de l'enseignement. La composante pratique est dispensée au sein des centres hospitaliers, avec accès blocs opératoires pour les sessions cliniques. Les étudiants peuvent ainsi tester et expérimenter différentes pratiques. Ils bénéficient de différents laboratoires expérimentaux pour les sessions pratiques avec accès aux plateaux techniques dédiés par spécialité (chirurgie, endoscopie, imagerie). De même, pour les sessions cliniques, ils peuvent accéder aux blocs opératoires.

Les dispositifs et outils pour l'ouverture à l'international sont bien en place. La formation est essentiellement internationale puisque la majorité des inscrits sont des étudiants étrangers.

La formation n'est ouverte qu'à la formation continue, en raison de sa spécificité et finalité.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation doit développer ses outils de communication pour accroître son attractivité. Le site internet peut être amélioré et mieux référencé. La participation à des salons ou forums peut aussi permettre de mieux faire connaître la mention. Le suivi des candidatures est bien en place, mais, en raison des faibles effectifs des cohortes sur les deux années passées (fortement impactées par le Covid par ailleurs), les résultats ne sont encore que peu exploitables.

La réussite des étudiants est correctement suivie par l'équipe pédagogique qui mentionne à juste titre qu'il lui faudra un peu plus de recul (formation internationale créée en 2019, au tout début de la crise sanitaire) pour analyser ce critère de réussite. Pour le parcours *Surgical Endoscopy* (le plus gros avec une vingtaine d'étudiants), tous les étudiants de M1 valident leur année. En M2, les chiffres du dossier ne semblent pas cohérents avec moins de 50 % de réussite.

L'insertion professionnelle des diplômés n'est pas à évaluer, car le master est ouvert en formation continue à des candidats le plus souvent déjà en poste. Par contre, avec un peu plus de recul, il serait intéressant d'analyser l'évolution de carrière des diplômés.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs. L'équipe pédagogique (huit enseignants permanents) est constituée de médecins enseignants hautement spécialisés issus des centres médicaux locaux ou étrangers.

Elle est sollicitée par plusieurs centres académiques et sociétés savantes pour des prestations dans les spécialités du master (chirurgie, endoscopie, imagerie, innovation). L'essai est un point cher à l'équipe pédagogique qui a permis à l'institut de chirurgie guidée par l'image de Strasbourg de créer en 2021 une nouvelle formation avec l'*American College of Surgeons* sur le thème 'Train-the-trainer'. Le dossier ne précise pas les liens de cette formation avec le master *Santé*.

La démarche d'amélioration continue est bien prise en compte grâce à la mise en place d'un conseil de perfectionnement annuel (constitution non décrite dans le dossier) de la mention. Le master est soumis à des évaluations périodiques par les rapporteurs de l'ANR et du conseil scientifique de l'IHU. Un dispositif interne est également en place et inclut les étudiants par une évaluation systématique de la formation (théorie, pratique et clinique).

Conclusion

Points forts

- Une formation originale (essentiellement en ligne) qui permet aux professionnels de santé de se spécialiser afin de répondre à une forte demande des centres hospitaliers,
- Une formation vraiment internationale,
- Excellent adossement à la recherche.

Points faibles

- Outils de communication à développer,
- Attractivité encore faible des parcours *Image-Guided Therapy* et surtout *BESTT*, plébiscité essentiellement par des candidats étrangers pour le moment.

Recommandations

- Anticiper l'arrêt du financement ANR pour permettre la pérennisation de la mention,

- Accroître l'attractivité de la formation en mettant en place des outils et actions de communications à l'échelle nationale et internationale. En particulier pour le parcours *BESTT* qui doit encore trouver son public.

MASTER SANTÉ PUBLIQUE

Établissements

Université de Bourgogne - Université de Franche Comté - Université de Lorraine - Université de Reims Champagne Ardenne - Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Santé Publique* est dispensé à la faculté de médecine. Il propose trois parcours : *Intervention en promotion de la santé (IPS)*, *Épidémiologie, recherche clinique, évaluation (ERCE)*, *Éthique du soin de la santé publique et des nouvelles technologies (Éthique)*.

1. La politique et la caractérisation de la formation

Ce master présente une adéquation satisfaisante avec la stratégie formation de l'établissement. L'université de Lorraine souhaite offrir une formation pluridisciplinaire, au cœur des territoires, orientée vers la recherche, technologique et entrepreneuriale : ce master se concentre sur la santé publique, qui est, par nature, pluri-disciplinaire ; il est ancré dans la région Grand Est via sa co-habilitation pour toutes les universités de la région. Une intéressante préoccupation quant à la réalité et la valeur ajoutée des partenariats académiques locaux, régionaux, nationaux est à souligner. Une recherche de cohérence et de complémentarité avec les autres formations du même cycle est observée, mais est présentée comme relevant du collégium dont les liens avec l'équipe de formation ne sont pas expliqués.

L'ouverture à l'international de ce master est essentiellement entrante ; cela répond partiellement aux priorités définies par l'établissement. La formation accueille des étudiants africains via l'agence universitaire de la francophonie. Des enseignants étrangers (Maghreb, Côte d'Ivoire) sont partenaires sur des missions ou des projets spécifiques. Dans les filières recherche, le niveau d'exigence correspond à celui d'une publication scientifique soumise à une revue de niveau international (avec l'étudiant en premier auteur). Aucune mobilité sortante des étudiants n'est évoquée pour les étudiants français, qui constituent plus de la moitié de l'effectif.

Ce master présente un adossement à la recherche satisfaisant. Les laboratoires associés contribuent à la formation dans une dimension prospective. Les enseignants-chercheurs sont partie prenante de l'équipe pédagogique et certains postes de pilotage sont réservés aux titulaires d'une Habilitation à diriger des recherches (HDR). Ces moyens permettent au diplôme de proposer une formation à et par la recherche adaptée à sa finalité, notamment en fonction des parcours. Il n'est cependant pas précisé si les unités de recherche auxquelles ce master est adossé mettent en place un dispositif d'accueil, d'accompagnement et de formation par la recherche des étudiants, ou toute autre action spécifique..

Les relations avec le monde socio-économique et les éléments de professionnalisation sont satisfaisants. La formation déclare utiliser les conseils de perfectionnement pour prendre en compte les besoins socio-économiques du territoire. Mais les comptes rendus ne permettent pas d'identifier les représentants des acteurs socio-économiques. Il est ainsi difficile de juger de la pertinence de cette participation. La formation propose une première année de master (M1) intégralement en e-learning pour favoriser l'accès des stagiaires de la formation continue. L'insertion professionnelle et l'entrepreneuriat n'apparaissent pas comme des préoccupations centrales et on note un nombre très important de stagiaires de formation continue (160 sur un effectif de 241 en 2020). L'équipe précise cependant que des acteurs socio-économiques sont mobilisés pour intervenir devant les étudiants et pour trouver des lieux de stage le cas échéant.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La mise en œuvre de méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées est en cours. La formation définit des compétences professionnelles pour chacun de ses parcours. L'accent est particulièrement mis sur les fondements méthodologiques ; l'enjeu est de permettre aux diplômés de s'adapter à des thématiques diverses (dimension généraliste). Le master *Santé Publique* n'appuie, pas encore, sa démarche sur une approche programme et sur une approche par compétences, mais sa réflexion a avancé sur ce point lors de ce contrat. La formation ne précise pas si elle valorise les compétences acquises dans le cursus ou en dehors de celui-ci au-delà de ce qui est prévu globalement par l'établissement.

Le développement et la diversification des pratiques pédagogiques sont peu détaillés, au-delà de la place importante du numérique. Des enseignements inversés sont mentionnés sans qu'on ne sache en quoi ils constituent une innovation dans une formation à distance, les études de cas et projets ne sont pas plus détaillés alors qu'ils ne sont pas en soi une originalité en master. Pourtant, la nature de la formation, le public et le type d'enseignants impliqués seraient propices à des expérimentations pédagogiques élaborées.

Les contenus et dispositifs sont adaptés à une ouverture à l'international, dans le sens entrant. La formation accueille chaque année environ 20 % d'étudiants étrangers, majoritairement africains, dans le cadre de l'Agence universitaire de la francophonie. Les enseignements sont ainsi dispensés en français, avec quelques supports de cours en langue anglaise. La mobilité sortante n'est pas évoquée, ce qui peut se comprendre pour les enseignements, du fait de la grande part distancielle de ce master, mais pourrait être avantageusement développée pour des stages à l'étranger proposés aux étudiants français afin d'étendre leur culture de la santé publique à l'international.

Les contenus et dispositifs (notamment de la première année de master - M1 - et d'un des parcours) sont particulièrement bien adaptés aux publics de la formation continue et en alternance. Le M1 est intégralement dispensé en formation en distance (plateforme pédagogique en ligne). Le parcours *IPS* reste distancié en deuxième année de master (M2) ; le parcours *ERCE* est hybride ; le parcours *Éthique* est proposé dans l'une ou l'autre des modalités (soit 100 % présentiel, soit 100 % distancié). Par ailleurs, la gestion du synchrone et de l'asynchrone est pensée pour favoriser la formation des publics en activité professionnelle et des adaptations pour effectuer chaque année en deux ans sont prévues.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

Le développement et le suivi de l'attractivité auprès de différents publics sont une préoccupation forte. Du fait de la co-accréditation avec cinq établissements et de la place accordée au distancié, ce master bénéficie d'une attractivité facilitée, avec des effectifs importants hormis dans le parcours *Épidémiologie, recherche clinique, évaluation*. Les effectifs recrutés sont analysés, année après année, en fonction de leur origine géographique et de leur statut (formation initiale, formation continue). Toutefois, les méthodes de recueil et le type de données sont ceux de l'établissement (donc pas forcément pertinents pour le public spécifique de ce master) et la démarche d'analyse (critères retenus, résultats produits, type de décision prise) ne sont pas expliquées.

Le suivi de la réussite des étudiants doit être davantage exploité. Le taux de réussite est calculé systématiquement, mais ne donne pas lieu à des commentaires approfondis. L'évolution des taux de réussite n'est ni analysée ni mise en perspective avec des dispositifs d'accompagnement, d'aide à la réussite et d'aménagement des cursus proposés. Or, ces taux sont plutôt faibles, sauf à considérer que tous les étudiants valident chaque année en deux ans (mais aucun élément d'analyse de ces taux n'est fourni, ce qui ne permet pas d'évaluer la réussite effective des étudiants à ce master).

L'analyse de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études des diplômés reste à faire. Le devenir des diplômés n'est pas particulièrement étudié alors qu'un tiers des étudiants sont inscrits en formation initiale. L'observatoire de l'établissement produit des données solides et fiables, ses enquêtes de suivi de l'insertion professionnelle et de cohortes sont à mobiliser.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

Ce master bénéficie des moyens nécessaires à l'atteinte des objectifs. L'encadrement est jugé satisfaisant, avec 16 enseignants permanents et 43 vacataires et contractuels. La formation ne s'appuie toutefois pas sur des outils et des indicateurs de mesure du coût des formations pour suivre et maîtriser sa soutenabilité.

Il existe un processus d'évaluation interne permettant l'amélioration continue, mais certains aspects sont perfectibles. La formation s'appuie sur une association d'étudiants (créée à l'initiative des étudiants) siégeant dans le conseil de perfectionnement. Des évaluations des enseignements sont systématiquement mises en œuvre à la fin de chaque semestre (questionnaire standard de l'université) et via un forum libre organisé à l'issue de chaque unité d'enseignement. Au regard des modalités distancielles de formation, sont particulièrement évalués l'accessibilité des ressources, la répartition contrôle continu/terminal, la charge de travail et les délais de correction des activités. Cependant, les modalités d'analyse et de prise en compte des résultats de ces évaluations ne sont pas fournies.

Conclusion

Points forts

- Une formation à distance particulièrement adaptée au public international et aux stagiaires de formation continue,
- L'existence d'une équipe de coordination de la formation à distance en lien avec les secrétariats des cinq établissements co-habilités,
- Une étroite collaboration entre les différentes équipes (coordination, technique, édition, formation et pédagogique),
- L'élaboration d'une démarche qualité au cours des deux dernières années afin d'améliorer le fonctionnement des procédures administratives.

Points faibles

- Peu d'analyse et de suivi de la réussite des étudiants et du devenir des diplômés,
- Une réflexion pédagogique qui doit être approfondie particulièrement pour un master à distance, au niveau de l'approche programme, de l'approche par compétence et de l'innovation pédagogique pour accompagner les étudiants et ainsi éviter le décrochage et améliorer les taux de réussite,
- Pas d'analyse de la soutenabilité de la formation et des questions que cela pose pour un master co-accrédité par cinq universités.

Recommandations

- Compiler les données d'enquêtes d'insertion et prévoir un temps d'analyse par l'équipe pédagogique quant au devenir des diplômés,
- Poursuivre l'engagement dans la démarche programme, approche par compétence,
- Approfondir la définition des indicateurs contribuant à la mesure de la soutenabilité de la formation.

MASTER SCIENCES DE LA TERRE ET DES PLANÈTES, ENVIRONNEMENT

Établissements

ENGEES Strasbourg - Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Sciences de la Terre et des Planètes, Environnement* est porté par l'Unistra. La formation est composée de quatre parcours : *Ingénierie et géosciences pour l'environnement* ; *Géologie et dynamique de la terre* ; *Excellence et Géosciences*. Le parcours *Excellence* n'est ouvert qu'en M2 pour les élèves ingénieurs de L'École et Observatoire des Sciences de la Terre (EOST). Le parcours *Géosciences* est délocalisé à Bakou (Azerbaïdjan).

1. La politique et la caractérisation de la formation

La mention présente une très bonne adéquation avec la stratégie de formation de l'établissement. Les différents parcours sont construits en cohérence et complémentarité les uns par rapport aux autres, mais aussi par rapport à la licence *Sciences de la Terre* de l'Unistra. Ils partagent aussi des enseignements avec d'autres formations (master *Chimie*, écoles d'ingénieurs).

La formation met en avant l'interdisciplinarité avec des cours de *Géologie, Géochimie, Hydrologie, Géophysique*, mais aussi *Chimie, Biologie, Géographie*. De plus, dans le cadre de l'initiative d'excellence de l'Unistra, un nouveau parcours dédié aux géosciences pour la transition ouvrira à la rentrée 2022.

L'ouverture à l'international est bien marquée, mais perfectible localement avec un parcours entièrement délocalisé à Bakou, mais, à Strasbourg, la formation enseignée uniquement en français ne facilite pas les échanges avec les étudiants non francophones.

L'adossement à la recherche est bon avec un stage de découverte de la recherche en M1 et un stage long en M2 qui s'effectue très majoritairement dans les laboratoires de recherche de l'université. Plus de 80 % des enseignants de la formation ont une activité de recherche. Le projet d'initiation à la recherche en M1 permet la découverte d'un sujet de recherche avec une problématique soit numérique, analytique, ou via une approche terrain. Les notions d'intégrité scientifique, d'éthique en sciences et de déontologie sont aussi abordées.

La formation entretient des relations très concrètes et ciblées avec le monde socio-économique. Deux des trois parcours de Strasbourg sont construits en adéquation et collaboration avec les entreprises pour définir les besoins d'enseignement et les débouchés. Un nouveau parcours co-construit avec les partenaires industriels ouvrira à la rentrée 2022. Il devrait être ouvert à l'alternance.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation met en place des méthodes pédagogiques classiques et adaptées aux compétences des différents parcours. L'approche programme est peu à peu délaissée pour évoluer vers une approche par compétences (en phase de test actuellement pour certains enseignements).

La formation propose des enseignements axés sur des pratiques pédagogiques très variées : théoriques, pratiques en laboratoire et terrain, et s'appuie sur les formations proposées par l'IDIP (Institut de développement et d'innovation pédagogiques) et les moyens financés par l'IDEX. La formation évolue sur ce point avec la mise en place à la rentrée 2022 d'espaces dédiés au travail en mode projet.

Les dispositifs et outils pour l'ouverture à l'international sont encore à perfectionner. Mis à part le parcours délocalisé à Bakou, la formation à Strasbourg propose l'apprentissage de l'anglais avec une certification possible, mais les enseignements disciplinaires sont encore tous en français.

Le M2 du parcours *Ingénierie et Géosciences pour l'environnement* devrait être ouvert à la rentrée 2022 ou 2023. Le dossier ne mentionne rien concernant la formation continue.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation doit encore accroître son attractivité. Le parcours *Ingénierie et géosciences pour l'environnement* montre une dynamique très positive (passage de 127 à 230 candidatures en deux ans). Les autres parcours ne montrent pas un suivi aussi attentif de leur attractivité. Visiblement, l'équipe pédagogique a identifié ce point faible et cherche les moyens d'y remédier en proposant des cours en anglais, la mise en place de l'alternance, l'opportunité de la transition énergétique, ou encore en améliorant les outils de communications.

La réussite des étudiants est correctement suivie par l'équipe pédagogique qui mentionne le fait que les effectifs réduits permettent une prise en charge individuelle des étudiants. Le taux de réussite est analysé et présenté chaque année au comité de perfectionnement. Tous les étudiants valident leur année, à part quelques abandons rares.

L'insertion professionnelle des diplômés est évaluée chaque année par l'ORESIPE et de façon plus individuelle par l'équipe pédagogique, ce qui permet un suivi beaucoup plus fin et mieux adapté. Outre la poursuite en thèse (environ un tiers des étudiants), l'ORESIPE note une augmentation de l'insertion professionnelle des diplômés. Cependant, il apparaît que certains diplômés (17 % du parcours *Géologie et Dynamique Terrestre* par exemple) sont embauchés sur des postes de techniciens en laboratoire ce qui n'est pas encourageant et pose question.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation dispose des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs. L'équipe pédagogique est constituée essentiellement d'enseignants-chercheurs de l'Unistra, mais le dossier ne détaille pas son contenu précis. Elle fait intervenir des acteurs socio-économiques dans plusieurs UE des différents parcours, mais leur implication précise n'est pas mentionnée dans le dossier.

La démarche d'amélioration continue est bien prise en compte grâce à la mise en place annuelle d'un conseil de perfectionnement de la mention. Le dossier ne détaille pas la composition de ce conseil (présence des étudiants, de personnalités extérieures). Chaque enseignement est évalué à chaque semestre par les étudiants avec retour auprès des enseignants concernés.

Conclusion

Points forts

- Une formation qui met en avant l'interdisciplinarité et intègre pleinement les enjeux du développement durable,
- Bon adossement à la recherche avec le stage d'initiation en M1 et le stage long en M2,
- Une formation qui entretient des relations très concrètes et ciblées avec le monde socio-économique.

Points faibles

- Outils de communication à développer (plaquettes d'informations, salons, site internet),
- Attractivité en baisse,
- Internationalisation encore peu présente pour les parcours de Strasbourg.

Recommandations

- Accroître l'attractivité de la formation en s'appuyant sur ses points forts (prise en compte de la transition énergétique, liens forts avec le monde socio-économique),
- Développer l'internationalisation concernant les parcours proposés à Strasbourg.

MASTER SCIENCES DU MÉDICAMENT ET DES PRODUITS DE SANTÉ

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Sciences du médicament et des produits de santé* porté par la faculté de pharmacie comporte six parcours permettant la formation de professionnels spécialisés dans de nombreux aspects d'un produit de santé, qui peuvent aller de sa conception jusqu'à son autorisation de mise sur le marché. Il compte environ 250 étudiants et prépare aux emplois de l'industrie et des laboratoires de recherche. Les intitulés des parcours sont : *Pharmacologie et Toxicologie (PHT)*, *Analyse du médicament (AM)*, *Assurance qualité microbiologique des produits de santé (AQ)*, *Ingénierie pharmaceutique (IP)*, *Règlementation et droit pharmaceutique (RDP)*, *Recherche et Développement (RD)*. Certains enseignements sont mutualisés avec ceux d'autres facultés. Tous les parcours sont ouverts à la formation continue, seuls les parcours *PHT* et *RD* ne sont pas proposés en alternance, et le parcours *Recherche et Développement* n'est pas ouvert en M1.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation s'inscrit dans les orientations et les thématiques d'une faculté de pharmacie. Les étudiants provenant notamment du DFASP1 ont reçu un enseignement pluridisciplinaire adapté aux différents parcours. L'ensemble de la formation leur permet de se spécialiser et d'intégrer le monde du travail. Ainsi, tous les parcours n'ont pas vocation à une poursuite d'études en doctorat.

L'interdisciplinarité des enseignements est assurée par la diversité des expertises des intervenants.

Ces enseignements faisant appel à des compétences différentes, certaines UE sont mutualisées avec d'autres UFR comme celle de médecine ou de droit. Cette formation a profité des financements apportés par l'IDEX.

La formation ne dispose pas d'offre de mobilité spécifique à l'international. Les chiffres donnés concernant le nombre de mobilités étudiantes entrantes et sortantes sont ceux indiqués pour la composante. Il n'est donc pas possible d'apprécier l'attractivité de cette formation sur le plan international.

L'adossement à la recherche est certain même si le parcours *Pharmacologie et Toxicologie* est le plus adapté pour une poursuite en thèse. Les étudiants ont en moyenne 89 heures de cours de formation à et par la recherche.

Les enseignants-chercheurs et chercheurs appartiennent aux différentes composantes de l'université et reçoivent les étudiants en stage dans leurs laboratoires. Les structures du secteur public ou industriel pouvant accueillir les stagiaires sont variées. Les étudiants en M1 peuvent en plus réaliser un stage volontaire en France ou à l'international.

Les étudiants ont accès aux ressources documentaires en ligne de la bibliothèque, et sont formés à Zotéro et sensibilisés au plagiat. La composante dispose de postes de travail informatique en accès libre et des salles de travail en petits groupes.

Les relations avec les CFA et le LEEM ainsi que le nombre de professionnels dispensant des cours démontrent les liens très importants avec le monde socio-économique. Plusieurs UE dédiées à l'insertion professionnelle sont au programme de cette formation et les diplômés trouvent facilement du travail.

Le taux très élevé de réussite révèle que les étudiants provenant de L3 comme ceux de DFASP suivent sans difficultés les enseignements.

2. L'organisation pédagogique de la formation

L'équipe pédagogique a défini des blocs de compétences pour le niveau M2 afin de permettre aux étudiants de s'insérer dans des métiers du secteur pharmaceutique. Les programmes proposés répondent aux attentes des professionnels (LEEM) qui expriment leurs besoins. Les modalités d'enseignements en présentiel sont classiques, mais variées. Plus innovants sont les cours avec des mises en situation réelle (Usine école EASE) du

programme d'enseignement du parcours industrie. Les étudiants inscrits en alternance ont pour obligation de suivre une formation en e-learning, proposée par le CFA-LEEM.

L'acquisition de compétences linguistiques en anglais et en allemand est un atout pour les étudiants et favorise l'insertion professionnelle et une certification niveau B2 est préconisée à la fin du M2.

Pour moderniser ses enseignements et ses équipements, l'établissement a répondu aux appels à projets financés sur les budgets IDEX. L'aménagement d'une salle de cours modulaire, d'une plateforme de TP de biologie (24 PSM) et d'une salle informatique ont été réalisés. Des équipements des laboratoires de recherche dans le domaine de l'analyse chimique et bactérienne sont à disposition de l'enseignement pour permettre l'apprentissage de nouvelles technologies.

Les inscriptions dans les parcours sont ouvertes à différents publics. Ce master est suivi en M1 par des étudiants de la filière industrie inscrits en DFSAP et par des étudiants provenant de différentes L3 satisfaisant les pré-requis. Le nombre d'inscrits en M2 est notablement supérieur à celui des étudiants inscrits en M1.

Ce master est également ouvert dans le cadre de la formation continue. L'organisation par blocs de cours convient aux salariés et le programme des enseignements peut être aménagé selon leurs qualifications. Le rapport ne mentionne pas l'aménagement du programme pour les étudiants en pharmacie.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

Cette formation est attractive, elle est suivie par une grande majorité d'étudiants inscrits à la faculté de pharmacie de Strasbourg, qui souhaitent se spécialiser. Elle attire également des étudiants en sciences intéressés par le secteur pharmaceutique. Cette attractivité se mesure également au niveau des inscriptions en M2 puisqu'une augmentation moyenne de 33 % de nouveaux étudiants est enregistrée. La promotion de ce master est effectuée durant des journées portes ouvertes et des forums organisés par le CFA-U ou le CFA-LEEM sur toute la France. Pour apporter une aide à la gestion administrative des nombreuses candidatures, une conseillère du CFA-LEEM attachée à la faculté de Pharmacie est chargée de renseigner les étudiants. Par ailleurs, deux responsables d'année présents à la scolarité suivent pour chaque parcours les demandes d'inscription et le profil de formation des candidats.

L'évaluation de la formation est convenablement menée. Le taux de réussite de chaque promotion est analysé annuellement et par UE.

Des enquêtes de l'observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (Oresipe) et du CFA-LEEM sont réalisées. Elles analysent le taux d'insertion professionnelle et le taux de la poursuite d'étude. La qualité des enseignements, des locaux, et de l'encadrement est quant à elle évaluée par les étudiants en M2. Les étudiants en difficulté peuvent s'adresser aux responsables du dispositif d'aménagement et d'aide de l'université.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

Deux gestionnaires du service de la scolarité ont la responsabilité de ce master. En plus de la commission pédagogique de la faculté qui se réunit au minimum trois fois par an, des comités regroupant le CFA-LEEM, les responsables de parcours et le doyen pilotent cette formation. Le parcours recherche et développement, ouvert en formation continue, a peu d'inscrits. L'équipe pédagogique ne reçoit pas de professeurs invités et regroupe 192 enseignants dont près de la moitié sont des enseignants statutaires. La formation comporte quatre parcours en alternance, ce qui implique certainement une forte participation d'intervenants extérieurs spécialisés. Le nombre d'intervenants temporaires est très important et en augmentation. Cependant, le rapport n'explique pas si la formation a fait appel à un plus grand nombre de vacataires entre 2018 et 2020 par manque de ressources humaines ou pour impliquer un plus grand nombre de spécialistes du monde socio- professionnel.

Le pilotage de cette formation s'appuie sur un conseil de perfectionnement où tous les acteurs participent (CFA-LEEM, enseignants, industriels, représentants syndicaux, les délégués étudiants des M2 en alternance) et sur un Comité de liaison réservé aux enseignants responsables de parcours. Par ailleurs, l'établissement accompagne les enseignants-chercheurs en proposant des formations qui concernent l'évolution des pratiques pédagogiques. Les nouvelles expériences pédagogiques sont partagées

lors de séminaires externalisés (sauf pendant la période COVID) dont les participants sont des enseignants-chercheurs, des étudiants et du personnel de l'administration.

Conclusion

Points forts

- Ce master très bien organisé et à fort débouché, s'inscrit totalement dans les thématiques et les orientations pédagogiques d'une faculté de pharmacie,
- Forte volonté de moderniser les modalités d'enseignement, l'équipement et l'ingénierie,
- Bonne adéquation entre les enseignements et l'emploi,
- Forte implication du milieu industriel.

Points faibles

- La faiblesse des échanges internationaux,
- Le parcours M2 *Recherche et développement pharmaceutique (RetD)* a peu de visibilité et est peu attractif.

Recommandations

- Améliorer les échanges internationaux,
- Promouvoir le parcours M2 *Recherche et développement pharmaceutique (RetD)*.

MASTER SCIENCES DU VIVANT

Établissement

Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Sciences du vivant* de l'université de Strasbourg permet d'acquérir des connaissances et des compétences dans de nombreux domaines ayant attrait aux sciences du vivant. Il a pour vocation de former des biologistes de haut niveau pouvant s'intégrer aussi bien en recherche que dans le monde socioéconomique et industriel.

Il propose dès le M1, 15 parcours : *Enseigner les sciences de la vie et de la terre, parcours agrégation (SVT)*; *Microbiologie (MB)*, *Virologie (Viro)* ; *Plantes, biologie moléculaire et biotechnologies (PBMB)* ; *Plantes, environnement et génie écologique (PEnGE)* ; *Plantes, molécules bio-actives et valorisation (PMBV)* ; *Génétique moléculaire du développement et des cellules souches (GMDCS)* ; *Biologie et génétique moléculaire (BGM)* ; *Immunologie et inflammation (II)* ; *Biologie structurale intégrative et bio-informatique (BSIBI)* ; *Ecophysiologie, écologie et éthologie (EEE)* ; *Joint Master in Neurosciences (JMN)* ; *Neurosciences cellulaires et intégrées (NCI)* ; *Neurosciences cognitives (NCO)* ; *Approche disciplinaire en sciences des données (AISD)*.

1. La politique et la caractérisation de la formation

La formation s'inscrit pleinement dans les orientations de l'établissement. Les enjeux environnementaux font partie de l'offre de formation de plusieurs parcours intégrant des notions d'écologie (PEnGE, EEE, MicroBio, SDV). Les parcours de la mention s'inscrivent dans la continuité des parcours de licence présents au sein de l'université et sont complémentaires de l'offre de formation de la faculté de pharmacie, de l'École supérieure de biotechnologies de Strasbourg (ESBS), de l'École et observatoire des sciences de la Terre (EOST) et de l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPE) de l'Académie de Strasbourg. Toutefois, il est mentionné dans le dossier sans plus de précision que « même si la cohérence existe entre l'offre de formation de la licence et de la plupart des parcours, elle mériterait d'être davantage travaillée pour certains parcours ». Ce point aurait toutefois mérité d'être argumenté.

La formation bénéficie d'un fort adossement à la recherche. Le domaine des sciences du vivant est un axe important de la recherche au sein de l'université. Il regroupe 550 enseignants-chercheurs et chercheurs statutaires et 32 laboratoires de renommée internationale, souvent labélisés LABEX et/ou à l'origine d'Écoles universitaires de recherche (EUR) ou Instituts thématiques interdisciplinaires (ITI). Les étudiants sont accueillis au sein des unités de recherche lors des stages de M1 et M2 et au sein des plateaux techniques d'instituts de recherche et de l'Usine École (*European Aseptic and Sterile Environment, EASE*) afin d'y réaliser des projets et des TP. Des chercheurs et enseignants-chercheurs issus de ces laboratoires interviennent au sein de la formation (cours, conférences, TP, analyses bibliographiques, suivi des stages). La formation a su intégrer un enseignement portant sur l'intégrité scientifique et la déontologie (éthique en sciences et éthique animale).

La formation est ouverte à l'international. La formation développe une offre spécifique à l'international, puisqu'elle propose un double diplôme franco-allemand avec l'université de Sarre en Allemagne ouvert pour quatre parcours de la mention ainsi que le parcours *Joint Master in Neurosciences (JMN)* mené en partenariat avec l'université de Bâle et de Freiburg.

Cependant, la mobilité entrante des étudiants est relativement faible, inférieure à 10 % pour la majorité des parcours, à l'exception du parcours *Joint Master in Neurosciences* où les étudiants internationaux représentent un tiers voire la moitié des effectifs.

Un dispositif d'accompagnement pour les étudiants étrangers (UE Français Langue Etrangère) est proposé dans l'offre de formation. La pratique exclusivement du français dans les enseignements du M1 semble être un frein à l'intégration d'étudiants étrangers.

La mobilité sortante est satisfaisante, elle représente 15 % à 20 % des étudiants de M2, mais elle pourrait toutefois être améliorée en raison des partenariats déjà existants à l'international et de la position transfrontalière de Strasbourg.

L'adossement au milieu socioprofessionnel est faible. On regrette que l'environnement socio-économique ne soit pas décrit et que les partenaires dont pourrait bénéficier la formation ne soient pas mentionnés.

L'équipe pédagogique est conséquente (202 chercheurs et enseignants-chercheurs), mais composée dans sa grande majorité par des chercheurs et enseignants-chercheurs.

La faible collaboration entre la formation et les partenaires du milieu socioprofessionnel interpelle ce d'autant que le nombre de parcours proposés dans l'offre de formation est conséquent. La formation propose toutefois un module nommé PEPITE ETENA afin que les étudiants puissent développer l'esprit entrepreneurial.

2. L'organisation pédagogique de la formation

La formation est construite autour d'un programme cohérent avec des objectifs et des compétences à atteindre clairement identifiées même si l'approche par compétences n'a pas été formalisée. Les compétences sont clairement identifiées et font l'objet d'évaluations. La formation n'a pas mis en place d'e-portfolio.

L'offre de formation intègre des enseignements interdisciplinaires mutualisés entre les parcours. Par ailleurs, le parcours intitulé *Approche disciplinaire en sciences des données (AISD)* associe des étudiants de diverses formations. L'organisation des parcours permet des enseignements interdisciplinaires et/ou mutualisés.

La formation diversifie ses pratiques pédagogiques. Même si la formation a lieu principalement en présentiel, elle propose des enseignements innovants: des approches par projet, du tutorat, des classes inversées.

L'enseignement et la pratique de la langue anglaise font partie de l'offre de formation, mais les cours de M1 sont enseignés majoritairement en français, ce qui semble être un frein à la mobilité entrante. La formation ne délivre pas de certification en langue étrangère.

Peu de dispositifs ont été mis en œuvre afin que la formation puisse être adaptée aux publics de la formation continue et en alternance. Même si la formation est théoriquement ouverte à la formation continue, à l'exception du parcours enseigner les SVT et d'une formation proposée en Immunologie et immunothérapie très peu d'étudiants participent à la formation par ce dispositif.

Seul le M2 du parcours *Plantes, Environnement et Génie Ecologique (PEnGE)* est ouvert à l'apprentissage.

Le nombre de validations des acquis professionnels (VAP) est conséquent. Depuis 2018, 38 VAP et 3 validations des acquis de l'expérience (VAE) ont été délivrées essentiellement à des étudiants titulaires d'un diplôme de niveau bac+3 autre qu'une licence (ex : kiné, orthophoniste, ingénieur, praticiens...).

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

La formation jouit d'une bonne attractivité. Différents dispositifs attractifs (site internet, JPO, etc.) ont été mis en place par l'équipe pédagogique. Le nombre de candidatures en M1 (3328 étudiants en 2020-2021) est sept fois supérieur au nombre d'étudiants admis (483 étudiants). Le nombre d'étudiants inscrits dans la mention est conséquent de l'ordre de 420 étudiants répartis dans les 15 parcours dont 10 % d'étudiants ayant des besoins spécifiques (étudiants salariés, en situation de handicap, etc.) pour lesquels des contrats pédagogiques sont mis en place. Les effectifs pour l'ensemble des parcours sont en moyenne de 30 étudiants sur les deux années du master, à l'exception du parcours *Écophysiologie, écologie et éthologie* dont l'effectif est de 50 étudiants. Les étudiants ont des origines académiques variées (licence générale, licence professionnelle, ingénieur, master). Les étudiants en santé peuvent suivre certains parcours en double cursus.

Les taux de réussite sont excellents proches de 100 %, hors quelques rares cas d'abandon.

L'offre de formation est pertinente et adaptée aux besoins économiques et sociétaux. Le taux d'insertion professionnelle après l'obtention du diplôme est excellent compris entre 90 % et 100 %, à l'exception du parcours *EEE* pour lequel le taux d'insertion professionnelle est faible de 47 % et 54 %, respectivement 18 mois et 30 mois après l'obtention du diplôme. Une attention particulière doit toutefois être portée sur la précarité des postes occupés. Selon les données de l'observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (ORESIPÉ): La formation affiche un taux de poursuite en doctorat compris entre 20 % et 60 %, à l'exception du parcours *EEE* pour lequel ce taux est inférieur à 10 %. La formation étant plus adossée à l'école doctorale qu'elle ne l'est au milieu socio-économique, le doctorat semble être pour certains étudiants, une opportunité choisie sans réelle conviction.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

La formation semble disposer de moyens suffisants afin d'atteindre ses objectifs. Le nombre d'enseignants au regard du nombre d'étudiants est conséquent. Le taux d'encadrement est satisfaisant puisque l'équipe pédagogique compte 290 enseignants pour 400 étudiants. Cet encadrement conséquent devrait pouvoir favoriser la mobilité sortante des enseignants qui reste faible à l'exception de quelques CRCT.

L'équipe pédagogique est constituée à 60 % d'enseignants statutaires. L'université accompagne les enseignants-chercheurs dans leur démarche d'amélioration des pratiques pédagogiques et de formation. Elle a mis en place des espaces de dialogue afin d'harmoniser les outils de formation et d'évaluation.

La formation définit un processus d'évaluation interne permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue. Une évaluation des formations a été mise en place par l'université et par les responsables de parcours en ce qui concerne l'évaluation des enseignements. Cette évaluation selon le conseil de perfectionnement peut toutefois être perfectible.

Parallèlement, la formation met en œuvre différents dispositifs (conseil de perfectionnement, rencontre avec d'anciens étudiants) afin d'adapter au mieux l'offre de formation à l'insertion professionnelle.

Conclusion

Points forts

- Un adossement à la recherche conséquent et de qualité,
- La formation est ouverte à l'international,
- Le nombre de validations des acquis professionnels (VAP) est conséquent,
- La formation bénéficie d'une bonne attractivité,
- Les taux de réussite sont excellents.

Points faibles

- L'adossement au milieu socioprofessionnel est faible,
- À l'exception du parcours *Joint Master in Neurosciences*, la mobilité entrante des étudiants est relativement faible,
- Peu de dispositifs ont été mis en œuvre afin que la formation puisse être adaptée aux publics de la formation continue et en alternance,
- Le taux d'insertion professionnelle est faible pour le parcours *EEE*,
- La précarité des postes occupés.

Recommandations

- Améliorer la diversification des débouchés des étudiants par l'ouverture de formations à l'apprentissage et augmenter les possibilités de stages en entreprise. Cette ouverture vers le milieu socioprofessionnel devrait permettre d'améliorer le taux d'insertion professionnelle pour le parcours *EEE* et de diminuer la précarité des postes occupés,
- Augmenter la mobilité entrante dans certains parcours grâce à la pratique de la langue anglaise dès le M1.

MASTER SCIENCES ET GÉNIE DES MATÉRIAUX

Établissements

INSA Strasbourg - Université de Haute Alsace - Université de Strasbourg

Présentation de la formation

Le master *Sciences et Génie des Matériaux* (SGM) est porté par la faculté de physique et ingénierie de l'université de Strasbourg, par l'INSA de Strasbourg et par l'Université de Haute-Alsace (UHA). Il se décline en cinq parcours. Les parcours *Ingénierie des Matériaux et Nanosciences* (IMN), et *Ingénierie des Polymères* (IP) sont co-portés par l'École de chimie, polymères et matériaux de Strasbourg (ECPM). Le parcours *Design des Surfaces et Matériaux Innovants* (DSMI) est co-habilité avec l'INSA de Strasbourg. Le parcours *Formulation de Matériaux et Fonctionnalisation de Surface* (FMFS) est en partenariat avec l'École nationale supérieure de chimie de Mulhouse (ENSCMu). Enfin, le parcours *International Master on Polymer Science* (IM-PolyS) est partagé entre l'université de Strasbourg et l'université de Freiburg.

1. La politique et la caractérisation de la formation

Le master SGM s'inscrit pleinement dans l'offre académique alsacienne en relation avec l'INSA de Strasbourg, l'Université de Haute Alsace, l'École de chimie, polymère et matériaux (ECPM), l'École nationale supérieure de chimie de Mulhouse (ENSCMu) et avec l'université de Fribourg. Au sein de l'établissement, le master fait suite à la licence *Physique et Chimie*.

La formation est bien pluridisciplinaire et développe une approche interdisciplinaire physique/chimie/biologie comme l'attestent les nombreuses relations académiques et la présence d'une première année commune à quatre parcours.

Les parcours s'inscrivent dans les deux Instituts thématiques Interdisciplinaires HiFunMat et QMat.

Le parcours franco-allemand IM-PolyS est le fruit d'un partenariat avec l'université de Fribourg et est définitivement orienté vers l'international avec des cours dispensés en anglais sur les deux universités. À l'exception de ce parcours, les mobilités entrantes et sortantes sont quasiment inexistantes, quoique possibles.

La formation bénéficie d'un environnement de recherche de qualité puisqu'elle est adossée à la Fédération de Recherche en Matériaux et Nanosciences de la Région Grand Est (FRMNGE) et à l'Institut Carnot MICA. Ainsi, les intervenants sont majoritairement des enseignants-chercheurs. Les étudiants ont tous un nombre d'heures de formation à et par la recherche importante allant de 45 heures à 210 heures pour les parcours francophone et bien supérieure pour IM-PolyS. À cela s'ajoutent des projets et des stages en laboratoire.

Les relations avec les écoles partenaires permettent des interventions de professionnels extérieurs. Mais les heures semblent se concentrer sur le parcours IM-PolyS et se limite à deux heures par intervenant en moyenne selon les données fournies : 37 heures au total pour 15 professionnels. La préparation à la vie professionnelle est limitée à des interventions non obligatoires des services universitaires d'insertion (BAIPS). Il serait souhaitable que la prochaine ouverture à l'alternance du parcours DSMI enclenche une meilleure professionnalisation de tous les parcours.

2. L'organisation pédagogique de la formation

Le programme de la formation est construit conformément à ses objectifs. L'approche par compétences n'a pas encore été mise en place et n'est pas non plus envisagée dans le dossier.

Bien que les CM/TD et les TP constituent la base des dispositifs pédagogiques, la pratique est souvent organisée autour des laboratoires de recherche. Dans le cadre des Instituts Thématiques Interdisciplinaires (ITI), des étudiants peuvent profiter d'écoles d'été par exemple. Les enseignants proposent des séances de révision par visioconférences.

Hormis le parcours IM-PolyS intégralement ouvert à l'international, les étudiants des autres parcours bénéficient d'enseignement de l'anglais d'une trentaine d'heures et d'enseignements en anglais pour plus d'une centaine

d'heures. Des dispositifs d'aide à la mobilité des étudiants sont proposés par les services de l'établissement, et ne sont pas à l'initiative de la mention.

Le master SGM n'est ouvert ni à l'alternance ni à la formation continue. La prochaine ouverture du parcours DSMI devrait permettre une diversification des publics.

3. L'attractivité, la performance et la pertinence de la formation

L'attractivité n'est pas sérieusement suivie par la formation. Les données sur les candidatures sont disparates ou inexistantes. Les actions de communications sont limitées aux flyers, aux journées portes ouvertes et à la promotion de la mention aux étudiants de licences de l'établissement.

La réussite des étudiants est correctement suivie par l'équipe pédagogique et ce suivi permet d'améliorer la formation lors de discussions au sein du conseil de perfectionnement. Les taux de réussite sont très bons, ils sont supérieurs à 95 %.

Seul l'Observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (ORESIPÉ) enquête sur les diplômés. Les taux de réponse sont bons à l'exception du parcours IM-PolyS qui propose un questionnaire en français. Le responsable devrait mettre à la disposition des étudiants étrangers un questionnaire rédigé en anglais. Les taux d'insertion sont bons, supérieurs à 90 % et les débouchés sont en accord avec le niveau du diplôme et les objectifs de la formation aussi bien en ce qui concerne les poursuites en doctorat que l'insertion professionnelle en entreprise.

4. Le pilotage et l'amélioration continue de la formation

Les moyens à disposition de la formation sont en adéquation avec ses objectifs, avec un total de 246 enseignants permanents y intervenant et d'aucun enseignant temporaire. À l'instar des autres mentions, les enseignants peuvent être soutenus par l'Institut de Développement et d'Innovation Pédagogique (IDIP).

La démarche d'amélioration continue repose sur le conseil de perfectionnement annuel qui propose des adaptations. Le conseil de perfectionnement qui se situe au niveau de la mention est correctement constitué avec des étudiants, des diplômés, des représentants d'enseignants des autres composantes et du monde socio-professionnel. Les enseignements sont évalués par les étudiants tous les ans.

Conclusion

Points forts

- Une formation au cœur d'un environnement académique de qualité (Unistra, INSA, UHA, ECPM, ENSCMu, université de Fribourg),
- Une formation à et par la recherche de qualité.

Points faibles

- Peu de modules de préparation à la vie professionnelle ou à l'entrepreneuriat,
- Pas de suivi des candidatures et de l'attractivité.

Recommandations

- Améliorer les liens avec les partenaires socio-économiques par exemple en proposant à l'alternance un des parcours, le master y gagnerait beaucoup,
- Mettre en place un suivi détaillé des candidatures et du recrutement.

Observations de l'établissement

1
Madame Lynne FRANJIE
Directrice
Département d'évaluation des formations
HCERES
7

Strasbourg, 9 février 2023

Objet: Observations de l'établissement sur le rapport d'évaluation du bilan du 2^m cycle de l'Université de Strasbourg présenté par l'HCERES

Réf.: MD/SF/N° 2023-010

Michel Deneken
Président

Madame la Directrice,

Affaire suivie par
cabinet de la Présidence
president@unistra.fr
Tél.: 03 68 85 70 81

Nous avons pris connaissance avec intérêt du rapport d'évaluation produit par le comité d'experts du HCERES, rapport basé sur le travail conséquent d'autoévaluation mené en interne à l'établissement et sur les auditions réalisées par vos soins les 12 et 13 octobre 2022.

Nous remercions l'ensemble des membres du comité pour leur écoute et la qualité des échanges au cours de leur visite en distanciel. Cette visite virtuelle a permis au comité de se projeter dans le futur proche de notre université, et l'a également conduit à formuler un avis largement favorable sur l'ensemble de notre offre de formation, ce dont nous nous félicitons. La plupart des remarques et suggestions d'amélioration soulignées par les experts ont été prises en compte dans l'élaboration de notre prochaine offre de formation avant que ne nous parvienne le rapport provisoire du HCERES. Les documents relatifs à la prochaine offre de formation vous parviendront d'ailleurs d'une manière quasi concomitante à ce courrier.

L'établissement se félicite d'avoir engagé cette réflexion en amont il y a plus de 18 mois et d'avoir identifié des points de modifications et des axes prioritaires qui recouvrent et complètent ceux identifiés par les experts du HCERES. En effet, lors du développement de son projet stratégique d'établissement, et plus précisément sur le projet de formation, l'Université de Strasbourg a défini parmi ses axes prioritaires: l'internationalisation des formations, la professionnalisation des formations et la généralisation de l'approche par compétences grâce à un travail de co-construction avec les personnels et ses partenaires.

cabinet de la Présidence
Bât. La Présidence
20a, rue René Descartes
president@unistra.fr

Bien que le rapport que vous nous avez fait parvenir soit largement positif, nous restons attachés à donner une image la plus correcte possible de notre université en ce qui concerne les faits et données chiffrées avancées. Aussi, nous apportons quelques observations dans la suite de ce courrier afin que la vision formulée dans le rapport soit en conformité avec la réalité.

Adresse postale:
4 rue Blaise Pascal
CS 90032
67081 Strasbourg Cedex
Tél.: +33 (0)3 68 85 70 81
www.unistra.fr

1. Remarques générales

L'université est fière que les experts du HCERES aient reconnu que l'offre de formation soit riche, diversifiée, attractive et en lien avec son environnement socio-économique d'où une bonne attractivité nationale et internationale, et ce quel que soit le domaine disciplinaire. Les experts mettent également en avant des formations d'excellence en appui sur des laboratoires de recherche de haut niveau.

Profitons de cet espace pour souligner l'implication des équipes pédagogiques et administratives, des directions, sans qui rien de tout cela ne serait possible.

Nous retenons également de l'expertise du HCERES que le pilotage des fonds de l'université liés à l'initiative d'excellence (IdEx) est conséquent et de qualité, et que ces fonds ont permis d'initier des transformations profondes et nombreuses au sein de l'offre de formation.

Nous soulignons cependant que dans les deux rapports, 1er et 2ème cycles, l'Université de Strasbourg a relevé plus de 150 erreurs factuelles. Trop longue pour être reprise dans le cadre de ce courrier, la liste détaillée de ces erreurs vous a été transmise selon les modalités indiquées.

Nous reviendrons également sur plusieurs observations que nous précisons ci-dessous. Le calendrier contraint et la mise disposition d'un fichier au format Excel, que la vague C a éprouvée, peut expliquer un certain nombre de commentaires malavisés par les membres du comité. Cédant parfois à la généralité et sans tenir compte de dispositifs pédagogiques particuliers, certains commentaires renforcent en effet le sentiment partagé par les responsables de formation qu'un fichier Excel quantitatif ne saurait rendre compte de la plus-value pédagogique qualitative qu'apportent les équipes.

Les auditions menées en ligne sur un échantillon de formations restreint sont de nature à expliquer certaines interprétations du comité d'experts. Ces auditions en ligne se sont déroulées sans aucun problème technique majeur, mais ont donné lieu à quelques surprises administratives. Ainsi, des doyens et directeurs ont été choqués que le comité leur signale qu'ils n'étaient pas les bienvenus à ces auditions, et que celles-ci ne s'adressaient qu'aux pilotes de formation. Ces collègues avaient été invités formellement par l'université à participer à ces auditions conformément aux directives du HCERES dans son courrier du 30/09/2022 « *outre les responsables du pilotage politique et administratif en charge des formations, les comités d'experts souhaitent rencontrer le responsable de chaque formation auditionnée (ex. Licence Théologie protestante ou Master Design), auquel peuvent se joindre notamment les responsables de parcours de cette formation, la direction de la composante qui la porte* ».

Enfin, plusieurs responsables de formation s'interrogent sur l'utilisation réelle faites par les experts des comptes rendus des conseils de perfectionnement. En effet, lors de ces conseils, des points d'amélioration sont mentionnés régulièrement, points que les équipes pédagogiques ont à cœur d'intégrer lors des renouvellements des formations. Or, ces points d'amélioration sont présentés par les experts comme des points négatifs. Il est regrettable que les informations qui proviennent d'une démarche d'amélioration continue, ouverte et partagée,

soient utilisées en vue d'amplifier des points négatifs ou d'amélioration. Le HCERES ne devrait-il pas se limiter à s'assurer que les conseils de perfectionnement existent et sont fonctionnels?

II. Remarques générales relatives au 2ème cycle

Les experts adressent à l'université la recommandation d'améliorer **le suivi du devenir des étudiants**. Cependant la durée indiquée dans l'auto-évaluation n'est pas en mesure de satisfaire à la fois les exigences ministérielles (à 30 mois) et les demandes à 18 mois ou 12 mois qui sont adressées à l'université. Afin de permettre un suivi des étudiants, l'Observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (l'ORESIPÉ) a été mis en place, et des enquêtes internes aux composantes sont également menées. Cet observatoire est le résultat d'une collaboration étroite entre l'Université de Strasbourg et l'Université de Haute Alsace en concertation avec le Rectorat. Nous aspirons à l'harmonisation des périodes de suivi des étudiants et à la mise en place au niveau national d'un outil pertinent à ce sujet.

Les experts évoquent dans le rapport des **taux de réussite** ou des taux de suivi d'autres universités, voire un taux de réussite au niveau national sans jamais donner de sources. Ainsi, nous pouvons lire (p.189) « *li faut relever un taux de diplomation relativement faible pour un master, dont une raison semble être le nombre important d'abandons au cours des deux années.*» Le rapport du HCERES indique *donc* que le taux d'échec serait relativement élevé par rapport à la moyenne des autres masters, mais sans fournir aucun chiffre à l'appui pour étayer cette affirmation.

Indépendamment du rapport du HCERES, les **processus internes d'évaluation** des formations, les conseils de perfectionnement, et les différentes instances et groupes de travail mobilisés, conduisent déjà les porteurs de formations à renforcer la démarche d'amélioration continue. c'est un processus interne essentiel que notre établissement met en œuvre afin de faire bénéficier à nos étudiants des meilleures formations et faire face à une concurrence externe privée, lucrative, autorisée et reconnue par notre tutelle.

Il est indiqué (p.9 notamment) que les « **poursuites en doctorat** » seraient « insuffisamment évoquées » dans certaines formations, par exemple dans le 2ème cycle en philosophie. Nous avons beaucoup de mal à déterminer sur quelles bases factuelles les experts ont pu aboutir à cette conclusion. En effet, la préparation au doctorat via les UE de recherche sont nombreuses et présentes dans toutes les disciplines. Dans le cas particulier de la philosophie, l'adossement à la recherche de ce parcours de master existe et le rapport du HCERES souligne lui-même un « très bon adossement à la recherche » dans la rubrique « points forts » (p. 190 du rapport global, p. 2 du rapport sur le master mention philosophie). Le doctorat a par ailleurs été évoqué dans le rapport d'autoévaluation portant sur le CREPHAC, l'unité de recherche intégrée à la Faculté de philosophie, et le rapport du HCERES indique précisément p. 8, dans la rubrique « Appréciation sur le fonctionnement de l'unité », que: « Les doctorants et post-doctorants sont bien intégrés dans le fonctionnement et peuvent bénéficier d'un soutien de l'unité et de l'ensemble des titulaires tant au niveau de leurs recherches que pour l'organisation de manifestations scientifiques ». Il semble donc que les différents rapports émis par le HCERES relatifs à nos structures présentent certaines incohérences mutuelles, ce qui suggère que les groupes d'experts distincts ayant élaborés les différents rapports n'ont peut-être pas disposé de suffisamment de temps pour croiser et harmoniser leurs évaluations.

Cet exemple lié à la philosophie se retrouve malheureusement dans d'autres disciplines et donne parfois l'impression que des parties du rapport ont été rédigées indépendamment des documents d'auto-évaluation ou des échanges lors des auditions.

Nous espérons que ces quelques éléments complémentaires vous permettront de mieux apprécier le bilan et le projet porté par notre université.

veuillez agréer, Madame la Directrice, l'expression de ma considération distinguée.



Michel Deneken

Les rapports d'évaluation du Hcéres
sont consultables en ligne : www.hceres.fr

Évaluation des universités et des écoles
Évaluation des unités de recherche
Évaluation des formations
Évaluation des organismes nationaux de recherche
Évaluation et accréditation internationales



2 rue Albert Einstein
75013 Paris, France
T. 33 (0)1 55 55 60 10

hceres.fr

[@Hceres_](https://twitter.com/Hceres_)

[Hcéres](https://www.youtube.com/Hceres)